

هكذا من لا يملك

« Le Monde des livres »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14734 - 6 F

VENDREDI 12 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Echanges agricoles et « représailles » américaines

## Le conflit commercial s'envenime entre les Etats-Unis et l'Europe

### Menaces

INDISPOSÉS par la politique européenne de soutien aux producteurs de soja, les Etats-Unis ont décidé d'appliquer des représailles commerciales à l'encontre des Douze, menaçant de doubler les droits de douane pour un certain nombre de produits venant du Vieux Continent. En choisissant l'affrontement, au lieu de continuer aux règles du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), Washington ne cède pas seulement aux pressions du puissant lobby du soja.

Alors que le tribunal Ross Perot fait reculer avec des propos protectionnistes, le président Bush est soudain moins enclin à obtenir un accord final dans l'Uruguay Round avant l'échéance de novembre. Tout motif est bon pour temporiser et le soja européen « subventionné » est une excellente graine de discorde. Richard Nixon l'avait déjà utilisé en 1973, décrétant un embargo alimentaire pour faire monter la pression contre l'Europe, à la veille de négociations commerciales.

MAIS le calcul électoral ne rassure pas à lui seul les dirigeants américains. C'est l'Amérique agricole, celle qui a triomphé il y a un peu plus d'un an, dans les salles du pouvoir, qui paraît réclamer son dû : être regardée comme la puissance des puissances, à ce titre, dérange aux règles du jeu communautaire. A l'issue de la guerre du Golfe, les Etats-Unis appelaient de leurs vœux l'instauration d'un nouvel ordre mondial qu'on sentait bien dérapé dans la bataille du dollar. Ce monde, que l'Europe, malgré ses tironnements internes, gagne en solidité, en cohésion politique, monétaire, commerciale voire militaire.

Les tirages ne cessent de s'aggraver de part et d'autre de l'Atlantique. Une préférence communautaire voit le jour dans le domaine des télécommunications ou des marchés publics, équivalent de celui américain (la justification d'acheter américain) et ceux depuis longtemps aux Etats-Unis. L'acier reste un sujet épineux. L'Union monétaire concurrence la suprématie du dollar et le corps d'armée franco-allemand fait gagner les stratégies du Pentagone.

A la chute du communisme, l'aidant, un réajustement s'opère entre les Etats-Unis et l'Europe, où cette dernière peut trouver son profit. C'est à Washington que se recrutent ainsi les plus virulents adversaires de Maastricht. Par le passé, on vit souvent l'Europe reculer face aux menaces du gros bâton américain, et l'agriculture faisait les frais des concessions des Douze, au grand dam des paysans français en particulier. La récente réforme drastique de la PAC (politique agricole commune) incite l'Europe à refuser tout sacrifice supplémentaire.

Le gouvernement français, par exemple, ne peut courir le risque d'une nouvelle motion de censure « agricole ». L'issue du conflit est engagée par les Etats-Unis paraît donc incertaine, car les Douze n'ont rien à lâcher. Pour avoir relevé l'Europe exsangue de l'après-guerre grâce au plan Marshall et aux totes d'aide alimentaire, l'Amérique ne se résout pas à voir s'effriter en face d'elle une puissance qu'elle a nourrie.

00147 - 06120 - 6.00 F



Une campagne qui pourrait être orchestrée par le pouvoir

## La presse libyenne prône l'ouverture vers l'Occident

Prônant une ouverture vers l'Occident, plusieurs organes de presse officiels libyens viennent de critiquer avec virulence la « politique arabiste et islamiste » du régime du colonel Kadhafi. Cependant, selon les observateurs, ce dernier ne paraît pas menacé par cette campagne qui, en fait, pourrait lui permettre de préparer l'opinion, sinon des dirigeants réticents, à un virage politique et diplomatique important.



Lire page 5 l'article de MOUNA NAÏM

## Cambodge : les « casques bleus » muselés

Le refus de coopérer des Khmers rouges menace le plan de paix

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

La nuit, autour du palais royal à nouveau occupé par le prince Norodom Sihanouk, il n'est pas rare de voir les soldats de garde poser leur fusil sur le sol et s'allonger pour fumer, ou étudier à la lueur des rares électricités, quand ils ne somnolent pas. Et pourtant, à quelques mètres de là, derrière des murs impénétrables à peine gardés, se terre la délégation khmère rouge au Conseil national suprême (CNS). Bruissante d'activités - surtout depuis l'arrivée du carrousel ouïssien et du pactole qu'il représente pour le commerce local - Phnom-Penh ne donne guère l'impression d'une capitale de pays déchiré.

Et pourtant, après des mois d'un calme trompeur qui a suivi la signature, le 23 octobre dernier, des accords de Paris, la situation n'a cessé de se détériorer depuis le mois d'avril, au fur et à mesure qu'approchait la date du 13 juin, début de la phase 2 du plan des Nations unies, qui prévoyait le regroupement et le désarmement

des forces en présence. Au point que le général français Michel Lorrion, commandant en second de la force militaire de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU), a tiré la sonnette d'alarme (le Monde du 2 juin), quelques jours avant la réunion du CNS du 5 juin.

Cette réunion, dans le cadre solennel du palais royal, avait donné lieu à un dialogue de sourds entre le chef khmer rouge Khieu Samphan et les autres parties au conflit. Y compris les Chinois, longtemps les principaux bailleurs de fonds et d'armes de M. Pol Pot, et qui ont, à cette occasion, apporté un soutien d'une fermeté inattendue au plan de l'ONU. Le prince Sihanouk, pourtant artiste consommé dans l'art du compromis, comme le Japonais Yasushi Akashi, « patron » de l'APRONUC, à travers la langue de bois des formules diplomatiques, n'avait pas hésité à accuser nommément les Khmers rouges d'être les seuls à refuser de respecter un accord qu'ils avaient pourtant signé.

PATRICE DE BEER

Lire la suite page 4

## Un nouveau citoyen

L'homme politique confronté à de sévères exigences

par Jean-Denis Bredin

de l'Académie française

L - S'il fait beau, c'est qu'il va pleuvoir. S'il pleut, c'est qu'il pleut toujours. Ce regard sombre, nous ne le réservons pas au temps. Nous sommes mécontents, inquiets, toujours soupçonneux. Et toujours fascinés par les catastrophes : celles qui sont annoncées, redoutées, celles qui frappent les autres. D'une certaine manière le récit des catastrophes nous tient chaud. Il nous aide à vivre. Faut-il écouter un journal d'informations au petit matin ? Cette succession haletante de guerres, de crimes, de tremblements de terre, de scandales, de licenciements massifs : tout ce à quoi nous avons échappé dans la nuit ?

Comment la politique ne subirait-elle cette vision sinistre ? Les élections régionales ont radiographié une France de plus en plus malade. Ceux qui lisent nos radios ont observé des taches sombres, qui risquent de se propager. Voici que s'installe, se consolide, un parti fasciste ou presque, ramassant les rancœurs, appelant à la haine. Voici que

s'épanouissent deux mouvements dits écologiques, qui expriment un rêve décadent, peut-être réactionnaire, la nostalgie d'un temps sans usines, ou simplement qui disent la puissance irrésistible des modes.

Faut-il observer - sur vingt ans - le taux des abstentions, signe évident du désintérêt des Français, de leur repliement sur la vie privée ? Faut-il regarder le déclin du Parti socialiste, et le « tassement » des partis de la droite traditionnelle, signifiant, outre l'indifférence aux difficultés du gouvernement, et l'ingratitude, un mépris croissant du politique, peut-être la tentation du « l'importe-quoi » ? Et que penser du maintien, en France, d'un Parti communiste, quand l'histoire a enseveli le communisme ? Que dire enfin de la dictature des médias, tant avides d'affrontements et de scandales, dramatisant chaque souci, réduisant la démocratie aux nécessités de ses spectacles ?

Sinistre bilan, assurant les spécialistes, hérité des anciennes maladies françaises, fait aussi des fragilités d'une démocratie vieillissante.

Lire la suite page 2

LE MONDE DES LIVRES

### Géographie du déshonneur

Après la publication, si longtemps retardée, du « Journal » de Drieu la Rochelle, voici *La NRF des années sombres* de Pierre Hebey qui rappelle ce que devint la célèbre maison d'édition entre juin 1940 et juin 1941. Rien qui ne soit vraiment inconnu dans cette recension, mais, comme l'écrit Bertrand Poirot-Delpech, à travers ce nouveau défilé connu des *crânes ahurissants* et des *lapses fâcheux*, des engagements frénétiques et des *bouts de chemin imprudents* se dessine une cruelle géographie du déshonneur. En opposition, surgit la figure exemplaire de Jean Paulhan, un des premiers à résister, puis à condamner l'épuration. François Bont analyse son *Traité des jours sombres*, un choix de lettres écrites entre 1937 et 1945, ou comment l'amour de la grammaire mène à la résistance.

■ Mary Wesley, lady indigne ■ L'injustice faite aux auteurs grecs ■ Partout, la poésie ■ Chers espions ■ La chrétienté orientale de A à Z ■ L'épopée cosmologique de Platon ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Dévoilements mineurs » ■ D'autres mondes par Nicole Zand : « La rage de Graciliano » pages 37 à 46

David Rudnitsky

## LES JOIES DE LA DÉPRESSION

## SOUVENEZ-VOUS :

aujourd'hui est le plus beau jour des quelques semaines qu'il vous reste à vivre !!

Seuil

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Argentine, 4.500 \$; Brésil, 9 \$; Canada, 2.25 \$; Chili, 2.500 \$; Espagne, 2.500 \$; France, 6.000 \$; Allemagne, 2.500 \$; Italie, 2.500 \$; Japon, 2.500 \$; Belgique, 40 \$; Danemark, 2.250 \$; Grèce, 2.250 \$; Hongrie, 2.250 \$; Irlande, 2.250 \$; Israël, 2.250 \$; Pays-Bas, 2.250 \$; Norvège, 2.250 \$; Pologne, 2.250 \$; Portugal, 2.250 \$; Roumanie, 2.250 \$; Royaume-Uni, 2.250 \$; Suède, 2.250 \$; Suisse, 2.250 \$; Tchécoslovaquie, 2.250 \$; Turquie, 2.250 \$; Union soviétique, 2.250 \$; États-Unis, 2.250 \$; Venezuela, 2.250 \$.







# ÉTRANGER

## Un entretien avec le président du Parti socialiste serbe « Il n'y a pas de problème de frontières en Yougoslavie », nous déclare M. Borisav Jovic

M. Borisav Jovic est l'un des plus proches collaborateurs de l'homme fort de la Serbie, M. Slobodan Milosevic. En mai 1990, lorsqu'il devient, pour un an, président de la Fédération yougoslave, il dénonce le danger de guerre civile et de désintégration du pays. En mars 1991, alors que le pouvoir de M. Milosevic est menacé par les émeutes de Belgrade, M. Jovic ordonne le déplacement des chars dans la capitale. Quelques jours plus tard il suggère, sans succès, l'instauration de l'état d'urgence pour empêcher la déliquescence de la Fédération. Ce politicien chevronné de soixante-quatre ans dirige le Parti socialiste serbe (ex-communiste) au pouvoir en Serbie et préside le Comité de coopération avec l'ONU, créé à la suite de l'adoption du plan de paix des Nations unies en Croatie. Dans un entretien accordé au Monde, il analyse la situation en Serbie et dans la nouvelle Yougoslavie.

BELGRADE

de notre correspondant

« M. Milosevic a annoncé à plusieurs reprises ces dernières semaines qu'il pourrait démissionner. Croyez-vous à son départ ? »  
« Je pense que cela ne signifie pas grand-chose. M. Milosevic s'est dit prêt à offrir sa démission si cela permettait la levée des sanctions. Mais avant que je sache, la communauté internationale n'a pas promis de lever l'embargo s'il se retirait... M. Milosevic a pris des engagements vis-à-vis de ses électeurs et ne peut démissionner qu'après les avoir consultés, par exemple par référendum... »  
« La Serbie n'a-t-elle aucune responsabilité dans la guerre en Bosnie ? »  
« La Serbie n'a jamais dit cela. Nous avons toujours dit que nous n'étions ni les seuls responsables ni les seuls coupables. Les sanctions contre la Serbie et la Yougoslavie n'auront aucun effet sur la guerre en Bosnie-Herzégovine tant que les responsables de ce conflit n'auront pas été punis proportionnellement à leur degré de culpabilité... »  
« En faisant pression sur une seule partie, on favorise de facto les autres parties en conflit. Et

J'insiste : la Serbie et la Yougoslavie ne sont pas les plus responsables et ne peuvent pas être qualifiées d'agresseurs. Nous n'avons aucune prétention territoriale en Bosnie, ni dans les autres Républiques. Nous avons informé à plusieurs reprises le Conseil de sécurité de l'ONU que nous reconnaissons leurs frontières. Le problème en Bosnie ne concerne pas les frontières, mais le pouvoir. Les peuples de Bosnie ne sont pas d'accord sur l'organisation interne de leur État : la Bosnie n'existe donc pas en tant qu'État puisque cet État ne fonctionne pas. Pour le moment elle n'existe que comme territoire. La Yougoslavie reconnaît ce territoire, elle ne reconnaît pas la légitimité du pouvoir de Bosnie-Herzégovine.

### « L'autodétermination des peuples »

« La Serbie n'occupe-t-elle pas actuellement un tiers de la Croatie ? »  
« Si l'on considère que les gens qui occupent leur maison et leur jardin occupent des territoires, oui. Ces territoires ont été repris pendant la guerre par les Serbes qui y vivaient et sont désormais soumis à l'autorité des citoyens qui les habitent... »  
« La solution générale du conflit passe-t-elle par une modification des frontières ? »  
« Il n'y a pas de problème de frontières en Yougoslavie. Une modification des frontières entre les Républiques est une question qui n'existe pas et qui ne s'est jamais posée. Le seul problème, c'est celui de l'autodétermination des peuples. C'est, par exemple, aux Serbes qu'il revient de décider s'ils veulent rester en Croatie et en Bosnie, ou s'ils préfèrent choisir une autre solution. Si des Serbes aspirent à quitter ces Républiques, ils devront négocier leur départ et parvenir à un accord avec toutes les parties concernées... »  
« A quel moment pourra-t-on considérer que la question nationale serbe sera réglée ? »  
« La question nationale serbe a cessé d'être une question nationale de la Yougoslavie puisque le peuple serbe était divisé dans plusieurs Républiques. Nous n'avons jamais considéré que la Serbie doit décider du sort des Serbes qui vivent en dehors de notre

République. Nous estimons seulement que ces Serbes doivent pouvoir décider sur un pied d'égalité avec les autres peuples de leur propre avenir. On commet une grave erreur, à l'étranger, en croyant que la Serbie décide du sort des Serbes qui vivent dans les autres Républiques, et qu'elle peut leur ordonner de faire ou de ne pas faire la guerre. Cette idée est absurde et nous a coûté déjà très cher. Il ne faut pas oublier que les Serbes de Bosnie-Herzégovine notamment ont vécu pendant des siècles dans un État indépendant de la Serbie.

« Est-ce que l'embargo vous embarrasse ? »

« C'est une catastrophe, une punition très grave pour le peuple. Il est résisté comme une injustice à avoir tout simplement le risque de ne pas avoir d'effet sur le conflit en Bosnie-Herzégovine. Car la Serbie et la Yougoslavie n'ont pas d'influence sur la situation en Bosnie, comme on tente de le faire croire.

« Le peuple serbe ressent d'autre part les sanctions comme une pression politique pour le forcer à choisir des dirigeants qui conviennent à la communauté internationale. La Yougoslavie a répondu à toutes les exigences de l'étranger ; nous ne pouvons donc plus rien faire si ce n'est d'endurer cette injustice. Nous sommes profondément déçus par nos amis étrangers qui ont sacrifié la vérité et la justice au profit de leur intérêt personnel. L'histoire montrera combien ils ont été injustes envers nous ; la Serbie et la Yougoslavie n'ont défendu qu'une seule idée : le règlement pacifique de la crise yougoslave.

### « Les facteurs étrangers »

« Que représente l'opposition en Serbie ? »  
« Elle représente l'opposition... »  
« Est-ce que le pouvoir est menacé ? »  
« Le pouvoir n'est pas menacé par l'opposition, mais par les très fortes pressions politiques et économiques exercées par l'étranger. En fait, nous avons deux types d'opposition : l'une, constructive,

qui a participé aux élections ; l'autre, qui soutient les pressions étrangères contre son propre pays, et qui refuse de participer au règlement démocratique des problèmes internes. Elle veut renverser le pouvoir par des méthodes bolcheviques - dans la rue, par des manifestations, par la guerre civile, selon les principes de la « révolution socialiste ».

« Elle ne peut donc plus être considérée comme une opposition politique démocratique ? »

« Si l'opposition veut remplacer le pouvoir en place, elle peut le faire en gagnant les élections par la voie démocratique. Mais si elle utilise la force, nous devons répondre par la force.

« On évoque parfois les risques d'une guerre civile en Serbie.

« Elle est possible si les facteurs étrangers continuent à encourager le désordre comme ils l'ont fait en Croatie et en Bosnie. Car la guerre civile n'aurait jamais éclaté dans ces deux Républiques si la communauté internationale n'avait pas ouvertement armé les formations paramilitaires... »

Propos recueillis par FLORENCE HARTMANN

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### M. Havel annonce qu'il est candidat à un nouveau mandat présidentiel

Le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a confirmé, mercredi 10 juin, qu'il reste candidat à un troisième mandat présidentiel. Mais M. Vladimir Meciar, chef du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), a indiqué plus tôt dans la journée qu'il refusait de rencontrer le président Havel jeudi à Prague, en marge de la deuxième séance de négociations pour former un nouveau gouvernement fédéral.

Le HZDS a accepté que le futur président de la République soit un Tchéque, mais a indiqué que ses députés ne voteraient pas pour M. Havel. « C'est la réponse personnelle (de M. Meciar) aux prises de position de M. Havel lors de la campagne électorale et après les élections », a souligné un porte-parole du HZDS. Ce mouvement reproche au chef de l'État d'avoir implicitement critiqué M. Meciar avant le scrutin législatif en appelant à ne pas voter « pour ceux qui ont des tendances dictatoriales » et qui « proposent des solutions aventureuses ».

Le porte-parole de la présidence, M. Michael Zantovsky, a simplement confirmé, mercredi, que le président Havel « recevra jeudi une délégation du HZDS, telle qu'elle sera envoyée » par le parti slovaque. La candidature de M. Havel devrait être soumise, début juillet, à l'Assemblée fédérale. Pour être élu, le président doit obtenir une majorité des trois cinquièmes au premier tour ou une majorité simple dans chacune des deux chambres au deuxième tour.

M. Vaclav Klaus, le dirigeant du Parti démocratique civique, grand vainqueur des élections des 5 et 6 juin en Bohême et en Moravie, s'est refusé à tout commentaire sur l'attitude de M. Meciar. Les deux hommes devaient se retrouver, jeudi après-midi à Prague, pour de nouveaux entretiens. Les négociations portent sur deux points principaux : la composition du présidium de l'Assemblée fédérale ; les structures et le rôle du futur gouvernement fédéral tchécoslovaque. - (AFP)

## CEI

### M. Eltsine annonce la création prochaine de frontières « russes »

Le président Boris Eltsine a annoncé, mercredi 10 juin, la prochaine création de « véritables frontières d'État » de la Russie avec l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. En effet, les entrées d'Iran et de Turquie en Azerbaïdjan se « font pratiquement sans visas », a-t-il estimé à l'issue d'une réunion avec les militaires. M. Eltsine a noté aussi que ces « marchandises sortaient sans contrôle de Russie vers les pays voisins » et que « les services de renseignement d'États étrangers agissent librement en Russie via ces pays ».

Il s'est, en revanche, prononcé pour la fermeture des frontières au sud des États d'Asie centrale, appelant le Tadjikistan et le Turkménistan à suivre l'exemple des autres dirigeants de la région et à signer

un accord bilatéral avec la Russie incluant la question des frontières face à l'Afghanistan et à l'Iran. M. Eltsine a enfin abordé la question des frontières avec l'Ukraine, qui devront selon lui être créées si Kiev introduit sa monnaie nationale. « En attendant, a-t-il dit, nous mettons en place des postes de douanes sur tous les points de passage russo-ukrainiens.

### Nominations dans l'armée

Par ailleurs, le président Eltsine, commandant en chef des forces armées russes, a annoncé la nomination de nouveaux chefs d'armée : le général Viktor Doubynine (quarante-neuf ans), qui a servi en Afghanistan et a été le dernier

commandant des troupes soviétiques en Pologne, a été nommé chef de l'état-major et premier vice-ministre de la défense de Russie. Son premier adjoint est le général Mikhail Kolesnikov (cinquante-trois ans), qui commandait la ville de Bakou lors de l'entrée des forces soviétiques en janvier 1990 puis a été chef de l'état-major de l'armée de terre.

Sont nommés vice-ministres les généraux Valeri Mitronov (quarante-huit ans), commandant du « groupe Nord-Ouest des troupes » (Baltique) ; Vladimir Toporov (quarante-six ans), commandant de la région de Moscou et Gueorgui Kondratiev (quarante-sept ans), commandant de la région militaire du Turkestan. - (AFP, SOVT)

## ALLEMAGNE : avant le vote du Bundestag

### Le débat sur l'avortement suscite une vive opposition des milieux catholiques

Le traité de réunification entre les deux Allemagnes avait prévu de maintenir pendant deux ans, jusqu'à la fin de 1992, la coexistence de deux législations différentes en matière d'avortement, à charge pour le futur Parlement réunifié d'élaborer un nouveau texte. A l'approche du vote au Bundestag, fin juin, le débat entre les partisans d'un droit libéral et les conservateurs, appuyés massivement par les milieux catholiques, a été extrêmement virulent.

## BERLIN

de notre correspondant

Les situations étaient radicalement différentes dans les deux parties de l'Allemagne. Dans l'Est, où l'ex-Sta communiste garantissait aux femmes de grandes facilités pour élever leurs enfants, l'avortement était considéré comme relevant de leur stricte responsabilité. La législation est-allemande autorisait les interruptions de grossesse pendant les trois premiers mois. A l'Ouest, en revanche, où le système social et éducatif privilégiait la famille traditionnelle par rapport au travail des femmes, la législation en vigueur en matière d'avortement est l'une des plus restrictives d'Europe occidentale. L'interruption de grossesse y est toujours possible de poursuites sauf si les médecins estiment que la santé psychique ou physique de la mère est en danger. Le tribunal constitutionnel avait fait prévaloir en 1975, contre la coalition des sociaux-démocrates et des libéraux au pouvoir, une interprétation de la Constitution favorable aux thèses des milieux conservateurs, surtout catholiques, sur la

défense de la vie avant la naissance.

Les Allemands de l'Est ont insisté, pendant les négociations sur l'unification, pour le maintien de leur législation relative à l'avortement. D'une manière générale dans l'ex-RDA, les facilités offertes aux femmes pour disposer d'elles-mêmes et combiner leurs responsabilités de mère avec leur vie professionnelle étaient considérées comme un des rares acquis du régime communiste. La démographie est-allemande était nettement plus élevée que celle de l'Ouest jusqu'à la réunification.

Le système social de la RDA offrait des avantages pour la garde des enfants, les horaires de travail ainsi qu'un système de logement pour les mères célibataires. Depuis la réunification, le taux de natalité a chuté de 46 % à l'Est, reflétant l'incertitude dans laquelle se trouve plongée la population après la rupture de son cadre de vie social.

### Crise ouverte au sein de la CDU

Les mères célibataires ont été les premières victimes de la disparition de la RDA, la nouvelle Allemagne ne leur donnant pas les facilités dont elles bénéficiaient auparavant pour élever leurs enfants. 20 % d'entre elles se retrouvent aujourd'hui condamnées à vivre d'aides sociales après avoir perdu leur emploi.

La lutte pour le maintien de l'ancien droit est-allemand en matière d'avortement a rencontré, à l'Ouest, le soutien de tous ceux qui, depuis les années 70, souhaitaient voir le Bundestag et le tribunal constitutionnel revoir les textes en vigueur. Partisans d'une libéralisation de l'interruption de grossesse, le Parti libéral (FDP), membre de la coalition gouver-

nementale, a renoué sa vieille alliance avec le Parti social-démocrate (SPD) pour demander l'abolition de l'ancienne législation conservatrice de l'Ouest. Les deux formations ont été rejointes par un groupe de députés chrétiens-démocrates conduit par la présidente du Bundestag, M<sup>me</sup> Rita Süssmuth, et le chef du groupe des jeunes députés de la CDU, M. Pflüger, avec lequel ils ont rendu public, le 5 juin, un projet de loi commun.

Ce projet assujettit le droit à l'avortement à l'obligation de consulter une autorité médicale pendant les douze premières semaines de la grossesse. Accusé par ses détracteurs d'être anti-constitutionnel, ce projet a suscité une crise ouverte au sein de la formation du chancelier Kohl. Des pressions considérables ont été exercées sur les députés chrétiens-démocrates soutenant le texte pour qu'ils renoncent à faire bande à part. Une véritable campagne, proche de la diffamation, a été menée contre M<sup>me</sup> Süssmuth, sommée de se démettre de ses fonctions par les partis catholiques, notamment le Parti social-chrétien de Bavière (CSU), l'aile droite de la coalition.

L'épiscopat allemand, qui exerce une profonde influence sur les formations chrétiennes dans les régions du Sud et de l'Ouest, s'est lancé dans des parallèles douteux. L'archevêque de Fulda, Mgr Johannes Dyrbe, accusant la présidente du Parlement et ses amis d'« apostasie », a dénoncé « un retour à un mode de pensée national-socialiste » qui justifie « la liquidation de millions d'innocents » et accuse ses détracteurs de livrer une campagne de « provocation » contre l'Église.

HENRI DE BRESSON

Les nations éclatées

## Selon un télégramme secret qui exaspère les nationalistes

### La Russie a voté les sanctions contre la Serbie pour ne pas déplaire aux Occidentaux

## MOSCOU

de notre correspondant

Les « national-patriotes » russes, par ailleurs grands défenseurs des Serbes, ont reçu un cadeau de rêve à la veille du débat qui devait s'ouvrir, jeudi 11 juin, au Parlement sur la politique « yougoslave » du gouvernement russe. Un hebdomadaire ultra-nationaliste, Den, a ainsi publié le texte intégral d'un télégramme de l'ambassadeur de Russie auprès de l'ONU, M. Iouri Vorontsov, daté du 10 mai, c'est-à-dire peu avant le vote du Conseil de sécurité sur l'adoption de sanctions contre la Serbie.

L'ambassadeur y conseille de voter les sanctions, en invoquant, entre autres, des arguments qui ont tout pour briser le poil de députés déjà convaincus que le gouvernement n'a d'autre souci que de plaire aux Américains, quitte à trahir les « frères slaves » : « Il est très important de ne pas entrer en conflit (à ce sujet) avec les pays occidentaux et les États-Unis, où l'opinion publique est très hostile contre M. Milosevic (le président serbe) », écrit M. Vorontsov. « Il n'est pas souhaitable que notre pays paraisse personnellement associé avec lui, surtout à la veille du sommet aux États-Unis », ajoute l'ambassadeur en faisant allusion à la visite qu'entreprend, dans quelques jours à Washington, M. Boris Eltsine.

L'ambassadeur ajoute tout de même que si le vote des sanctions devait « provoquer des difficultés » au Parlement de Russie, on pourrait se contenter d'une abstention qui ne démentirait pas pour autant la Russie de respecter les décisions du Conseil. Mais au bas du texte du télégramme proprement dit, figure une note du ministère des Affaires étrangères qui approuve l'idée de voter les sanctions, et annonce qu'en même temps sera publiée une déclaration annonçant que la Russie a fait beaucoup plus que les autres pays

pour le soutien à la Serbie, mais que « sa patience est à bout » : « La Russie est une grande puissance, avec laquelle tout, y compris ses amis, doit compter ».

Tel fut bien le thème des explications données après le vote par le ministre des Affaires étrangères, M. Andreï Kozirev. Il est un fait que la Russie a fait preuve, à l'égard des dirigeants serbes, d'une très grande patience, tandis que les médias avaient insisté sur le fait que les Serbes ont des turcs et les responsabilités particulières des milices serbes ; ce n'est que lorsque la Russie a fini par faire connaître son mécontentement à Belgrade que la télévision a, dans une certaine mesure, suivi.

### La « chef » du chiffre

M. Vorontsov, vieux routier de la diplomatie soviétique, représentait l'URSS à New-York lors du vote des sanctions contre l'Irak - autre épisode qui avait suscité bien des grincements de dents à Moscou. Il représente désormais la Russie, avec en plus le titre de « conseiller diplomatique » du président Eltsine. En tête de son télégramme figure la liste des trente-trois destinations, dont des res-

ponsables de la défense, du KGB et du Parlement. Sa publication - sous un titre agressif : « Le crime du ministre des Affaires étrangères » - a été accueillie avec colère par les officiels, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères parlant lui-même de « crime » et réclamant « le châtiment des coupables ».

Le directeur de l'hebdomadaire répond par sa part qu'il n'a fait que reproduire une « photocopie qui circulait dans Moscou ». Le quotidien Izvestia contre-attaque en estimant que les ultranationalistes ont peut-être fait une jolte fleur aux « services » occidentaux, qui, avec le texte en clair du télégramme chiffré, peuvent avoir la « clef » du chiffre.

Le quotidien insiste beaucoup sur cet aspect technique sinon « criminel » de l'affaire, mais ne souffle pas mot du contenu du télégramme lui-même, pas plus que les autres journaux qui, pour la plupart, ignorent totalement le sujet : un signe parmi d'autres que, sur les sujets sensibles, les principaux médias préfèrent s'empêcher eux-mêmes certaines règles de prudence et ne pas enfreindre le censure officielle.

JAN KRAUZE

poète de 500 anciens d'Afghanistan. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : alarme à la bombe à Londres. L'explosion d'une bombe à quelques centaines de mètres du Parlement britannique, mercredi 10 juin, a endommagé plusieurs magasins sans faire de victimes, a annoncé la police. Plusieurs responsables politiques ont mis en cause l'Armée républicaine irlandaise (IRA), car la Chambre des communes avait prorogé dans la journée les mesures de lutte antiterroriste en Irlande du Nord. - (AFP, Reuters)



# ASIE

THAÏLANDE : coup de théâtre à Bangkok

## M. Anand Panyarachun a été nommé premier ministre intérimaire

M. Anand Panyarachun a été nommé à nouveau premier ministre, mercredi 10 juin, avec pour mission d'organiser de nouvelles élections dans un délai de quatre mois. Cette décision, annoncée à la surprise générale, a été favorablement accueillie, notamment dans les rangs de l'opposition.

BANGKOK

de notre correspondant

Un véritable coup de théâtre. Dans la matinée de mercredi, les deux Chambres avaient révisé, à la quasi-unanimité, la Constitution. Le premier ministre serait donc désormais choisi parmi les députés. En début de soirée, sur proposition du speaker de l'Assemblée, le roi a choisi un premier ministre qui n'était pas un élu, en l'occurrence M. Anand Panyarachun, déjà nommé chef du gouvernement par les militaires à la suite du coup d'État du 23 février 1991.

La surprise a été totale, à telle enseigne que le candidat de la majorité promilitaire à l'Assemblée, l'ancien maréchal de l'air Somborn Rahong, attendait déjà à son domicile, en grand uniforme, entouré de partisans et de journalistes, le message du roi qui aurait dû l'informier officiellement de sa nomination. La peur que la formation d'un cabinet Somborn, appuyé par les forces armées, ne fasse redescendre les gens dans la rue l'a donc emporté sur toute autre considération. Pour éviter toute manœuvre susceptible de la faire capoter, la nomination de M. Anand a donc été décidée très rapidement et en petit comité.

Mercredi, en milieu d'après-midi, M. Arthit Urairak, speaker de l'Assemblée, s'est rendu au palais pour s'y entretenir avec les conseillers privés du roi. À la sortie de cet entretien d'une heure, il a téléphoné à M. Anand pour lui proposer la direction du gouvernement, une offre que l'ancien premier ministre a vite acceptée. M. Arthit s'est alors rendu officiellement chez le roi pour soumettre à son contreseing cette nomination.

M. Anand sera premier ministre - « à titre intérimaire », a-t-il lui-même précisé - jusqu'à de nouvelles élections, soit pendant environ quatre mois. La lettre de la Constitution est respectée : la

révision ne devient effective qu'une fois signée par le roi, qui dispose d'un délai de trois mois pour le faire. Avant l'expiration de ce délai, M. Anand devra annoncer la dissolution de l'Assemblée et, jusqu'au jour du scrutin, expédier les affaires courantes.

### Éviter une grave crise

Cette astuce permet donc d'éviter une grave crise. Ou, du moins, de la reporter car restent à élucider le drame provoqué par la disparition de centaines de gens et le problème de la responsabilité de la répression militaire.

La nomination de M. Anand a été accueillie très favorablement dans le public et dans les milieux d'affaires. Le premier ministre s'est engagé à ne prendre aucun député dans son cabinet, à restaurer l'image de la Thaïlande à l'étranger et à organiser des élections honnêtes. Les milieux universitaires et les dirigeants du mouvement en faveur de réformes démocratiques, noyé dans un bain de sang du 17 au 20 mai dernier, se sont également félicités de la nomination d'un homme qui, en l'espace d'un an passé à la tête du gouvernement, s'est taillé une image de technocrate intègre.

Jeudi matin, les chefs de l'armée, qui maintiennent un profit bas, n'avaient pas encore réagi. Mais il leur sera difficile de dénoncer la nomination de l'homme auquel ils avaient confié la direction du gouvernement l'an dernier.

Ce tour de passe-passe permet, enfin, de procéder à court terme à la dissolution d'une Chambre sans doute les moins heureuses car une campagne électorale coûte cher, surtout en province, et les caisses de certains partis se sont vidées à l'occasion du scrutin du 22 mars. Ce serait notamment le cas du PNA (Parti de la nouvelle aspiration, principale formation de l'opposition) du général Chaowalit. Quant au Samakkhi Tham, créé dans la foulée du coup d'État de l'an dernier et première formation de l'Assemblée, il redoute de pâtir de sa association très étroite avec les forces armées. Pour sa part, M. Somborn a tiré la leçon de l'histoire en annonçant sa retraite politique.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## Cambodge : les « casques bleus » muselés

Suite de la première page

A l'argument avancé par M. Khieu Samphan sur la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge, M. Akashi avait répliqué qu'il était prêt à examiner la question, mais qu'il attendait toujours les preuves. Allant plus loin encore, il déclarait que le Conseil de sécurité serait saisi et que, si son mandat ne lui permettait pas de faire respecter par la force les accords, s'il recevait de nouvelles instructions, il les ferait appliquer. Le 10 juin aura été aussi infructueux, les Khmers rouges ayant officiellement refusé de désarmer, décision qualifiée par M. Akashi de « violation flagrante » et « absolue inacceptation » des accords. L'ONU a décidé que le désarmement des autres factions commencerait quand même dès le 13 juin, et indiqué que ses forces riposteraient en cas d'attaque Khmère rouge.

### Un affront calculé

Qu'est-ce qui a poussé les Khmers rouges à ce durcissement soudain ? Dans l'impossibilité de connaître leurs intentions - ils ne se confient guère, « les interprétations sont multiples. On avance tout d'abord que la recrudescence de « casques bleus » en ex-Yougoslavie ne pouvait qu'encourager à l'intransigeance des Khmers rouges qui peuvent voir chaque soir à la télévision locale le journal de midi d'Antenne 2. Du minage, de la route reliant la ville de Kompong Thom à la province septentrionale de Preah-Vihéar, à l'effronté indigne à Pailin à M. Akashi (le Monde du 2 juin), en passant par le bombardement de positions proches de celles d'observateurs internationaux près d'Angkor, ils veulent tester la détermination de l'ONU, voir jusqu'où ils peuvent violer l'accord sans casse.

D'autant que le mandat de l'APRONUC ne lui permet pas d'employer la force, sinon pour se défendre. Ce qui explique que le bataillon néerlandais ne se soit toujours pas frayé un chemin vers Pailin, au grand dépit de ceux qui estiment que les Khmers rouges n'auraient pas osé s'y opposer par la force (1). Le déploiement d'unités françaises, par exemple, n'est donc toujours pas effectif en zones Khmères rouges, et ne peut s'y faire sans leur aval.

La « partie du Kampuchéa démocratique », comme on l'appelle officiellement, ne risque-t-elle pas de perdre, ce faisant, la « nouvelle respectabilité » internationale fournie, selon les termes de l'ambassadeur de France, par les accords de Paris, et de renforcer son principal rival - et ancien frère ennemi en communisme - le régime en place à Phnom-Penh ? M. Pol Pot a-t-il, en d'autres termes, intérêt à sortir des accords ? En ce qui le concerne,

M. Hor Nam Hong, ministre des affaires étrangères phnom-pénien, a déclaré sans ambages au Monde : « Nous ferons tout pour les maintenir dans le cadre des accords », considérés comme « le moindre mal ».

C'est pourquoi deux hypothèses s'affrontent dans les milieux diplomatiques et onusiens : les uns y voient des incidents de parcours, les autres un véritable dérapage. Les premiers ne sont pas nécessairement les plus optimistes, puisque certains avancent que les Khmers rouges ont tout intérêt à se tenir tranquilles jusqu'aux élections - qu'ils se peuvent gagner - et au départ de l'ONU.



Jusqu'à là, ils capitaliseraient sur le traditionnel sentiment antivietnamien des Cambodgiens, renforcé par l'arrivée de nombreux immigrants, et sur l'affaiblissement du pouvoir en place et des autres factions (samboukiste et nationaliste), auquel ils contribuent par des attaques de routes et de villages. En espérant que le pouvoir leur tomberait ensuite entre les mains, comme un fruit mûr.

Il est vrai que l'image de corruption et d'incompétence du régime de Phnom-Penh, qui selon plusieurs experts rappelle par certains aspects celui du maréchal Lon Nol il y a vingt ans, ne joue guère en sa faveur. Mais il a bien réalisé aux offensives des Khmers rouges qui, après le retrait vietnamien en 1989, ont tenté sans succès de s'emparer de plusieurs provinces, montrant par là même leurs limites. Mais son armée, mal payée - la solde d'un colonel se chiffrait à 10 millions de riel - et dispersée dans les localités et le long des grands axes, manque d'efficacité. D'autant qu'elle se livre souvent au racket. « Toutes les factions font du banditisme car elles ont faim », remarque le général Lon.

Faudra-t-il envisager de prolonger la mission de l'APRONUC au-delà de 1993, faire du Cambodge une sorte de territoire sous mandat de l'ONU pour bloquer les ambitions de M. Pol Pot ?

Devant le renouveau d'agressivité

des Khmers rouges, l'APRONUC, qui fait face à un bras armé dans le don, se doit de réagir, sous peine de perdre sa crédibilité : pas seulement aux yeux de M. Pol Pot, sur la bonne foi duquel personne ne se fait d'illusions, mais aussi des autres factions. « Si les Khmers rouges continuent à refuser d'appliquer l'accord, l'ONU devra faire un choix », estime M. Hor Nam Hong. Ou bien elle se retire, et se verra la pire des solutions, ou bien elle ne se retire pas, et alors il faut qu'elle prévienne au-delà de l'étape actuelle.

Ses affirmations selon lesquelles, avec une aide de l'ONU, les forces de Phnom-Penh pourraient venir à bout des Khmers rouges est, en revanche, peu convaincante. En dehors d'une intervention massive de type Casque ou Ink - impossible car les pays impliqués veulent éviter des pertes, il faudra jouer avec

champs d'honneur Khmer. Les Khmers rouges l'ont bien compris, même s'ils ont sous-estimé la détermination de M. Akashi.

Restent les pressions diplomatiques. Faire comprendre aux belligérents d'hier que la guerre froide est bel et bien finie, en Asie comme ailleurs. C'est cette ouverture sur le reste du monde, et même sur le Cambodge, que M. Pol Pot semble déterminé à éviter à tout prix. Ayant réalisé que le communisme international était une machine à perdre, le plan de l'ONU, le texte de l'accord coûte que coûte, d'un jour, d'une semaine ou d'un mois, l'arrivée dans ses zones des « casques bleus » et des administrateurs.

La Chine semblait avoir perdu la plupart de ses moyens de pression sur ses anciens amis, tout le monde à Phnom-Penh tourne désormais les yeux vers la Thaïlande, où vient de se rendre M. Akashi. Un royaume qui a beaucoup bénéficié de la guerre au Cambodge et dont on espère qu'il va jouer à fond la carte de la paix. On se réjouit de la chute du général Suchinda Kraprayoon, qualifié par un diplomate d'« ami de Pol Pot », et l'on souhaite que le prochain gouvernement de Bangkok mette de l'ordre parmi ses commandants régionaux et ses hommes d'affaires qui se livrent à une contrebande fructueuse avec les Khmers rouges (comme à Pailin avec les rubis).

Ces ressources sont vitales pour la machine de guerre de M. Pol Pot qui, selon une personnalité de Phnom-Penh, bénéficie aussi d'une protection fournie par les Thaïlandais. Le moment du choix risque d'approcher pour Bangkok entre les profits à court terme d'un établissement militaire-politique et une responsabilité internationale, démentant ainsi à mal par la répression des manifestations anti-gouvernementales, et qui supporterait mal des accusations de collusion avec les Khmers rouges. Surtout si les soldats de l'ONU étaient pris pour cible.

En attendant, les « casques bleus » continuent de se déployer, l'armée nationale se désorganise, les gardes nationaux ont, eux, lâché leurs pistolets dans leur casernes métropolitaines.

PATRICE DE BEER

(1) L'armée thaïlandaise a, selon de bonnes sources militaires, empêché les Khmers rouges de se déployer de son côté de la frontière, d'où ils auraient pu à moins contrôler le trafic avec la zone Khmère rouge.

(2) Et l'Allemagne, dont l'envoi d'une mission militaire constitue la participation à une opération militaire de l'ONU.

CHINE : accueil chaleureux à Taïti pour le premier ministre chinois. - En route pour assister à la cérémonie de clôture du Sommet de la Terre à Rio, le premier ministre chinois, M. Li Peng, a effectué, mercredi 10 juin, une escale technique mouvementée à Taïti. Des manifestants brandissant des banderoles l'ont accueilli à l'aéroport aux cris d'« assassin ». M. Li s'est rendu sous bonne escorte à la résidence du haut-commissaire et s'est brièvement entretenu avec des membres de l'Association philantropique chinoise de Taïti. - (APF)

PAKISTAN : « Très peu de chances » pour le veto d'un contrôle nucléaire français. - Alors qu'islamistes refusent toujours d'ouvrir les installations nucléaires à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les négociations sur la signature d'une centrale de 900 mégawatts par la France au Pakistan ont « très peu de chances » d'aboutir, a déclaré, mercredi 10 juin, un porte-parole du ministère des affaires étrangères à Islamabad. Celui-ci a rappelé que la France n'autorise la fourniture de centrales nucléaires qu'aux pays obéissant aux conditions fixées par l'AIEA. - (AFP, Reuters)

# AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la répression dans les ghettos noirs

## Amnesty International accuse les forces de l'ordre de « tortures et assassinats systématiques »

L'attitude de la police et de l'armée qui continuent, « de manière systématique, à torturer et à assassiner » dans les ghettos noirs, en dépit des promesses gouvernementales, menace l'ensemble du processus de réformes engagé dans le pays, affirme Amnesty International, dans un rapport rendu public, mercredi 10 juin, à Londres. L'organisation humanitaire accuse notamment la police d'avoir participé, en 1991 et 1992, aux côtés du parti Inkatha à dominante zouloue, à des « massacres » commis contre des partisans du Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela.

« Le gouvernement doit agir main-

tenant pour faire en sorte que la police et l'armée respectent la loi, au lieu de la violer. Sinon, les espoirs en vue d'une nouvelle Afrique du Sud vont s'écraser », déclare Amnesty. A son avis, la police et l'armée sont restées totalement en dehors du vent de réformes qui souffle sur le pays depuis deux ans. L'organisation humanitaire reproche au pouvoir de « n'avoir pas agi contre une petite minorité qui viole les droits de l'homme au sein de la police et de l'armée » et l'accuse d'« avoir été, dans la meilleure des hypothèses, extrêmement négligent ».

Toutes ces accusations ont été

immédiatement réfutées par les autorités sud-africaines. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur estime que le rapport d'Amnesty exprime un « point de vue à sens unique », ne tenant pas compte du « fait indiscutable que la violence trouve son origine dans des rivalités politiques entre l'ANC et le parti Inkatha ». De leur côté, les responsables de l'Inkatha ont jugé qu'il était « difficile de prendre au sérieux ce rapport ». Amnesty ne s'étant appuyé « que sur des informations, des écrits et des conclusions fournis par d'autres ». - (AFP, Reuters)

ALGERIE : libération de 2 000 détenus islamistes. - Pour mille islamistes ont été libérés, ces derniers jours, des « centres de sûreté » où ils étaient emprisonnés, a annoncé, mercredi 10 juin, le ministère de l'Intérieur, ce qui porte à plus de 3 000 le nombre des prisonniers libérés depuis le mois de mars. Il reste 4 448 détenus dans ces centres, selon le ministère. D'autre part, le préfet de Alger a interdit la prière et les prêches « hors des mosquées, sur les places publiques et dans les stades » à l'occasion de l'Aïd-el-Kebir qui, jeudi 11 juin, commémorait le sacrifice d'Abraham. - (AFP)

KENYA : aide d'urgence de la CEE. - La Communauté européenne a décidé, mercredi 10 juin, à Strasbourg, de fournir une aide humanitaire de trois millions d'euros (près de 21 millions de francs) au Kenya, pour lui permettre de faire face à un très important afflux de réfugiés fuyant la sécheresse. Quelque 260 000 nouveaux réfugiés sont arrivés, ces dernières semaines, au Kenya, qui se trouve « confronté à une situation critique encore insupportable il y a un an », indique un communiqué de la Commission européenne. - (Reuters)

ZAMBIE : le président Chiluba en visite à Paris. - Le président Frederick Chiluba, qui effectuait sa première visite officielle en France, a quitté, mercredi 10 juin, à Paris, que « les entrepreneurs français investissent » en Zambie, ce qui constitue, « sur le long terme, la meilleure façon de régler les problèmes du sous-développement ». A l'issue d'un entretien avec le président Mitterrand, M. Chiluba a indiqué que la France avait décidé d'envoyer en Zambie une nouvelle aide alimentaire d'urgence de 3 000 tonnes, pour faire face aux conséquences de la sécheresse. - (AFP)

CHAUMET PARIS

COLLECTION GOLCONDE

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TÉL. (1) 477.1403  
46, AVENUE GEORGES - 75005 PARIS - TÉL. (1) 49.10.23

Formes et lignes d'inspiration pour la création de bijoux d'exception. Chaumet est une marque de prestige reconnue dans le monde entier.

Le régime du Venezuela : un important

Venezuela : r...

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.



هكذا من لا يهمل

# PROCHE-ORIENT

LIBYE : critiques contre l'« arabisme » et appels à une ouverture vers l'Occident

## Le régime du colonel Kadhafi pourrait préparer un important virage politique et diplomatique

« Libre à vous de rester attaché à votre arabisme et à votre islam », écrit, mercredi 10 juin, à l'adresse du colonel Kadhafi l'hebdomadaire *al-Jamahiriyah*, organe officiel des Comités révolutionnaires. « Plutôt qu'avec les Arabes et les musulmans (...), dont nous n'avons rien obtenu et pour lesquels nous avons tout sacrifié, nous préférons traiter avec les États-Unis », ajoutait l'éditorialiste.

En quelques phrases, la grille de lecture du débat qui agite actuellement la Libye paraît tracée et peut-être indiquée-t-elle la conclusion. Tripoli serait, de l'avis de diplomates occidentaux et arabes, sur le point de changer de cap et de renouer avec des slogans qui ont fondé la République, depuis le renversement du roi Idriss Senoussi en 1969 : unité arabe et lutte contre « l'impérialisme occidental », en particulier contre les États-Unis.

Certes, ce ne serait pas la première fois que des changements aussi brutaux que spectaculaires interviennent dans ce pays, que le colonel Kadhafi a transformé en champ d'expérimentation de ses théories révolutionnaires. Ce serait en revanche une première, si les fondements de la politique libyenne étaient remis en question. Cela ne voudrait pas dire que M. Kadhafi ferait lui-même les frais de ces changements. Il pourrait même, en tant que « guide » de la révolution, en être l'inspirateur et le

chef d'orchestre, n'hésitant pas à dire certains exégètes des déclarations libyennes.

L'analyse se fait toutefois au conditionnel. Pour deux raisons : d'une part, une réunion du Congrès général du peuple (Parlement) doit se tenir à partir du samedi 13 juin, et c'est elle qui doit en principe décider des grandes orientations de politique intérieure et extérieure du pays ; d'autre part, les dirigeants libyens ne sont pas à l'unisson, et les « conservateurs », tels le numéro deux, le colonel Abdel Salam Jalloud, n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Dans les critiques qui viennent de se manifester (*le Monde* du 11 juin), on peut remarquer que le colonel Kadhafi n'est pas traité dans la boue par ses détracteurs. C'est le volet pan-arabe de sa politique qui est remis en question. *Al-Jamahiriyah*, relayé par l'agence IANA - qui vient tout deux de passer sous le contrôle des Comités révolutionnaires - lui reproche de « poursuivre un mirage » en misant sur les « frères » arabes et en rêvant de faire leur unité. Un droit de parole a également été accordé par la très officielle radio libyenne à des citoyens hostiles au nationalisme arabe.

Mais il n'y a pas trace, à ce jour, d'assistance à la personne ou aux fonctions du dirigeant libyen, Aïna IANA s'est-elle publiée plusieurs reprises, mercredi, le texte d'un mes-

sage de vœux, adressé par le président égyptien Hosni Moubarak au « colonel Kadhafi, chef de la grande révolution du 1<sup>er</sup> septembre », à l'occasion du 22<sup>e</sup> anniversaire de l'expulsion des forces américaines du territoire arabe libyen.

« Autorisons l'interdit »

Il ne fait pas de doute que ces rumeurs ont été provoqués par l'incident actuel de la Libye, soumise, depuis le 15 avril dernier, à un embargo militaire et aérien, ainsi qu'à des restrictions diplomatiques, en vertu de la résolution 748 du Conseil de sécurité des Nations unies. Une résolution qu'appliquent, avec plus ou moins d'enthousiasme, mais au pied de la lettre - sauf dans son volet diplomatique, - les pays membres de la Ligue arabe.

Il ne suffit cependant pas au colonel Kadhafi - qui, depuis le raid aérien américain de 1986 contre Tripoli et Benghazi, cherche à tout prix à se réhabiliter aux yeux de l'Occident, en particulier des États-Unis, d'annoncer purement et simplement un changement de politique pour qu'il ait lieu. Il faut qu'il prépare l'opinion publique libyenne - soumise depuis vingt-trois ans à un véritable lavage de cerveau anti-américain - à un tel changement. Et les critiques que l'on entend actuelle-

ment visent précisément à aplanir le terrain.

Il faut ensuite qu'il réponde à des exigences, et tout d'abord celle d'extraire les deux Libyens tenus pour responsables de l'attentat contre un avion de la PanAm, en décembre 1988, au-dessus de Lockerbie, en Écosse, qui avait fait deux cent soixante-dix morts. Il faut également qu'il « coopère » avec le juge français Jean-Louis Bruguière dans l'enquête sur un attentat contre un DC-10 d'UTA, au-dessus du Niger, qui avait fait cent soixante-dix morts, en septembre 1989. Jusqu'à présent, le colonel Kadhafi s'est abrité derrière la loi libyenne qui interdit l'extradition de citoyens libyens vers des pays étrangers. « Autorisons l'interdit », écrivait mercredi *al-Jamahiriyah*, dans un titre qui, espérait certains diplomates, pourrait être préliminaire.

Il faut enfin que le colonel Kadhafi donne des preuves que son pays a mis fin à son soutien aux terroristes de tous bords et, pour commencer, à l'Armée des libérateurs irlandaise (IRA). Une réunion a eu lieu mardi à Genève, à la demande de Tripoli, entre des représentants libyens et britanniques à ce sujet. Selon des sources bien informées, les Libyens ont fait preuve d'une réelle volonté de coopérer et ont remis des documents sur leur aide à l'IRA.

MOUNA NAÏM

L'assassinat d'un dirigeant palestinien à Paris

## Les enquêteurs privilégient la piste d'Abou Nidal

Même s'ils n'excluent aucune piste, notamment celle du Mossad israélien, à propos de l'assassinat, lundi 8 juin à Paris, d'un dirigeant de l'OLP, Atef Bissou, les services de police chargés de l'enquête examinent plus particulièrement la lettre de revendication du Fatah-Conseil révolutionnaire, mouvement palestinien dissident d'Abou Nidal, transmise mardi au bureau de l'AFP de Tunis.

Ce communiqué, qui accusait Atef Bissou d'avoir « fourni à des services de renseignements européens des informations précises sur la situation de plusieurs organisations palestiniennes, leurs dirigeants, leurs cadres », avait été démenti quelques heures plus tard par le porte-parole du Fatah-Conseil révolutionnaire à Beyrouth, M. Walid Khaled. Mais, dans la journée de mercredi, les services de renseignements français s'orientent, après une analyse du texte dactylographié, vers la présomption de l'authenticité de cette revendication.

L'OLP maintient son accusation

Cette hypothèse, faute d'autres indices matériels, paraît d'autant plus crédible qu'il était, dit-on, de notoriété publique dans les milieux de renseignement que Atef Bissou, l'un des responsables des services de sécurité palestiniens, envisageait

une action de représailles contre le mouvement d'Abou Nidal. Ce dernier avait été tenu pour responsable de l'assassinat, en janvier 1991 à Tunis, du chef des services de renseignements de l'OLP, Abou Iyad.

L'OLP, de son côté, maintient son accusation contre le Mossad, et certaines sources palestiniennes vont plus loin en soupçonnant celui-ci d'avoir bénéficié d'une fuite des services français sur la présence d'Atef Bissou à Paris. « Une accusation ridicule », rétorque-t-on dans les milieux proches de l'enquête. On précise, à Paris, qu'il avait été constamment proposé à Atef Bissou une protection rapprochée, mais que ce dernier l'avait toujours refusée.

Les services de renseignements français demeurent perplexes quant à l'éventuel caractère symbolique du choix de Paris pour exécuter le dirigeant palestinien. Un accord, jamais confirmé par les autorités françaises, était intervenu entre les services de renseignements et Abou Nidal selon lequel les commandos du Fatah-Conseil révolutionnaire s'abstiendraient d'agir sur le territoire français.

Le parquet du tribunal de Paris a ouvert une information judiciaire contre X... pour « assassinat en relation avec une entreprise terroriste », et l'instruction a été confiée au juge Jean-Louis Bruguière.

# AMÉRIQUES

## Venezuela : rumeurs de putsch...

M. Carlos Andres Perez, confronté à une situation difficile s'efforce de rassurer la population

CARACAS

de notre envoyé spécial

Le petit avion présidentiel vient de décoller de Caracas et vire au-dessus du bidonville de Petare où brûlent encore des camions, incendiés la veille par des manifestants. Éléphant dans son costume d'algèbre, M. Carlos Andres Perez a le visage émacié et les traits tirés. Direction : Maracaibo, capitale pétrolière de la région ouest, où les étudiants ont dressé des barricades.

Le jet blanc survole un pays en effervescence : pillages à Valencia, émeutes à Maracay et à San-Cristobal. Depuis l'échec du coup d'État du 4 février, M. Perez, critiqué pour ses très nombreux voyages à l'étranger, n'a pas quitté son pays une seule fois. Il parcourt distraitement les titres de la presse du jour : « Le président doit démissionner » ; « Le ministre de la défense affirme que les politiciens ont vieilli » ; « Rumeurs de coup d'État insistantes ». Il a un geste fataliste : « Caracas ne vit que de rumeurs. C'est une malédiction. Nous avons un problème : dans l'Ouest on travaille, dans l'Est on se distrait, dans la capitale on bavarde. » Sous les ailes, le littoral des Caraïbes. Commence une journée ordinaire pour un chef d'État aux abois.

Depuis deux semaines la pression a encore monté. A en croire les journaux, le golfe, le puits, est imminente. C'est une question de jours, de semaines. La psychose est générale. Les dirigeants du parti gouvernemental, Action démocratique, tremblent à l'idée d'une sortie à l'étranger du président, même pour vingt-quatre heures, à la Conférence de Rio. M. Eduardo Fernandez, leader du parti d'opposition social-chrétien, vient de justifier avec franchise et cynisme son soutien « tactique » au président : « C'est par pragmatisme et par patriotisme. Sa démission serait un saut dans le vide. Un coup d'État retarderait en annulerait les élections de 1993 que je suis sûr de gagner. »

On parle de manifestants en cages, de mercenaires étrangers engagés, de menaces d'attentat contre des personnalités de l'opposition, de vols d'armes dans les casernes, d'un retour de la « subversion ». C'est le mot à la mode. M. Douglas Bravo, soixante ans, ancien guerillero, ex-dirigeant du Parti communiste, a été arrêté puis relâché. Revient-il à la violence des années 60 ? L'opinion est plutôt sceptique.

« Oui aux réformes non au vandalisme »

Accordé au hublot, M. Perez, lui-même dit-il, est gêné par l'opposition. Il n'est certes pas la capacité de mobiliser de grandes foules et on le voit bien dans les manifestations. Mais il peut susciter des désordres importants. Ils influencent les universités, les lycées. Je suis patient, très patient, mais ferme. Je ne renoncerais pas. Ce serait une catastrophe. La présidence est la colonne vertébrale de notre système politique.

À Maracaibo, au bord du lac souillé de pétrole, un détachement militaire des quatre armées rend les honneurs ainsi qu'un bataillon de majoritaires en shako noir et rouge. M. Alvarez Paz, gouverneur du Zulia, accueille M. Perez. Le 4 février, il a été séquestré par les putschistes pendant plusieurs heures. Depuis, il tient un discours très modéré. Il doute, et il le dit, que M. Douglas Bravo puisse aujourd'hui diriger un mouvement subversif. Mais plus tard, au micro, il promet la plus grande fermeté face aux fauteurs de troubles.

Maracaibo sent encore la poudre, les pneus brûlés. L'arrivée du président ne suscite d'abord qu'une curiosité polie dans la foule surprise. On dévoile une plaque en l'honneur de la décentralisation. Applaudisse-

ments. « Nous comprenons, dit le gouverneur, les raisons du malaise social. » M. Perez parle de la subversion, des erreurs accumulées par les gouvernements précédents, de l'absence du peuple dans les troubles, admet que la protestation a des motifs légitimes.

Il annonce un plan de rénovation des conduites souterraines de gaz de la ville, « pour éviter, dira-t-il plus tard, un désastre analogue à celui de Guadalajara, au Mexique ». Ces canalisations sont, semble-t-il, complètement pourries. « C'est injuste, dit-il, on me met tout sur le dos. Et l'incurie des autres ? »

Rencontre avec la foule qui a grossi, avec des journalistes locaux accourus. Les questions fusent, brutales. « Nous sommes sans eau depuis trois semaines » ; « On arrête des gens sans preuve » ; « Allez-vous suspendre les garanties constitutionnelles ? » ; « On dit que vous allez démissionner, que votre gouvernement est une catastrophe » ; « Votre popularité est à zéro » ; « Et l'armée ? Vous la contrôlez ? »

M. Perez fait front. C'est un Andin qui aime le combat. Il semble à l'aise. Il rétorque : « Pas de démission, personne n'a de solution miracle à la crise, pas de démission innocents que je sache. Il faut respecter les règles. Oui aux réformes, non au vandalisme. »

La foule l'entoure. On l'embrasse. On l'applaudit. Le voilà rassuré. Il a un sourire radieux : « La majorité silencieuse est avec moi, dit-il. Au retour, dans l'avion, il plaisante sur les gaffes de certains parlementaires, égrène ses souvenirs, ses rencontres. Il consulte son agenda : prendre congé de l'émir du Koweït et du vice-président russe Roubioïl. Accueillir le président bulgare et M. Felipe Gonzalez. S'il limite ses voyages, du moins repart-il encore chez lui.

MARCEL NIEDERGAANG

# A TRAVERS LE MONDE

## IRAN

Quatre manifestants exécutés

Comme il l'avait laissé prévoir, le pouvoir iranien a réagi avec vigueur aux troubles qui avaient eu lieu le 30 mai à Machhad, deuxième ville du pays (*le Monde* du 2 juin), en condamnant à mort neuf des manifestants arrêtés lors de ces événements. Quatre d'entre eux ont été exécutés par pendaison, mercredi 10 juin (nos dernières éditions du 11 juin). Selon Radio-Téhéran, ils ont été reconnus coupables, par un tribunal révolutionnaire, d'être les « principaux responsables » des violences manifestées. D'autres inculpés, dont le nombre n'a pas été précisé, ont été condamnés à des peines de prison ou de flagellation. Dans un communiqué publié à Paris, la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Iran fait état d'informations non confirmées selon lesquelles d'autres exécutions auraient eu lieu à Chiraz et à Arak. - (AFP)

## RWANDA

Cent cinquante militaires français envoyés en renfort

Une compagnie d'environ 150 militaires français, basés en Centrafrique, a été envoyée en renfort au Rwanda, pour « prévenir toute menace contre la communauté étrangère », a-t-on indiqué, mercredi 10 juin, à Paris, au ministère français de la Défense. Cette mesure a pour effet de doubler les effectifs du détachement français présent au Rwanda depuis octobre 1990. Par ailleurs, le conseil des ministres a décidé, mardi, à Kigali, la mise à la retraite de six officiers supérieurs, dont le colonel Rwagata, chef d'état-major de la gendarmerie, et le colonel Sembuga, chef d'état-major de l'armée, depuis le 29 mai, des soldats mutins se livrant à des pillages dans des localités du nord et du nord-ouest, et des combats violents opposés depuis vendredi dernier les maquisards du Front patriotique rwandais (FPR) et l'armée. - (AFP)

Jean-Jacques FOUGERAT

LE CAPITAL PARTAGE

PRIX COSTA DE BEAUREGARD 1992

Calmann-Levy

# EGYPTE : réunissant des milliers de personnes

## Les obsèques de l'écrivain Farag Foda se sont transformées en manifestation anti-islamiste

LE CAIRE

de notre correspondant

Les obsèques de l'écrivain égyptien Farag Foda, célèbre militant contre l'extrémisme musulman, se sont transformées, mercredi 10 juin, en manifestation anti-islamiste. Des milliers de personnes, des intellectuels, artistes et hommes politiques, ont scandé des slogans condamnant le terrorisme et « ceux qui font commerce de l'islam ».

La presse a unanimement dénoncé les maximalistes musulmans, en condamnant l'assassinat de Farag Foda (*le Monde* du 10 juin). L'événement a déclenché une réaction de défi de la part des intellectuels qui, à quelques exceptions près, gardaient auparavant un profil bas face aux islamistes. L'assassin présumé de Farag Foda a en effet indiqué,

lors de l'enquête, que le cheikh Omar Abdel Rahman, figure de proue de l'organisation extrémiste Al-Djihad, réfugié aux États-Unis, avait déclaré « fictive » de faire couler « le sang de tous ceux qui s'opposent à l'islam ». Ainsi, M. Mohammed Saïd Achmawi, magistrat et défenseur d'un islam libéral, auteur de plusieurs essais condamnés par les islamistes, nous a-t-il affirmé qu'il poursuivait sa « lutte pour le libéralisme jusqu'à la victoire ou le martyre ».

Le cheikh Tantawi, grand mufti d'Égypte, a estimé que ceux qui recouraient aux armes contre des personnes ayant des opinions différentes n'étaient pas des musulmans. Les services de sécurité ont arrêté plus de 300 islamistes en 24 heures.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 44

NÉGOCIATIONS DE PAIX

Le projet palestinien d'autogouvernement

AL-HAQ

L'utilisation de la torture par Israël durant l'Intifada

ILAN HALEVI

Andalousies, Eldorados et autres songes

YAZID SAYIGH

Transformer la défaite en opportunité : la guérilla palestinienne après la guerre de 1967

AHMAD BEYDOUN

La zone frontalière du Sud-Liban

ISLAH GAD

L'enseignement scolaire dans les territoires occupés

ROGER HEACOCK

Les guerres françaises et l'essor de l'Occident

Document

Les « hearings » du Sénat américain sur les garanties de prêts à Israël

Le N° 70 F - Abonnements : 1 an (quatre numéros), 230 F

Échantillon (sur justification), 125 F

Réglement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180-43 T)

Revue trimesnelle publiée par l'Institut des études palestiniennes

Diffusion : Les Éditions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

○ PANAMA : un soldat américain tué à la veille de la visite du président Bush. - Les 10 000 soldats américains stationnés à Panama ont été placés en état d'alerte après la mort de l'un des leurs, mercredi 10 juin, tué par des manifestants à Chilibra, à l'est de la capitale, peu avant l'assaut du président Bush jeudi dans le pays avant de se rendre au Sommet de la Terre à Rio. D'autres affrontements ont eu lieu mercredi à Panama, qui sont autant de protestations liées à l'intervention des troupes américaines en décembre 1989 contre la dictature du général Noriega. - (AFP, AP)

○ HAITI : le Parlement approuve la candidature de M. Marc Bazin comme premier ministre. Le Congrès des députés haïtiens a ratifié, mercredi 10 juin, le choix du dirigeant centriste Marc Bazin, âgé de soixante ans, comme premier ministre de « consensus » dans le cadre de l'accord tripartite gouvernement provisoire-armée-Parlement conclu le 8 mai dernier (*le Monde* du 12 mai). Le vote a été acquis par 44 voix pour contre 4 sur 48 députés présents. M. Bazin devait se présenter sous peu devant le Parlement, accompagné de son cabinet, afin d'obtenir un « vote de confiance » sur sa déclaration de politique générale. - (AFP)

○ Une précision de l'ambassade du Costa-Rica. - M. Manuel Hernandez, ambassadeur du Costa-Rica à Paris, sous-entend à propos des articles d'André Fontaine sur l'Amérique centrale après la guerre froide (*le Monde* des 27 et 28 mai) que si « l'ensemble des éléments cités » à propos de son pays sont « justes », le corps de police « Cobra » responsable des tortures infligées à des indiens dont ces articles faisaient état a été dissous, et ses membres traduits en justice. Un lecteur de Venise, M. Thora s'étonne d'autre part du chiffre de 600 % avancé pour la dégradation du niveau de vie dans ce même pays. Il y avait bien sûr un zéro de trop.



## DIPLOMATIE

Affirmant devant le Parlement de Strasbourg la nécessité de «redoubler l'effort d'explication» sur l'Union européenne

## M. Delors souligne qu'«il faut être inventeur de simplicité»

Pour la première fois depuis le «non» danois, le Parlement européen s'est réuni en séance plénière, mercredi 10 juin. Il a approuvé les grandes lignes de l'augmentation budgétaire proposée par le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, pour financer les conséquences du traité de Maastricht.

STRASBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre envoyé spécial

Présentant son projet de budget devant les députés européens, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a tiré un certain nombre d'enseignements du premier accord au processus de ratification venu du Danemark. «Nous devons, a-t-il dit, redoubler notre effort d'explication, qui doit être mené par tous les responsables — des gouvernements nationaux aux parlementaires européens et nationaux — mais aussi, dans la mesure de ses moyens, par la Commission, qui a cependant pour déontologie de ne pas s'immiscer dans les débats politiques internes (...).

«Il faut être inventeur de simplicité, ce qui doit amener à un examen de conscience collectif: d'abord à la Commission, pour que la plume soit plus légère et les textes plus clairs; mais il ne faut pas oublier non plus, sur ce même sujet, que la recherche du compromis au niveau du Conseil aboutit à des textes trop compliqués, voire incompréhensibles.» Pour M. Delors, cet examen de conscience ne doit en rien modifier le processus de ratification. «En effet, il est nécessaire de connaître le point de vue et la position des onze autres États

membres. A l'issue de ce processus, les Douze voteront.»

Relevant ce propos, M. Valéry Giscard d'Estaing a «mis en garde la Commission contre l'ambiguïté» et a estimé que «la situation actuelle appelle une indispensable clarification juridique». L'ancien président de la République ne veut pas qu'on évacue le problème posé par la défection danoise. Pour éviter les tentations qui pourraient naître dans d'autres pays membres, il a déclaré à ses collègues: «Vous devez avoir le courage de dire au Danemark que, s'il persiste dans son refus, sa place ne sera plus dans la Communauté.» Représentant une suggestion de M. Jean-Louis Bourlanges (apparenté démocrate-chrétien), il a préconisé comme solution de rechange que Copenhague adhère à l'AELE (Association européenne de libre-échange), de plus en plus liée à la Communauté mais régie par ses propres règles.

## Un budget de 89 milliards 500 millions d'euros

Ensuite, chacun s'en est tenu à une partition connue d'avance. Les Verts ont refusé qu'on fasse la morale aux Danois, qui viennent de donner un leçon de démocratie à des institutions communautaires «déficientes» sur ce plan. M. Jean-Marie Le Pen et ses amis du groupe des Droites européennes ont exprimé leur satisfaction devant la «claque» reçue par la Commission.

Cela s'est terminé sans surprise avec le vote à une large majorité (238 pour, 55 contre, 10 abstentions) d'une résolution appelant les États membres à ratifier le traité et mettant «en garde contre la tentation d'entamer une renégociation». Les trois députés européens du RPR qui ont participé

au vote se sont opposés à cette résolution. Les débats ont également porté sur les moyens financiers dont la Communauté entend se doter pour réaliser les ambitions du traité de Maastricht: c'est ce que l'on appelle le «paquet Delors 2», par référence aux propositions du président de la Commission pour la période 1993-1997. Il s'agissait pour le Parlement européen d'envoyer un message aux chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront au prochain conseil européen de Lisbonne.

Une résolution, soutenue par le groupe socialiste et le Parti populaire européen (démocrate-chré-

tien), a approuvé, par 235 voix contre 44 et 39 abstentions, les projets de la Commission, tout en augmentant légèrement le coût. Selon des prévisions du «paquet Delors 2», le budget de la Communauté passerait de 66 milliards 592 millions d'euros en 1992 à 87 milliards 500 millions d'euros en 1997. Les députés ont porté ce montant prévisionnel en 1997 à 89 milliards 500 millions d'euros.

Il s'agit en effet d'un milliard d'euros le budget pour «la politique extérieure» de la Communauté et d'un autre milliard d'euros le budget dit des «politiques internes» (notamment pour l'aide à la recherche). La majorité

du Parlement européen a également adhéré au projet de la Commission visant à assurer la «cohésion» des pays membres, grâce à l'aide aux moins riches: Espagne, Portugal, Irlande et Grèce.

Nombreux sont les Parlements nationaux à s'inquiéter de cette augmentation constante des dépenses communautaires qui, selon le «paquet Delors 2», représenteront 1,37 % du PIB des pays membres en 1997 (contre 1,20 % en 1992), sans qu'ils aient leur mot à dire dans le processus de discussions budgétaires. La réponse de la majorité du Parlement européen est double: d'une part, le soutien aux quatre pays dits «de la coalition» sur «des effets positifs en matière de croissance et d'emploi dans la Communauté tout entière», et il aura des incidences bénéfiques sur «les échanges commerciaux intracommunautaires»; d'autre part, «le transfert de compétences des États membres à la Communauté ne saurait conduire à un gonflement des dépenses publiques; et les augmentations (...) des dépenses communautaires devraient être compensées par des réductions des dépenses nationales».

Selon M. Delors, sur les 21 milliards d'euros d'augmentation des dépenses communautaires prévues en 1997, 12 milliards représenteront des transferts de charges des États à la Communauté et seulement 9 milliards seront fournis par des contributions supplémentaires.

Le vote le plus serré (148 pour, 132 contre, 83 abstentions) a porté sur une résolution appelant à la modification du nombre de sièges au Parlement européen attribués aux États membres. Les députés souhaitent que leur nombre soit porté de 518 actuellement

à 567 pour les prochaines élections de 1994. Parmi les nouveaux, il y aurait les 18 élus de l'ancienne Allemagne de l'Est, qui ont actuellement le statut d'observateurs, ce qui porterait la représentation allemande à 99; elle serait suivie par celles de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni, qui passeraient chacune à 87 au lieu de 81 actuellement.

Les autres ajouts concernent les petits pays, notamment les Pays-Bas. Les députés ont également prévu 85 sièges supplémentaires à partager entre les candidats actuels à l'adhésion: Autriche, Suède, Finlande, Malte, Chypre et Suisse. Ils n'ont pas cru bon de compenser ces futures arrivées par des réductions d'effectifs pour les membres actuels, car «cela perturberait inutilement la vie politique». Ils «veulent bien admettre toutefois qu'au-delà de 700 députés on dépasserait le seuil qui laisse au Parlement européen la possibilité de travailler».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

M. Delors, le traité de Maastricht «démontre l'importance» de M. Roland Dumas a affirmé mercredi 10 juin au conseil des ministres que le traité de Maastricht «démontre l'importance» et que la France souhaite voir le Danemark rejoindre l'Union européenne avant la fin de cette année (nos dernières éditions du 11 juin). «Si cela n'est pas possible, les Danois poursuivront leur chemin sans perdre l'espoir que cela se fera un jour. Cela s'est produit à plusieurs reprises dans le passé. L'important est que l'Union européenne voie le jour sur la base du traité, qui demeure intangible», a déclaré le ministre.

Selon un sondage publié par l'Irish Times

## Le «non» à Maastricht enregistre une forte progression en Irlande

La marge entre les partisans et les adversaires du traité de Maastricht s'est réduite depuis mai en Irlande. A une semaine du référendum de ratification, selon un sondage publié mercredi 10 juin par l'Irish Times, les pro-européens sont encore largement majoritaires, avec 47 % des intentions de vote, mais les partisans du «non» recueillent 23 %, soit une hausse de 12 points par rapport au mois dernier.

Le pourcentage d'indécis, 30 %, reste globalement le même, ce qui ajoute à l'incertitude du scrutin du 18 juin. Il y a un mois, 57 % de l'électorat irlandais soutenait l'Union européenne, contre 11 %. Le dernier sondage MRBI a été réalisé auprès de mille adultes dans toute la République lundi 8 juin.

Mardi 9 juin, les quatre principaux partis politiques irlandais, de

la majorité comme de l'opposition, ont signé une déclaration commune en faveur de la ratification du traité de Maastricht, à l'appel du premier ministre, M. Albert Reynolds (nationaliste). Même s'ils restent encore distants par les partisans du «oui» (soutenus par tous les grands partis, les syndicats, les milieux d'affaires et le monde paysan), les adversaires du traité de Maastricht ont indiscutablement bénéficié du vent porteur venu du Danemark.

La campagne continue, quant à elle, d'être troublée par la polémique sur l'avortement (le Monde du 9 juin). L'Eglise catholique, tout en soulignant les dangers d'un traité qui pourrait ouvrir, à terme, une voie plus libérale en matière d'avortement, n'a pas officiellement recommandé le «non».

Epilogue du différend maritime franco-canadien

Le tribunal arbitral accorde à la France une zone économique exclusive de 8 700 km<sup>2</sup> au large de Saint-Pierre-et-Miquelon

Mettant fin à trois années de contentieux entre Ottawa et Paris, le tribunal arbitral chargé de délimiter la frontière maritime entre le Canada et la France, au large de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, a rendu, mercredi 10 juin, à New-York, un jugement dont le contenu a semblé satisfaire en priorité la partie canadienne. Même si les deux délégations se sont accordées à juger «très bizarres» le tracé des espaces maritimes mentionnés dans la sentence.

NEW-YORK

de notre correspondant

Par trois voix pour — celles de M. Eduardo Jimenez de Arechaga, président du tribunal et ancien président de la Cour internationale de justice, de l'Américain Oscar Schachter et de l'Italien Gaetano Arancio-Ruiz — et deux contre (celles de l'Argentin désigné par la France, M. Prosper Weil, et de son homologue canadien, M. Allan Gotlieb), le tribunal a délimité une zone relevant de la juridiction française épousant la forme étrange d'un champignon. Celle-ci s'étend de part et d'autre du territoire français (douze milles marins à l'est et vingt-quatre à l'ouest) et se prolonge par un corridor d'une quinzaine de milles de largeur (celle des deux îles) sur une profondeur d'environ 180 milles.

Au total, ce sont 8 700 km<sup>2</sup> de zone économique exclusive — sur un ensemble de 12 400 km<sup>2</sup> placés sous juridiction française — qui sont accordés à la France. Paris réclamait une superficie bien plus vaste (dite zone des «200 milles») alors qu'Ottawa ne consentait qu'une ceinture de 12 milles marins autour du territoire.

Le ministre des pêches et des océans canadiens, M. John Crosbie, a aussitôt interprété ce jugement comme une victoire, faisant valoir que «le tribunal a accordé à la France une partie minime de ce qu'elle cherchait à obtenir, 2 537 milles marins carrés sur les 13 703 qu'elle revendiquait au-delà des eaux territoriales de douze milles». A demeurer, «une partie de la zone accordée se trouve dans les eaux profondes du chenal Laurentien, qui ne contiennent pratiquement aucune res-

source halieutique», a-t-il ajouté. Sur un ton un peu plus diplomatique, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, a célébré «ce jour heureux pour le Canada et pour nos relations avec la France».

## Prochaine étape à Ottawa

De son côté, M. Jean-Pierre Puisseux, directeur des affaires juridiques au Quai d'Orsay, qui a assisté aux plaidoiries depuis un an et à l'énoncé du jugement, a rejeté toute idée de «match» entre Paris et Ottawa. Il a fait remarquer que le tribunal avait rejeté la proposition canadienne et retenu les termes de l'accord de Montréal de 1972 délimitant une fois pour toutes les eaux territoriales au nord et à l'est de l'archipel.

«Ce jugement accorde à la France suffisamment de territoire mais pas assez de superficie maritime pour faire prospérer la zone de Saint-Pierre-et-Miquelon où ses sept chalutiers s'emploient à la pêche», a-t-il cependant ajouté. Pour sa part, le député de l'archipel, M. Gérard Grignon, a estimé qu'il s'agissait là «d'un mauvais arbitrage et qu'il serait difficile de maintenir les 400 emplois de Saint-Pierre-et-Miquelon, tous dépendant de la pêche», une activité qui représente un chiffre d'affaires annuel d'environ 100 millions de francs.

Tout M. Puisseux est l'ambassadeur François Mathys, représentant les intérêts canadiens, ont ensuite mis l'accent sur la prochaine étape des discussions: la renégociation des quotas de pêche au large de Terre-Neuve, dont la date limite vient à échéance en septembre. Une réunion bilatérale devrait se tenir à Ottawa durant la première semaine de juillet. En attendant, les deux parties sont convenues d'une période d'adaptation de quarante-cinq jours pour leur permettre de s'ajuster au nouveau régime instauré par le tribunal arbitral, dont le jugement est théoriquement exécutoire immédiatement.

SERGE MARTI

La visite d'Elizabeth II en France

## Paris a réservé à la reine d'Angleterre un accueil plus protocolaire que populaire

A l'occasion de sa dernière soirée à Paris, la reine Elizabeth II a offert, mercredi 10 juin, un dîner à l'ambassade de Grande-Bretagne en l'honneur du président François Mitterrand, auquel étaient conviées quelque 180 personnalités.

cheval se fignait sa robe de chambre «Eglisat pupile», commenta d'un geste affable le maire de Paris en désignant des filets qui agitaient, enthousiastes, des fanions britanniques.

## Dans les salons de l'entente cordiale

La suite de ce bel événement fut si conforme au programme arrêté, à la minute près, par les services du protocole qu'on ne saurait le raconter aussi bien: «11 heures 15: la reine et le prince gravissent l'escalier d'honneur au son de la sonnerie de la Marche exécutée par la fanfare de la cavalerie de la garde républicaine, déposée au pied du grand escalier d'honneur. 11 heures 20: arrivée dans la salle des fêtes, de Sa Majesté la reine Elizabeth II, de Son Altesse royale la princesse Philip, duo d'Edimbourg, de M. Jacques Chirac et de M. Michel Delabarre qui prennent place sur les quatre fauteuils disposés sur une estrade face à la salle. L'assistance se lève. Exécution des hymnes nationaux par la Musique de gardiens de la paix déployée au balcon supérieur et placée sous la direction de M. Boulanger».

Puis vinrent les allocutions. Par chance, c'est dans les salons de l'Hôtel de Ville de Paris qu'en 1903 Edouard VII officialisa l'Entente cordiale entre la France et le Royaume-Uni. Chacun à son tour, la reine et le maire brochant sur cette heureuse coïncidence. Comme cela ne suffit pas à meubler un discours, on recourut à des recettes éprouvées. En 1972, lors de sa précédente visite d'Etat, Elizabeth II avait dit à Georges Pompidou: «Nous ne nous sommes pas de même côté de la route, mais nous allons dans la même direction.»

M. Chirac répéta cette piquante remarque. La salle, tout ce présent, sur invitation, tout ce que «le peuple de Paris» compte de beau monde, sourit. La formule peut encore resservir.

B. L. G.

**OUI**

- à l'Europe des Nations ouverte à l'Est et solidaire du Sud
- à l'Europe du progrès social
- à l'Europe démocratique

**NON**

- à l'Europe des banquiers et des marchands
- à l'Europe du libéralisme intégral
- à l'Europe étiquée de la guerre froide

**AVEC**

**TEMOIGNAGE CHRETIEN**

Refusez l'Europe de Maastricht repliée sur elle-même. Construisez la confédération européenne.

Pour recevoir Témoignage Chrétien chez vous maintenant et jusqu'à la fin de la campagne du référendum, envoyez-nous une carte postale avec vos noms et adresses et un chèque de 100 F à

**TEMOIGNAGE CHRETIEN**  
49, rue du Fbg Poissonnière  
75009 PARIS

**FORMATION DOCTORALE GÉOPOLITIQUE**

sous la direction d'Yves Lacoste et animé par l'équipe de la revue HERODOTE

Ce DEA vise à la formation de véritables spécialistes de géopolitique.

Pré-inscriptions du 15 juin au 3 juillet 1992

Formation doctorale géopolitique Université de Paris-VIII, avenue Daubigny 6, rue Edouard-Vaillant, 93200 Saint-Denis  
Tél. : 42 43 80 70 - Fax : 48 20 40 60

L'examen de la loi  
Le Sénat a l'exception d'ir

Les députés ont...  
Le Sénat a l'exception d'ir...  
L'examen de la loi...  
Le Sénat a l'exception d'ir...

Le Sénat a l'exception d'ir...  
L'examen de la loi...  
Le Sénat a l'exception d'ir...  
L'examen de la loi...



## POLITIQUE

L'examen du projet de révision constitutionnelle et la construction de l'Union européenne

### Le Sénat a repoussé à une large majorité l'exception d'irrecevabilité présentée par le RPR

Les sénateurs ont continué, mercredi 10 juin, d'examiner le projet de loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. A la fin de la discussion générale, les groupes UDF et PS ont repoussé à une large majorité (196 voix contre 120) une motion déposée par le RPR, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (signifiant que le texte comporte une ou plusieurs dispositions contraires à la Constitution). Ils ont ensuite rejeté encore plus nettement (200 voix contre 17 et 96 abstentions) la question préalable, présentée et votée par les communistes et un sénateur RPR du Rhône, M. Emmanuel Hamel. En revanche, le RPR et des Républicains et indépendants sont parvenus par la suite à faire adopter, au cours de la discussion des articles, un amendement donnant à «soixante députés ou soixante sénateurs» la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel à propos d'un engagement international ou d'une proposition d'acte communautaire.

L'adoption de la majorité sénatoriale semblait inévitable depuis le vote de la commission des lois pour la poursuite des débats, mardi 9 juin, où le RPR s'était retrouvé minoritaire - en dépit des voix du PC - face à l'UDF et au PS. Le

vote sur l'irrecevabilité, dont l'adoption aurait immédiatement mis fin au débat, l'a confirmé de façon flagrante. Inscrits à l'Assemblée de M. Paul Masson (RPR, Loiret), qui s'est estimé qu'en se prononçant sur la réforme constitutionnelle le Sénat fait un énorme cadeau au président de la République auquel il livre «le clé des calendriers de la ratification», les centristes n'ont pas hésité à déléguer un des leurs, M. Xavier de Villepin (Français établis hors de France), pour apporter la contradiction au porte-parole du groupe RPR.

M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), président du groupe RPR, a eu beau s'émouvoir de cette égratignure faite à l'Union de la droite sénatoriale, les résultats du vote n'ont pas moins confirmé l'isolement de son groupe; malgré le renfort des voix communistes et d'une poignée de sénateurs UDF dont certains sont proches de M. Philippe de Villiers (apparenté UDF), député de la Vendée, hostile à Maastricht. M. Pasqua avait choisi dès le début le terrain du vote et de l'irrecevabilité des résolutions communautaires aux élections municipales et européennes pour tenter d'affaiblir les convictions européennes des trois groupes UDF représentés au Sénat, le Rassemblement démocratique et européen, l'Union centriste et les Républicains et indépendants. L'échec de cette offensive n'a pas pour autant plongé l'ancien ministre de l'Intérieur, qui fait ordinairement la pluie et le beau temps au palais du Luxembourg, dans les affaires de l'humiliation.

Dans les couloirs du Sénat, M. Pasqua, qui n'a pas rendu la politesse au groupe communiste en s'abstenant sur la question préalable défendue par sa présidente,

M<sup>me</sup> Hélène Luc (Val-de-Marne), alors que les communistes avaient voté la motion de M. Masson, a cependant mis en avant un motif de satisfaction. Il a ainsi fait remarquer que, contrairement à ce qui s'était passé en première lecture à l'Assemblée nationale, le groupe RPR du Sénat venait de se prononcer à l'unanimité en faveur de l'exception d'irrecevabilité. Du côté des «européens» et comme pour se garantir à l'avance d'un quelconque «syndrôme de Sélestat», le président du groupe centriste, M. Daniel Hoffel (Bas-Rhin), a souligné avec insistance que, déduction faite des voix de gauche, une large majorité strictement UDF s'était déployée contre le RPR en faveur de l'examen du projet de loi.

#### La saisine du Conseil constitutionnel

Comme à l'Assemblée nationale, la discussion sur les articles s'est engagée par la suite sur une disposition introduite à l'Assemblée nationale relative à la langue française. Au Palais-Bourbon, les députés avaient inscrit dans le texte du projet que «le français est la langue de la République». Cette formulation ayant agacé jusqu'aux responsables politiques de nombreux pays francophones, les sénateurs ont choisi de transcrire la formule. Désormais plus soignée, elle indique que «la langue de la République est le français».

Cette parenthèse culturelle - alimentée par les réflexions régionalistes de M. Henri Giscard (Haut-Rhin) - une fois refermée, la discussion a pris un tour nouveau avec un amendement déposé par le RPR en faveur de l'extension de la saisine du Conseil constitutionnel par

«soixante députés et soixante sénateurs» à propos d'un engagement international ou d'une proposition d'acte communautaire. A la surprise presque générale, ces dispositions, repoussées par l'Assemblée nationale, ont été adoptées par le Sénat contre l'avis du gouvernement. Le RPR et une partie des Républicains et indépendants l'ont emporté sur une coalition allant de M. Jean-Pierre Fourcade (Rép. et ind., Hauts-de-Seine) aux sénateurs socialistes et communistes, alors même que les centristes résistaient à leurs bancs, cantonnés dans l'abstention.

Les mines perplexes affichées par les membres du gouvernement à l'issue de ce vote ont donné la mesure des interrogations suscitées par l'adoption d'un dispositif présenté sans succès par le RPR à l'Assemblée nationale. Alors même que la question sensible du droit de vote et de l'éligibilité n'a pas encore été abordée, c'est une nouvelle navette qui se profile entre les deux Assemblées, dans l'hypothèse d'un deuxième refus de cette mesure par les députés. Ces retards s'ajoutent au moment même où le gouvernement, déterminé à aller au plus vite au Congrès - s'il en a les moyens - pour l'adoption définitive du projet constitutionnel, est confronté à un délicat problème d'emploi du temps. La majorité sénatoriale s'est en effet montrée rétive, dans la nuit de mercredi 10 juin, à ne pas voter sur l'ensemble du texte avant le mardi 16 juin. L'étape sénatoriale n'est pas encore tout à fait gagnée.

GILLES PARIS

### Les socialistes veulent «mobiliser l'électorat de gauche»

Les dirigeants socialistes sont convenus de la nécessité de «recadrer» l'action du PS en faveur de l'Europe et du «oui» au référendum sur le traité de Maastricht, afin de mobiliser leur électorat, mais sans remettre en question leur participation aux réunions organisées par le Mouvement européen avec des représentants de l'opposition.

M. Laurent Fabius a tiré les conclusions du débat au bureau exécutif, mercredi, en expliquant que les socialistes ne doivent pas entrer dans une «logique de campagne commune» des partisans du «oui», mais qu'ils ne doivent pas davantage «ouvrir un front», à gauche, symétrique de celui que le RPR a formé à droite en prenant pour cible les réunions du Mouvement européen. «Où au débat, non à une campagne commune», avait dit, pour résumer sa position, M. Lionel Jospin, qui a lui-même prévu une rencontre publique avec le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis (CDS). Pour l'ancien ministre de l'Éducation nationale et ses amis, la ratification du traité de Maastricht par référendum doit être l'occasion de débattre «avec et contre» les adversaires de ce traité, mais aussi avec ses partisans libéraux, afin de leur opposer la vision socialiste de la construction européenne. Le même jour, au «Grand Débat» de Radio-Slalom, M. Jospin expliquait que les partisans de l'Union européenne ne sont pas «en train de devenir les membres d'un indistinct parti européen».

Ce souci d'affirmer l'«identité» socialiste et de dissiper tout soupçon de convergence avec la droite pro-européenne a été exprimé, aussi, par les rorcardiens. M. Gérard Fuchs, chargé des relations internationales au secrétariat national du PS, a souligné que les socialistes doivent avoir pour préoccupations de «faire gagner le «oui» et de «mener leur propre campagne», en mettant en avant les aspects du traité - ouverture vers de nouvelles politiques communes, esquisse d'une politique étrangère indépendante de celle des États-Unis, possibilité d'action militaire européenne - qui constituent des nouveautés relevant d'une conception politique, et non strictement économiciste. Le numéro deux du PS, M. Gérard Lindbergh, a abondé dans le même sens en reprenant la thèse, familière à M. Michel Rocard, de l'Europe comme outil de régulation des politiques économiques et en expliquant qu'il faut, pour faire triompher Maastricht, «ajouter les «oui» sans en perdre en route».

Alors que M. Jean-Pierre Chevènement, absent du bureau exécutif, affirmait, sur RTL, que les estrades du Mouvement européen «paraissent

se bien préfigurer les conseils des ministres de demain», M. Fabius a ironisé, jeudi matin, sur Europe 1, au sujet de ceux qui, ayant eu à se déterminer face à l'Irak, il y a deux ans, et devant l'Union européenne, aujourd'hui, «se sont trompés deux fois». Le PS est traditionnellement «très ouvert», mais «il ne faut pas trop tirer sur la corde», a ajouté le premier secrétaire, mettant ainsi en garde M. Chevènement et ses amis contre les conséquences que pourrait avoir leur campagne pour le «non» au référendum. L'hypothèse du départ ou de l'exclusion du courant Socialisme et République - qui appelle à voter contre le projet de programme soumis aux militants en vue du congrès extraordinaire de Bordeaux, le mois prochain - est envisagée dans l'entourage de M. Chevènement, tandis que certains dirigeants du PS se demandent si la démission de M. Max Gallo du comité directeur (le Monde du 11 juin) n'en est pas un signe avant-coureur.

Désireux d'épurer leur campagne de tout sous-entendu de politique intérieure et de toute querelle interne, afin de «mobiliser l'électorat de gauche pour le «oui» - selon les termes de M. Jean-Jacques Querrain, porte-parole - les dirigeants socialistes ont décidé d'organiser, le 20 juin, une «journée pour la construction européenne» dans tous les départements, chaque fédération étant invitée à préparer des rencontres et des débats. Un argumentaire présentant la vision socialiste de la construction européenne va être diffusé à trois cent mille exemplaires. D'autre part, le PS proposera une initiative commune aux partis socialistes de la Communauté européenne, qui doivent se réunir la semaine prochaine à Lisbonne.

PATRICK JARREAU

### Un amendement inacceptable pour le gouvernement

L'amendement adopté par le Sénat est inacceptable pour le gouvernement, au moins dans sa deuxième partie. Il comprend en effet deux dispositions qu'il convient de bien distinguer. La première permet à soixante députés ou à soixante sénateurs de saisir le Conseil constitutionnel d'un engagement international afin qu'il vérifie qu'il ne contient pas de clause contraire à la Constitution française. Cela revient à ouvrir aux parlementaires la possibilité de révoquer le traité de Maastricht. Jusqu'alors l'article 54 de la loi fondamentale n'accorde cette autorisation qu'au président de la République, au premier ministre et aux présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale.

Dans le texte original de la Constitution, ces quatre autorités étaient les seules admises à faire contrôler par le Conseil la constitutionnalité d'un texte de loi. La réforme, voulue par M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974, a accordé cette possibilité à soixante députés ou à soixante sénateurs, mais la saisine sur un traité avait été oubliée. Cet oubli avait déjà été rattrapé, à la demande du Sénat, lorsqu'au printemps 1990 avait été discutée la réforme accordant aux juges le droit de saisir le Conseil constitutionnel si leur était appliqué une loi qu'ils jugeaient attentatoire à leurs droits fondamentaux.

#### Revenir sur le traité de Rome

Mais elle n'avait pu être menée à terme du fait de l'opposition de la majorité sénatoriale. La droite de l'Assemblée nationale avait tenté de réintroduire cette disposition lors du débat en première lecture du projet de révision actuelle; elle n'y était pas parvenue, les communistes s'associant aux socialistes pour la rejeter. Toutefois, pour s'y opposer, le gouvernement ne peut faire valoir que son absence de lien avec la nécessité de réviser la Constitution avant de pouvoir ratifier le traité sur l'Union européenne.

Il en va tout autrement pour la deuxième disposition. Elle revient à permettre le contrôle

du Conseil constitutionnel sur les actes (règlements ou directives) de la Communauté européenne. Les défenseurs de cette idée font valoir que, depuis que le Conseil d'État a, en octobre 1989, décidé, après la Cour de cassation et le Conseil constitutionnel, que les décisions communautaires prennent le pas sur la législation nationale; il importe de s'assurer que celles-ci ne sont pas contraires à la loi fondamentale française. C'est une vieille idée de certains membres du RPR, et notamment de M. Pierre Mezard.

Ce contrôle soulève toutefois de nombreuses difficultés. D'abord, dans l'amendement voté par le Sénat, il est question de «proposition d'acte communautaire». Or dans toutes les autres matières, le Conseil constitutionnel se prononce sur les textes définitifs. De plus une «proposition» de la commission des Communautés peut toujours être modifiée par le conseil des ministres européens. Qu'advient-il alors si la version définitive ne correspond pas au projet qui aurait été jugé conforme à la Constitution?

Surtout, la règle du fonctionnement de la Communauté, depuis le traité de Rome, veut que seuls les organes communautaires peuvent contrôler les décisions de celle-ci. En matière juridique c'est le rôle de la Cour de justice des Communautés. Permettre à une institution nationale d'opérer aussi un contrôle risquerait d'aboutir à des heurts de jurisprudence avec cette Cour, voir avec des cours nationales si d'autres États se lançaient dans la même voie. La possibilité serait ouverte qu'un même acte communautaire soit jugé applicable en Allemagne et pas en France. En fait la construction de l'Europe implique l'existence de deux échelons de normes juridiques : le communautaire et le national. Le premier a priorité sur le second, en vertu de l'article 55 de la Constitution qui prévoit que «les traités ou accords régulièrement ratifiés ont (...) une autorité supérieure à celle des lois».

THIERRY BRÉHER

### L'analyse du scrutin

La motion présentée par M. Paul Masson et les membres du groupe RPR tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité a été repoussée par 196 voix contre 120. La majorité requise était de 158.

Ont voté pour :  
- 16 PC sur 16.  
- 2 Rassemblement démocratique et européen sur 23 : MM. Etienne Dailly et Max Lejeune.  
- 91 RPR sur 91.  
- 6 Républicains et indépendants sur 51 : MM. Pierre Croze, Michel Ponistowski, André Poumy, Henri de Raincourt, Bernard Seltzer et Jean-Pierre Tizon.  
- 5 non-inscrits sur 6.

Ont voté contre :  
- 19 Rassemblement démocratique et européen sur 23.  
- 66 PS sur 66.  
- 67 Union centriste sur 68.  
- 44 Républicains et indépendants.  
- 1 non-inscrit, M. Hubert Durand-Chastel.  
N'ont pas pris part au vote :  
- 2 Rassemblement démocratique et européen, MM. Paul Girod et Jean Rogier.  
- 1 Union centriste, M. Alain Poirer, président du Sénat.  
- 1 Républicain et indépendant, M. Pierre-Christien Taltinger, qui présidait la séance.

## les murs de Cartier

ORGANISENT

UNE VENTE DE BIJOUX ET OBJETS  
"HORS COLLECTION"  
À PRIX EXCEPTIONNELS

AU PROFIT DE LA

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

SAMEDI 13 JUIN

DE 9H À 18H30

ET

DIMANCHE 14 JUIN

DE 10H À 16H30

À PARIS, PAVILLON KLEBER, 7, RUE CIMAROSA, 16<sup>e</sup>

À PARIS, HOTEL LUTÉCIA, 45, RD RASPAIL, 6<sup>e</sup>

À NICE, HOTEL PLAZA CONCORDE, 12 AVENUE DE VERDUN

À LYON, PALAIS DU COMMERCE, PLACE DES CORDELIERS

À STRASBOURG, CIAL, QUARTIER DU WACKEN, 31 RUE JEAN WENGER VALENTIN

À RENNES, HOTEL ALTEA, PARC DU COLOMBIER, RUE DU CAPITAINE MAIGNANT

LE PROFIT DE CETTE VENTE SERA VERSÉ

À LA CROIX ROUGE FRANÇAISE POUR SES ACTIONS AU BÉNÉFICE DE L'ENFANCE MALHEUREUSE

### M<sup>me</sup> Guigou souhaite

«un débat contradictoire»

M<sup>me</sup> Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a déclaré à l'Assemblée nationale, qu'il est de la responsabilité des élus de la nation de «participer» à l'information sur Maastricht «sans gommer les différences qui sont normales sur un sujet aussi important, mais en oubliant les arguments politiques pour privilégier un débat serein». «Je ne vois pas ce qui vous empêche, les uns et les autres, de prendre part au débat contradictoire que le gouvernement souhaite», a ajouté M<sup>me</sup> Guigou, qui répondait à M. Lajoie (PC, Allier), M. Mermaz, ministre de l'Agriculture, a annoncé, pour sa part, que «le premier ministre est tout à fait d'accord» pour que soit organisé au Parlement «un débat sur la réforme de la PAC et sur la politique agricole française, avant la fin de la présente session».

### M. Giscard d'Estaing

juge nécessaire «un traité bis»

Dans un entretien publié par Paris Match (daté 14 juin), M. Valéry Giscard d'Estaing souligne qu'en raison du «non» dans au traité de Maastricht les dirigeants européens ont découvert qu'on ne peut pas construire l'Union de l'Europe sans les gens ni, évidemment, contre eux, comme certains avaient la tentation de le faire. Selon l'ancien président de la République, le vote du Danemark «s'explique par deux craintes», celle «de la domination des petits pays de la Communauté par les grands pays» et celle «du rôle envahissant de la Commission de Bruxelles». Il ajoute : «Les récents propos tenus par Jacques Delors sur l'extension des pouvoirs de la commission ont joué un rôle important dans le refus des électeurs danois.» M. Giscard d'Estaing estime qu'il faut désormais, entre les Onze, «un autre traité de Maastricht, un traité bis» qui «ne serait pas très différent du traité actuel». Il juge «irréaliste d'imaginer qu'on puisse rester dans la Communauté sans accepter d'y appliquer le traité de Maastricht».

Le président de l'UDF confirme qu'il se prononcera «en faveur de la ratification du traité de Maastricht» et souhaite que le RPR se prononce, «le moment venu», dans le même sens. Il met en garde «ceux qui tentent de récupérer le débat sur l'Europe à leur profit» en affirmant qu'ils rendraient «plus aléatoire» le résultat du référendum. «Plus le pouvoir socialiste cherchera à politiser la campagne, déclare-t-il, plus il fera baisser le nombre de oui.»







## ENQUÊTE

# Le mystérieux naufrage des « pompiers socialistes de l'économie »

Récemment jugée à Paris, l'affaire de la CFDE — qui remonte au début des années 80 — dévoile les détournements financiers de repreneurs d'entreprises liés au PS

« La CFDE a notamment financé les campagnes électorales de MM. Chevènement, Sarre, Charzat, Planchon; elle a payé les affiches, les collages, les meetings, les salles de restaurant réservées pour 300 millions; elle a versé près de un million de francs à M. Jean-Michel Boucheron, député et maire d'Angoulême, par diverses sortes d'espèces; elle a remis un chèque de 150 000 francs, le 30 avril 1981, à l'ordre du Matin de Paris qui, à la fin de la campagne présidentielle, n'avait plus d'argent. » C'est le 30 janvier, devant la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, que furent prononcées ces accusations. Leur auteur ne craignait pas d'être éventuellement poursuivi en diffamation puisque M. Pascal Dewynter, avocat au barreau de Paris, bénéficia de l'immunité accordée à la défense. Reste à savoir s'il était vrai.

Car, en faisant cette déclaration liminaire, M. Dewynter a transformé en brûlot politique un acte ancien et jusque-là confié sur le terrain du droit commun, celle de la Compagnie française pour le développement des entreprises (CFDE) qui remonte au début des années 80. Un dossier où se dévoile l'avers social de l'affairisme, cette « corruption » aujourd'hui officiellement dénoncée et qui ne se réduit pas aux seules sphères politiques, mais profite à mesure que celles-ci laissent l'argent envahir l'espace public. Cette affaire oubliée qu'éclairait en partie un jugement rendu en mars dernier sera jugée en appel le 22 juin.

Comment les repreneurs d'entreprises de la CFDE ont-ils pu, pendant des années et sous couvert de défendre l'emploi, piller la trésorerie d'une douzaine de sociétés? De quelles complexités ont bénéficié les hommes réduits en justice, en ce début d'année 1992, sous les accusations d'abus de biens sociaux, de souscription fictive de capital, de détournement de fonds, de banque-routage frauduleux, d'escroquerie et de fausses déclarations? Que recouvrait le soutien de « pompiers socialistes de l'économie » qui leur fut donné dans le passé par certains journaux régionaux? Qui étaient destinés les dizaines de millions détournés dans des pratiques relevant plus de la prédation que du sauvetage d'entreprise?

### « Des prélèvements non justifiés »

En imposant une lecture politico-financière de l'affaire, M. Dewynter suscita l'embarras du tribunal, présidé par M. Jacqueline Chevallier. Après avoir écarté l'argument de l'amnistie avancé par les avocats de prévenus qui invoquaient des finalités de financement de partis politiques, le jugement rendu en mars — aboutissant à des peines de prison avec sursis assorties d'amendes — semble vouloir ignorer la destination des sommes détournées.

Au premier plan de cette saga, instruite successivement par deux juges d'instruction placés au cœur des grandes affaires politico-financières de la décennie — M. Jean-Pierre Michau, puis M. Edith Bozette —, deux hommes qui revendiquent l'essentiel des responsabilités. Le premier, M. André Lelouch, est présenté comme un « responsable commercial ». En réalité, à cause de divers jugements l'empêchant d'apparaître au premier plan, il dirigera tout en sous-main le tribunal le présentant d'ailleurs comme le « dirigeant de fait ». Le second, M. Ignace Loviconi, a un profil plus politique : secrétaire fédéral du PS de 1974 à 1980, il sera l'un des responsables nationaux de la formation des cadres de ce parti, puis son délégué national à l'économie sociale en 1980, et, surtout, son délégué national aux entreprises en difficulté à partir de 1981.

C'est la personnalité d'Ignace Loviconi qui donne sa dimension politique à l'affaire : tout en étant le responsable chargé des entreprises en difficulté d'un PS arrivé enfin au pouvoir, il sera l'un des dirigeants d'un groupe spécialisé dans la reprise, avec l'aide de l'Etat et de l'argent public, de ces mêmes entreprises en difficulté! Étonnant mélange des genres où celui qui contribue à définir une politique est aussi l'un de ceux qui en tirent bénéfice... Nommé PDG de la CFDE en décembre 1981, M. Loviconi ne contestera pas, durant la longue instruction, avoir été « chargé essentiellement de la stratégie politique » de la CFDE.

Mais, selon le jugement du tribunal, le bilan de cette « stratégie politique » se résume à une expression récurrente : « prélèvements non justifiés ». Le jugement impute ainsi à M. Loviconi le prélèvement, sur les trésoreries d'entreprises reprises par la CFDE, de plus de 21 millions de francs. Or, c'est lui qui, tout comme M. Lelouch, invoquera la destination politique de ces détournements sans pour autant convaincre le tribunal, affirmant, selon le jugement, que « la trésorerie de la CFDE et de ses filiales aurait été pour partie utilisée pour financer le parti socialiste ».

### 74 millions de pertes

C'est en décembre 1979 que MM. Lelouch et Loviconi, associés à Etienne Saby, aujourd'hui décédé, créent la CFDE, société anonyme dont le but était, « avec l'aide des collectivités locales et des établissements financiers, d'opérer le redressement d'entreprises en difficulté et d'assurer le maintien de l'emploi ». Reste qu'une telle politique coûte cher. Et c'est ici que les amitiés politiques jouent : le Crédit national accorde prêts et subventions tandis que l'équipe de « repreneurs » aura, notamment, après 1981 — « durant quelques mois », affirme le jugement, plus longtemps — l'appui des partis civils — les faveurs du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI). Et c'est ainsi que la CFDE « développera une politique de reprise sous auspices » qui se solda, le 31 décembre 1982, par des pertes chiffrées à plus de 74 millions.

Le secteur géographique privilégié par les dirigeants de la CFDE sera au départ le Sud-Ouest, relayé ensuite par l'Est. Pas moins de douze filiales (1) seront ainsi contrôlées et six autres sociétés reprises, de Lézignan (Hauts-Pyrénées) à Bézier (Gironde), de Jarnac à Angoulême, en Charente, de Lézignan (Gironde) à Belfort (Territoire-de-Belfort). Sans débourser un sou, la CFDE met ainsi la main sur des actifs industriels importants. Dans la plupart des cas les conditions de reprise des sociétés en difficulté sont identiques : les syndicats favorisent le projet CFDE; le personnel est licencié; à commencer par les syndicalistes; les nouveaux patrons réembauchent le moins possible mais empêchent les aides de l'Etat.

Mais la gestion de ce petit empire, constitué en quelques mois, laisse très vite à désirer. L'entrée de la CFDE dans le capital de ses filiales, note le jugement, a été « dans la quasi-totalité des cas, purement fictive, la holding ayant investi dans des sociétés sans investissement ». Dès qu'ils sont aux commandes, les repreneurs vendent les stocks et entreprennent de jongler avec les fonds. Par une succession de chassés-croisés financiers dont l'énumération finit par donner le tournis, des millions de francs circulent dans la nébuleuse CFDE de façon apparemment irrégulière, avant de se perdre. Le jugement souligne que « ces mouvements, évalués à 160 millions de francs par les experts, n'ont pas répondu à des échanges commerciaux de biens ou de prestations de service mais à des transferts de trésorerie ».

### Une lettre adressée à M. Chevènement

Selon M. Lelouch, ces opérations répondent aux nécessités d'une gestion adaptée à la politique de groupe. L'argument semble discutable : le tribunal, qui évoque des « mouvements financiers dont la finalité n'a pas été clairement élucidée », indique, en effet, que « l'absence, de tout projet économique cohérent » et le « mépris des intérêts des entreprises concernées, excluent que les sorties de fonds puissent être justifiées par les nécessités d'une gestion centralisée ». La comptabilité est jugée « fantaisiste ». D'ailleurs, plusieurs « responsables » déclareront n'avoir jamais exercé réellement leurs mandats. Tout était dans les mains du tandem Lelouch-Loviconi, et tout était « centralisé à Paris ».

En dépit de cette gestion aberrante, il faudra deux ans pour que les pouvoirs publics se décident, non pas à poursuivre les responsa-

bles en justice, mais à leur demander de passer la main : « du 31 décembre 1982 (...) André Lelouch, sous la pression des pouvoirs publics, conscients vraisemblablement de la médiocrité de ses qualités de gestionnaire, était contraint de céder l'ensemble des participations de CFDE au RFI dirigé par Raymond Sféra ». Cette reprise des repreneurs par deux hommes d'affaires libanais, les frères Sféra, coûtera cher. Mais elle fait passer à l'arrière-plan une équipe plutôt gênante. Deuxième volet de la même affaire, l'épisode RFI prend fin avec le retour au pouvoir de la droite, en 1986, par une série de dépôts de bilan. Mais c'est là une autre affaire. Pourquoi l'équipe de la CFDE a-t-elle joué d'une telle impunité alors qu'elle n'a jamais respecté ses engagements en matière

« Mon cher Jean-Pierre, j'ai recouru à toi. La CFDE marche bien, elle rendra bien des services mais elle achoppe sur les banques qui n'ont pas notre action. Pascal Lamy [alors directeur du cabinet de M. Jacques Delors, ministre des finances, et ancien secrétaire général du CIRI, ex-CIASI (lire d'autre part)] essaie de nous aider mais il n'est pas toujours suivi. Une intervention ponctuelle de la part présidentielle dans les négociations évitées, je me résous à te le demander après avoir longuement hésité car tu es en charge d'intérêts majeurs. Mais Georges [Sarre] et Michel [Charzat] m'ont encouragé à le faire sans plus tarder. »

Deux mois plus tôt il écrivait à M. Yves Lebas, délégué auprès du

premier secrétaire du PS, pour qu'il « intervienne auprès de Bérégovoy [secrétaire général de la présidence] et de Badier [ministre de la justice] pour stopper ou freiner la procédure traitant du projet de loi sur les curatelles » (2).

### Les intérêts de certains élus

Le soutien actif, politique et financier, du CIASI devenu par la suite le CIRI, à la CFDE puis au groupe RFI des frères Sféra a duré des années. Au procès, un ancien préfet de la région Franche-Comté, M. Jean Anet, aujourd'hui conseiller à la Cour des comptes, indiquera qu'il arrivait à MM. Lelouch et Loviconi de venir prendre les ordres du comité interministériel dans son bureau. En 1985, l'un des inspecteurs chargés de l'enquête de police judiciaire notait que MM. Pascal Lamy, Jacques Delors et Jean-Pierre Chevènement « sont intervenus auprès du CIRI, des banques nationales, et du Crédit national pour que d'importants concours bancaires soient accordés au groupe CFDE et à ses filiales ». C'est encore le CIRI qui avancera aux frères Sféra la centaine de millions nécessaires à la reprise de CFDE par RFI.

Enfin, il est difficile de pas faire le rapprochement entre l'implantation des sociétés reprises par la CFDE et les intérêts de certains élus socialistes. En effet, elles sont toutes situées dans des fiefs socialistes ou à proximité : ceux de MM. Chevènement (Belfort), Jean-Michel Boucheron (Angoulême), Gilbert Mitterrand (Libourne), Louis Longuegueux et Alain Rodet (Limoges), Pierre Guillon (Lannemezan), Philippe Madrelle (Bordeaux). Ce que le jugement considère, comme, « une succession d'entreprises totalement disparates tant en ce qui concerne les secteurs d'activité que l'implantation géographique », devient soudain plus cohérent. Les reprises de « casars sociaux » ne sont pas faites au hasard. A cette loterie, les membres du courant de M. Chevènement ne sont pas les seuls, mais ils sont bien

Est-ce là la clé de cette mystérieuse embrouille? La CFDE a-t-elle été froidement conçue pour récolter des fonds politiques occultes? Est-elle, au contraire, le résultat d'une authentique politique de sauvetage de l'emploi pervertie par ses exécutants? Ces questions dérangeantes expliquent-elles la lenteur de la justice dans cette affaire? Alors qu'à Cambrai, en 1987, grâce à la détermination d'un procureur, un dossier CFDE fut bouclé en quelques mois et M. Lelouch incarcéré un temps, le dossier national mettra près de neuf ans à aboutir. Sans doute est-il complexe. Il n'en est pas moins vrai qu'il a toujours été l'objet d'une sollicitude particulière. La première pièce du dossier (cote D1) est une dépêche du 17 juin 1983 dans laquelle le ministre de la justice demande au parquet de Besançon de se dessaisir au profit du parquet de Paris de l'instruction qu'il vient d'ouvrir. « Tout a été mis en œuvre pour que soit retardée autant que possible la découverte du financement occulte du PS par le truchement de la CFDE », affirme M. Dewynter.

A-t-il raison? A moins d'un rebondissement lors du prochain procès en appel, il est sans doute trop tard pour l'établir. Reste un éclairage brutal sur l'utilisation à des fins siennes personnelles, du moins privées des rouages de l'administration. Un dévoiement que résumait ainsi le syndic charentais d'une des entreprises sinistrées par ses repreneurs de la CFDE : « L'ensemble de ce lamentable sinistre n'a pu se faire qu'avec la complicité des pouvoirs publics ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) Il s'agit notamment de SNIS (matériel de sécurité) à Lézignan; de Bandon (moutonnet), près de Libourne (Gironde); des pompes Virax-Ledoux, à Bézier; de Mischler (bois, métal), à Belfort; de A. Lema (bonnetterie), Sopreca (fermeuses) et Ad Hox (colonnades) dans l'est de la France. A Angoulême, la CFDE reprend la Colipa (papier, carton) et à Limoges la SGV (vêtement).

(2) Il s'agit du régime sous lequel sont administrés les biens d'un mineur émancipé.

## Le CIASI ou les dérives d'un « club distingué »

Le Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI), rebaptisé par la suite Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), a été créé en 1974 pour assister les entreprises en difficulté. Dépendant à la fois du ministère de l'économie et des finances et de celui de l'industrie (dont les titulaires étaient, à l'époque des reprises « tous azimuts » d'entreprises par la CFDE, en 1981 et 1982, MM. Jacques Delors et Jean-Pierre Chevènement), ce comité était rattaché à la direction du trésor. De 1979 à 1981, son secrétaire général fut M. Pascal Lamy, proche collaborateur de M. Delors et, par ailleurs, membre de la commission de contrôle financier du PS. En 1977, il sera remplacé à la tête du CIASI par M. Robert Léon.

Dans un livre consacré aux dérives de la politique industrielle, l'Etat brancardier (1), M. Elie Cohen, analysant les logiques d'intervention de l'Etat

dans l'économie après l'arrivée des socialistes au pouvoir, écrit notamment : « Le CIASI, en l'absence de repreneurs, ne sara guère regardant sur les méthodes. Quand les banques se font réticentes, on les contraint à coopérer (...). Les repreneurs se font rares, le CIASI les invente (...), fait preuve d'une inventivité sans bornes dans l'art du faux nez. » Plus loin, sur l'évolution du comité, il porte ce jugement sévère : « Le club distingué s'est mué en communauté déviante (...). L'intervention ponctuelle et l'usage homophobique de fonds publics ont trop souvent cédé la place à des concours financiers massifs et durables sans réelle justification économique ou même sociale. »

R.-P. P.

(1) Elie Cohen, l'Etat brancardier, politiques du développement (1974-1984), Calmann-Lévy, 1989.

financière et d'emploi? Mystère, semble dire le tribunal qui parle d'aberration et de manifeste et de perplexité. D'autant plus que les fonds détournés ne semblent pas être allés, sauf exception, dans les poches de repreneurs. Dans ces conditions, comment ne pas évoquer, comme le font les accusés eux-mêmes, le caractère politique de cette affaire? De ce côté-là, les arguments ne manquent pas. Dès l'arrivée au pouvoir des socialistes, en mai 1981, l'équipe de la CFDE semble avoir bénéficié de soutiens exceptionnels et d'un étonnant mélange des genres. Responsables socialistes, nouveaux ministres et hauts fonctionnaires s'activent de concert autour de la CFDE tandis que l'argent public au service d'intérêts privés.

L'avocat des deux principaux accusés a ainsi produit des courriers échangés avec des dirigeants socialistes, notamment une lettre à M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre d'Etat, chargé de la recherche et de l'industrie, à qui M. Loviconi écrit en août 1982 :

15 guides présentés par

**VOYAGEURS DU MONDE**

Les Annuels Voyageurs vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

**Sri Lanka**  
**Italie**  
**Antilles**  
**New York**  
**Guatemala**

**Chine**  
**Mexique**  
**Japon**  
**Bésil**  
**Inde**

**Québec**  
**Thaïlande**  
**Russie**  
**Usa west**  
**Tchécoslovaquie**

VDM éditeur, 53 rue Sainte-Anne, 75002 Paris

ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

192 p.  
80 f.

VENDEUR EN LIBRAIRIES

**SERIES 3. C'EST CE QUE VOTRE POCHE ATTEND DEPUIS TOUJOURS.**

**Légende de poche élégant.**

Regardez un Series 3 et vous comprendrez vite ce que l'on veut dire par élégant. A commencer par les icônes, depuis juste au-dessus du clavier. Elles permettent d'une simple pression de doigt de passer d'une icône à une autre. Ou son écran graphique, qui reste d'une telle clarté remarquable, même dans les plus mauvaises conditions. Ou encore son aspect ultra-plat, permis par l'absence de toutes les pièces mécaniques de la machine à écrire.

**La simplicité privilégiée.**

Plus malgré toutes ces prévisions, la plus belle des performances de Series 3 se trouve dans ses logiciels : grâce à son interface graphique, Series 3 est totalement intuitive et d'usage, comme tout bon ordinateur, sans le moindre (quel est son français).

Plusieurs rangements des piles dans le bloc de fermeture.

**Des logiciels nombreux et puissants.**

Les logiciels qui accompagnent Series 3 sont remarquables : un agenda avec représentation graphique de votre planning quotidien et hebdomadaire. Une Gestion de Rhéologie pour vos notes et téléphones, vos notes, vos clients. Un Traitements de texte pour prendre des notes, noter les rapports de préparation, une présentation. Une Calculatrice qui vous procure un confort d'ajustement dans tous vos calculs quotidiens. Et vous pourriez rajouter un Tableau pour prendre en charge vos tableaux de gestion, vos finances ou la gestion de vos comptes (professionnels ou personnels). Bref, tout. Dans votre poche.

Series 3. A partir de 2.490 F. En vente dans les centres agréés Pison, ainsi que dans toutes les Y&S. Pour une documentation gratuite, appelez AWARE au (1) 46.36.46.47.

**PISON** **Aware**

3, rue Jean Monnet 38000 St-Etienne (France) Tél. (0477) 44.44.47 Telex (31) 46.36.46.47



## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Tandis que le ministre de la santé prépare une réforme

## France-Transplant propose un registre national des opposants au don d'organes

Les médecins responsables de France-Transplant souhaitent une amélioration de l'application de la loi Caillaud de 1976. Ils proposent notamment la création d'un registre national informatisé des personnes opposées de leur vivant au prélèvement d'organes pouvant être effectué sur leur cadavre. Cette proposition est rendue publique alors que l'on annonce, dans l'entourage de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, une réforme prochaine de l'activité des greffes d'organes qui pourrait être calquée sur celle de la transfusion sanguine.

Longtemps présentée comme un modèle d'éthique associant l'indépendance de la collectivité des malades et la liberté individuelle des donneurs potentiels, la loi Caillaud de 1976 (1), ces derniers temps, vu son image brutalement se ternir. L'affaire du CHR d'Amiens, d'abord, où de multiples organes furent prélevés, dans des conditions controversées, sur le cadavre d'un adolescent (le Monde daté 17-18 mai), les différents témoignages plus ou moins similaires qu'elle a, par la suite, suscités, une ambiguïté certaine avec la loi Lafay de 1949 sur les prélèvements de cornes, ont mis en lumière les difficultés d'application de la loi de 1976. Celle-ci permet aux médecins transplantateurs d'effectuer des prélèvements d'organes sur le cadavre maintenu en réanimation (2), dès lors que l'individu mort ne s'y était pas opposé de son vivant.

« C'est là que réside toute l'ambiguïté de cette législation qui ne prévoit pas comment chaque individu peut être assuré que sa volonté sera connue au bon moment, résume le professeur Henri Kreis (hôpital

Necker, Paris), vice-président de l'association France-Transplant; nos règles éthiques ne nous permettent pas de nous contenter de l'adage selon lequel nul n'est censé ignorer la loi. »

Actuellement, avant de procéder à un prélèvement d'organes sur le cadavre d'un adulte, de nombreuses équipes de chirurgiens préleveurs prennent contact avec les membres de la famille ou les proches de la victime, afin de savoir s'ils ont ou non connaissance d'un refus exprimé par celle-ci de son vivant. Or rien, semble-t-il, ne contraindrait les médecins à effectuer une telle démarche.

« C'est à partir de ce constat et compte tenu de l'hypocrisie dans laquelle nous faisons vivre la loi Caillaud que j'ai, dès 1988, proposé un système permettant de notifier clairement son refus de donner ses organes après sa mort, explique le professeur Kreis. Il s'agissait (...) de respecter l'esprit de la loi en offrant à chacun le moyen d'exprimer sa volonté. (...) Aujourd'hui, il nous semble opportun de rendre public notre projet. »

## Dans tous les bureaux de poste

Pour le professeur Kreis comme pour les autres responsables de France-Transplant — les professeurs Jean Dausset, prix Nobel de médecine, Christian Cabrol et Jacques Hoirs (le Monde du 6 juin) — la solution consiste à offrir à chacun la possibilité d'inscrire sur un ordinateur national son refus de donner ses organes. Seul un nombre très restreint de médecins — les sept coordinateurs régionaux de France-Transplant — pourraient interroger cet ordinateur afin de savoir si un prélèvement peut ou non être effectué sur le corps d'un individu qui vient de mourir.

L'ordinateur central, accessible vingt-quatre heures sur vingt-quatre,

serait connecté au réseau Minitel grâce auquel chacun pourrait faire connaître sa volonté positive ou négative, de donner tout ou partie de ses organes après sa mort. La démarche est strictement confidentielle (grâce à un système de code d'accès), modifiable à la demande, mais devra ensuite être confirmée par écrit, les inscriptions n'ayant pas de valeur légale. Pour les responsables de France-Transplant, ce système présente l'avantage de ne pas faire intervenir de tierce personne, comme en Belgique, où l'opposition au don d'organes doit être formulée en mairie, devant un officier d'état-civil, avant d'être ensuite mise en mémoire informatisée.

Consulté, le Comité national d'éthique n'avait pas opposé d'objection majeure à une telle initiative dès lors qu'elle serait en conformité avec les dispositions législatives en vigueur. Une demande officielle a, d'autre part, été formulée auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Un tel procédé serait-il de nature à augmenter le nombre de refus? En Belgique, où 6 % des personnes déclarent, en moyenne, leur opposition aux prélèvements, l'activité de transplantation n'est pas proportionnellement inférieure à celle des pays voisins. On évalue en France, sur des échantillons sondages, à environ 20 % la proportion de la population adulte opposée aux prélèvements, mais il n'existe pas d'études permettant de situer ces oppositions en fonction de l'âge, critère pourtant essentiel dans ce domaine.

« Si l'opinion refuse majoritairement les prélèvements d'organes, expliquent les professeurs Kreis et Hoirs, nous en prendrons acte et la pratique des greffes diminuera. Il faut toutefois savoir que, dans ce cas, les malades en attente de transplantation brant, comme c'est déjà le cas en Italie, vers d'autres horizons. »

## L'expérimentation des thérapies géniques aux États-Unis

## L'ADN a été utilisé comme « médicament » dans le traitement d'un cancer

De l'ADN a été directement injecté à une femme originaire de l'État du Michigan (États-Unis), en vue de traiter un cancer de la peau. Il s'agit d'une nouvelle étape dans l'utilisation de l'ADN à des fins thérapeutiques.

Des fragments d'ADN seront-ils un jour prochain utilisés comme un « médicament »? En d'autres termes, pourra-t-on bientôt administrer du matériel génétique (des gènes) par voie intraveineuse à un malade souffrant d'une maladie grave comme un cancer ou le sida? C'est la question que l'on peut se poser après l'annonce, mardi 9 juin, par le docteur Gary Nabel (université du Michigan, Ann Arbor) de la mise en œuvre du premier protocole de thérapie génique in vivo tenté sur l'homme.

Jusqu'à présent, les expérimentations de thérapies géniques, en particulier par le docteur Steven Rosenberg au National Cancer Institute de Bethesda (Maryland), consistaient d'abord à prélever un fragment tumoral, ensuite à y insérer ex vivo des gènes assurant la production de substances anticancéreuses, enfin à réintroduire dans l'organisme ces cellules cancéreuses au patrimoine génétique

modifié, en espérant qu'elles viendraient à stimuler un processus immunitaire anticancéreux (le Monde du 3 août 1991).

La technique proposée par le docteur Nabel est encore plus simple: elle consiste en une seule injection par voie intraveineuse. On accole à une particule grasseuse (liposome) le gène codant pour une protéine jouant un rôle important dans le fonctionnement du système immunitaire (la protéine HLA-B7 du système majeur d'histocompatibilité). C'est cette protéine qui, en quelque sorte, indique au système immunitaire de rejeter ou, au contraire, de ne pas rejeter un corps étranger à l'organisme. Ce complexe ADN-liposome est ensuite injecté directement dans la tumeur de manière à augmenter l'immuno-réactivité et à faciliter la destruction de la tumeur (un mélanome) par le système immunitaire.

Le docteur Nabel reconnaît qu'il est « prématuré » de parler de succès thérapeutique et précise que la patiente sur laquelle ce protocole a été expérimenté n'a bien supporté.

## Le cholestérol aussi

Le jour même où le docteur Nabel faisait cette annonce, un chercheur du centre médical de l'université du Michigan, le docteur James Wilson, annonçait qu'il avait expérimenté un autre protocole de thérapie génique sur une Canadienne de vingt-neuf ans atteinte d'hypercholestérolémie familiale. Le principe est d'insérer le gène qui code pour le récepteur du LDL cholestérol dans les cellules hépatiques du malade.

Une augmentation dans le sang du taux de lipoprotéine de basse densité (LDL) conduit à une athérosclérose accélérée et à une augmentation massive du risque cardio-vasculaire. Normalement, le LDL-cholestérol est éliminé par l'intermédiaire de récepteurs spécifiques situés à la surface des cellules du foie. Chez certains malades, très rares, cette élimina-

tion ne se fait quasiment pas, des anomalies génétiques acquises touchant un gène — voire deux (dans les formes monogéniques) — responsable de la formation de ces récepteurs.

Pour remédier à cette anomalie, le docteur Wilson se propose d'insérer le gène normal au niveau des cellules hépatiques. Il l'a réalisé sur des souris atteintes d'hypercholestérolémie et a réussi à diminuer d'environ un tiers, et en moins de deux mois, le taux de LDL-cholestérol.

L'intervention consiste à prélever environ 15 % de la masse hépatique du malade, à y insérer le gène codant pour le récepteur du LDL, et à se servir d'un virus vecteur, et à réinsérer ensuite les cellules hépatiques au patrimoine génétique désormais modifié. Tout en se déclarant optimiste et en précisant que sa jeune malade se portait bien, le docteur Wilson a ajouté qu'il faudrait attendre plusieurs semaines pour savoir si cette thérapie génique avait eu l'effet escompté.

FRANCK NOUCHI

« Un nouvel antiviral autorisé dans le traitement du sida. — La didanosine (Videx), médicament antiviral produit par les laboratoires Bristol-Myers Squibb et plus connu sous le nom de DDI, a reçu le 5 mai dernier son autorisation de mise sur le marché français. Il sera disponible dès la semaine prochaine dans les hôpitaux à un prix très légèrement inférieur à celui de l'AZT, qui, jusqu'à présent, était le seul médicament antiviral autorisé dans le traitement du sida. Comme l'AZT, la DDI est un inhibiteur de la reverse transcriptase, l'enzyme qui assure la réplication du virus du sida. D'autre part, l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) a annoncé, mercredi 10 juin, que les premiers essais sur l'homme d'un prototype de vaccin anti-sida mis au point par Pasteur-Mérieux venaient de débuter à Paris.

## JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Tarbes

## Les responsabilités en cascade de la catastrophe de Luz-Arden

Un mois après le drame de Furian, le procès de la catastrophe du téléski de Luz-Arden (Hautes-Pyrénées) a lieu à Tarbes (Hautes-Pyrénées) du 9 au 12 juin. Le 1<sup>er</sup> mars 1987, l'effondrement d'une remontée mécanique mise en service le mois précédent avait provoqué la mort de six personnes. Il y avait eu quatre-vingt-sept blessés. Cinq ans après, du concepteur au constructeur, les différents protagonistes se rejettent les responsabilités.

TARDES

de notre correspondant

Deux cents témoins avaient pris place sur le téléski dernier-ciel de la Caprette le dimanche 1<sup>er</sup> mars 1987 pour monter au sommet (2 450 m) de la station de Luz-Arden. La journée tirait à sa fin. Soudain, le pylône d'arrivée de la remontée mécanique s'écroula. Six personnes furent tuées. Treize autres souffrirent encore de graves séquelles cinq ans après cette catastrophe, au moment où, à Tarbes, le tribunal correctionnel, présidé par M. Elisabeth Cern, tente de cerner les responsabilités des dix impliqués. Un procès qui a lieu au terme d'une procédure trop longue au goût des familles des victimes, qui n'ont pas accepté les transactions proposées par l'assurance (la Lloyd Continental) à l'été 1987. 2 800 000 F à la famille d'un skieur basque quelques jours avant le procès.

Pas plus qu'à Furian, le ne peut tout mettre sur le compte de la fatalité. Il a fallu faire trop vite. Le téléski de la Caprette s'est effondré trois semaines après sa mise en service et sept mois seulement après le début des travaux. L'accumulation de négligences, d'erreurs humaines, de mauvais calculs techniques, d'inconscience, paraît à l'origine de la chute du téléski.

Depuis le 9 juin, chacun des neuf impliqués présents cherche à se disculper. Pourtant les experts sont formels: « La rupture du téléski de Luz-Arden était inévitable à brève échéance, compte tenu de la conception et de la réalisation du ferrailage massif du pylône. » Les accusations sont en effet multi-

En premier lieu le certificat du permis de construire a été délivré par un organisme préfectoral, le BDARM (Bureau départemental des appareils de remontée mécanique) en décembre 1986 alors que le chantier avait effectivement démarré en juillet, cinq mois plus tôt, et que les travaux étaient positivement achevés.

« La pratique est courante », reconnaît M. Yves Estienne, ingénieur de Luz-Balagnas (Hautes-Pyrénées), chargé en sous-traitance par le Centre d'études techniques et électriques du Sud-Ouest (CETESO) de Bordeaux du suivi de la construction. Mais béton et ferrailage de l'ensemble de la structure du téléski échappaient à sa surveillance. Les contrôles auxquels il procédait se limitaient au coût de la prestation et non à son suivi technique. A l'époque la loi n'y obligeait pas.

## Il y a des grands absents dans le dossier

A la suite de l'accident, le ministre des transports de l'époque, M. Jacques Douffagne, organisa des réunions techniques en France. Rien que dans les Hautes-Pyrénées, trente-six appareils sur quarante-cinq nécessiteront des investigations poussées ou des renforcements. Les tiges d'ancrage du pylône ne mesuraient que 0,90 mètre alors qu'elles devaient être de 1,30 mètre. Pour le procureur de la République, M. Jean-Louis Bonnardier, ce « simple détail » n'a pas attiré l'attention des constructeurs, ou des vérificateurs et représente la cause essentielle de la catastrophe. Mais, personne, à l'exception de la société responsable du génie civil Le Four-Pes-PDG de la société fabriquant les remontées mécaniques, M. Victor Mantino, n'a fait passer la question à M. Jean-Louis Bonnardier, son ancien directeur technique. Or celui-ci a produit un certificat médical pour justifier son absence. Il s'agit d'un « cas de conscience ».

« Il y a des grands absents dans ce dossier », un avocat de la partie civile s'étonne ainsi de ne pas connaître, parmi les impliqués des commanditaires du téléski, les responsables du Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de la station, gestionnaire de la remontée de sports d'hiver.

JEAN-JACQUES ROLLAT

## DÉFENSE

Pour des circonstances exceptionnelles

## Des réservistes spécialisés pourront être rappelés en temps de paix

Le ministère de la défense prépare pour 1994 une réforme des réserves, dont les grandes lignes ont été exposées par le secrétaire d'État à la défense, M. Jacques Mellick, au conseil des ministres du mercredi 10 juin (nos dernières éditions du 11 juin). Ce plan dit « Réserves 2000 » fera l'objet de prochains textes de loi assortis de règlements d'application. Il vise à moderniser et à valoriser les réserves dans les trois armées et la gendarmerie, compte tenu d'une politique qui, pour l'armée d'active, veut constituer des unités plus ramassées et mieux équipées. Les nouvelles structures mobiliseront des effectifs plus limités de réservistes, qui pourront être rappelés dès le temps de paix, en dehors des périodes de conflit.

Globalement, le système actuel des réserves implique de l'ordre de 4,5 millions d'hommes pour un besoin total de 300 000 réservistes dans les trois armées et la gendarmerie. Lors d'un récent conseil d'étude des réserves, M. Mellick avait estimé que ce système, qui s'apparente à une levée en masse, n'était plus viable: il est coûteux, peu efficace et il disperse les efforts à l'excès. C'est pourquoi le nouveau plan « Réserves 2000 » établit désormais trois catégories de réservistes. D'un côté, il y a les dispo-

bles, dont les armées conserveront la gestion, pour le temps de crise ou de guerre, pendant deux à trois ans (et non plus cinq ans) de l'active. Il y a les volontaires, qui devraient fournir le gros des officiers ou des sous-officiers, et qui auront un contrat leur assurant une formation et un déroulement de carrière.

## Des périodes ramennées

Enfin, il y a les spécialistes, qui peuvent être rappelés en cas de besoin selon leurs compétences (médecins, interprètes, etc.) directement transposables dans un emploi militaire.

A partir de cette classification, une série de grandes orientations a été retenue. La plus importante est que chaque armée pourra faire appel à son propre système de réserves non plus seulement en cas de guerre (comme actuellement) mais aussi pour le temps de crise, voire en période de paix dans des circonstances exceptionnelles comme des catastrophes naturelles ou des interventions humanitaires d'urgence. Ce système est appliqué, par exemple, aux États-Unis: c'est le cas, notamment, des médecins qui viennent compléter un corps de santé américain quasiment embryonnaire en temps normal.

De même, les trois armées et la gendarmerie vont concentrer leurs efforts sur les seuls 300 000 réservistes dont elles ont effectivement besoin et non plus sur les 4,5 millions qui constituaient jusqu'à présent leur potentiel de mobilisation. Cette réorganisation devrait

entrer en vigueur à la fin de 1993 ou au début de 1994. Au conseil d'étude des réserves, M. Mellick avait précisé que les disponibles et les spécialistes sont des personnels instruits qu'il ne devrait pas être utile de convoquer régulièrement pour des périodes. En revanche, l'effort principal des armées se portera sur les cadres officiers ou sous-officiers de réserve qui constitueront l'ossature du nouveau système. Ces personnels, selon la communication du secrétaire d'État au conseil des ministres, seront administrés avec soin, rappelés et instruits plus régulièrement que les autres et ils leur sera garanti une affectation militaire conforme à leur spécialité civile.

Les activités de réserve devraient faire l'objet d'une rémunération, sans toutefois mener à compenser totalement le manque à gagner de cadres qui exercent dans le secteur privé.

M. François Fillon (RPR) pour une diminution des réserves. — Le député général du RPR à la défense, M. François Fillon, considère que les mesures de réduction des réserves « vont dans le bon sens » dès lors que « l'hypothèse du rappel de millions de réservistes devenait totalement saugrenue face au nouveau paysage géopolitique ». Cependant, l'ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale regrette que le gouvernement réduise de voir que « le service militaire, lui-même, est remis en cause à terme », et il considère que cette réorganisation « risque de compromettre l'évolution nécessaire et inéluctable des forces armées ».

## Le marathon diplomatique

Premier chef d'état étranger à Paris, le président de la République a entamé un marathon diplomatique. Il a reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le premier ministre de la République tchèque, Václav Havel, et le président de la République slovaque, Michal Kováč, ainsi que le président de la République polonaise, Lech Wałęsa.



هكذا من الجاهل

Le Monde ■ Vendredi 12 juin 1992 11

## SOCIÉTÉ

Avant l'arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet de la Terre, à Rio

### Le marathon diplomatique s'achève par des accords édulcorés

Premier chef d'Etat étranger à arriver, jeudi 11 juin à Rio-de-Janeiro pour la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), le président Bush est bien décidé à faire du Sommet de la Terre une occasion de montrer sa combativité. Le président américain s'apprête en effet à l'assaut conjugué de son opposition inté-

rieure, mobilisée par l'échéance électorale, et des délégués présents à Rio, trop heureux de se dédouaner en chargeant le « mauvais élève » de l'aide au développement. M. Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a pour sa part annoncé qu'il viendra finalement à Rio, où il interviendra samedi 13 juin. C'est également

samedi que le président de la République, M. François Mitterrand, se rendra en Concorde à Rio pour y passer la journée. Il interviendra à deux reprises au côté du sommet. Le chef de l'Etat devrait annoncer une aide substantielle de la France aux pays en développement pour protéger leur environnement.

#### RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les pendules du Sommet de la Terre. Les négociations sur les textes destinés à être adoptés ou signés à Rio-de-Janeiro ont été closes, jeudi 10 juin à l'aube, pour permettre leur rédaction définitive et leur diffusion au sommet des chefs d'Etat qui s'ouvrira samedi. C'est la règle mathématique du plus petit dénominateur commun qui s'est imposée à tous les participants.

La commission des finances est tout de même parvenue, après deux nuits de discussions, à un accord définitif sur le système financier qui sera chargé de gérer les programmes de l'Agenda 21. « Ce chapitre est le seul pour lequel aucun document préparatoire n'avait été présenté », remarque l'ambassadeur brésilien, M. Rubens Ricupero, pour souligner le travail accompli par le groupe de dix-sept pays participant aux négociations qu'il préside. A défaut d'un « Fonds vert », un moment envisagé, le financement du développement durable des pays en voie de développement se fera à travers les canaux existants : Banque mondiale et banques régionales, aides multi et bilatérales.

Rien n'est encore concrètement prévu pour trouver les contributions nécessaires, estimées pour les pays développés à 125 milliards de dollars annuellement. Il y a une seule question, sans importance sur le plan des négociations, que les pays industrialisés s'engagent à consacrer le fameux 0,7 % de leur PNB à l'aide aux pays en voie de développement. Chacun restera libre de consacrer les efforts qu'il juge souhaitables et possibles, même si les pays s'engagent à « examiner les possibilités nécessaires pour financer les mesures contenues dans l'Agenda 21 ».

Cet Agenda 21, véritable catalogue « des actions qui doivent être développées dans tous les domaines touchant au développement durable de la planète d'ici vingt et une siècles », a été publié, dans sa dernière mouture, jeudi. Comme cela avait été prévu avant même la conférence, la déclaration de Rio-de-Janeiro qui constitue un catalo-

gue d'intentions destinée à marquer la fin du sommet, ne sera pas rouverte à la discussion malgré le souhait d'un moment formel de la mise en place d'une commission de suivi des travaux, initiale commission de développement durable, y a été décidée. Son siège - New York ou Genève - sera choisi lors de la prochaine assemblée générale.

Les conventions sur le climat et la biodiversité, qui ont de caractère très général, ont été signées par une vingtaine de pays. Mais elles ne deviendront exécutoires que trois mois après la signature d'un moins cinquante Etats, sous réserve de ratification par les Parlements. Le secrétaire général de la conférence, M. Maurice Strong, a pour sa part annoncé que le projet de convention sur la désertification, initié par les pays africains et soutenu par la France, « serait présenté et étudié lors de la prochaine assemblée de l'ONU ».

#### Engagements vagues

La déclaration sur la forêt ne contiendra finalement rien qui aille dans le sens d'une convention juridiquement contraignante, malgré l'insistance de Washington. Alors que le directeur de l'Agence américaine de l'environnement, M. William Reilly, déclarait qu'il s'agissait d'un « engagement important pour les Etats-Unis », l'opposition de l'Inde, et, dans une moindre mesure, de la Malaisie, ont bloqué toute possibilité en ce sens.

On raste donc dans le vague sur la plupart des engagements pris à Rio. « Ce n'est certes pas glorieux, mais un expert, comme l'on sait, d'ici l'on est parti, cela représente un progrès certain », a dit l'ancien ministre de l'environnement français, M. Brice Lalonde, lors de la conférence de Rio qui arrive à son terme. « Tout le monde est préoccupé par d'autres échéances électorales ou autres, et sa participation n'a pas été suffisamment soignée ».

Commentant l'imminence de la fin des travaux, le ministre brésilien des affaires étrangères, M. Celso Lafer, citait son homologue italien, M. De Michelis, affirmant que « comme les problèmes de désarme-

ment ne pouvaient pas être réglés d'un jour à l'autre, les Etats-Unis ont décidé de ne pas participer à la conférence ». Un diplomate français résume ainsi les travaux : « Même si ces textes, qui manquent de souffle, n'ont pas vocation à être affichés dans les écoles, ils constituent le dispositif institutionnel d'une machine qui se met en marche ».

Alors que cette longue et première partie de la conférence s'achève, Rio-de-Janeiro s'apprête à recevoir les quelque cent dix chefs d'Etat ou de gouvernement qui seront présents samedi pour le sommet. Le bon déroulement pratique de la réunion, jusqu'à maintenant, malgré l'éloignement du palais des congrès et l'affluence qui règne

dans la ville, a conduit les autorités brésiliennes à prévoir un plan de circulation strict pour le déplacement des cortèges.

Il incombe maintenant aux chefs d'Etat d'ajouter, selon les termes d'un ministre, « la vision sur le gîte ». Dans ce domaine, les Etats-Unis sont jalousement gardés. Mais il n'est pas douteux que les chefs d'Etat des pays développés apporteront quelques nouvelles - financières ou politiques - susceptibles de donner à la conférence une importance à la hauteur de ce qui constituera la plus grande réunion de chefs d'Etat de l'histoire de la planète.

DENIS HAUTIN-GIRAULT

### Le président Bush veut contre-attaquer

WASHINGTON

de notre correspondant

Sur la défensive, critiqué pour son manque d'enthousiasme à l'égard des travaux du Sommet de la Terre, le président George Bush - qui était attendu à Rio le jeudi 11 juin - était bien décidé à « ne pas s'excuser », a expliqué qu'il n'avait, en la matière, de leçon à recevoir de personne et à donner la réplique à ses détracteurs.

S'il ne fait savoir, mercredi, qu'il signerait sans barguigner la Déclaration de Rio, texte philosophique dépourvu de portée contraignante, les Etats-Unis ont délibérément pris le parti de contre-attaquer, en refusant de signer les grandes initiatives du sommet. Ils ont réussi à diminuer l'impact de la conférence, à limiter les changements environnementaux, à empêcher des objectifs contraignants. Ils n'ont pas signé la deuxième grande convention du sommet, celle sur la bio-diversité (protection des espèces). Ils ont refusé qu'elle imposât aux industriels américains, spécialistes de la biotechnologie, d'échanger leurs secrets de fabrication sans aucune protection intellectuelle ni rétribution.

#### « Je n'ai pas à m'excuser de quoi que ce soit »

A l'avance, la Maison Blanche a fait savoir qu'il n'y avait pratiquement aucune chance pour que M. Bush modifiât d'un iota, dans son discours de vendredi, la position de l'administration dans cette affaire. Le président se rend à Rio d'humeur belliqueuse. Ce n'est pas tant le débat en fond sur les conventions qui incommode les Etats-Unis que les critiques qui leur sont adressées de la part de leurs alliés européens et japonais. Les responsables américains ont le sentiment d'être désignés du doigt pour avoir osé formuler des réserves que les Européens et les Japonais partagent mais ne se risquent à émettre tout haut, dans un forum.

Dire que l'administration agacée serait un euphémisme. Lors d'un briefing de presse au début du semaine, un haut responsable de la Maison Blanche, qui a voulu garder l'anonymat, s'en est pris avec

Les Etats-Unis sont d'autant moins disposés à porter le poids de l'homme blanc pour les maîtres de la Terre qu'ils estiment avoir bien plus que respecté dans le domaine de la protection de l'environnement. « Je n'ai pas à m'excuser de quoi que ce soit », a déclaré M. Bush, qui se veut, chez lui, le maître de l'environnement. Il reste que la virulence des critiques auxquelles les Etats-Unis ont fait face à Rio les a placés sur la défensive. L'administration de Washington n'est pas insensible aux arguments de l'administration étaient sérieux - et partagés, admettent, par les Européens - mais qu'elle n'avait pas le droit de ne pas les prendre en compte. Le Wall Street Journal écrit que l'intransigence menaçait par le gouvernement américain la privation de toute capacité d'influence à Rio.

Les Etats-Unis apparemment à la tête de leurs alliés occidentaux dans ce premier grand forum de l'après-guerre froide, à Rio, pour autant, que M. Bush, le président républicain à l'élection de novembre, perdait sur le plan intérieur. A ses critiques, notamment dans la presse conservatrice, qui dénoncent son absence de convictions, son manque de principe en matière d'environnement, il faut ajouter une preuve de sa faiblesse, témoignage de sa capacité à tenir son reste du monde - posture qui peut ne pas déplaire à l'opinion publique américaine. Enfin, l'administration, en refusant d'avoir délaissé le terrain intérieur, est soucieuse de faire passer un autre, et tout important, message sur le plan intérieur : les contraintes de la lutte pour la protection de l'environnement ne doivent pas entraver l'action des entreprises alors que le pays est à peine de la récession.

ALAIN FRACHON

## Le goulag chinois

Un ouvrage indispensable au dévoilement de l'utopie meurtrière du maoïsme.

Philippe Franchini, *L'Express*

Jean-Luc Domenach

## Chine: l'archipel oublié

Fayard

704 p.  
160 F

Un ouvrage très complet sur le goulag chinois depuis 1949.

Dorian Malovic, *La Croix*

Un ouvrage en tout point remarquable.

La Tribune de l'Expression

Une forte étude.

Antoine Bosshard, *Le Journal de Genève*

Un ouvrage tout à fait exceptionnel.

Patrick Wajzman, *Le Figaro*

Un livre fondamental pour quiconque prétend s'intéresser à la Chine.

Patrick Sabatier, *Liberation*

FAYARD

### VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 25 JUIN 1992, à 14 h.  
**MAISON D'HABITATION A PARIS-18<sup>e</sup>**  
15, rue Calmeil. Contenance : 1 a 31 ca.  
**Mise à prix : 1 000 000 de francs**  
S'adresser : M. R. BOISSEY, avocat, 9, bd St-Germain, PARIS-5<sup>e</sup>. T. 43-29-48-58.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 25 JUIN 1992, à 9 h 30.  
**APARTEMENT A VINCENNES (94)**  
4 et 6, avenue de Vaugas  
3 étages droits : entrée, 2 pièces, cuisine, débarras, w.c. - CAVI.  
**MISE A PRIX : 100 000 F**  
S'adresser à M. Patrick VARIOT, avocat au barreau du Val-de-Marne, 166 bis, Grande-Rue, 94130 NOGENT-SUR-MARNE. Tél. : 48-71-03-78.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 25 JUIN 1992, à 14 h.  
composée de 2 APPARTEMENTS  
de 3 pièces principales  
**MAISON MALAKOFF (Hauts-de-Seine)**  
49-51, boulevard du Colonel-Estieu  
**MISE A PRIX : 300 000 F**  
S'adresser à M. Michel POUCHARD, avocat à ASNIÈRES-SUR-SEINE (92600), 9, rue Robert-Lavigne, tél. : 47-98-94-14. Et à tous avocats près le tribunal de grande instance de NANTERRE. Et sur les lieux pour visiter, les MARDIS 16 JUIN et 23 JUIN 1992, de 10 heures à 11 heures.

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRES**  
Chambre de Notaires de PARIS, place de Châtelet  
le MARDI 23 JUIN 1992, à 14 h 30  
**4 APPARTEMENTS, 1 STUDIO, 1 CHAMBRE**  
(APPART. DE 2, 3, 4 P., dont 3 avec TERRASSE)  
**A PARIS-16<sup>e</sup>**  
ENTRE LE BOUL. SUCRET ET LE CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL  
**1 APPART. DE 2 PIÈCES AVEC JARDIN PRIVATIF**  
et JARDIN PRIVATIF  
**3, RUE DE BELLEVUE, PARIS-19<sup>e</sup>**  
S'adr. : M. BELLANGER, notaire associé, 14, rue des Pyramides, PARIS-1<sup>er</sup>, tél. 44-77-37-59 et 44-77-37-48. Visite sur place, 132, boulevard Suchet et 3, rue de Bellevue, les 11, 13, 15, 18, 20 et 22 juin 1992, de 10 h à 13 h.

### LA CONFERENCE DE RIO

Vient de paraître  
**CRISE ET OPPORTUNITÉ**  
Environnement et Développement en Afrique  
Un vol. 448 pages, 235 FF.  
**Maison neuve & Larose**

François FALLOUX  
Lee TALBOT



## SOCIÉTÉ

## La France « écolo »

## III. — Les enfants des « trente glorieuses »

Après avoir étudié les motivations du mouvement écolo-giste français (II), *Le Monde* du 10 juin a constaté l'importance des amis de la « France écolo » (I). *Le Monde* du 11 juin, nous poursuivons notre enquête en nous intéressant aux associations « écolos » à l'environnement.

par Marc Ambroise-Rendu

L'un des points les plus brûlants de la contestation écolo-giste française de ces dernières années ressemble à une ferme de pionniers de l'Ouest américain. Au fond des gorges de la Loire, à 8 kilomètres au sud du Puy, on découvre dans un bocquet bordant une plage de rive un chalet de bois éclairé au pétrole, quelques abris de toile et un potager irrigué par un ingénieux système à manivelles pour monter l'eau de la rivière. C'est là que, depuis plus de trois ans, nuit et jour, qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige, les militants de l'association SOS Loire Vivante prennent leur tour de garde. Tout d'abord, ils annoncent au monde que le terrain a été exproprié par l'EPALA de Jean Royer, leur ennemi juré, et qu'il devrait y avoir une réserve naturelle y avoir une réserve naturelle.

Après mille deux cents jours de guérilla au cours desquels toutes les armes ont été employées hormis la violence — il y avait des engins, occupation du site, action en justice, manifestation, etc. — ils ont gagné. Jean Royer a dû reculer et le gouvernement a révisé la loi de la protection de l'environnement du fleuve, mais trois militants sont entrés au conseil municipal du Puy et l'une des associations écolos a rejoint la Fondation américaine Goldman, le prix européen de l'environnement, et de 10 millions de dollars.

Le camp de Serre de la Fare, toujours gardé vingt-quatre heures de ce que peuvent faire des associations déterminées, super organisées, imaginatives et appuyées par une « machine » internationale, en l'occurrence la World Wildlife Fund (Fonds mondial pour la nature).

Le mouvement associatif français lié à l'environnement est l'un des enfants — non reconnus — des

« glorieuses ». Bien qu'il ait incarné le « promu » chez nous tous les concepts de l'écologie, il n'a jamais été étudié sérieusement (I). Dans la cohorte des enfants qui se sont intéressés à l'environnement, pas un seul n'a osé explorer encore ce continent inconnu. Il est vrai qu'il faudrait aller chercher

## SEPNB : une PME de la nature en Bretagne

Dans la catégorie « associations gestionnaires », la SEPNB (Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne) fait figure de modèle. Cette société savante, fondée en 1959 par des universitaires et toujours animée par eux, ne rassemble que 2 500 cotisants sur cinq départements (1).

Mais grâce à une organisation rigoureuse, à une trentaine de permanents et à une cinquantaine d'adhésions saisonnières, grâce aussi à ses statuts ou aux comités paritaires, avec des collectivités locales et des particuliers, elle gère quarante-quatre sites couvrant 425 hectares tant sur le littoral qu'à l'intérieur des terres. Premier objectif : la conservation des espèces et des paysages locaux. Des brèves, des poney, des lacs et des vaches normandes y tendent les pelouses. Deuxième objectif : l'éducation du public. Cent mille visiteurs sont accueillis chaque été dans les réserves. Par ailleurs des animateurs mènent, sous contrôle de l'éducation nationale, assurant,

de main ou de signer une pétition, le tout encouragé par les bulletins de vote de 3,5 millions de citoyens. La typologie d'une telle mouvance n'est pas si évidente qu'il y paraît. Du quartier au mouvement international en passant par les groupements départementaux et les fédérations nationales, on recense toutes les structures territoriales.

La plus conséquente est France Nature Environnement, dénomination médiatique de la Fédération française des sociétés de protection de la nature. Elle revendique l'affiliation de 160 fédérations régionales et groupements départementaux, représentant eux-mêmes un million d'associations locales. Partie de la protection des espèces végétales et animales, FNE a, par la force des choses, élargi sa réflexion à la politique de l'environnement, à l'énergie, aux trans-

ports, aux pollutions industrielles et même à la biotechnologie. Elle participe à nombreuses commissions, dialogues en permanence avec les ministères, formule ses propositions et lance des campagnes. C'est une grande dame, impécunieuse, pondérée, qui s'abstient de toute prise de position politique au profit d'un terme, même en faveur des candidats écologistes.

## SEPNB : une PME de la nature en Bretagne

Ces activités n'empêchent pas la SEPNB de publier une revue scientifique, *Pays et Biodiversité*, de donner son avis dans une cinquantaine de commissions, de questionner les candidats lors des campagnes électorales, de mener en permanence une dizaine de projets contre les dangers de l'aménagement, de jouer le rôle d'économiste auprès des particuliers et des collectivités locales. Mais la SEPNB, qui a donné plusieurs des siens à l'écologie politique, se défend de tout engagement partisan et n'a jamais organisé de manifestation dans la rue. La presse locale rend compte fidèlement de ses faits et gestes. Logée par la municipalité de Brest, la SEPNB est devenue son territoire une institution respectable (sans être, évidemment, d'aucune sorte un véritable service public).

En tout cas la tendance actuelle est au regroupement. On a vu réapparaître à Paris, comme il y a vingt ans, un Comité de liaison des associations de quartier (CLAQ) dans cinquante de groupements. Ses comités viennent de s'unir en une Coordination contre les lignes haute tension. De puissantes formations comme France Nature Environnement, la FNAUT ou le Club alpin français s'attaquent en commun au schéma autoroutier contesté dans le sud-est, et à la par une bonne trentaine de comités locaux.

Provoquée par la dégradation de la qualité de l'air urbain et le redémarrage des grands travaux, l'écologie conteste ceux qui se plaignent du non-renouvellement des militants. Mais les mouvements seront bientôt de plus en plus nombreux, par les maladies infantiles de la vie associative : le manque de moyens, les querelles de chefs, les particularismes locaux, l'amateurisme, la détermination des lobbies plus coûteux.

Un péril nouveau est même à craindre, paradoxalement, l'émergence d'un écolo-mouvement d'écologie politique et de centres régionaux, le plus souvent issus du mouvement associatif. Les porte-parole des législatives et institutionnels de la revendication « écolo » ne vont-ils pas tout à la fois affaiblir les associations qu'ils ont créées et leur ôter une part de leur identité de commerce ?

Après tout, il serait normal que la société française digère et intègre les idées neuves que l'énergie écolo-gique lui insuffise. Mais le désordre — depuis un quart de siècle, nul besoin d'entreprendre de démarches, pétitions, distributions de tracts, de bulletins, d'appels aux médias, de ludiques ou manifestations de colère, l'immense nébuleuse associative, du mouvement aux plus grandes organisations, a collectivement éteint l'opinion. Longtemps méprisée, et même vilipendée, par les acteurs économiques elle a fini par les impressionner ne serait-ce que par le nouveau marché que représentent les militants. A l'apogée de l'administration, y compris celle de l'environnement, elle a joué le rôle d'agrippon, l'obligeant souvent à « faire ».

L'écologie a la pression associative peut se mesurer à l'évolution du droit. L'arsenal juridique dont s'est dotée la France depuis vingt ans lui doit toujours son inspiration, et parfois même sa formulation. Depuis 1975, les lois sur les déchets, sur les entreprises polluantes, sur la protection de la nature, sur l'urbanisme, sur le littoral et la montagne, sur l'eau et bientôt sur le bruit n'ont fait que traduire d'incessantes revendications et corriger les dysfonctionnements les plus criants.

Mais cette législation elle-même, heurtant trop d'intérêts et d'habitudes, serait restée lettre morte si les associations n'avaient exigé son application devant les tribunaux. La jurisprudence engendrée par les milliers et les plaintes déposées au nom de l'environnement emplit des livres entiers. Certaines de ces actions ont eu un retentissement mondial. Il suffit de citer les boues rouges de la Montedison, le sel des

potasses d'Alsace, le pétrole de l'Amoco-Cadix. Les interminables procès qui en ont résulté ont clairement posé la responsabilité des plus puissants groupes industriels dans la dégradation des milieux naturels.

## SEPNB : une PME de la nature en Bretagne

Sur ce front-là, les associations se sont agrippées. Elles recourent de plus en plus nombreux, affinités et courtoisies de succès. L'abondance du contentieux provoque, par contre, des modifications législatives. Le dernier exemple est celui du code de l'urbanisme dont les déficits ne troublaient ni l'administration ni les élus. Mais les recours sont devenus si nombreux que le Conseil d'Etat, de crainte d'être submergé, a demandé lui-même que le législateur s'attelle à une nouvelle rédaction des textes.

Le mouvement associatif a été encore une école de la démocratie d'abord en faisant améliorer l'application des lois, et en

Potasses d'Alsace, le pétrole de l'Amoco-Cadix. Les interminables procès qui en ont résulté ont clairement posé la responsabilité des plus puissants groupes industriels dans la dégradation des milieux naturels.

Un péril nouveau est même à craindre, paradoxalement, l'émergence d'un écolo-mouvement d'écologie politique et de centres régionaux, le plus souvent issus du mouvement associatif. Les porte-parole des législatives et institutionnels de la revendication « écolo » ne vont-ils pas tout à la fois affaiblir les associations qu'ils ont créées et leur ôter une part de leur identité de commerce ?

Après tout, il serait normal que la société française digère et intègre les idées neuves que l'énergie écolo-gique lui insuffise. Mais le désordre — depuis un quart de siècle, nul besoin d'entreprendre de démarches, pétitions, distributions de tracts, de bulletins, d'appels aux médias, de ludiques ou manifestations de colère, l'immense nébuleuse associative, du mouvement aux plus grandes organisations, a collectivement éteint l'opinion. Longtemps méprisée, et même vilipendée, par les acteurs économiques elle a fini par les impressionner ne serait-ce que par le nouveau marché que représentent les militants. A l'apogée de l'administration, y compris celle de l'environnement, elle a joué le rôle d'agrippon, l'obligeant souvent à « faire ».

L'écologie a la pression associative peut se mesurer à l'évolution du droit. L'arsenal juridique dont s'est dotée la France depuis vingt ans lui doit toujours son inspiration, et parfois même sa formulation. Depuis 1975, les lois sur les déchets, sur les entreprises polluantes, sur la protection de la nature, sur l'urbanisme, sur le littoral et la montagne, sur l'eau et bientôt sur le bruit n'ont fait que traduire d'incessantes revendications et corriger les dysfonctionnements les plus criants.

Mais cette législation elle-même, heurtant trop d'intérêts et d'habitudes, serait restée lettre morte si les associations n'avaient exigé son application devant les tribunaux. La jurisprudence engendrée par les milliers et les plaintes déposées au nom de l'environnement emplit des livres entiers. Certaines de ces actions ont eu un retentissement mondial. Il suffit de citer les boues rouges de la Montedison, le sel des

les associations n'avaient exigé son application devant les tribunaux. La jurisprudence engendrée par les milliers et les plaintes déposées au nom de l'environnement emplit des livres entiers. Certaines de ces actions ont eu un retentissement mondial. Il suffit de citer les boues rouges de la Montedison, le sel des

## CRIL-Rad : pour la transparence nucléaire

Avril 1986 : le nuage issu de Tchernobyl s'étendait sur l'Europe. Les autorités françaises (SCPR, ministères de l'Agriculture) se donnaient le ridicule d'abord de nier tout retombée chez nous, puis de les minimiser. Inconnue jusque-là, une petite association provinciale les confond : le CRIL-Rad, autogéré par la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité. A la tête d'une poignée de militants anti-nucléaires, Michèle Bivast, trente-trois ans, mariée, mère de deux fillettes, agrégée de biologie, professeur de normale à Valence. Avec un solide bagage scientifique et quelques appareils de mesure, Michèle et ses copains vont enquêter partout où l'on suspecte une radioactivité anormale. Après l'affaire de Tchernobyl, le CRIL-Rad dépêche la contamination de la décharge de Saint-Aubin (Essonne) où le CEA, avait entoué ses déchets, du sol stérile, des eaux de la Garonne.

Par son indépendance et ses révélations, l'association s'est acquise une notoriété internationale. Non seulement elle entretient un réseau de balises automatiques surveillant la radioactivité de la vallée du Rhône, mais plusieurs collectivités et administrations territoriales ont fait appel à ses services : le conseil régional d'Alsace, les conseils généraux du Haut-Rhin, de la Drôme, de Tarn-et-Garonne, le préfet de l'Essonne, le maire d'Avignon, le Moutanban, d'Orléans et de Gravelines (Nord).

CRIL-Rad, l'une des associations les plus originales de France, emploie aujourd'hui dix salariés et dispose d'un laboratoire d'analyses à Valence. Ses données sont alimentées par les cotisations : ses quatre mille cinq cents adhérents et les revenus de ses prestations de services.

Verte et des cadres de Génération Ecologie, la plupart des élus écologistes. Si l'histoire se répète pas qu'Antoine Wacziarg a débuté à seize ans dans les rangs des Jeunes Amis des animaux et que Brice Lalonde a fait ses classes aux Amis de la Terre, elle ne peut pas être la même.

(1) A signaler cependant deux échos nationaux : « Bilan de la vie associative 1984 », par la Fédération française des sociétés de protection de la nature (23 p.) ; « Les projets associatifs pour l'environnement », 1990, par Nadia Riquart (123 p.) ; et une thèse de doctorat « Les associations écologiques en France et en Allemagne : analyse comparative de la mobilisation collective » par René-Pierre Chabot, 1991, université Paris-1.

Prochain article : IV. — Produire moins ? Non : produire mieux

## « Combat Nature » : le journal officiel des associations

Les spécialistes des médias ignorent jusqu'à son titre : *Combat Nature* est pourtant le bible du mouvement associatif français de l'environnement. Il est vrai que ce « canard » n'est vraiment pas comme les autres.

Patron : Alain de Swarte, ancien chef d'entreprise converti à l'écologie, qui a préféré rompre avec le plus grand client, EDF, plutôt que de renoncer à critiquer le programme nucléaire.

Equipe : une secrétaire et deux ou trois objectifs de conscience. Une rédaction : un comité de rédaction romanesque et un comité de rédaction pérorant (1).

Origine : une association locale de défense des maisons et des paysages, créée voici plus de vingt ans, et qui en 1974 a absorbé le vieux mensuel associatif national en déconfiture.

Arme secrète : la gestion méticuleuse d'un capital de cinq mille abonnés (dont un millier d'associations) et d'un fichier-trésor où est consigné tout ce qui a agité la mouvance associative depuis vingt ans. L'histoire des fantassins de l'environnement mise en boîte ! Particularité : le seul canard « écolo » n'ayant jamais fait naufrage et qui est devenu le doyen de la spécialité. Présentation : une austère revue trimestrielle, de 100 pages, à dos carré, illustrée de méchantes photos, noir et blanc. Service rendu : toutes les

des documents administratifs et la procédure des enquêtes publiques. Ensuite et surtout en amenant des dizaines de milliers de citoyens à s'intéresser concrètement aux affaires publiques. De cette pépinière sont sortis bon nombre de fonctionnaires de l'environnement, les trois quarts des

## CRIL-Rad : pour la transparence nucléaire

Avril 1986 : le nuage issu de Tchernobyl s'étendait sur l'Europe. Les autorités françaises (SCPR, ministères de l'Agriculture) se donnaient le ridicule d'abord de nier tout retombée chez nous, puis de les minimiser. Inconnue jusque-là, une petite association provinciale les confond : le CRIL-Rad, autogéré par la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité. A la tête d'une poignée de militants anti-nucléaires, Michèle Bivast, trente-trois ans, mariée, mère de deux fillettes, agrégée de biologie, professeur de normale à Valence. Avec un solide bagage scientifique et quelques appareils de mesure, Michèle et ses copains vont enquêter partout où l'on suspecte une radioactivité anormale. Après l'affaire de Tchernobyl, le CRIL-Rad dépêche la contamination de la décharge de Saint-Aubin (Essonne) où le CEA, avait entoué ses déchets, du sol stérile, des eaux de la Garonne.

Par son indépendance et ses révélations, l'association s'est acquise une notoriété internationale. Non seulement elle entretient un réseau de balises automatiques surveillant la radioactivité de la vallée du Rhône, mais plusieurs collectivités et administrations territoriales ont fait appel à ses services : le conseil régional d'Alsace, les conseils généraux du Haut-Rhin, de la Drôme, de Tarn-et-Garonne, le préfet de l'Essonne, le maire d'Avignon, le Moutanban, d'Orléans et de Gravelines (Nord).

CRIL-Rad, l'une des associations les plus originales de France, emploie aujourd'hui dix salariés et dispose d'un laboratoire d'analyses à Valence. Ses données sont alimentées par les cotisations : ses quatre mille cinq cents adhérents et les revenus de ses prestations de services.

Verte et des cadres de Génération Ecologie, la plupart des élus écologistes. Si l'histoire se répète pas qu'Antoine Wacziarg a débuté à seize ans dans les rangs des Jeunes Amis des animaux et que Brice Lalonde a fait ses classes aux Amis de la Terre, elle ne peut pas être la même.

(1) A signaler cependant deux échos nationaux : « Bilan de la vie associative 1984 », par la Fédération française des sociétés de protection de la nature (23 p.) ; « Les projets associatifs pour l'environnement », 1990, par Nadia Riquart (123 p.) ; et une thèse de doctorat « Les associations écologiques en France et en Allemagne : analyse comparative de la mobilisation collective » par René-Pierre Chabot, 1991, université Paris-1.

Prochain article : IV. — Produire moins ? Non : produire mieux

## « Combat Nature » : le journal officiel des associations

Les spécialistes des médias ignorent jusqu'à son titre : *Combat Nature* est pourtant le bible du mouvement associatif français de l'environnement. Il est vrai que ce « canard » n'est vraiment pas comme les autres.

Patron : Alain de Swarte, ancien chef d'entreprise converti à l'écologie, qui a préféré rompre avec le plus grand client, EDF, plutôt que de renoncer à critiquer le programme nucléaire.

Equipe : une secrétaire et deux ou trois objectifs de conscience. Une rédaction : un comité de rédaction romanesque et un comité de rédaction pérorant (1).

Origine : une association locale de défense des maisons et des paysages, créée voici plus de vingt ans, et qui en 1974 a absorbé le vieux mensuel associatif national en déconfiture.

Arme secrète : la gestion méticuleuse d'un capital de cinq mille abonnés (dont un millier d'associations) et d'un fichier-trésor où est consigné tout ce qui a agité la mouvance associative depuis vingt ans. L'histoire des fantassins de l'environnement mise en boîte ! Particularité : le seul canard « écolo » n'ayant jamais fait naufrage et qui est devenu le doyen de la spécialité. Présentation : une austère revue trimestrielle, de 100 pages, à dos carré, illustrée de méchantes photos, noir et blanc. Service rendu : toutes les

## Comité Cauderan : l'inquiétude de M. Chaban-Delmas

Aux dernières élections cantonales, le candidat chabaniste a perdu 11 points l'un de ses alliés traditionnels, le député M. Cauderan, la Neully bordelaise. Explication : un simple effet de la baisse de l'âge des électeurs, mais aussi une peine pour les promoteurs qui dirigent des buildings au milieu des pavillons bordelais. Mais le lobby bordelais est le plus fort et M. Malville, en 1976, l'enthousiasme se brise sur les escadrons de gardiens mobiles. L'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981, quelques gestes spectaculaires (on renonce à la centrale de Plogoff et au camp du Larzac), la récession économique et le ralentissement des grands travaux achèvent de démolir les vieux projets associatifs. On entre les rangs pour une campagne qui dure jusqu'à la fin des années 80.

Difficile de dire si en ce moment le mouvement associatif. Si la loi de 1971 oblige une association à déclarer sa existence, elle ne prévoit aucune formalité lors de sa disparition. On sait seulement que depuis quinze ans environ 40 000 associations se préoccupent de protection de la nature, d'urbanisme et de sauvegarde du patrimoine se sont créés en France. Motivées par un problème local la plupart n'ont eu qu'une existence éphémère et discrète. Dans les fichiers de publications spécialisées, comme *Combat Nature*, de grandes fédérations, comme France Nature Environnement, le ministère de l'environnement (qui ne connaît que les associations agréées) ne trouve que mille à mille quatre cent groupements et durables. Flouant d'une année sur l'autre le nombre de

## Serre de la Fare : Jean Royer mis en échec

M. Jean Royer ne décolère pas. En 1986 le président de l'EPALA (Etablissement public d'aménagement de la Loire) avait enfin obtenu l'aval du gouvernement pour mettre en œuvre son grand dessein : la domestication de la Loire au moyen de quatre barrages géants et de divers autres ouvrages. Que les scientifiques des grandes associations françaises de protection de la nature s'en alarment, il n'en avait cure. Leur comité « Théodile » restait impuissant, comme d'habitude. Conscients de leurs faiblesses, les « chers professeurs » ont sollicité l'aide d'une organisation internationale, le WWF (Fonds mondial pour la nature).

La WWF « pèse » 3,7 millions d'adhérents à travers le monde et des millions de dollars. La princesse Philippine d'Edimbourg, président du WWF, vient s'exprimer « Vive la Loire sauvage », les subside arrivent, trois permanents sont successivement engagés. Champ de bataille choisi : le barrage de Serre de la Fare. Du coup, les écoles locales, regroupées, entraînent les bulldozers, enfoncent un procès, occupent le site, montent des manifestations, arrachent les médias jusqu'en Amérique, font le siège de Brice Lalonde, alors ministre de l'environnement, et obtiennent l'annulation de deux barrages sur quatre. Jamais battu, le maire de Tours attend l'alternance politique pour relancer son plan-béton. Il n'a pas compris que la Loire était devenue un enjeu écologique international.

## Serre de la Fare : Jean Royer mis en échec

M. Jean Royer ne décolère pas. En 1986 le président de l'EPALA (Etablissement public d'aménagement de la Loire) avait enfin obtenu l'aval du gouvernement pour mettre en œuvre son grand dessein : la domestication de la Loire au moyen de quatre barrages géants et de divers autres ouvrages. Que les scientifiques des grandes associations françaises de protection de la nature s'en alarment, il n'en avait cure. Leur comité « Théodile » restait impuissant, comme d'habitude. Conscients de leurs faiblesses, les « chers professeurs » ont sollicité l'aide d'une organisation internationale, le WWF (Fonds mondial pour la nature).

La WWF « pèse » 3,7 millions d'adhérents à travers le monde et des millions de dollars. La princesse Philippine d'Edimbourg, président du WWF, vient s'exprimer « Vive la Loire sauvage », les subside arrivent, trois permanents sont successivement engagés. Champ de bataille choisi : le barrage de Serre de la Fare. Du coup, les écoles locales, regroupées, entraînent les bulldozers, enfoncent un procès, occupent le site, montent des manifestations, arrachent les médias jusqu'en Amérique, font le siège de Brice Lalonde, alors ministre de l'environnement, et obtiennent l'annulation de deux barrages sur quatre. Jamais battu, le maire de Tours attend l'alternance politique pour relancer son plan-béton. Il n'a pas compris que la Loire était devenue un enjeu écologique international.

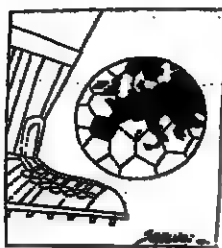
Le Monde AGENTS IMMOBILIERES

Remarque : 44-62-75-75



# SPORTS

## FOOTBALL : le Championnat d'Europe des nations



### GROUPE 1 : France et Suède, 1-1 Ouverture en mineur

La France a fait match nul avec la Suède, 1-1, dans le match d'ouverture du Championnat d'Europe des nations, mercredi 10 juin à Stockholm. Les buts ont été inscrits, au cours d'une partie disputée par Jan Eriksson (25<sup>e</sup> minute) et Jean-Pierre Papin (59<sup>e</sup> minute).

#### STOCKHOLM

**envoyé spécial**

Debout, en cercle, au milieu de la pelouse, les Français débattaient avec force gestes. Cantona levait les bras au ciel, Papin haussait les épaules, Sundevall se grattait le crâne. Ils attendaient de voir si la clairière de la mi-temps pour s'enfoncer à nouveau dans cette grande forêt de Suédois, au milieu de laquelle ils avaient eu l'air de gamins égarés. L'objet du colloque improvisé était clair : comment ne pas se perdre définitivement en chemin, et éviter de rester bloqués à l'orée de la jungle inextricable qu'est la phase finale de compétition internationale ?

Tout à leurs interrogations, les Français ne semblaient pas s'être rendu compte qu'un petit Poucet avait profité de la balade pour se glisser parmi eux. Deux comme trois ballons, il se nommait Christian Perez, mais il se montra chiche en cailloux salivaires. Il ne les sema ni vrai dire qu'une seule fois, en direction du but suédois. Ce fut suffisant pour que Jean-Pierre Papin, son frère de taille, jusqu'à l'anesthésie par la défense jaune, faire la bonne piste. Il s'y engagea sans hésiter pour un des buts caricaturaux, un de ceux qu'il ne rate plus désormais. Dans la lumière scandinave, l'action avait été aussi limpide que la nuit. Les Français y gagnèrent le droit de poursuivre leur route. Et le match pouvait redevenir une randonnée mortelle d'ennui, aussi intense que celle d'aujourd'hui.

minable que les copépistes suédois. « Les deux équipes avaient intérêt à faire match nul, pouvait s'excuser Michel Platini. C'était un match d'ouverture qui ne restera pas dans les annales. » Mais le nouveau crime contre l'esthétique du football commença, mercredi soir, par les vingt-deux joueurs n'ayant sans doute pas ce qui chiffonnait le plus le sélectionneur français. Au moment où il renouait, en même temps que son équipe, avec une phase finale de grande compétition internationale, la situation pénible du créateur confronté aux imperfections de son milieu et que la tâche déjà accomplie oblige à persévérer. Et dans le petit stade de Rasunda, des souvenirs ne pouvaient manquer de lui revenir à l'esprit.

#### L'architecte et les maçons

Les premiers le ramenaient à sa carrière de joueur. L'éclair de Christian Perez, le travail abattu par Didier Deschamps, le lui ont prouvé jusqu'à l'absurde : l'équipe qu'il a construite aujourd'hui est l'exact négatif de celle qu'il a conduite au succès en 1984 et à la gloire pendant les Coupes du monde d'Espagne et du Mexique. Il lui manque le joueur qu'il fut : un meneur de jeu. Le milieu de terrain, pléthorique à son époque, est aujourd'hui plus ou moins désert. Les grands ballons jetés, mercredi, vers l'avant, les courses désespérées du défenseur Laurent Blanc, n'avaient d'autre signification : il fallait franchir un pas vite cette zone de tous les dangers qui fut naguère celle de toutes les prouesses. « Si j'avais des Scifo et des Maradona, je les ferais jouer sans hésiter, soupire Michel Platini. Mais je dois me servir de ce que j'ai sous la main. Sundevall et Deschamps sont les meilleurs joueurs que je possède à ces postes. Je meins que je me trompe totalement dans ma tâche de sélectionneur. »

Depuis qu'il a repris l'équipe de France, Michel Platini se débrouille

avec les moyens du bord. Et ce premier match en Suède ne pouvait que lui rappeler ses débuts de bricoleur général. C'était non loin de là, à Malmö, un soir de 1989. Les Bleus, menés 1-0 à la mi-temps, avaient fini par s'imposer grâce à deux buts d'Eric Gerets et deux de Jean-Pierre Papin. L'équipe de France eut alors une série de dix-neuf rencontres consécutives sans défaite, dont les huit victoires en éliminatoires du Championnat d'Europe. Elle venait surtout de se trouver un style. Pasteur de patron, Platini l'avait conçue comme une rampe de lancement efficace pour ses deux points forts, ses deux atouts.

Mercredi soir, face à des Suédois qui ne paraissent pas particulièrement effrayants, l'architecte et les maçons français ont appris que les records en éliminatoires peuvent tout juste servir de première pierre, et certainement pas de fondations pour bâtir une aventure européenne. En manquant de rater leur premier vrai baptême du feu, ils ont sans doute jeté par-dessus bord leur douce euphorie des mois précédents. Ils se sont surtout rendu compte que, lorsque Cantona balbutie son football, et que Papin est étonnamment sûr, le buteur aux tics de même réussi à s'échapper une seule fois pour confirmer sa réputation actuelle d'infatigable. — L'équipe perd une partie de sa raison d'être.

L'ouverture fut sans frais. Le match nul concédé mercredi ne compromet pas la suite du parcours européen des Français. Mais il n'a fait que reculer l'échéance : les bleus ne disposent plus désormais que de deux matches pour prouver que, s'ils ne possèdent pas la classe de leurs prédécesseurs, ils ont au moins l'effort pour devenir de nouveaux héros. Michel Platini leur répète suffisamment qu'ils n'ont encore « jamais rien gagné » pour qu'ils soient convaincus qu'en Suède ils ont tout à perdre.

JÉRÔME FENOGLIO

### Convivialité, intimité, sécurité

#### STOCKHOLM

**de notre envoyé spécial**

L'Euro 92 se veut être celui de la convivialité et de la sécurité. Lennart Johansson, qui n'est pas à la tête de l'UEFA, mais qui préside la télévision suédoise, a-t-il annoncé le soir, en décembre 1989, dès la décision des membres du football européen de confier à son pays l'organisation du championnat, il ne s'agit pas de question d'argent sur la voie du gigantisme.

Pour le successeur de Jacques Georges, il s'agit de faire à la fois simple et complexe, un championnat de l'intimité qui aura le charme de l'intimité. Pour ce principe, le match ne s'est pas engagé dans les grands stades, mais dans l'Euro 92 un événement exceptionnel. Les quatre nations qui se déroulent les rencontres ont été soigneusement aménagées. Afin de tenir compte des nouvelles normes internationales des stades, l'obligation de ne offrir aux spectateurs que des places assises, — leur capacité d'accueil a été sensiblement réduite.

Aujourd'hui, la plus grande enceinte du pays, celle d'Ullevi à Göteborg, construite à l'occasion de la Coupe du monde de 1958, ne compte que 35 000 places, alors que le record d'affluence fut établi en 1981 lors du match entre la Suède et la République tchèque (28 000 contre 53 000) et de Malmö (27 000 et 31 000). Quant à celui d'Idrottsparken de Norrköping, il répond parfaitement au principe d'intimité : 19 000 personnes assises à la rampe. Au total, on ne pourra pas délivrer plus de 450 000 billets pour les 15 rencontres de la phase finale contre le double à l'Euro 88 en

Allemagne. Dans ces conditions, le tournoi va-t-il se jouer par un autre principe ? Non, répond Lars-Christer Olsson, le patron de l'organisation, nous devons nous en tenir à l'ancien principe : « jeu positif » (décompte des jeunes et rouges) de chaque équipe et le comportement de ses supporters. La Commission européenne laquelle la télévision suédoise conduit l'Euro 92 sur la voie de la modestie a été très sympathique. Point de matraquage publicitaire sur la compétition. C'est à peine si l'on remarque les panneaux annonçant les lieux de l'événement. Que dire du centre de presse qui est installé dans un collège, tout le gymnase avec la salle de conférences ? Qu'on pense les joueurs français lorsqu'ils ont dû, pour leur arrivée à Stockholm, se rendre à la gare de Göteborg (le lendemain à Göteborg). La Suède est un pays où les forces de l'ordre du Royaume, soit près de 5 000 policiers qui ont suivi les joueurs, ont été spécialement affectés, et le but d'« apprendre à vivre » est d'être capable d'intervenir en cas de crise grave. Pour ne pas choquer une pacifique comparaison, Bloem van der Meer, le directeur de la police nationale, a décidé que les hommes ne porteraient ni casque ni bouclier.

#### Le rôle de la télévision

La formule retenue a néanmoins l'avantage de réduire les risques d'incidents et de permettre de mieux contrôler les hooligans que les médias suédois redoutent surtout à l'occasion des rencontres. L'Angleterre le 17 juin à Stockholm et l'Allemagne-Pays-Bas (le lendemain à Göteborg). La Suède est un pays où les forces de l'ordre du Royaume, soit près de 5 000 policiers qui ont suivi les joueurs, ont été spécialement affectés, et le but d'« apprendre à vivre » est d'être capable d'intervenir en cas de crise grave. Pour ne pas choquer une pacifique comparaison, Bloem van der Meer, le directeur de la police nationale, a décidé que les hommes ne porteraient ni casque ni bouclier.

Afin d'aller au bout de leur tâche, les organisateurs ont mis en place des checkpoints où les supporters, n'auront pas pu accéder au stade, pourront écouter les retransmissions des rencontres à la télévision tout en dégustant

la bière la plus faible teneur en alcool. La télévision suédoise a organisé une compétition de fair-play qui récompensera les « jeu positif » (décompte des jeunes et rouges) de chaque équipe et le comportement de ses supporters. La Commission européenne laquelle la télévision suédoise conduit l'Euro 92 sur la voie de la modestie a été très sympathique. Point de matraquage publicitaire sur la compétition. C'est à peine si l'on remarque les panneaux annonçant les lieux de l'événement. Que dire du centre de presse qui est installé dans un collège, tout le gymnase avec la salle de conférences ? Qu'on pense les joueurs français lorsqu'ils ont dû, pour leur arrivée à Stockholm, se rendre à la gare de Göteborg (le lendemain à Göteborg). La Suède est un pays où les forces de l'ordre du Royaume, soit près de 5 000 policiers qui ont suivi les joueurs, ont été spécialement affectés, et le but d'« apprendre à vivre » est d'être capable d'intervenir en cas de crise grave. Pour ne pas choquer une pacifique comparaison, Bloem van der Meer, le directeur de la police nationale, a décidé que les hommes ne porteraient ni casque ni bouclier.

Sans doute les de tant de modestie, les organisateurs ont tout de même trouvé bon de distribuer un guide annonçant que la Suède est le plus sûr des pays du monde.

MARCEL SCOTTO

Trois supporters britanniques ont été arrêtés mercredi 10 juin à Malmö à la suite du match Angleterre-Angleterre. Le premier, qui figurait sur la liste rouge de la police suédoise, était arrivé à Copenhague par bus ; il a été intercepté par le service des frontières du port puis renvoyé en Angleterre par avion. Les deux autres, originaires de Newcastle, ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de changer de la monnaie anglaise dans une banque du centre de la ville. — (AFP)

### Le Monde L'IMMOBILIER

#### appartements ventes

- 3<sup>e</sup> arrdt**  
METRO TEMPLE  
Imm. bourgeois. 3 p. 3/4. Rue  
62 m<sup>2</sup>. Belle terrasse.  
TOUT CONFORT. SOLEIL.  
980 000 F. 48-04-84-48
- 8<sup>e</sup> arrdt**  
Par. vi. dist. apt. état prof.  
1<sup>er</sup> ét. sur 175 m<sup>2</sup>. 6 p.  
44 m<sup>2</sup>. 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> ét. 11 à 15 h.  
26, rue de la Harpe, Paris 8<sup>e</sup>
- 8<sup>e</sup> arrdt**  
EXCEPTIONNEL  
Maison-Dame-de-Lorette,  
rue des Martyrs. Bel espace  
34 m<sup>2</sup>. Verrière sur cour,  
belle vue sur jardin. 3<sup>e</sup> ét.  
Châss. cuisine. Cuisine, ver.  
dich. Aménagement soigné.  
Parfait état. 780 000 F.  
48-04-84-48
- 11<sup>e</sup> arrdt**  
Près métro. 2  
meubles, style Art et Déco.  
bain, cuisine, verrière.  
Bureau. 1 200 000 F.  
Tél. : 43-30-45-11
- REPUBLIQUE. Près métro**  
BEAU 2 PIÈCES.  
Cuis. 11 conf. 3<sup>e</sup>  
Distrib. 455 000 F.  
CREDIT. 43-70-04-84
- 14<sup>e</sup> arrdt**  
RUE D'ALBIS. Angle RUE  
DES PLANTES. Pierre de  
taille. 4 p. 3/4. Cuisine.  
TOUT CONFORT. SOLEIL.  
1 550 000 F. 48-04-84-85
- 17<sup>e</sup> arrdt**  
MR BROCHANT. Imm. brig.  
COULET STUDIO  
Cuisine. Tout confort.  
Rangements. 2<sup>e</sup> étage.  
260 000 F. 48-04-84-48

#### 19<sup>e</sup> arrdt

METRO RIQUET  
COULET STUDIO 3/4. Rue  
Cuis. 11 conf. 3<sup>e</sup>  
Distrib. 455 000 F.  
CREDIT. 43-70-04-84

#### 92 Hauts-de-Seine

PUTEAUX  
Studio 20 m<sup>2</sup>. Cuisine.  
4<sup>e</sup> ét. entièrement rénové.  
Cuis. équipée, douche, wc.  
Placards. Prox. commerces.  
SVC. 200 000 F.  
(11) 47-77-44-39, h. h.  
(11) 47-76-03-73, le soir.

#### BOULOGNE

Proximité métro.  
Livraison immédiate  
4 pièces. 102 m<sup>2</sup>. 3<sup>e</sup> ét.  
Superbe état. 450 000 F.  
Prix : 2 580 000 F.  
Parking inclus

#### BREQUET

47-58-07-17

#### 94 Val-de-Marne

NOGENT-S/MARNE  
VUE EXCEPTIONNELLE  
4 p. 6<sup>e</sup> étage.  
Belle terrasse. Cuisine et  
bureau rénovés.  
Cave et parking inclus  
BREQUET  
47-58-07-17

#### CLAMART. Centre-ville.

LOT D'ARCHITECTE 110 m<sup>2</sup>  
Park. 2 950 000 F.  
Century 21. 46-36-36-36

#### 4<sup>e</sup> arrdt

CHATELAIN. Imm. brig.  
COULET STUDIO  
Cuisine. Tout confort.  
Rangements. 2<sup>e</sup> étage.  
260 000 F. 48-04-84-48

#### locations non meublées demandées

Paris  
TROCADÉRO  
Imm. moderne, grand lux.  
Propriétaire loue superbe  
studio 40 m<sup>2</sup>.  
Prox. métro.  
Prix : 6 000 F. + charges.  
Tél. : 46-62-37-38  
Tél. : 47-22-03-34

#### Paris

MASTER GROUP  
recherche appart. vide  
DE SOUS-LOIERS  
47, rue Valenciennes  
42-22-96-70

#### bureaux

Locations  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
et tous services 43-55-17-50

#### pavillons

Vds maison 2 pces pierre,  
40 m<sup>2</sup>, grand garage dans cour  
hameau. Eclair. 22 450.  
120 000 F. Tél. (19) 96-81-84  
ou (19) 96-82-06

#### CHATELAIN. Imm. brig.

COULET STUDIO  
Cuisine. Tout confort.  
Rangements. 2<sup>e</sup> étage.  
260 000 F. 48-04-84-48

#### maisons individuelles

FONTENAY-S/BOIS  
VILLAGE NEUF  
MAISONS DE VILLE  
JARDINET, à aménager  
SEJOUR + 4 CHAMB.  
Prix conven. Prox. métro.  
Prix : 1 200 000 F.  
Le propriétaire : 42-65-11-88

#### propiétés

A 82 m<sup>2</sup> sur 1 000 m<sup>2</sup>  
30 m<sup>2</sup> sur 1 000 m<sup>2</sup>  
TOUT CONFORT  
en équerre av. dépend.  
Cachet rest., pierres, tuiles  
paves. L'ensemble sur son  
terrain 6 ha  
av. son STANG POCHELOUX  
Cach. 100 m<sup>2</sup> pos. Tél. 24/24 h  
(16) 38-85-22-92

#### fermettes

Vends SARTHE  
2 h PARIS (1 h TOU)  
Ferme. 11 conf. 15 p.  
1 ha 20 a. 250 000 F  
Tél. : 43-30-45-11

#### DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune femme. 28 ans.  
niveau bac, comptable l.  
4 ans d'expérience.  
recherche place stable.  
Tél. : 43-30-45-11

#### F. 38 ans, recherche poste

STANDARDISTE, accueil  
réception, traitement de  
textes WORD V.  
Libre de nuit  
Tél. 48-37-88-78

#### 48. 25 ans, cadre bancaire,

affaires étrangères,  
4 ans de service d'admission  
au sein d'un établissement  
bancaire de la région  
Téléphone : 48-37-88-78



### POURQUOI FAIRE EN UNE JOURNÉE CE QUE L'ON PEUT FAIRE EN UNE DEMI-JOURNÉE.

Si Air Inter vous propose d'aller à Nantes en 55 minutes, c'est pour vous permettre de faire l'aller-retour dans la demi-journée. Et comme il y a 7 vols par jour, vous aurez le choix de vos horaires. Air Inter vous propose encore plus de possibilités de voyager. Il tariffs réduits avec par exemple, la nouvelle Carte Evasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 46 50 00) ou de votre agent de voyages M. Minet 3615 - 3618 AIRINTER.

AIR INTER  
L'AVION FACILE

### Le Monde AGENTS IMMOBILIERS

Renseignements

Tél. : 46-62-75-13 • 46-62-73-43



## LA SCIENCE EN FÊTE

## Les risques du savoir

Un siècle et demi après la naissance de la philosophie positiviste, promesses et mise en cause de la science sont plus que jamais d'actualité

Comment nourrir toute l'humanité sans détruire les sources terrestres? Pourquoi les jeux électroniques fascinent-ils nos enfants? Quelles règles morales adopter pour les divers modes de procréation? Le «trou» du coude d'oszone est-il vraiment dangereux? Inépuisable? Seule certitude, la science fait désormais partie de notre vie quotidienne. Ses innovations ont envahi nos loisirs, amélioré notre santé, ses techniques ont transformé notre alimentation et nos moyens de transports. Parce qu'elle permet demain de fabriquer des robots «intelligents», la gestion de notre planète, voire de modifier l'espèce humaine, sa puissance soulève aujourd'hui d'innombrables questions. Pour que celles-ci ne deviennent pas un obstacle aux progrès de l'humanité, les passerelles, plus que jamais, doivent se multiplier entre le chercheur et le citoyen. L'effort dans cette perspective, dans l'attente de confrontations plus essentielles, que le ministère de la recherche et de l'espace a inventé «La fête de la science», une fête donc, qui se déroulera du 12 au 14 juin dans les villes de France. Trois jours durant, les laboratoires ouvriront leurs portes à la curiosité du public. Dans les sciences scientifiques et techniques, dans les industries et les lieux de spectacle, des milliers de chercheurs essaieront de répondre aux questions, d'expliquer leur démarche, de faire partager leur enthousiasme.

Lois des mauvais souvenirs scolaires, des certitudes brutales, des formules étonnantes, cette fête de la connaissance, par son ampleur, est une première en France. Souhaitons qu'elle soit «joyeuse, studieuse et ludique», comme l'a souhaité le ministre de la recherche, qui lui a consacré 9 millions de francs. En outre, surtout, que le dialogue ait lieu : un vrai chercheur sait qu'il n'y a pas de question stupide, et que seuls les demi-savants s'enferment dans leurs certitudes.

A l'heure du cinquantenaire du Prix Nobel s'unissent dans un appel solennel pour «la responsabilité et les devoirs de la science» (le Monde du mercredi 10 juin), où les parlementaires débattent d'un projet de loi sur les biotechnologies, M. Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a une «polémique inutile» entre la science et l'éthique, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et le Musée d'Orsay se sont associés pour organiser, le 14 juin, un colloque consacré aux rapports, parfois conflictuels, qu'ont entretenus au cours du siècle dernier la science et la morale (1).

«Il n'y a point de liberté de conscience en astronomie, en physique, en chimie, en physiologie, dans la mesure où chacun est tenu d'accepter ce que chacun croit être la science», dit Auguste Comte (1798-1857) son Plan des travaux scientifiques pour réorganiser la société (1822). La Révolution n'en finit pas de finir, et le philosophe positiviste lui préfère l'«esprit positif» qui a donné naissance à la science et à la découverte de la machine à vapeur, des innovations technologiques.

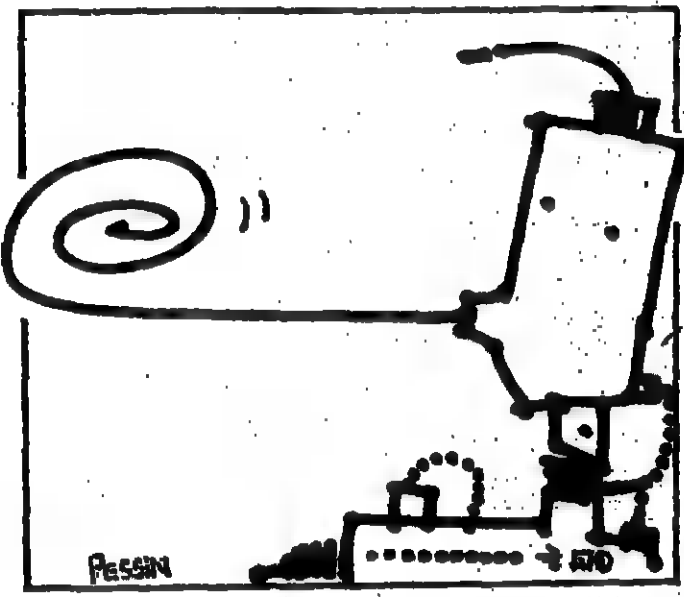
#### Maîtriser et non se soumettre

Pour un polytechnicien brillant, qui a lu Montesquieu et Condorcet, les sciences sont alors «les plus grandes forces intellectuelles existantes». Pour autant, Comte ne leur prête pas le pouvoir de transformer la révolution sociale. Pour devenir la science véritablement «positive», pour être «propre à la connaissance de la nature par laquelle sera dirigée la société, il leur demande aussi une attitude philosophique», rappelle Anne Petit, philosophe à l'université de Clermont-Ferrand.

A mesure que progresse son Cours de philosophie positive (publié de 1830 à 1847), Auguste Comte se rend de plus en plus virulent à l'égard de certaines pratiques scientifiques. «L'esprit positif ne s'applique pas à la religion jusqu'à ce qu'il ne soit devenu positif», écrit-il dans la Catéchisme positiviste (1852). «Lors, souligne Anne Petit, «la métamorphose du positivisme scientifique en religion ne va pas plus à promouvoir la science, mais au contraire à l'insérer dans un système de contrôle de sa

veillance». Maîtriser la science, et non se soumettre à elle. Cet éclairage historique prêterait-il à l'homme, le temps d'un colloque, aux questions éthiques qui ébranlent actuellement la science? En l'état, celles-ci ont changé de nature. Née du monde industriel, c'est la connaissance du monde physique et chimique que la science, au siècle passé, avait alors la puissance. L'humanité n'avait alors que la bombe atomique, première

cours des années 80 ont souligné avec vigueur la nécessité d'une réflexion morale et juridique. Pour certains, la loi a été la garde-fous. Mais le passage de la recherche à des applications va vite, de plus en plus vite. L'acquisition de la maîtrise de la fertilité humaine permet ainsi de «sivier» la maîtrise cartésienne des responsabilités des chercheurs et celle de l'opinion publique, de mettre la main sur la nécessité d'une éthique qui n'existe pas actuellement».



technique capable de détruire le monde. Quant à la biologie, elle est encore dans les limbes, alors que la plupart des penseurs s'accrochent à dire que la science est une méthode scientifique, que la science aura des conséquences, mais que la révolution industrielle du siècle dernier.

#### Immoralité rationnelle

Depuis la réunion d'Asilomar (Etats-Unis), en 1974, au cours de laquelle les scientifiques décidèrent d'un moratoire pour la construction in vitro et la greffe de gènes modifiés, la manipulation des gènes d'une espèce à l'autre est devenue pratique courante. Organismes génétiquement modifiés, thérapies géniques, brevabilité du vivant : pour tous ces thèmes, les comités d'éthique constitués au

estime Charles Thibault, directeur de recherche à l'INRA, «père» des premières fécondations in vitro obtenues chez les mammifères. «Du côté des chercheurs, la responsabilité se situe à deux niveaux : celui du choix du thème de recherche et celui du passage de la découverte à la pratique», précise-t-il. «Il s'agit d'établir un lien social entre la recherche et l'opinion publique, qui fixe ce que l'un peut et attend de l'autre. A fortiori lorsqu'il s'agit de la maîtrise de l'homme par l'homme».

Revenant à une logique de non-découverte, une éthique de la non-recherche, le professeur Jacques Testart, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de la fécondation in vitro et de la congélation d'embryons humains, a annoncé publiquement, en septembre 1986, sa décision d'arrêter ses recherches sur le diagnostic d'identité de l'œuf. «Nous croyons que la lucidité doit

primer sur l'efficacité et la direction sur la vitesse. Nous croyons que la réflexion doit précéder le projet scientifique, plutôt que céder à l'innovation. Nous croyons que la réflexion est de caractère philosophique avant d'être technique, et doit se mener dans la transdisciplinarité à l'ouverture de la science», ajoutait-il deux ans plus tard, dans un manifeste signé par une vingtaine de scientifiques français («Maîtriser la science», le Monde du 19 mars 1988). Depuis, d'autres voix se sont élevées parmi les biologistes, les philosophes, les juristes. Pour ceux qui estiment que techniquement possible peut être culturellement interdit. Pour craindre, comme le professeur Bernard, président d'honneur du Comité consultatif national d'éthique des sciences de la vie et

de la santé que l'on n'assiste à la montée d'une «immoralité rationnelle», due à la discordance existant entre les progrès de la science et de la technique d'une part, l'absence de progrès de la sagesse d'autre part» (2). Ou pour souhaiter, comme Antoine Danchin, chef d'unité à l'Institut Pasteur (3), qu'après avoir «réduit la nature à n'être qu'un objet de consommation courante», nous ne nous-mêmes «en les poisons sans plumes et sans bec mou, qui pondent sans cesse dans une lumière qui les aveugle».

CATHERINE VINCENT

(1) «Les promesses de la science : audace et mesure d'Orsay», dimanche 14 juin de 9 h 30 à 13 heures. Entrée libre sans inscription préalable.  
(2) De la biologie à l'éthique, de Jean Bernard, Hachette, 1991.  
(3) La Recherche, n° 225, octobre

## La recherche en chiffres

#### Les fonds

La dépense nationale de recherche-développement représentait 2,44 % du PIB en 1990 (1,98 % en 1980, 2,21 % en 1984), soit 185 milliards de francs. Qui finance? Les organismes de recherche publics et les universités à hauteur de 62,3 %, les entreprises privées à hauteur de 47,7 %. Qui exerce? Les entreprises à 61,6 % (63,3 % en 1983), les administrations à 38,4 % dont 4,6 % pour la recherche militaire.

#### Profession chercheur

Il y avait environ 280 000 l'équivalent d'une ville comme Toulouse) à s'adonner, en 1990, aux métiers de la science : 120 659 dans les organismes publics, 165 307 dans les entreprises (64 382 chercheurs et ingénieurs). Dans la recherche publique, 55 % des effectifs sont âgés de quarante à cinquante-cinq ans. Meilleures 80 000 étudiants sont inscrits dans les formations de recherche (DEA et doctorat), et 4 500 thèses sont soutenues chaque année en sciences exactes, dont près d'un tiers en sciences de l'ingénieur.

#### L'Ile-de-France en tête

Malgré une déconcentration menée ces dernières

années, le déséquilibre reste ardent : la région parisienne concentre 52 % des chercheurs et ingénieurs, 48 % de la recherche publique, consomme 48 % de ses crédits, assure 76 % de la recherche industrielle et génère 45 % des brevets déposés par la région dans le système européen.

Viennent ensuite les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec respectivement 10 % et 8 % des ressources publiques humaines et financières. Les résultats. Côté publications, la France se maintient à une place honorable puisqu'elle produit 4,8 % des articles scientifiques mondiaux et 17,7 % de ceux de la CEE. Son point faible : la biologie animale et végétale. Côté brevets, le pays est plus nuancé : les parts mondiales des brevets déposés restent relativement stables (3,4 % aux Etats-Unis, 3,8 % en Europe), mais cette position moyenne reflète des disparités selon les domaines. Si la France reste fortement spécialisée dans les sciences exactes et la chimie (16 % et 17,5 % des brevets déposés aux Etats-Unis par la CEE), tend à l'être moins en électronique, ainsi qu'en le secteur des machines et des biens d'équipement.

## Paris : les principales manifestations

Le marché de l'an 2000. Expositions, animations scientifiques et audiovisuelles, spectacles et librairie autour d'un thème fédérateur : les technologies et les services de l'an 2000. Du 12 au 14 juin dans les jardins de la station Champs-Élysées-Clemenceau, mini-planétarium, films et expériences. «La radioactivité au quotidien», dépositions et mini-conférences sur la science.

Chercheurs d'art. Dimanche 14 juin, les Parisiens pourront participer au rallye Chercheurs d'art. Organisé conjointement par le CNRS et le ministère de l'éducation nationale, ce jeu mobilisera des chercheurs spécialisés dans le domaine artistique. Le long du parcours seront dévoilées les techniques de conservation et de restauration du patrimoine, les nouvelles technologies de la création artistique, ainsi que les centaines de milliers d'œuvres aujourd'hui en danger.

De la Terre à la Lune. Samedi 13 juin après-midi, le Centre national d'études spatiales (CNES, 2, place Maurice-Quénia, 75001) ouvre ses portes au public pour une série de conférences et d'exposés-débats, qui seront suivis d'une séance de questions et réponses avec un astronaute français.

Pastor, sa vie, son œuvre. Les appartements de M. et M. Pasteur, où sont exposés les microscopes, les ballons et les appareils de mesure du grand homme, seront ouverts du 13 au 14 juin, de 10 heures à 18 heures. Le public pourra également découvrir l'histoire et l'évolution internationale pasteurien en visitant l'exposition «L'Institut Pasteur dans le monde». L'ensemble de ces manifestations aura lieu à l'Institut Pasteur, 25-28, rue du Docteur-Roux, 75015.

«Y'a des cerveaux dans le métro».

## Films scientifiques

Une quinzaine de films scientifiques sont présentés les 11, 12 et 13 juin par le Service du film de recherche scientifique (SFRS) du ministère de l'éducation nationale. Bonne initiative : quel que soit le film, les meilleurs jamais réalisés, comme en témoignent les 600 ou 700 prix que le SFRS a reçus de la part de la recherche.

Pour les présentations des 11, 12 et 13 juin, le SFRS a choisi des sujets grand public : les manchots empereurs irrésistibles, la déforestation, les éruptions volcaniques, les comètes pour le 11 juin, les films de la recherche scientifique pour le 12 juin, les films de la recherche scientifique pour le 13 juin. Les films de la recherche scientifique pour le 11 juin, les films de la recherche scientifique pour le 12 juin, les films de la recherche scientifique pour le 13 juin.

Service du film de recherche scientifique, 86, boulevard Raspail, Paris 6<sup>e</sup>, les 11, 12 et 13 juin, de 14 heures à 18 heures et de 18 heures à 22 heures. Entrée gratuite.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile «Les rédacteurs du Monde», Association Hubert-Beuve-Méry  
Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lescaur, gérant.

Le Monde PUBLICITE  
Jacques Lescaur, président Michel Cro, directeur général Philippe Dupuis, directeur 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-62-72-73 Téléc. MICROPUB 624 128 F Yvelines : 45-42-96-71 - Société Édition de la SARL Le Monde et de la SARL et Régie Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE  
Comptez 36-15 - Tapez LEMONDE sur 20-15 - Tapez LM  
Imprimé au «Monde» 12, c. M. Gumbourg 94852 IVRY CEDEX 1992

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : (1) 40-65-25-39 Télax : 208.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-26-25 Télécopieur : (1) 40-65-26-26 Télax : 201.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 680 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Durée choisie :  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Du 12 au 14 juin, dans un centre de



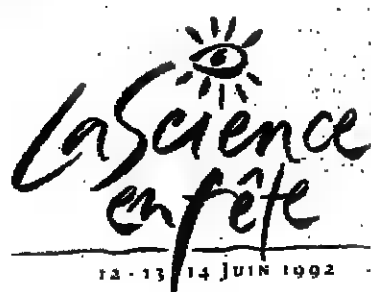
هكذا من الجاهل

FÊTE  
du savoir

• Le Monde • Vendredi 12 juin 1992 15



**Du 12 au 14 juin, il sera tout aussi facile de venir dans un centre de recherche que dans une station-service Total.**



Il nous était devenu intolérable d'être choisis par hasard parce qu'il est peu glorieux d'être choisis par la jauge d'une voiture! Nous avons donc décidé, en 1991, de rendre publiques nos preuves de notre détermination à vous servir mieux. Pour que vous puissiez vous en rendre compte par vous-mêmes. En 1992, nous avons commencé, concrètement, de rendre publiques les raisons de choisir nos produits en laissant, là aussi, la part moins belle au hasard.

C'est maintenant dans nos centres de recherche que nous vous ouvrons pendant les journées de "La Science en Fête" du Ministère de la Recherche et de l'Espace. Pour que vous compreniez ce que nous faisons. Ce que font nos géologues pour trouver du pétrole plus efficacement. Ce que nous faisons pour conjuguer production du pétrole et environnement. Comment nous élaborons nos nouveaux carburants et testons nos lubrifiants. A travers les résines, vous comprendrez tous les secrets de nos adhésifs, encres et peintures. Le caoutchouc, sous toutes ses formes, n'aura plus de mystère pour vous. Vous verrez enfin comment Total aide à maintenir la diversité du monde végétal à Porquerolles.

Et tout cela, vous le découvrirez, n'est pas du tout le fruit du hasard! Pour connaître le centre le plus proche de chez vous, appelez-nous au (1) 42.91.30.70. **On ne s'appelle pas Total par hasard.**





## LA SCIENCE EN FÊTE

L'état de la recherche dans les régions

## En Alsace

## Physique, chimie et sciences de la vie

STRASBOURG

de notre correspondant

Les Alsaciens pourront participer à un véritable rallye lors de l'opération « Sciences en fête ». Parmi plus de quatre-vingt-dix laboratoires, entreprises et associations, qui ouvriront leurs portes, les concurrents devront passer par trois étapes : miniatures et réponses à des questionnaires. Parmi les prix, un voyage à Kourou offert par le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et le CNES (Centre national d'études spatiales).

Les étapes proposées reflètent la richesse scientifique alsacienne, notamment dans le domaine public. La région est en effet la troisième dans ce domaine, après Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Quatre-vingt-cinq sonneries y participent en 1992. Parmi les CNRS implantés surtout à Strasbourg, également à Mulhouse. L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) à Colmar et l'Institut national de la santé et de la recherche (INSERM) y sont aussi présents.

Physique nucléaire, sciences de la vie et chimie sont, d'après les études, les trois points forts de cette recherche. La physique nucléaire et corpusculaire est de tradition ancienne à Strasbourg, choisie en 1943 par Bertin pour l'implantation d'un accélérateur linéaire. En 1959, le Centre de recherche nucléaire de Strasbourg-Cronenbourg a amplifié cette recherche, qui occupe aujourd'hui plus de 120 chercheurs et enseignants chercheurs. En 1984, le monde scientifique et politique alsacien avait l'amère déception de voir préférer l'implantation de l'anneau synchrotron européen. Cette amertume est aujourd'hui dissipée : le CNRS, dans un domaine voisin, a vu la construction du vitron de 33 millions d'électrons-volts, le plus puissant accélérateur électrostatique du monde.

Dans le domaine des sciences de la vie, la création, il y a vingt ans, de l'Institut de biologie moléculaire et cellulaire au sein de l'Université Louis-Pasteur, puis en 1977 celui du Laboratoire de génétique moléculaire des Eucaryotes (LGM) du professeur Chamani ont été deux étapes importantes. Aujourd'hui, le

LGM est à la pointe des travaux du génie moléculaire et a contribué à la mise au point de nouvelles applications. Ainsi, Transgene, qui depuis douze ans utilise des applications de génie génétique pour les industries agroalimentaires et pharmaceutiques.

L'attribution, en 1987, du prix Marcel Merz à l'Alsacien Jean-Marie Lehn a mis l'attention du grand public sur le secteur de la recherche dans la région. Son laboratoire de chimie organique et physique a été une pièce du puzzle, qui travaillait en collaboration avec physiciens et biologistes. Trois ans après le CNRS, une unité mixte sur la résonance magnétique nucléaire et treize unités associées ont été implantées à Strasbourg. L'École supérieure de chimie, au sein de l'université de haute Alsace, parmi les points forts : la chimie de synthèse, mais aussi les recherches sur les surfaces dans l'industrie mécanique.

L'Alsace doit sans doute veiller à deux aspects de sa recherche : la coopération transfrontalière, qui développe entre universités alsaciennes, allemandes et suisses, et le développement de la recherche privée. Dans ce domaine, malgré l'engagement de l'Etat et les collectivités locales, il semble-t-il, en retard.

JACQUES FORTIER

## En Rhône-Alpes

## La découverte de la diversité

LYON

de notre correspondant

Avec 9 000 personnes dans le secteur public et environ 14 000 dans l'industrie, la seconde région française en matière de recherche a la chance de couvrir pratiquement l'ensemble du champ scientifique, essentiellement autour de ses deux pôles de Lyon et Grenoble, mais aussi dans le réseau de ses villes moyennes. L'opération « Sciences en fête », qui prévoit 150 manifestations dans toute la région, est, en ce sens, une occasion de découvrir cette diversité.

Certes, la vision sera réduite par l'absence quasi totale des centres de recherche des grandes sociétés chimiques, pharmaceutiques et pétrolières de l'agglomération lyonnaise, où se créent pourtant les produits de demain. A l'inverse, les grandes écoles (Centrale, Insa, Institut national de chimie et de physique industrielle...) et de l'université Claude-Bernard (Lyon-1), dans les parties scientifiques et médicales, en liaison avec les laboratoires du CNRS, permettent de percevoir quelques-uns des mystères explorés, de l'infiniment grand à l'infiniment petit. Les instituts, par exemple ceux consacrés à l'analyse des systèmes biologiques et socio-économiques, la chimie et la biologie moléculaire ou encore à l'Institut astronomique de Lyon.

Spécialisés dans les secteurs de la mathématique, de la physique, de la biologie et de l'informatique, le

pôle européen a choisi d'aller à la rencontre du public, sous un chapiteau installé en centre-ville, dans lequel sont représentées quelques grandes entreprises (Bull, Thomson, Merit-Gerin...). Les laboratoires de l'université Joseph-Fourier, comme les installations du Centre national des télécommunications (CNET) et des entreprises de pointe de la zone technologique de Meylan, seront, eux directement accessibles. La cité dauphinoise, il est vrai, possède déjà une solide expérience dans la diffusion des connaissances, grâce aux actions menées par un très actif centre culturel scientifique et technique.

Moins connues, en dehors de quelques unités spécifiques, comme le laboratoire de physique des particules d'Annecy, proche du CERN de Genève, ou des installations du Commissariat à l'énergie atomique à Pierrelatte (Drôme), les autres cités régionales ont une approche plus « terre à terre ». A côté des éco-musées qui témoignent de la réalité d'un patrimoine industriel, certains départements, comme l'Ain, comptent sur cette opération pour faire connaître leurs richesses naturelles. Après une plongée dans une station d'agronomie de l'Institut de recherche agronomique, il sera possible, non loin, de pointer le regard vers le ciel pour observer les migrations d'oiseaux dans le parc de la Dombes.

MICHEL DELBERGHE

## En Basse-Normandie

## Une fertilité cultivée

CAEN

de notre correspondant

Peu à peu, Caen l'olivier laisse sa place à Caen le high tech. Alors que les chemins de l'usine métallurgique d'Unimetal-Normandie vont disparaître à l'horizon 1994, les laboratoires de recherche fondamentale et appliquée fleurissent sur le plateau nord de Caen. « La science en fête » donnera l'occasion aux Caennais de nouer le dialogue avec les mille chercheurs et enseignants-chercheurs de leur agglomération.

Premier d'entre eux, le GANIL (Grand accélérateur national à ions lourds). Avec l'implantation en 1974 de ce laboratoire de physique nucléaire commun à CEA et au CNRS, des physiciens du monde entier se sont installés à Caen pour comprendre comment la matière et ses atomes s'organisent.

Avec celui de Darmstadt, en Allemagne, l'accélérateur de Caen est l'un des deux grands centres de recherche européens en physique nucléaire. « La communauté scientifique internationale a regardé l'accélérateur et ses applications grandir avec intérêt. Devenu un des pôles scientifiques européens pour les physiciens, le GANIL a traversé Caen », explique Claude Dérat, directeur du GANIL de 1982 à 1990. Il dirige aujourd'hui l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules, l'IN2P3. Rattaché au GANIL, se trouve l'ISMRA (Institut des

sciences de la matière et du rayonnement) et s'efforcent les travaux de recherche sur les matériaux supra-conducteurs. En 1987, ces recherches conduisent le professeur Bernard Ravani à deux doigts du Prix Nobel de physique.

Trois fois moins fin de ce plateau fertile, le Centre Cyron (contraction de Cyclotron, Chimie et positron). Dirigé par le professeur Jean-Michel Dron, neuro-chirurgien, le cyclotron biomédical de Caen, ouvert depuis 1980, étudie les fonctions cérébrales et les maladies du cerveau, et à terme celles du cœur par tomographie à émissions de positons.

Un réseau métropolitain de communication scientifique à très haut débit, baptisé Vifonur, relie ces trois centres de recherche ainsi que le Centre hospitalier universitaire, le Centre de formation François-François, l'université et un peu plus, excentré, le SEPT (Service d'études postales aux Postes et télécommunications).

Le SEPT, qui travaille deux cents personnes, est spécialisé dans le courrier électronique et diverses applications : la maintenance. Il sera l'un des points centraux de l'opération « Sciences en fête » : l'accueil des centaines d'étudiants et de lycéens.

Autre pôle de recherche caennais : l'agronomie. L'Institut de recherche de biologie appliquée où l'on phosphore sur les biotechnologies. La multiplicité des centres de recherche joue en faveur d'une synergie : recherche-université-technologie. Synergie regroupée des entreprises, en toutes tailles qui misent sur l'innovation. Le Centre européen de recherche de Monique, qui conçoit les produits domestiques de l'an 2000 est une de ses locomotives.

A ce formidablement scientifique et technologique, Jean-Claude Fenyo, directeur de la délégation régionale de Normandie du CNRS, basée à Caen, tient à rappeler « un volet dont on parle peu : la recherche en sciences humaines. Les laboratoires du CNRS dans les centres de géomorphologie et de recherche en archéologie médiévale. Il s'agit d'autant de surprenants Caen l'Athènes normande.

JEAN-JACQUES LEROISIER

## En Aquitaine

## Les matériaux composites

BORDEAUX

de notre correspondant

Deux des fleurons du pôle militaro-industriel d'Aquitaine, l'Aérospatiale (Saint-Médard-en-Jalles) et le CEA-CESTA (Le Barp) vont tenter pour « La science en fête », de montrer à l'impératif du secret défense l'ouverture au public. L'Aérospatiale opère dans un contexte économique difficile. L'établissement de Saint-Médard-en-Jalles est en effet touché par la réduction du programme militaire français (abandon des missiles sol-sol S45 et du missile Hades). Dans ce contexte, l'entreprise s'attache à montrer ses liens avec la recherche d'Aquitaine, notamment dans le domaine des matériaux composites hautes performances. L'Aérospatiale entretient en effet des relations constantes avec la plupart des laboratoires régionaux. L'unité grandiose travaille également pour le secteur de la recherche civile. Elle a notamment réalisé l'assemblage du laboratoire de médecine spatiale Anthroack qui permet un check-up de l'homme en apesanteur. Anthroack sera expérimenté dans le cadre de la mission allemande habillée D2.

L'Aérospatiale a également collaboré à une exposition réalisée par les plasticiens de l'atelier Matière prochaine dirigé par le Bordelais Jacques Bernier. Sous le titre « Pierres à fusée », Matière prochaine et l'Aérospatiale ont organisé une exposition évocatrice de l'univers interstellaire.

Le CEA-CESTA de Barp s'est fixé pour objectif de « réhabiliter l'image du nucléaire » à travers une « œuvre présentée dans le hall du conseil régional d'Aquitaine ». Initiée par les « Lumières d'atomes », cette exposition a été élaborée il y a un an, à l'initiative de la Société française d'énergie nucléaire, EDF, la COGEMA, le CEA, Framatome, Pechiney et l'Agence nationale des déchets radioactifs ont participé à sa mise en place.

GINETTE DE MATHA.

## Dans le Nord-Pas-de-Calais

## La filière pêche

LILLE

de notre correspondant

Des salades d'algues en entrée et du grand crabe en plat principal : tel est le menu que les visiteurs du Centre de la mer Nautica à Boulogne-sur-Mer pourront déguster lors des journées de « La science en fête ». Le grand crabe est un poisson de grands fonds, pêché en dessous du niveau habituel de chalandage, dont on a découvert qu'il pouvait être comestible de la mer à la table.

Avec le concours de l'IFREMER, Nautica sera l'un des points forts de « La science en fête » dans la région Nord-Pas-de-Calais. Les scolaires et le grand public pourront y découvrir tous les aspects de la filière pêche, depuis la visite du centre de Nautica installé dans Nautica jusqu'à la technique du chalutage, celle d'hier mais aussi celle de demain. Sera ainsi ouvert au public le bassin d'été de l'IFREMER, unique en Europe par son hydrodynamisme. L'apiculteur fait de la mer un grand champ : à Gravelines, à quelques kilomètres de Boulogne dans les eaux réchauffées à proximité de la centrale nucléaire, se développe l'une des plus grandes fermes d'aquaculture de France. Et Nautica présente aujourd'hui dans un mini-élevage d'esturgeons « espèce menacée » le travail des agriculteurs de la mer.

C'est toute une animation - dont « La science en fête » ne sera qu'un concentré - qui s'organise dans le Nord-Pas-de-Calais : autour de Nautica, de l'Economie de Fourmies, du Centre de la mine à Lewarde, de l'Espace régional ou local de l'Alas. L'Alas, créée en 1981, rassemble des physiciens, des chimistes, des biologistes, des mathématiciens, des ingénieurs, des techniciens, est peut-être une façon de conjurer le handicap de la région en matière de recherche. Le Nord-Pas-de-Calais souffre en effet d'un sérieux retard dans ce domaine. La région représente de 7 % à 8 % de la démographie et du PIB nationaux, mais seulement environ 2 % du potentiel de recherche français. Et encore est-ce là le résultat d'une politique volontariste très affichée depuis quelques années. Deux mille cinq cents chercheurs travaillent aujourd'hui dans les laboratoires de Lille, Boulogne-sur-Mer, Maubeuge, Valenciennes. Des domaines de prédilection régionaux commencent à émerger, que confortent des créations nouvelles, celle de l'Institut d'électronique et de micro-électronique du Nord (IEMN) à Villeneuve-d'Ascq, fédérant des équipes venues de l'université catholique de Lille (FISEN) et les universités publiques de Lille et Valenciennes, autour de l'Institut Pasteur notamment, ou encore celle du Laboratoire d'automatique et de mécanique de Valenciennes.

JEAN-RENÉ LORE

## En Provence-Alpes-Côte d'Azur

## Un destin lié à Sophia-Antipolis

NICE

de notre correspondant

L'université de Nice-Sophia-Antipolis envisage de se doter d'une interface entre elle et les entreprises pour développer les échanges en matière de recherche. La création d'une telle structure lierait les rapports qui existent entre la recherche publique et les entreprises. L'université qualifie ces liens d'« excellents ». La chambre de commerce et d'industrie Nice-Côte d'Azur constate, dans une étude de son observatoire économique, que 40 % des sociétés effectuent la recherche et du développement sont partenaires de laboratoires publics.

Le développement de la recherche dans les Alpes-Maritimes est un phénomène relativement récent : il date de la création de l'université en 1963. Or, c'est au début des années 70 que le technopôle de Sophia-Antipolis est créé. « N'ayant pas d'histoire, pas de tradition, la recherche n'avait pas de pesanteur, d'orientation précédente à respecter », explique M. Jean-Pierre Laboure, vice-président de l'université. Avec les entreprises qui veulent sur Sophia, pour étudier comment au même problème : celui de l'isolement par rapport aux grands centres de recherche comme Marseille ou Paris. Un esprit de solidarité est né. Aujourd'hui, cette solidarité s'est transformée en concertation.

La recherche publique privilégie les sciences et les techniques. Elle emploie 1 500 chercheurs. Ils sont rattachés à différents établissements : l'université, l'Observatoire de la Côte d'Azur (Nice, Grasse), l'Observatoire océanologique (Ville-

franche-sur-Mer), l'INRIA, l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Sophia-Antipolis), l'INRA, l'Institut national de recherche agronomique (Aix), Sophia-Antipolis, l'École des mines (Sophia-Antipolis), l'Agence française pour la recherche de l'énergie (Sophia-Antipolis), l'INERM, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Nice, Villefranche-sur-Mer).

Il est plus difficile d'établir un constat précis de la recherche privée. L'observatoire de la chambre de commerce a dénombré deux cents entreprises qui font preuve d'un « réel dynamisme technologique ». Ces entreprises emploient environ quatre mille personnes pour le secteur « recherche et développement ». Près de la moitié des unités sont situées sur la technopole de Sophia-Antipolis, et 28 % d'entre elles sont implantées à La Gaude et à Vence, au-dessus de Nice. Principaux secteurs : informatique, électronique, télécommunications, chimie, santé, mer, environnement.

La technopole Sophia-Antipolis conditionne les principaux axes de recherche. Côte d'Azur Développement, outil du conseil général pour attirer des implantations d'entreprises, cible le secteur des hautes technologies.

La synergie entre le public et le privé, l'environnement de la Côte d'Azur, les qualités de la recherche de l'université, tous ces facteurs donnent à la recherche dans les Alpes-Maritimes une certaine vivacité : avec 62,84 %, le taux de ses effectifs par rapport au nombre total de salariés dépasse de plus de dix points le moyen national.

JEAN VERDIER

## En Bretagne

## Le mystère des algues

BREST

de notre correspondant

La Bretagne constitue un premier européen de la mer. Un monde qui est largement inconnu, concourant ainsi à alimenter la mythologie des algues. On trouve la connaissance de la mer et de ses habitants dans les récits de nos ancêtres. On les constitue en un monde végétal et de la biologie. Dans cette région qui est le théâtre d'un symposium international sur le sujet, du 16 au 21 juin à Brest et à Saint-Malo,

l'illustration, à Nantes, Roscoff, Brest, une quinzaine de scientifiques mènent en biochimie, génétique et biologie cellulaire. « N'est-ce pas le temps de la faillite où on était le géomètre ? L'étendre sur les champs comme engrais. Les chercheurs s'emploient à sélectionner les espèces et à les utiliser sur le grand génome des algues pour créer, par manipulation génétique, des algues « transgéniques » qui héritent des fonctions d'autres congénères. « On a vu face à nous un végétal qui n'est pas végétal. C'est pourquoi on pense qu'on va découvrir des choses intéressantes », souligne Kioareg, directeur de recherche au CNRS, biologiste à

côté de ces fondamentalistes, des techniciens ont pour mission de gérer la ressource naturelle (à l'heure) de valoriser les algues comme à Plobian (Côte-d'Armor). Car il apparaît que le champ d'exploitation est considérablement élargi. « Cela signifie que l'industrie algale est balbutiante. Elle sert depuis trois cents ans de ces végétaux marins. Au dix-septième siècle, ils étaient utilisés pour fabriquer du verre. Ils ont été utilisés jusqu'en 1930, comme un extrait de l'iodure. Aujourd'hui, les algues sont principalement utilisées pour retirer les algues et les carraghénanes, deux composés dont l'industrie fait une large utilisation : du textile aux compri-

més en passant par les baguettes de soudure, les dentifrices, les gélifiants, les épaississants pour l'alimentation. Les algues ont un message à transmettre mais avec le vocabulaire d'E407 (carraghénane dont l'industrie, l'hiver, est grosse consommatrice).

GABRIEL SIMON

L'alimentation, la pharmacie, les cosmétiques, on sait faire de l'engrais foliaire, du chocolat, de la charcuterie, on crée des produits pour le bain, de la mer, des algues préparées. La Bretagne exporte au Japon une variété d'algues, la wakamé, élevée dans les eaux limpides d'Ouessant.

GINETTE DE MATHA.



هكذا من الجدل

■ Le Monde ■ Vendredi 12 juin 1992 17

# DANS TOUTE LA FRANCE

12 · 13 · 14 JUIN 1992



ABBEVILLE, AÉROPORT D'ORLY, AHUN, AIRE-SUR-L'ADOUR, AIX-EN-PROVENCE, AIX-EN-OTHE, AJACCIO, ALBI, ALES, ALOOSHEIM, ALLEMONT, AMBÉRIEU-EN-BUGEY, AMBIERLE, AMBOISE, AMIENS, AMNEVILLE, AMPLEFUS, ANGERS, ANGLET, ANGOULEME, ANIANE, ANNECY, ANTIBES, APPOIGNY, APT, ARCACHON, ARCEUIL, ARGENTON-SUR-CREUSE, ARRAS, AUBIGNY-SUR-NERE, AUCH, AURILLAC, AUTUN, AUXERRE, AUXONNE, AUTZEVILLE, AVALON, AVIGNON, BALAGNE, BALLANCOURT-SUR-ESSONNE, BANYULS-SUR-MER, BAR-LE-DUC, BARR, BASTIA, BAYONNE, BAZEILLES, BEAUCOURT, BEAUMONT-DE-LOMAGNE, BEAUVAIS, BEGLES, BELFORT, BELLE-FONTAINE, BENING-LES-ST AVOLD, BERGERAC, BESANCON, BESSE, BESSINES, BIARRITZ, BIARS-BRETEUX, BIESHEIM, BISCHWILLER, BITCHE, BLANC-MESNIL, BLANQUEFORT, BLANZY, BLANOD-LES-PONT-VALENCE, BOURGANEUF, BOURGES, BOUSSAC, BRAS-PANON, BREST, BRIANCON, BRIOUDE, BRIVE, BRON, BROU-SUR-CHANTERRE, BRUYERES-LE-CHATEL, CADENET, CAEN, CALAIS, CAMARET, CANNES, CAP-CORSE, CAPBRETON, CARLING, CARNAC, CAUSSADE, CAUSSOLS, CAYENNE, CAYLUS, CERCY-PONTOISE, CERDON, CERNAY, CHABRIE, CHALON-SUR-SAONE, CHAMBERY, CHAMOND, CHAMPAGNE, CHAMROUSSE, CHANTILLY, CHARLEVILLE-MEZIERES, CHARLY, CHARTRES, CHATEAU-CHINON, CHATEAU-D'OLONNES, CHATEAU-DU-LOIR, CHATEAU-THIERRY, CHATEAUDUN, CHATEAUX, CHATELLERAULT, CHAUMONT, CHINON, CHORANCHE, CLERMONT-FERRAND, COLMAR, COMMERCEY, COMPIEGNE, CONCARNEAU, CONCORET, CORBEIL, CORCELLES-LES-MONTS, CORMEILLES-EN-PARISIS, CORTE, COULAINES, COURVILLE, CRETEIL, CREUTZWALD, CREVECOEUR-EN-AUGE, CROZON, CUY-ST PIACRE, DAX, DIAMANT, DIEPPE, DIGNE, DIGOIN, DUON, DINAN, DINARD, DOMART-EN-PONTHIEU, DOMBASLES, DOUAL, DOULLENS, DOURDAN, DUNKERQUE, ECULLY, ELBEUR, EPERNAY, EPINAL, ERSTEIN, ESPERAZA, ESTRÉES-MONS, EVREUX, EYMET, FAMECK, FAVAUZY, FAYL-BILLOT, FÉCAMP, FESSENHEIM, FIGEAC, FLEURANCE, FLORAC, FLORENT-SUR-ARGONNE, FONDS-ST DENIS, FONTENAY-AUX-ROSES, FORBACH, FORCALQUIER, FORT-DE-FRANCE, FOURMIES, FREYMING-MERLEBACH, FUMEL, GAP, GENNEVILLIERS, GENOUILLY, GIEN, GIF-SUR-YVETTE, GIVORS, GONFREVILLE, GOURDON, GOUTRET, GOXWILLER, GRADIGNAN, GRAND, GRAND-PRESSIONY, GRANDE-SYNTHÉ, GRASSE, GRENOBLE, GRIGNY, GROS-MORNE, GRISSAN, GUÉRET, GUÉRIGNY, GUIDEL, GUNGAMP, GURMENCON, GUYANCOURT, HAGUENAU, HAINNEVILLE-EQUEURQUEVILLE, HÉROUVILLE-ST CLAIR, HILLION, HINDISHEIM, HIRTZFELDEN, HOMBURG-HAUT, HUEZ, ILLKIRCH, IMPHY, INGERSHEIM, ISLE, ISSENHEIM, ISSOUDUN, ISSY-LES-MOULINEAUX, ISTRES, ITTENHEIM, IVRY, JARRIE, JARVILLE, JASSES, JOUÉ-LES-TOURS, JOURGNAC, JOUY-LE-POTIER, KEMBS, KINGSERSHEIM, LA CHAUSSEE, TIRANCOURT, LA FERTÉ-ALAIS, LA GARDE, LA TOUR D'AIGUES, LA TRINITÉ, LA LAINE-AUX-BOIS, LANDERNEAU, LANOBRE, LAON, LARUNS, LE BUGUE, LE CHESNAY, LE LAMENTIN, LE LARDIN, LE MOLAY LITTRY, LE PONT DE MONTVERT, LE RHEU, LE SEN, LEMES, LES BYZIES, LILLE, LILLEBONNE, LONGEVILLES, LONGWY, LONS-LE-SAUNIER, LOUHANS, LUNEL, LYON, MAILLY-LE-MAMOUZOU, MANOSQUE, MARLY-LE-ROY, MARSEILLE, MEAUX, MÈREU, MÉXON, MÉZE, MÉZILLES, MILLY-LA-FORÊT, MIRECOURT, MOSSAC, MOSSY-CRAMAYEL, MONT-DE-MARSAN, MONTATAIRE, MONTCORNET, MONTLOUIS, MONTMORILLON, MONTLOIRE, MOOREA, MORCENX, MORET-SUR-MOULINS/CÉPHONS, MOUZON, MULHOUSE, NANTES, NARBONNE, NARCY, NEMOURS, NIMES, NIORT, NOGENT-EN-BASSIGNY, NOGENT-SUR-VERNISSON, NOIRLAC, OTTMARSHEIM, OULLINS, PALAISEAU, PALUEL, PAMERS, PANTIN, PARILLY, PARIS, PARTHENAY, PAU, PENLY, PÉRIGUEUX, PERPIGNAN, PERROS-GUIREC, PESSAC, PETIT-CANAL, PETIT QUEVILLY, PIERREFITTE-SUR-SEINE, PIERRELATTE, PITHIVIERS, PLELAN-LE-GRAND, PLEUBIAN, PLEUMEUR-BODOU, PLOUFRAGAN, PLOURIVO, POINTE-DES-EMIGRÉS, POINTE-A-PITRE, POITIERS, POLEYMIEUX, POLIGNY, POMMERIT-JAUDY, POMPADOUR, PONT-A-MOISSON, PONTARLIER, PONTIGNY, PONTIVY, PORQUEROLLES, PORT-EN-BESSIN, PORTU VECCHU, PREAUX, PRIVAS, PUTEAUX, PUY-DE-DOME, QUEVEN, RAMBOUILLET, RANCOGNE, RAZES, REIMS, RENNES, RIQUEWIHR, RIS-ORANGIS, ROANNE, ROCHECHOUART, ROCHFORD, ROGLISE, ROISSY-EN-BRIE, ROSCOFF, ROSNY-SOUS-BOIS, ROUBAIX, ROUEN, ROUFFACH, RURALIES, SACLAY, SAINS-DU-NORD, SAINTES, SALINS, SAN GHIULIANU, SANGUINET, SANTA-MARIA-POGHU, SARAN, SARLAT, SARREGUEMINES, SAUMUR-EN-AUXOIS, SAVERDUN, SAVERNE, SCHILTIGHEIM, SCHOENECK, SECLIN, SENS, SERRES-CASTET, SERVAVILLE, SÉVENANS, SOISSONS, SORGES, SOULTZ, ST ANASTAISE, ST ANDRÉ-DE-CURZAC, ST ARÇONS-D'ALLIER, ST AVOLD, ST BENIN D'AZY, ST BENOIT, ST BERTRAND-DE-COMMINGS, ST CLAUDE, ST DENIS, ST DIÉ, ST ETIENNE, ST ETIENNE-DU-ROUVRAY, ST FLORENT, ST GENIS-LAVAL, ST GEORGES, ST GERMAIN-DU-PUY, ST GERMAIN-EN-LAYE, ST JEAN-D'ANGELY, ST JEAN-DE-BOURNAY, ST LAURENT-DU-VAR, ST LAURENT-SUR-GORRE, ST LEU, ST LOUIS, ST MALO, ST MANDÉ, ST MARCEL, ST MARS-LA-JAILLE, ST MARTIN, ST MÉDARD-EN-JALLES, ST MICHEL, ST MIHEL, ST NAZAIRE, ST NZIER-LE-DESERT, ST OMER, ST OZEN, ST OZEN-SUR-LOIRE, ST PAUL, ST PAUL LEZ DURANCE, ST PIERRE, ST PIERRE-D'IRUBE, ST PIERRE-DU-MONT, ST POURÇAIN-SUR-SIOULE, ST QUENTIN, ST QUENTIN-EN-YVELINES, ST RÉMY-LES-CHEVREUSE, ST SADILLAC, ST VINCENT-DE-TYROSSE, STE ANNE, STE MARIE, STE MARIE-AUX-MINES, STE MARIE-DU-MONT, STE SAVINE, STRASBOURG, TAHITI, TAINGY, TALENCE, TAMPON, TARBES, TAUTAVEL, TEYRAT-LE-CHATEAU, THEIX, THAIS, THIONVILLE, THIS, THONON-LES-BAINS, TORCY, TOUL, TOULON, TOULOUSE, TOURS, TRÉGASTEL, TROYES, TRUN, TULLE, UNGERSHEIM, VAL-DE-REUIL, VALBONNE-SOPHIA ANTIPOLIS, VALENCIENNES, VALMONT, VANNES, VANNES-LE-CHATEL, VASSIEUX-EN-VERCORS, VAUJOURS, VAUX-EN-VELIN, VAYRES, VENISSIEUX, VERDUN-SUR-GARONNE, VERNEUIL-EN-HALATTE, VERNON-ST-MARCEL, VERSAILLES, VIENNE, VICOULET-AUZIL, VILLARS-LES-DOBES, VILLEJUIF, VILLENEUVE-D'ASCQ, VILLENEUVE-ST-GEORGES, VILLEURBANNE, VILLIERS-LE-BEL, VILLIERS-SUR-MARNE, VINEUIL, VIOLS-EN-LAVAL, VITRE, VIVIERS-DU-LAC, WIMEREUX, WISSENBURG, WITTELSHEIM

La Science en fête

12 · 13 · 14 JUIN 1992

MINISTÈRE  
DE LA RECHERCHE  
ET DE L'ESPACE



AMCSTI  
ASSOCIATION DES MUSEES ET CENTRES  
SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

TOUT LE  
PROGRAMME SUR

3614  
MRE

Avec le concours de TOTAL, OKAPI, Radio France LES LOCALES, FRANCE INFO ET FR3







هكذا من الإيدل

# CULTURE

## MUSIQUES

### A la recherche de l'Afrique moderne

«Eyes Open», le dix-septième album de Youssou N'Dour a été produit par le cinéaste noir américain Spike Lee

DAKAR

Minuit, à Rufisque, un gros bourg allongé à une quarantaine de kilomètres au nord de Dakar. Les chaumières défoncées. La poussière du Sahel proche. Un canal languissant. La lumière pâle de lampadaires hésitants. Une place, quelques arbres, des jeunes gens, massés à un coin de rue, silencieux : trop fauchés pour payer l'entrée. Dans l'enceinte d'une salle en plein air, bâchée d'épaisse toile kaki, la bonne société de la ville s'est donné rendez-vous pour une soirée de bienfaisance au profit des jeunes de Rufisque. Vedette invitée et ici prestigieuse, bien payée : Youssou N'Dour. La star du mbalax rentre de New-York où vient de se terminer le tournage du clip *Africa Remembers* imaginé et monté par Spike Lee (mais réalisé par son assistant sud-africain pour cause d'indisponibilité subite). Il s'apprête à partir pour une tournée dans douze capitales d'Afrique de l'Ouest.

#### Deux histoires croisées

Sur les casquettes de Youssou N'Dour et de son équipe, achetées dans la boutique de Spike Lee, à Brooklyn, un X. Comme Malcolm X, héros de la cause noire et sujet du prochain film du cinéaste. X comme Xippi (du wolof, littéralement : «les yeux ouverts»), le nom du studio dakarois de Youssou N'Dour, symbole de la résistance à la piraterie et à l'impérialisme musical. Un X qui permet de croiser deux histoires sans effort. Si tant est que la négritude nord-américaine ait aujourd'hui à voir avec l'Afrique. Une hypothèse que le musicien africain, délaissé par les Anglais de chez Virgin après le relatif échec commercial de l'album *Set*, est allé valider sur place, en rejoignant 40 Acres and a Mule Music Works, le label fondé l'an passé par Spike Lee.

Jeans larges et noirs, T-shirt

#### Un disque cosmopolite

Les quatorze titres de *Eyes Open* ont été enregistrés aux studios Xippi, en plein cœur de Dakar, puis mixés à New-York. Youssou N'Dour, aidé par Jean-Philippe Rykiel (claviers), s'est passé des services d'un producteur antillais. Cassettes (pour l'Afrique) et albums (pour l'Europe et l'Amérique) sont sortis simultanément. Avec, à la clé, une sensation première (à l'exception des rares écoutes d'un nœudement par l'international).

En wolof, mais aussi en français, en anglais, en peul, Youssou N'Dour s'attaque à l'unité nécessaire de l'Afrique (*New Africa*), aux ravages des feuillets télévisés (*Live Television*), «les tubes à Dakar», à l'élégance des femmes de Saint-Louis-du-Sénégal (*Marie-Madeleine à Saint-Louis*), ou au passé d'esclaves de la culture ancestrale du peuple (*Africa Remembers*, un morceau lent composé en 1984, qui sert de support au clip de Spike Lee).

Les administrateurs du mbalax, rythme sénégalais à haute énergie dont Youssou N'Dour fut l'idole incontestée, depuis, bien que le voix incomparable du *mbalax* domine sans conteste. Les esprits prophétiques parlent : «l'Afrique moderne», un peu timide cependant, dans cette dernière tentative, les *mbalax* de l'Afrique mélangés, avec des petits cailloux blancs, quelques touches de piano, de guitare sèche, et une recherche systématique du raffinement mélodique qui manque parfois à l'Afrique.

V. Mo.

1 disque compact 40 Acres and a Mule C43714. Distribué par Columbia.



Youssou N'Dour : timide et déterminé

«Black and Dakar» (la capitale sénégalaise à ses stylistes), de soleil aux roudoux toutes new-yorkaises, Youssou, chanteur prodige, exemple pour la jeunesse, ami du président Diouf et du rocker Peter Gabriel, est un grand homme à la démarche dégingandée. Un jeune homme calme, sûr, timide et déterminé. S'il a su, depuis quinze ans, séduire les dames africaines (en leur offrant des leçons de «danse du ventileur», baptisée à l'origine du *mbalax*), s'il a su partir en croisade mondiale pour Amnesty International, bras de quelques-uns de ses prestigieux parrains du rock (Peter Gabriel, Sting, après Higelin lors de ses débuts en France), de la Médina à l'Europe, tout, un musicien réfléchi. Un rare qui puisse passer, sans dommages psychologiques profonds, des soirées privées africaines aux règles des *mbalax* occidentaux. Son secret ? «Une équipe très solide». Dans une Afrique soumise à la violence, le fait est rare.

A Rufisque, les dix musiciens du Super Bole, l'orchestre formé en 1980, sont là. La sono, qui appartient à la SAPROM (Société africaine de productions musicales), fondée par Youssou, bien sûr, a été installée. Quand le chanteur arrive, tout est prêt. Le lendemain, à Banjul, en Gambie, le même scénario, professionnel et exigeant, se reproduit. Concerts géants dans les stades (soixante mille spectateurs en avril 1991, au stade de l'Amitié de Dakar, pour un hommage à Nelson Mandela, où Spike Lee reconstruit Youssou N'Dour), amnésies soir à la belle histoire du Super Bole, le sursautiste Kili mandjari, ou tournées internationales : la mécanique de la famille Youssou N'Dour est huilée.

La SAPROM regroupe la location de matériel (son, lumière, installation), la production de spectacles, la gestion du studio d'enregistrement Xippi (sur 24 pistes, racheté l'an passé à Francis Senghor, fils du président et musicien amateur), la gestion de l'agence Youssou, la diversification vers la production de jeunes

artistes et l'audiovisuel. L'édifice en place depuis huit ans tient, malgré de gros points noirs : «La formation défilante des techniciens, des pirates et des *mbalax*», dit Mady Drame, gérant de la SAPROM, parti en guerre contre la piraterie «qui vole la musique africaine».

Se, l'album en (environ cent cinquante mille plaques vendues dans le monde), avait été largement piraté, excluant du même coup le marché africain. «Le divorce Virgin s'est fait par consentement mutuel», explique Youssou N'Dour. Virgin était bien trop axé sur le rock. Le label de Spike Lee est une petite major, Sony/Columbia, une ancienne, diversifiée, le jazz, le pop.

de Dakar, de l'UNICEF, un homme de qui est un homme de charisme. La chanson, Set, extraite du dernier album, consacrée à la propriété, a provoqué l'indignation d'une incroyable vague de nettoyage des rues, de fresques murales réalisées par des jeunes recrutés en peinture (le mouvement fut dénommé *Set-Set*).

#### Prendre le temps de se ressourcer

«Les Noirs américains sont encore en train de chercher leur identité», dit N'Dour, fils de petits fils de griot. Ils ont une image dépassée de l'Afrique, qui n'est en tout cas pas l'image préférentielle des *Africains*. C'est là où moi travail avec Spike Lee est important. Le rap est un message politique, qui parle des États-Unis, et du racisme qui a bloqué leur évolution. Et puis que l'on parle de racisme, je pense que les Noirs américains ne sont pas ouverts musicalement. Beaucoup ne comprennent pas le beat africain, contrairement à James Brown, qui fut le plus africain de tous. Ils ignorent qu'il y a du jazz, du rap africain. Ils ne veulent pas voir cette Afrique moderne, très évoluée même si elle garde son africanité. Une Afrique où les populations savent qu'elles ont été opprimées, et ont le pouvoir de décider, de descendre dans la rue, au risque d'y laisser des victimes. Une Afrique où il y a des élections électorales. Spike Lee a senti quelque chose. Il a vu, mais il a besoin d'apprendre comme les Noirs. S'il veut vraiment se ressourcer, il faut qu'il prenne le temps. Une tranquillité, un rythme intérieur et biologique, dont Youssou N'Dour, chanteur exceptionnel et homme d'affaires bien encadré, ne se départit pas.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

### Baroud d'honneur aux Opéras de Paris

Nouvelles grèves à Bastille et Garnier : les conventions collectives en suspens

D'un côté, une direction décidée à n'accepter aucune pression, surtout pas les menaces de grève, et exprimant bien haut ses intentions : négocier encore, négocier toujours avec les syndicats, et signer, avant le milieu ou la fin du mois d'août, ces nouvelles conventions collectives censées transformer l'Opéra de Paris - Bastille et Garnier - en «entreprise comme les autres». De l'autre, des catégories de personnel déstabilisées par leur dispersion entre deux théâtres et par une certaine désaffection syndicale, quelque peu affaiblies de se voir trahies par des «nouveau», voyant s'envoler des avantages acquis depuis la guerre, mais amoureulement encore, amoureulement toujours, des deux grandes maisons qui les emploient, et décidées, coûte que coûte, à «les faire tourner».

D'un camp à l'autre, malgré des déclarations de bonnes intentions, le courant ne passe plus, à nouveau. Passagèrement ou définitivement, s'agit-il d'un climat de crise réelle? Difficile à dire. Mais la grève est aux portes (voir éditions du 11 juin). A celles de Garnier, pour la première représentation du *Barbier de Séville* de Rossini dans une mise en scène de Dario Fo; à celles de Bastille, pour la deuxième soirée consacrée à la fin de la reprise des *Noces de Figaro* de Mozart. Portes closes, de part et d'autre, le jeudi 11 juin. Et le 15, à Garnier, pour une soirée de gala entièrement achetée par une entreprise privée. Y aura-t-il d'autres préavis, d'autres annulations? Le Barbier devrait honorer ses engagements dès le samedi 13, 19 h 30, date de la seconde représentation de l'opéra de Rossini prévue pour cette fin de saison (1).

Quoi de neuf, depuis la grève qui fit annuler la première de *Lady Macbeth* de Chostakovitch, le 1<sup>er</sup> février? Pochestkovitch, la stratégie des syndicats et de la direction n'a pas changé. Une première importante s'annonce à l'horizon. Les organisations syndicales décident de l'utiliser comme un levier dans les négociations en cours. Refus d'un tel «chantage» du côté patronal : en février comme cette fois, on s'attendait à négocier sous la pression d'un préavis et on prend l'initiative d'annoncer l'annulation. Et les syndicats de décaler rituellement «leur responsabilité de la prise en otage des spectateurs».

#### Montée en puissance de la production

En quatre mois, pourtant, bien des choses ont changé. Les maisons, naguère divisées, les syndicats sont aujourd'hui regroupés en intersyndicale; les *mbalax* au Comité d'entreprise ont en lieu et place des mandats de vote juridique; la direction n'est plus la seule à avoir le droit de parler aux messages. A l'issue du «point de presse» organisé à la Bastille mercredi 10 juin au matin par MM. Hirsch et Belval, respectivement administrateur général et directeur général de l'Opéra, des délégués du personnel signaient les journalistes jusqu'à leur tout nouveau local syndical et faisaient entendre, haut et fort, un autre son de cloche. On ne peut pas traiter le personnel des grandes maisons d'opéra comme des employés d'une entreprise quelconque. On ne peut demander aux danseurs du ballet quatorze jours consécutifs de travail, aux techniciens du plateau soixante-douze heures de présence sans réduction (93 heures de travail par semaine à la période d'ouverture pour les *Trois*). Cette question de la mobilité des journées de repos, celle de la durée des congés annuels, celle plus encore de la baisse globale des salaires (la direction ayant en principe obtenu que le temps de travail hebdomadaire moyen passe de 32 à 39 heures) constituent apparemment les principaux points de blocage.

Le malaise serait pourtant à la fois plus profond et plus diffus. Dix-huit mois pour redéfinir l'ensemble des droits et des devoirs à l'intérieur d'institutions si complexes et disparates que ces deux Opéras, n'était-ce pas prévoir un peu court? (Il a fallu trois années de négociations avant de signer les précédentes conventions collectives en 1985). Les syndicats sont d'autant plus inquiets qu'on leur demande de signer ces textes sur la base de leur travail actuel, alors qu'on leur annonce une «montée en puissance» de la production à Garnier (jusqu'à 150 spectacles annuels) et à Bastille (220 représentations en régime de croisière) à l'horizon 1994-1995, conformément au cahier des charges fixé par la loi, en avril dernier. «Garnier et

Bastille emploient actuellement, en période de pointe, jusqu'à 800 intermittents payés à la vacation; il y a 200 caristes dans les techniciens, comment travailler plus sans embaucher?», interrogent les syndicats. «On embauchera, quand il le faudra», répond la direction. Hautbois solo, François Leleux dénonce quant à lui la «garantie d'emploi» de l'orchestre : «Quand les représentations d'Elektra alternent avec la production et l'enregistrement de Lady Macbeth, l'orchestre comptait 10 % de supplémentaires. Comment sauvegarder l'identité d'une formation?»

Entre le personnel jouant la même pièce, on le voit à la Bastille, les syndicats se heurtent à la direction qui confond *mbalax* et négociations. Une grève doit-elle être interprétée comme un rejet profond des nouvelles conventions collectives, jugées inapplicables après 61 réunions de négociation, ou comme un baroud d'honneur des syndicats, poussés par leur base, à la fin d'une longue saison?

On dit que les conventions collectives ne sont pas signées. Les délais légaux, l'ensemble des personnels sera ramené au simple code du travail. Le jeudi 11 juin, dernière journée d'action, avait donné lieu à un concert sur les escaliers de Garnier. 11 heures, après un défilé des parades de la place de l'Opéra au ministère de la culture, rue Valois à partir de 18 heures. Une délégation devait être reçue notamment par Thierry Le Roy, directeur de la musique.

ANNE REY

(1) Les *mbalax* qui ont été annulés pour la représentation du *Barbier* le 11 juin bénéficieront d'une représentation supplémentaire fixée au 29 juin (remboursement possible, par correspondance, en joignant le ticket à un relevé d'identité bancaire, en au cas contraire à partir du 12, de 11 heures à 18 h 30). La représentation des *Noces* ne sera pas reportée (remboursement selon les mêmes modalités).

Précision. - Après notre article consacré à la présentation de la saison musicale du Théâtre du Châtelet (le Monde du 20 mai), M. Philippe Belval, directeur général des Opéras de Paris, nous demande de préciser : «La subvention du fonctionnement des Opéras de Paris, versée par l'Etat à l'Opéra de Paris en 1992, représente 63 %, et non 80 %, du budget total de l'établissement public qui réunit l'Opéra-Bastille, le Palais Garnier et l'Ecole du ballet de Nanterre. Les recettes propres de l'Opéra représentent 265 millions, dont 144 du titre de la seule billetterie des spectacles (18,5 %); elles sont, bien entendu, appelées à croître encore, compte tenu de l'augmentation du nombre des spectacles, au fur et à mesure de la montée en puissance de l'Opéra-Bastille.»

### Michelle Shocked, en passant

Une chanteuse folk au mépris des modes et des conventions

Michelle Shocked a toujours attiré le sarcasme : «politiquement correcte» avant que l'expression ne devienne un thème de débat pour talk-shows (sur la pochette de son deuxième album, on la voit arrêtée par la police alors qu'elle manifestait contre la convention d'Amnesty de San Francisco, en 1984), féministe, et - surtout - illicite.

Au bout de quatre albums et de presque dix ans de carrière professionnelle, la *Shocked* n'a renoncé à rien. C'est une jeune fille qui pose en oie blanche de campagne sur la pochette d'*Arkansas Traveler* (Mercury-Phonogram), son dernier disque, la petite robe à fleurs et le chapeau de paille remplaçant le temps d'un pied de nez l'uniforme beatnik, jeans et t-shirt noir, casquette de marin. Michelle Shocked n'aime pas beaucoup que l'on change de son identité à sa place.

De passage à Paris pour présenter son disque, elle développe avec chaleur son obstination à ne pas supplanter que l'on découvre sur le livret qui accompagne *Arkansas Traveler* : «C'était l'intention première de me peindre le visage en noir sur la pochette de ce disque. Outre

la controverse que j'aurais provoquée chez les marchands de haine et l'offense faite aux sensibilités déviantes des politiquement corrects, mon intention sincère était d'attirer l'attention sur les vraies racines de la plupart de nos chansons, les minstrel shows.»

Ainsi la très *Shocked* Michelle Shocked croise les pas du conservateur Leon Redbone pour rendre hommage à cet abâtardissement de cultures, qui, au début du siècle, a servi de terreau aux musiques populaires américaines. Mais *Arkansas Traveler* est un disque contemporain, loin des évocations intemporelles de Redbone. Michelle Shocked a enregistré ses quatre albums des États-Unis, résumant des talents aussi divers que le producteur Tim Wex, le groupe de rock islandais Hot House Flowers ou des musiciens traditionnels de l'Arkansas. A Paris, elle se produira accompagnée d'une demi-douzaine de musiciens (violin, banjo, guitares et rythmique) pour retracer en une soirée son road record.

Th. S.  
Le 11 juin à 19 h à l'Elysée Montmartre, 72, bd de Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>.

### PATRIMOINE

#### La bibliothèque d'André Chastel acquise par l'Etat

André Chastel, historien et chroniqueur de l'Institut de France, a légué à l'Etat une remarquable bibliothèque de manuscrits et de livres imprimés. Elle comprend notamment des manuscrits de la bibliothèque personnelle de l'historien, 12 000 à 15 000 volumes et un ensemble de revues, de notes, d'archives et de manuscrits.

La bibliothèque restera à Paris, dans son lieu d'origine, l'Institut de France, mais elle sera mise à la disposition de la bibliothèque personnelle de l'historien, 12 000 à 15 000 volumes et un ensemble de revues, de notes, d'archives et de manuscrits. Le fonds permettra de mieux comprendre et de poursuivre l'œuvre d'André Chastel, depuis ses premiers travaux consacrés à Laurent le Magnifique jusqu'à cet ouvrage sur l'art français - inachevé - qui devrait bientôt être publié.

Les Pieds dans l'eau

Grand Ordinaire et le Petit Ménage

40 03 39 03

la grande halle

France Inter



# CULTURE

## CINÉMA

### Chronique d'une tempête dans le désert

D'après un roman de Tony Hillerman, un beau film tranquille, un polar indien

LE VENT SOMBRE  
d'Errol Morris

Le **vent sombre**, c'est celui qui se lève dans l'âme d'un homme décidé à faire le mal. C'est ainsi que les Navajos expliquent le crime, auquel ils font face avec la patience que leur apporte la sécheresse, attendant que le tonne, la pluie.

Le **vent sombre**, le film, tiré d'un roman policier de Tony Hillerman (1), est la chronique d'une tempête qui se déchaîne sur les communautés indiennes, hopi et navajo. Alors qu'on en est encore aux prémices, Jim Chee, policier navajo métis (Lou Diamond Phillips, qui fut le héros dans *la famille*), est chargé d'une enquête sur un territoire hopi, régulièrement saboté. Pas très loin, découvre le cadavre mutilé d'un navajo. Un peu plus tard, un petit avion transportant un indien, sous les yeux de Chee, le policier, est abîmé par un avion de chasse des agents du FBI, même si Joe Leaphorn (Fred Ward), supérieur, lui garde une confiance mesurée. Les amateurs de

Hillerman retrouveront dans le film d'Errol Morris toutes les qualités de ces romans policiers qui sont aussi des guides initiatiques à la culture des indiens du Nouveau-Mexique.

En revanche, ceux qui connaissent la réputation de bizarrerie d'Errol Morris (qui a déjà réalisé trois longs-métrages documentaires dont seul le troisième, *le Dossier Adams*, fut distribué en France) seront peut-être déçus par l'extrême classicisme, la mesure de la réalisation.

#### Canyons multicolores et mens désolés

A contre-courant des surechères hollywoodiennes qui font du moindre polar un remake de l'opération *«Tempête du désert»*, Morris — sans jamais renoncer à son empreinte sur le spectateur — travaille à l'économie, préférant mettre en avant l'histoire, les personnages et le pays.

La mise en scène vise à rendre la vie dans ces canyons compliquée, à faire apparaître les tensions, les rivalités, les désirs et le passé de chaque personnage. Les seconds rôles n'ont pas besoin d'en faire des tonnes pour se faire remarquer.

Albert Dastès, qui joue un policier hopi amené à collaborer de mauvaise grâce avec l'ennemi métissé navajo, est aussi drôle et extroverti que Lou Diamond Phillips. Jusqu'aux exploits invraisemblables (la blonde perdue dans le désert — Carl Pausling — ou Fred Ward — en bourra au cœur d'or), qui sont détournés de leur usage ordinaire.

Le mouvement de ces personnages s'inscrit harmonieusement dans les paysages du Nouveau-Mexique, mesas désolées, trading posts (loisirs descendants des comptoirs des trappeurs) perdus dans le désert, canyons multicolores. Mais aussi villages misérables, curiosités architecturales (le Wigwam Motel de Holbrook, sur la route 66, composé de tipis construits en dur), tous filmés avec une sorte de passion retenue par Errol Morris jusqu'au paroxysme final, à la limite du surréalisme.

THOMAS SOTINEL

(1) *Le Vent sombre*, Éditions Rivages. « Les Rivages noirs », Denoël et Pierre Besset.

## Vacances tunisiennes

BUZZNESS  
Nouri Bourzid

L'histoire **Bezzess**, du Tunisien Nouri Bourzid, partage quatre spécimens d'humanité. Les hommes arabes sont principalement représentés par le Rouf (Abdel Kechiche), la plage qui vit de ses charmes et de petits trafics en rêvant d'émigrer en France, symbole d'un peuple d'un pays soumis à la prostitution bisexuelle du tourisme après les autres colonisations. Les hommes européens apparaissent surtout sous la figure de Fred (Jacques Ponot), photographe fasciné par les mystères de l'Afrique du nord, voyeur jusqu'à la manie, persuadé qu'il a découvert le déclin d'un monde étranger.

Les femmes blanches ne sont, elles, que troupeau de femelles exposant leurs chairs pâles et impudiques en terre d'islam, attendant quelques heures vacancières dans le train d'un beau basané arabe. Autant dire que, malgré la pertinence des métaphores sur l'état du pays, Nouri Bourzid n'est pas loin d'avoir un concept cliché. D'ailleurs, les principaux interprètes, notamment les arabes, autour de Khomsa (Ghalia Lacroix) la fiancée de Rouf, la fille rebelle à son père ancestral. Elles sont aussi vives, surprenantes, intrigantes que les autres personnages — le Titi de l'intellectuel pédéraste dans sa grande villa — prévisibles. Elles apportent la seule, insuffisante, fraîcheur de vie à ce plaidoyer empoigné.

JEAN-MICHEL FRODON

ORCHESTRE DE PARIS  
SAÏD PÉREZ  
Jeudi 25 juin - 20h30  
SIMON BYCHKOV  
LÉON FLEISHER  
RAVEL DUTILEUX  
Lundi 29 juin - 20h30  
SIMON BYCHKOV  
ALICIA DE FARUCHA  
RAVEL DUTILEUX  
45 63 07 96  
30 rue de la République - 75001 Paris

## Le poids des images

GOLEMI, L'ESPRIT DE L'EXIL  
d'Amos

Aux premières images, on voit, Bakary Sangaré, dans un noir, David et David. C'est simple et très beau. Ensuite, une pléiade de comédiens (Hanna Shyguia, Mireille Perrier, Vittorio Mezzogiorno...) ou des personnages littéraires (Sartre, Fuller, Marceline Loridan, Eschschitz, Bertolucci, Philippe Garrel, le peintre Oprah Shemesh) viendront interpréter des extraits de textes bibliques, autour du thème de l'exil et de l'émigration. C'est un étrange match qui s'engage alors, des mots et légendes, superbes, et le « visuel » auquel est ici réduit le cinéma.

Alékan a beau déployer ses ressources en mise en lumière et en couleur, Amos Gitai cherche

à ressusciter dans le Paris d'aujourd'hui les traces des anciens mythes, on ne voit que la pauvre Shyguia maculée de boue dans ce qu'on nous présente être un Golem, ou le père Fuller tout nu pour lequel on redoute la fluxion.

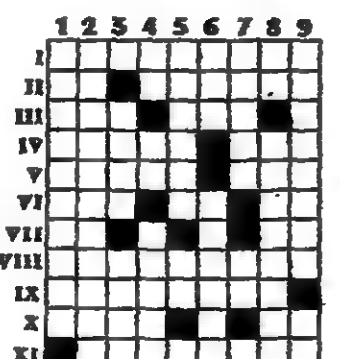
Les scènes restent des trucs sans magie, les épisodes enfilés avec quelque détermination de cet esprit qui évoque la ténacité.

La présence de plusieurs acteurs (Sotgiu Koyat, Mezzogiorno, Alain Maratrat, Bakary Sangaré) qu'on a vus participer à une entreprise précédente — mais réussie — d'adaptation d'un grand mythe à une forme pour laquelle il n'est pas conçu, le *Mahabharata* de Peter Brook, souligne combien l'art du conteur est, ici, contredit par une image.

J.-M. F.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 522



#### HORIZONTALEMENT

1. ... provoque de graves perturbations...  
2. ... en désapprobation...  
3. ... en attendant...  
4. ...  
5. ...  
6. ...  
7. ...  
8. ...  
9. ...  
10. ...  
11. ...

#### VERTICALEMENT

1. Coupe le souffle...  
2. Ses fidèles en parlent respectueusement...  
3. D'un audace...  
4. On

une rétrospective de 35 films et des discussions : la chaîne de télévision Eln Plus consacre vingt-sept soirées au cinéma, à l'acteur et metteur en scène de théâtre. Cette célébration d'un auteur jadis voué aux géométries par tous les officiels apparaît comme une récupération à certains, tels le réalisateur Robert van Aken : « On est en train de le passer à la machine à laver. C'est une tentative pour faire du passé quelque chose de propre, bien lisse, dont une mère peut être fière. »

Solution du problème n° 5199

Horizontalement  
1. Cambronne — 2. G. G. — 3. M. L. S. — 4. Er. V. — 5. P. S. — 6. R. — 7. E. — 8. V. — 9. R. — 10. R. — 11. R. — 12. R. — 13. R. — 14. R. — 15. R. — 16. R. — 17. R. — 18. R. — 19. R. — 20. R. — 21. R. — 22. R. — 23. R. — 24. R. — 25. R. — 26. R. — 27. R. — 28. R. — 29. R. — 30. R. — 31. R. — 32. R. — 33. R. — 34. R. — 35. R. — 36. R. — 37. R. — 38. R. — 39. R. — 40. R. — 41. R. — 42. R. — 43. R. — 44. R. — 45. R. — 46. R. — 47. R. — 48. R. — 49. R. — 50. R. — 51. R. — 52. R. — 53. R. — 54. R. — 55. R. — 56. R. — 57. R. — 58. R. — 59. R. — 60. R. — 61. R. — 62. R. — 63. R. — 64. R. — 65. R. — 66. R. — 67. R. — 68. R. — 69. R. — 70. R. — 71. R. — 72. R. — 73. R. — 74. R. — 75. R. — 76. R. — 77. R. — 78. R. — 79. R. — 80. R. — 81. R. — 82. R. — 83. R. — 84. R. — 85. R. — 86. R. — 87. R. — 88. R. — 89. R. — 90. R. — 91. R. — 92. R. — 93. R. — 94. R. — 95. R. — 96. R. — 97. R. — 98. R. — 99. R. — 100. R. — 101. R. — 102. R. — 103. R. — 104. R. — 105. R. — 106. R. — 107. R. — 108. R. — 109. R. — 110. R. — 111. R. — 112. R. — 113. R. — 114. R. — 115. R. — 116. R. — 117. R. — 118. R. — 119. R. — 120. R. — 121. R. — 122. R. — 123. R. — 124. R. — 125. R. — 126. R. — 127. R. — 128. R. — 129. R. — 130. R. — 131. R. — 132. R. — 133. R. — 134. R. — 135. R. — 136. R. — 137. R. — 138. R. — 139. R. — 140. R. — 141. R. — 142. R. — 143. R. — 144. R. — 145. R. — 146. R. — 147. R. — 148. R. — 149. R. — 150. R. — 151. R. — 152. R. — 153. R. — 154. R. — 155. R. — 156. R. — 157. R. — 158. R. — 159. R. — 160. R. — 161. R. — 162. R. — 163. R. — 164. R. — 165. R. — 166. R. — 167. R. — 168. R. — 169. R. — 170. R. — 171. R. — 172. R. — 173. R. — 174. R. — 175. R. — 176. R. — 177. R. — 178. R. — 179. R. — 180. R. — 181. R. — 182. R. — 183. R. — 184. R. — 185. R. — 186. R. — 187. R. — 188. R. — 189. R. — 190. R. — 191. R. — 192. R. — 193. R. — 194. R. — 195. R. — 196. R. — 197. R. — 198. R. — 199. R. — 200. R. — 201. R. — 202. R. — 203. R. — 204. R. — 205. R. — 206. R. — 207. R. — 208. R. — 209. R. — 210. R. — 211. R. — 212. R. — 213. R. — 214. R. — 215. R. — 216. R. — 217. R. — 218. R. — 219. R. — 220. R. — 221. R. — 222. R. — 223. R. — 224. R. — 225. R. — 226. R. — 227. R. — 228. R. — 229. R. — 230. R. — 231. R. — 232. R. — 233. R. — 234. R. — 235. R. — 236. R. — 237. R. — 238. R. — 239. R. — 240. R. — 241. R. — 242. R. — 243. R. — 244. R. — 245. R. — 246. R. — 247. R. — 248. R. — 249. R. — 250. R. — 251. R. — 252. R. — 253. R. — 254. R. — 255. R. — 256. R. — 257. R. — 258. R. — 259. R. — 260. R. — 261. R. — 262. R. — 263. R. — 264. R. — 265. R. — 266. R. — 267. R. — 268. R. — 269. R. — 270. R. — 271. R. — 272. R. — 273. R. — 274. R. — 275. R. — 276. R. — 277. R. — 278. R. — 279. R. — 280. R. — 281. R. — 282. R. — 283. R. — 284. R. — 285. R. — 286. R. — 287. R. — 288. R. — 289. R. — 290. R. — 291. R. — 292. R. — 293. R. — 294. R. — 295. R. — 296. R. — 297. R. — 298. R. — 299. R. — 300. R. — 301. R. — 302. R. — 303. R. — 304. R. — 305. R. — 306. R. — 307. R. — 308. R. — 309. R. — 310. R. — 311. R. — 312. R. — 313. R. — 314. R. — 315. R. — 316. R. — 317. R. — 318. R. — 319. R. — 320. R. — 321. R. — 322. R. — 323. R. — 324. R. — 325. R. — 326. R. — 327. R. — 328. R. — 329. R. — 330. R. — 331. R. — 332. R. — 333. R. — 334. R. — 335. R. — 336. R. — 337. R. — 338. R. — 339. R. — 340. R. — 341. R. — 342. R. — 343. R. — 344. R. — 345. R. — 346. R. — 347. R. — 348. R. — 349. R. — 350. R. — 351. R. — 352. R. — 353. R. — 354. R. — 355. R. — 356. R. — 357. R. — 358. R. — 359. R. — 360. R. — 361. R. — 362. R. — 363. R. — 364. R. — 365. R. — 366. R. — 367. R. — 368. R. — 369. R. — 370. R. — 371. R. — 372. R. — 373. R. — 374. R. — 375. R. — 376. R. — 377. R. — 378. R. — 379. R. — 380. R. — 381. R. — 382. R. — 383. R. — 384. R. — 385. R. — 386. R. — 387. R. — 388. R. — 389. R. — 390. R. — 391. R. — 392. R. — 393. R. — 394. R. — 395. R. — 396. R. — 397. R. — 398. R. — 399. R. — 400. R. — 401. R. — 402. R. — 403. R. — 404. R. — 405. R. — 406. R. — 407. R. — 408. R. — 409. R. — 410. R. — 411. R. — 412. R. — 413. R. — 414. R. — 415. R. — 416. R. — 417. R. — 418. R. — 419. R. — 420. R. — 421. R. — 422. R. — 423. R. — 424. R. — 425. R. — 426. R. — 427. R. — 428. R. — 429. R. — 430. R. — 431. R. — 432. R. — 433. R. — 434. R. — 435. R. — 436. R. — 437. R. — 438. R. — 439. R. — 440. R. — 441. R. — 442. R. — 443. R. — 444. R. — 445. R. — 446. R. — 447. R. — 448. R. — 449. R. — 450. R. — 451. R. — 452. R. — 453. R. — 454. R. — 455. R. — 456. R. — 457. R. — 458. R. — 459. R. — 460. R. — 461. R. — 462. R. — 463. R. — 464. R. — 465. R. — 466. R. — 467. R. — 468. R. — 469. R. — 470. R. — 471. R. — 472. R. — 473. R. — 474. R. — 475. R. — 476. R. — 477. R. — 478. R. — 479. R. — 480. R. — 481. R. — 482. R. — 483. R. — 484. R. — 485. R. — 486. R. — 487. R. — 488. R. — 489. R. — 490. R. — 491. R. — 492. R. — 493. R. — 494. R. — 495. R. — 496. R. — 497. R. — 498. R. — 499. R. — 500. R. — 501. R. — 502. R. — 503. R. — 504. R. — 505. R. — 506. R. — 507. R. — 508. R. — 509. R. — 510. R. — 511. R. — 512. R. — 513. R. — 514. R. — 515. R. — 516. R. — 517. R. — 518. R. — 519. R. — 520. R. — 521. R. — 522. R. — 523. R. — 524. R. — 525. R. — 526. R. — 527. R. — 528. R. — 529. R. — 530. R. — 531. R. — 532. R. — 533. R. — 534. R. — 535. R. — 536. R. — 537. R. — 538. R. — 539. R. — 540. R. — 541. R. — 542. R. — 543. R. — 544. R. — 545. R. — 546. R. — 547. R. — 548. R. — 549. R. — 550. R. — 551. R. — 552. R. — 553. R. — 554. R. — 555. R. — 556. R. — 557. R. — 558. R. — 559. R. — 560. R. — 561. R. — 562. R. — 563. R. — 564. R. — 565. R. — 566. R. — 567. R. — 568. R. — 569. R. — 570. R. — 571. R. — 572. R. — 573. R. — 574. R. — 575. R. — 576. R. — 577. R. — 578. R. — 579. R. — 580. R. — 581. R. — 582. R. — 583. R. — 584. R. — 585. R. — 586. R. — 587. R. — 588. R. — 589. R. — 590. R. — 591. R. — 592. R. — 593. R. — 594. R. — 595. R. — 596. R. — 597. R. — 598. R. — 599. R. — 600. R. — 601. R. — 602. R. — 603. R. — 604. R. — 605. R. — 606. R. — 607. R. — 608. R. — 609. R. — 610. R. — 611. R. — 612. R. — 613. R. — 614. R. — 615. R. — 616. R. — 617. R. — 618. R. — 619. R. — 620. R. — 621. R. — 622. R. — 623. R. — 624. R. — 625. R. — 626. R. — 627. R. — 628. R. — 629. R. — 630. R. — 631. R. — 632. R. — 633. R. — 634. R. — 635. R. — 636. R. — 637. R. — 638. R. — 639. R. — 640. R. — 641. R. — 642. R. — 643. R. — 644. R. — 645. R. — 646. R. — 647. R. — 648. R. — 649. R. — 650. R. — 651. R. — 652. R. — 653. R. — 654. R. — 655. R. — 656. R. — 657. R. — 658. R. — 659. R. — 660. R. — 661. R. — 662. R. — 663. R. — 664. R. — 665. R. — 666. R. — 667. R. — 668. R. — 669. R. — 670. R. — 671. R. — 672. R. — 673. R. — 674. R. — 675. R. — 676. R. — 677. R. — 678. R. — 679. R. — 680. R. — 681. R. — 682. R. — 683. R. — 684. R. — 685. R. — 686. R. — 687. R. — 688. R. — 689. R. — 690. R. — 691. R. — 692. R. — 693. R. — 694. R. — 695. R. — 696. R. — 697. R. — 698. R. — 699. R. — 700. R. — 701. R. — 702. R. — 703. R. — 704. R. — 705. R. — 706. R. — 707. R. — 708. R. — 709. R. — 710. R. — 711. R. — 712. R. — 713. R. — 714. R. — 715. R. — 716. R. — 717. R. — 718. R. — 719. R. — 720. R. — 721. R. — 722. R. — 723. R. — 724. R. — 725. R. — 726. R. — 727. R. — 728. R. — 729. R. — 730. R. — 731. R. — 732. R. — 733. R. — 734. R. — 735. R. — 736. R. — 737. R. — 738. R. — 739. R. — 740. R. — 741. R. — 742. R. — 743. R. — 744. R. — 745. R. — 746. R. — 747. R. — 748. R. — 749. R. — 750. R. — 751. R. — 752. R. — 753. R. — 754. R. — 755. R. — 756. R. — 757. R. — 758. R. — 759. R. — 760. R. — 761. R. — 762. R. — 763. R. — 764. R. — 765. R. — 766. R. — 767. R. — 768. R. — 769. R. — 770. R. — 771. R. — 772. R. — 773. R. — 774. R. — 775. R. — 776. R. — 777. R. — 778. R. — 779. R. — 780. R. — 781. R. — 782. R. — 783. R. — 784. R. — 785. R. — 786. R. — 787. R. — 788. R. — 789. R. — 790. R. — 791. R. — 792. R. — 793. R. — 794. R. — 795. R. — 796. R. — 797. R. — 798. R. — 799. R. — 800. R. — 801. R. — 802. R. — 803. R. — 804. R. — 805. R. — 806. R. — 807. R. — 808. R. — 809. R. — 810. R. — 811. R. — 812. R. — 813. R. — 814. R. — 815. R. — 816. R. — 817. R. — 818. R. — 819. R. — 820. R. — 821. R. — 822. R. — 823. R. — 824. R. — 825. R. — 826. R. — 827. R. — 828. R. — 829. R. — 830. R. — 831. R. — 832. R. — 833. R. — 834. R. — 835. R. — 836. R. — 837. R. — 838. R. — 839. R. — 840. R. — 841. R. — 842. R. — 843. R. — 844. R. — 845. R. — 846. R. — 847. R. — 848. R. — 849. R. — 850. R. — 851. R. — 852. R. — 853. R. — 854. R. — 855. R. — 856. R. — 857. R. — 858. R. — 859. R. — 860. R. — 861. R. — 862. R. — 863. R. — 864. R. — 865. R. — 866. R. — 867. R. — 868. R. — 869. R. — 870. R. — 871. R. — 872. R. — 873. R. — 874. R. — 875. R. — 876. R. — 877. R. — 878. R. — 879. R. — 880. R. — 881. R. — 882. R. — 883. R. — 884. R. — 885. R. — 886. R. — 887. R. — 888. R. — 889. R. — 890. R. — 891. R. — 892. R. — 893. R. — 894. R. — 895. R. — 896. R. — 897. R. — 898. R. — 899. R. — 900. R. — 901. R. — 902. R. — 903. R. — 904. R. — 905. R. — 906. R. — 907. R. — 908. R. — 909. R. — 910. R. — 911. R. — 912. R. — 913. R. — 914. R. — 915. R. — 916. R. — 917. R. — 918. R. — 919. R. — 920. R. — 921. R. — 922. R. — 923. R. — 924. R. — 925. R. — 926. R. — 927. R. — 928. R. — 929. R. — 930. R. — 931. R. — 932. R. — 933. R. — 934. R. — 935. R. — 936. R. — 937. R. — 938. R. — 939. R. — 940. R. — 941. R. — 942. R. — 943. R. — 944. R. — 945. R. — 946. R. — 947. R. — 948. R. — 949. R. — 950. R. — 951. R. — 952. R. — 953. R. — 954. R. — 955. R. — 956. R. — 957. R. — 958. R. — 959. R. — 960. R. — 961. R. — 962. R. — 963. R. — 964. R. — 965. R. — 966. R. — 967. R. — 968. R. — 969. R. — 970. R. — 971. R. — 972. R. — 973. R. — 974. R. — 975. R. — 976. R. — 977. R. — 978. R. — 979. R. — 980. R. — 981. R. — 982. R. — 983. R. — 984. R. — 985. R. — 986. R. — 987. R. — 988. R. — 989. R. — 990. R. — 991. R. — 992. R. — 993. R. — 994. R. — 995. R. — 996. R. — 997. R. — 998. R. — 999. R. — 1000. R. — 1001. R. — 1002. R. — 1003. R. — 1004. R. — 1005. R. — 1006. R. — 1007. R. — 1008. R. — 1009. R. — 1010. R. — 1011. R. — 1012. R. — 1013. R. — 1014. R. — 1015. R. — 1016. R. — 1017. R. — 1018. R. — 1019. R. — 1020. R. — 1021. R. — 1022. R. — 1023. R. — 1024. R. — 1025. R. — 1026. R. — 1027. R. — 1028. R. — 1029. R. — 1030. R. — 1031. R. — 1032. R. — 1033. R. — 1034. R. — 1035. R. — 1036. R. — 1037. R. — 1038. R. — 1039. R. — 1040. R. — 1041. R. — 1042. R. — 1043. R. — 1044. R. — 1045. R. — 1046. R. — 1047. R. — 1048. R. — 1049. R. — 1050. R. — 1051. R. — 1052. R. — 1053. R. — 1054. R. — 1055. R. — 1056. R. — 1057. R. — 1058. R. — 1059. R. — 1060. R. — 1061. R. — 1062. R. — 1063. R. — 1064. R. — 1065. R. — 1066. R. — 1067. R. — 1068. R. — 1069. R. — 1070. R. — 1071. R. — 1072. R. — 1073. R. — 1074. R. — 1075. R. — 1076. R. — 1077. R. — 1078. R. — 1079. R. — 1080. R. — 1081. R. — 1082. R. — 1083. R. — 1084. R. — 1085. R. — 1086. R. — 1087. R. — 1088. R. — 1089. R. — 1090. R. — 1091. R. — 1092. R. — 1093. R. — 1094. R. — 1095. R. — 1096. R. — 1097. R. — 1098. R. — 1099. R. — 1100. R. — 1101. R. — 1102. R. — 1103. R. — 1104. R. — 1105. R. — 1106. R. — 1107. R. —



## Les tribulations du panel « soja »

## Colza : le couple franco-allemand

**FRANÇOIS GROSRICHARD**

(1) Les oléagineux ne doivent pas être confondus avec les protéagineux, notamment les pois et les fèves, qui sont également **riches** l'alimentation animale.



## ÉCONOMIE

## BILLET

Mobilisation générale  
autour du livret A

« Sauver le livret A. » La mobilisation générale a été décidée par M. Christian Pignatelli, député (PS) des Vosges, et président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), relayé quelques heures plus tard par la commission des finances de l'Assemblée nationale, après audition de M. Robert Lion, directeur général de la même caisse. Le mot d'ordre promet d'être martelé pendant cinq jours par les HLM, réunis en congrès à Strasbourg jusqu'à lundi prochain. Le bouquet sera, sans doute, la présentation des résultats du CDC, mardi 16 juin.

Depuis plusieurs années, la préoccupation des HLM est de faire passer le livret A à des produits plus rémunérateurs. Mais le livret A est devenu le produit le plus répandu. Même la fameuse « veuve de Carpentras », qui a fait ses richesses, s'est mise à boursicoter ou à acheter des livrets A. La situation devient catastrophique : de 50 milliards de francs en 1991, le décaissement risque de passer à 70 milliards cette année, si rien n'est fait. Mais restera marqué d'une pierre noire : 6,8 milliards de francs de décaissement (32,4 milliards depuis le 1<sup>er</sup> janvier).

Si cette dette se contentait de donner des coups à la Caisse des dépôts, qui gère les fonds des livrets A, ce ne serait pas trop grave. Le problème vient des HLM, qui ont tiré les deux tiers des ressources dont elles ont besoin pour construire. Or, dans le logement, la crise est là : chute de la construction, gel des achats-ventes, réduction du parc locatif privé... Quand se loger dans le « secteur libre » devient plus difficile, les ménages se tournent vers le parc social touché, par ricochet, par la crise du privé. Le congrès des HLM montrera que les oligo-nantes s'allument : en trois ans, les files d'attente auraient doublé ; les occupants ne partent plus (le taux de rotation est tombé à 11 %). Il n'y a quasiment plus d'habitations vacantes et les HLM sont en prise directe avec les problèmes des banlieues. Voir dans ces conditions le budget retenu d'autres priorités conduites à s'interroger sur l'utilité réelle des ministres de la ville. La Caisse des dépôts, dans ses cartons, un projet de « prime de fidélité » (0,5 à 0,75 point pour les fonds déposés au moins dix-huit mois ou deux ans) pour juguler l'hémorragie.

M. Michel Sapin, nouveau ministre de l'économie, entendra-t-il ces arguments à quelques mois d'élections qui pourraient être aussi perdues sur des dossiers concrets comme le décaissement du livret A ? S'il ne le fait pas et si les livrets A continuent de perdre leurs fonds, M. Robert Lion ne cache pas qu'il deviendra difficile à son établissement de continuer à financer les programmes prévus pour les HLM.

FRANÇOISE VAYSSE

## La controverse autour de la vente de La Vie claire

## Le groupe Pierre Botton en mauvaise santé

Après avoir déclenché une polémique avec les anciens dirigeants d'une société lyonnaise spécialisée dans l'agencement de pharmacies - *La Vie claire* - mise en liquidation judiciaire le 27 mai avec un passif évalué à 15 millions de francs (*Le Monde* du 11 juin) - M. Pierre Botton, son directeur principal, a trouvé, depuis le début de la semaine, un centre d'achat généraliste à Lyon. M. Botton Tapie l'achat de ce pas lui payer les 110 millions de francs représentant le montant de la dette de *La Vie claire* en février. M. Botton a contre-attaqué en affirmant que la dette d'exploitation de l'entreprise de M. Tapie se serait élevée, en 1991, à 35 millions de francs, bien supérieure à celle de l'ex-patron de *La Vie claire* qui avait accepté de garantir.

LYON

## Le groupe régional

M. Pierre Botton n'aime pas manipuler l'argent. Il se contentait de payer son loyer. Mais il se déteste pas en parler. Au début de l'année, lorsque le rachat de *La Vie claire* le posait en chef d'entreprise et lui donnait une dimension autre que celle de son associé familial - *Le groupe* - il a dit à son associé : « Vous savez, moi, pourquoi j'ai voulu fermer cette société ? En revanche, sur les raisons qui motivent le processus dans ce groupe, d'un permanent de l'équipe de M. Noir, M. Pascal Parent, aujourd'hui chef de cabinet du maire de Lyon, il ne dit mot.

Quant à la société Boisson, qui avait absorbé la société Bailly en octobre 1991, elle a été mise en liquidation judiciaire le 27 mai par le tribunal de commerce de Lyon, avec un passif de 15 millions de francs. Aussi, lorsqu'on lui demande que son groupe ne peut produire un chiffre d'affaires supérieur à 40 millions de francs,

écouter M. Michel Mouillier (UDF) à Cannes - Fontainebleau - poussé à s'affranchir, l'occasion, des textes réglementaires ? Par exemple, pour la construction, d'une piscine dans une villa cannoise. « Une erreur de l'architecte », avance-t-il. Pour démontrer qu'elle n'approuve pas cette situation, la ville de Cannes a transmis, début juin, un procès-verbal au procureur de la République de Cannes.

L'étrange disparition  
de la société Vivien

Sur quoi repose cette fortune volatilisée ? M. Botton ne se montre pas discret sur ce point. « C'est vrai, mon groupe a grandi très vite, trop vite peut-être », confesse-t-il. Il reconnaît qu'il n'a pas pu vraiment contrôler ce qui se passait dans la vingtaine de sociétés composant le groupe. Ainsi, s'était-il déclaré « surpris » d'apprendre que la société Vivien, entreprise familiale à l'origine de la société Boisson, a été mise en liquidation judiciaire le 27 mai par le tribunal de commerce de Lyon, avec un passif de 15 millions de francs.

Interrogé sur cette étrange déconvenue, M. Botton, qui avait, à cette époque, la charge, logistique et financière, de la campagne de M. Michel Noir, candidat aux élections municipales, répond aujourd'hui avec un sourire entendu : « Vous savez, moi, pourquoi j'ai voulu fermer cette société ? En revanche, sur les raisons qui motivent le processus dans ce groupe, d'un permanent de l'équipe de M. Noir, M. Pascal Parent, aujourd'hui chef de cabinet du maire de Lyon, il ne dit mot.

Quant à la société Boisson, qui avait absorbé la société Bailly en octobre 1991, elle a été mise en liquidation judiciaire le 27 mai par le tribunal de commerce de Lyon, avec un passif de 15 millions de francs. Aussi, lorsqu'on lui demande que son groupe ne peut produire un chiffre d'affaires supérieur à 40 millions de francs,

M. Botton ne paraît plus s'en offusquer. L'ensemble des lignes de crédit dont il serait saisi, lui, de l'ordre de 60 millions de francs : plus d'un milliard d'affaires mobilisées.

L'investissement des sociétés ne facilite pas la compréhension. L'examen de certaines pièces comptables des sociétés : le holding Groupe Pierre Botton (1,4 million de francs), les 3,6 millions de francs des affaires des « prestations de services rendus aux sociétés du groupe ». Parmi celles-ci, la SNT Finance, qui constitue son chiffre d'affaires (1,4 million de francs), à partir de « prestations de services à notre filiale Alpha Finance Pharmaceutique ». Mais le chiffre d'affaires de 2,65 millions de francs provient de « prestations de services au profit de notre filiale Beta Finance ». Certes, M. Botton dispose d'autres sources de revenus. Il cite notamment quatre centres de dialyse. Mais la SARL Regina, qui gère l'activité dialytique du groupe, ne revendique qu'un seul établissement, à Hauteville dans l'Ain.

Ces éléments commencent à être connus des banques. M. Botton a éprouvé des difficultés à trouver des crédits pour acheter, via la société Lagardère Finance, La Vie claire, où il a fait travailler, à son côté, la femme de M. Noir et une de ses filles. Le concours de la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, se serait élevé à 70 millions de francs de prêts et à 25 millions d'autorisation de caisse. M. Botton avance, lui, des chiffres très élevés : 10 millions de francs empruntés au total, dont 20 millions pour s'acquitter de sa dette auprès de Bernard Tapie Finance et 10 millions destinés à relancer La Vie claire. M. Botton déclare n'avoir payé que 15 millions de francs à M. Tapie, « les cinq autres étant en litige ». Reste à savoir comment la société Lagardère, qui ne possède pas de fonds propres, (son capital social de 50 000 francs n'ayant été libéré qu'un quart), a pu lever ainsi plusieurs dizaines de millions de francs ?

ROBERT MARMOZ

Les manifestations contre la réforme  
de la politique agricole communeLe président du CNJA demande  
à ses adhérents de « maintenir la pression »

Après les manifestations du mardi 9 juin, qui ont gravement perturbé le trafic routier à Toulouse et dans le Gers, les agriculteurs, qui protestent contre la politique agricole commune (PAC), n'ont pas relâché leur pression, mercredi, et ont installé de nouveaux barrages aux points stratégiques des routes toulousaines, provoquant un second blocus de la « ville rose ». La trêve conclue la semaine dernière, qui avait permis aux agriculteurs de rencontrer le ministre de l'Agriculture, le 15 et 16 juin, n'a donc pas été respectée.

Peut-être faut-il voir là la conséquence d'une entente entre le Centre départemental des jeunes agriculteurs et la Coordination nationale, au sein de laquelle les barrages dans le Gers, nous indique notre correspondant Daniel Hourcade. La situation n'est d'ailleurs pas tendue dans ce département que M. Rémy Fourcade, secrétaire général de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, doit comparer le 11 juin devant la justice pour « détournement de fonds et infraction » commis au cours d'une action syndicale visant les coopératives. Les agriculteurs ont décidé de manifester à cette occasion devant le palais de justice d'Arnaud.

En Franche-Comté, les élus socialistes et démocrates du conseil régional ont écrit à M. Louis Marquet, ministre de l'Agriculture et de la Forêt, pour protester contre la suppression de la prime à la vache laitière dans la future PAC. Ils demandent le ministre de l'Agriculture à venir « vérifier sur place la bien-fondée » de leurs revendications. A défaut, ils se satisfont d'une audience dans les prochains semaines. (Corresp.)

leurs protestations. A l'issue d'une rencontre avec le ministre de l'Agriculture, le président du Centre national des jeunes agriculteurs, M. Christian Jacob, a indiqué qu'il demandait à ses adhérents de « maintenir la pression » sur les pouvoirs publics. « Le ministre doit être capable soit d'arracher à Bruxelles des conditions plus favorables lors du conseil des ministres européens des 15 et 16 juin, soit de donner aux paysans des garanties franco-françaises sur des mesures d'accompagnement nationales. »

Franche-Comté : le PS en désaccord avec la réforme de la politique agricole commune. Le groupe socialiste et communiste du conseil régional de Franche-Comté et la commission agricole régionale du PS, estimant que la réforme de la PAC aux agriculteurs, ont adressé, le 5 juin, à M. Louis Marquet, ministre de l'Agriculture, une lettre dans laquelle ils déclarent notamment : « Si nous jugeons positifs certains points comme la prime à la vache laitière et la prime à la brebis, nous sommes en désaccord avec la suppression de la prime à la vache laitière et sur l'instauration d'une prime à la brebis. Les agriculteurs français comptent inviter le ministre de l'Agriculture à venir « vérifier sur place la bien-fondée » de leurs revendications. A défaut, ils se satisfont d'une audience dans les prochains semaines. (Corresp.)

## Face à la détérioration de la situation de l'emploi aux Etats-Unis

La Chambre des représentants adopte  
un projet d'extension automatique  
de la durée d'indemnisation des chômeurs

NEW-YORK  
de notre correspondant  
Quelques jours après l'annonce d'un taux de chômage de 7,5 % par rapport à la population active - aux Etats-Unis en mai (7,2 % le mois précédent), la Chambre des représentants, à majorité démocrate, a adopté mardi 9 juin à une large majorité une loi visant à instaurer un système d'extension automatique de la durée d'indemnisation des chômeurs de longue durée. Cette formule, destinée à remplacer les dispositions actuelles prévoyant que la reconduction de l'indemnisation est liée au niveau de chômage dans chaque Etat.

La commission des finances du Sénat devrait adopter le 11 juin un texte assez voisin. Mais les spécialistes de la vie politique craignent que ces deux projets, destinés à être fondus en un seul texte, ne se heurtent au veto du président Bush. Selon eux, la loi proposée par le Congrès, qui prévoit une extension automatique de cette durée d'indemnisation limitée à six semaines ou quatre semaines, selon le budget de l'Etat, le coût budgétaire de ce dispositif serait limité à 2,5 milliards de dollars grâce à quelques artifices fiscaux, sans la réintroduction d'une taxe sur les bateaux de luxe. Mais le fait que le chômage est un dossier-clé de la campagne peut conduire la Maison Blanche à revoir sa position.

Selon les auteurs du projet, ce dispositif devrait bénéficier à environ 1,5 à 2 millions de chômeurs américains de longue durée.

SERGE MARTI

## Pour se rapprocher des utilisateurs

La Poste introduit  
de nouveaux services  
en Ile-de-France

Le service Alio Courrier, créé à Paris par La Poste au début de cette année, s'étend depuis jeudi 11 juin à l'ensemble de l'Ile-de-France. Ce service, qui permet de faire livrer des lettres et des colis en 24 heures, est le symbole d'un « nouvel état d'esprit du service public » depuis le changement de patron de La Poste en janvier 1991. M. Jean-Louis Laroche, une grande première en France, Alio Courrier a la possibilité de poser toute question ayant trait à la distribution du courrier grâce à un numéro vert mis à leur disposition.

Une innovation réservée à l'Ile-de-France, à partir du 15 juin, le « Colissimo 1+1 » assure une livraison de colis - à l'exception de la livraison de son colis dès le lendemain, au lieu du surlendemain. Dernier élément significatif de la politique d'innovation de La Poste d'Ile-de-France, la Poste a introduit un service de coordination de l'acheminement du courrier (SNCF, Aéropostale) et des camions propres à La Poste, gérant à chaque signe de saturation de l'un des transporteurs ou des centres de tri, Mercure oriente le courrier vers les centres moins chargés.

Alio Courrier et Mercure s'inscrivent dans un processus de modernisation du traitement du courrier mené par la délégation de La Poste en Ile-de-France, qui prévoit d'investir 206 millions de francs de 1991 à 1995.

## Le rapport de la Commission bancaire pour 1991

La rentabilité des banques s'est améliorée  
mais les risques ont augmenté

Le rapport annuel de la Commission bancaire, publié mardi 9 juin, établit un bilan relativement favorable de l'activité des établissements de crédit en 1991. En dépit d'une conjonction difficile, les banques françaises ont enregistré une nette amélioration de leur rentabilité d'exploitation. Seul point noir, une montée continue des risques, sur le marché domestique et dans l'international.

« Si 1991 marque une évolution positive par rapport aux années antérieures caractérisées par un resserrement des marges, la contrainte majeure tient maintenant aux risques », explique M. Philippe Lagayette, premier sous-gouverneur de la Banque de France et président de la Commission bancaire.

Afin d'éviter une fragilisation du système, la commission a vu son activité traditionnelle de surveillance des établissements de crédit prendre une plus grande importance. En tout, 15 banques ont fait l'objet en 1991 d'une inspection. Une procédure qui les oblige à améliorer leurs pratiques d'exploitation ou à renforcer leur structure financière. Dans sept cas, les établissements incrimés ont été invités à respecter les dispositions concernant la division des risques. Trois d'entre eux ont dû constituer des provisions complémentaires et cinq autres ont été priés de corriger leurs méthodes de

gestion ou de renforcer leurs liquidités. A sept reprises, la commission a demandé un établissement d'un administrateur provisoire. Il s'agissait notamment de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), d'une banque d'épargne et de prévoyance, d'une banque de crédit municipal et de quatre sociétés financières, dont Gefinor et la Société financière de Paris. Enfin, dix procédures disciplinaires ont été engagées, dont cinq ont été abandonnées.

Dans son analyse des risques, la commission insiste sur la situation préoccupante de l'immobilier. Entre le 31 décembre 1990 et le 30 septembre 1991, le total des créances douteuses au bilan et hors bilan (sur 34 établissements interrogés) a augmenté de 59 %. Elles représentaient 4,1 % du total des engagements au 30 septembre 1991. Si la conjonction défavorable aux banques, celle des taux d'intérêt leur a été bénéfique. Conséquence directe, la marge d'intermédiation, qui avait reculé au cours des quatre exercices précédents, progresse de 1,93 % en 1990 à 2,64 % l'an dernier.

E. L.

## Offre exceptionnelle jusqu'au 30 juin

200 PEUGEOT sélectionnées

205 309.405.605

à acheter, en livraison immédiate  
au prix de revient

NEUBAUER

VEND ET LOUE DES PEUGEOT

• 4, rue de Clémence 75008 PARIS ☎ 42.55.54.34  
• 8, rue de 4-Septembre 75002 PARIS ☎ 42.51.51.58  
• 23, bd. des Capucines 75009 PARIS ☎ 42.53.53.52  
• 221, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.33.60.88

Credit local  
Nouveau

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

**ENSTIM DOUAL-ENTPE  
POLYTECHNIQUE**

36.15 LE MONDE  
RES

JOURNÉES  
"PORTES OUVERTES"  
de la  
GARDE RÉPUBLICAINE

13-14 JUIN 1992

18, boulevard Henri-IV,  
PARIS-4<sup>e</sup>

9 h - 18 h



هكذا من الجمل

Le Monde • Vendredi 12 juin 1992 23

## ÉCONOMIE

### SOCIAL

En encourageant les départs volontaires

## Le Crédit lyonnais veut renouveler son personnel

Le Crédit lyonnais (39 900 salariés) vient de mettre en place un dispositif destiné à encourager les départs volontaires. Selon ses dirigeants de la banque, il ne s'agit pas de réduire davantage les effectifs, mais de maintenir le niveau des embauches pour apporter du sang neuf.

Il n'y a pas si longtemps, les banques affirmaient que les conséquences du dynamisme du marché du travail : elles éprouvaient des difficultés à embaucher et à maintenir leurs effectifs. Aujourd'hui, la montée du chômage a fait disparaître ces inquiétudes. Mais elle en engendre d'autres. « Tout est complètement figé. Les gens n'ont plus s'en aller. La mobilité interne est bloquée et les embauches se sont fortement réduites alors que la profession doit continuer d'adapter la structure de ses emplois », explique un spécialiste du secteur.

Au Crédit lyonnais, les départs volontaires ont augmenté de 30 % l'année dernière, passant de 936 en 1990 à 1 211 en 1991. Alors que les départs en retraite restent limités, la banque envisage une forte augmentation des départs volontaires de longue durée pour maternité. Phénomène qui reflète visiblement un sentiment d'inquiétude face à la situation de l'emploi et des difficultés spécifiques du monde bancaire. Voulant

continuer à modifier la qualification de son personnel, le Crédit lyonnais a décidé de passer de 46 % à 2 % en huit ans - la direction a donc entrepris d'améliorer substantiellement les incitations au départ volontaire.

### Le droit de veto de la hiérarchie

Depuis la mi-avril, l'indemnité minimum proposée pour une démission a été portée de quelque 200 000 F à 320 000 F (somme comparable à une indemnité de licenciement). Et des aides ont été mises en place pour la création d'entreprise ou les congés sabbatiques. Des propositions à cinq-cinq ans - financées par l'entreprise sans aucune aide de l'Etat - ont été soumises à certains services (agents de sécurité, employés à la distribution du courrier) du siège. Ces propositions ne constituent pas un « droit de veto » car toute démission est suspendue si l'employé ne trouve pas de travail. Compte tenu du fait qu'ils sont un gage de sur-effectifs, les établissements de province - notamment les centres de traitement administratifs - sont de ce point de vue prioritaires. L'essentiel, les dirigeants du Crédit lyonnais le soulignent, est de garantir la continuité des services. Les départs volontaires ont permis d'ailleurs de réduire de 3 % des salariés de percevoir 60 % de leur rémunération à condition de s'engager à travailler à mi-temps pendant au moins cinq ans.

Déjà, 250 salariés ont été portés volontaires pour quitter le Crédit lyonnais. Les 1 200 autres ont

déserté depuis 1988 (dont la moitié en utilisant les aides à la création d'entreprise). Satisfait de ce premier résultat, M. Joseph Muscau, directeur des ressources humaines, assure qu'il pourra procéder à quelque 1 500 embauches en 1992, comme l'ont été, tout en limitant à 1 % l'érosion des effectifs. « Ne rien faire, souligne-t-il, aurait fait passer notre recrutement sous la barre des mille ce qui ne serait pas très sain. Dans un secteur où l'investissement moyen est de dix-neuf ans, il faut apporter du sang neuf. » Alors que la hiérarchie générale prévoit pas de réduire les effectifs (1 500), la BNP ne fera appel à son droit de veto qu'à 700 nouveaux embauchés au lieu de 1 200 l'an passé.

« Le droit de veto accordé à la hiérarchie signifie que l'on veut faire partir les éléments les moins productifs, mais tout effort de reclassement, d'insertion », Alain Gu, délégué syndical national CFTD, principal syndicat de la banque. Et puis, se lancer dans la gestion prévisionnelle de l'emploi mais commencer par inviter les gens à partir à leur propre initiative.

Au Crédit lyonnais, le renouvellement du personnel n'est resté pas moins une priorité. La direction s'efforce d'ailleurs d'améliorer le dispositif qui permet déjà à 3 % des salariés de percevoir 60 % de leur rémunération à condition de s'engager à travailler à mi-temps pendant au moins cinq ans.

JEAN-MICHEL NORMAND

### FINANCES

Les pertes sur le MATIF

## La créance de la COGEMA fixée à 75 millions de francs

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Myriam Ezratty, a infirmé, mercredi 10 juin, le jugement rendu par le tribunal de commerce de Paris en mars 1991, qui déboutait la COGEMA, société générale des matières nucléaires (COGEMA) dans le litige l'opposant à la société de Bourse Buisson (le Monde daté 24-25 mars 1991). La Cour a fixé à 75 millions de francs le montant de la créance de la COGEMA. La cour a cependant débouté la COGEMA de son recours en garantie contre la Société des Bourses françaises (SBF).

La COGEMA, filiale de Commissariat à l'énergie atomique (CEA), avait confié 300 millions de francs à la société Buisson en 1986. Plus de 280 millions avaient été perdus sur le MATIF en 1987. La COGEMA réclamait 333,9 millions de francs de réparations. Mais la société Buisson avait déposé son bilan, la COGEMA avait demandé à la SBF de garantir le paiement de son créance. Le tribunal avait débouté la COGEMA en estimant qu'elle n'avait pas signé de mandat de gestion avec la société Buisson. La cour d'appel déclare pour sa part que, « bien que la société Buisson avait en sa qualité de teneur de compte, l'obligation de contrôler la régularité des opérations enregistrées par ses services, et d'informer la COGEMA pour lui permettre d'apprécier les résultats obtenus... »

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## 1991 : des résultats en croissance 1992 : des perspectives prometteuses

L'assemblée générale du Crédit local de France, qui s'est réunie le 26 mai 1992, a approuvé les comptes de 1991.

Le résultat net consolidé enregistre une progression de 13,4 % : il s'établit à 1075 millions de francs, contre 948 millions en 1990 ; sa croissance est régulière depuis la création en 1987 du Crédit local de France.

L'assemblée a porté le dividende à 12 francs par action, avoir fiscal compris, soit une progression de 35,6 % par rapport à 1990.

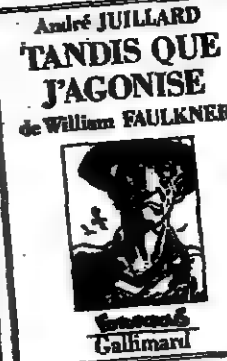
Monsieur Pierre Richard, président du directoire, a indiqué que les perspectives 1992 étaient prometteuses : l'activité enregistrée sur les cinq premiers mois de l'année est très soutenue, en progression de près de 50 % par rapport à la même période de 1991.

Sur cette même période, le montant des ressources collectées sur les marchés financiers français et internationaux s'est élevé à 20 milliards de francs.

Le développement international du Crédit local de France se poursuit, avec, après l'ouverture d'une succursale à New York, l'installation effective d'une filiale en Grande-Bretagne et l'ouverture prochaine d'une filiale en Espagne.

Le résultat net consolidé devrait être en progression en 1992.

**Crédit local de France**  
Nous finançons la vitalité locale.



192 PAGES

### classes pilotes PREPA.HEC

améliorez vos chances  
d'intégrer une grande école  
de commerce grâce à un  
encadrement efficace  
et une discipline de travail  
rigoureuse.

Centre Paris 17ème  
tél. 42 21 21

### INSTITUTION FRILLEY

Prépa HEC fondée en 1864

**DROUOT RICHÉLIEU**  
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 842 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
à la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.  
Vigilance O.S.P., 24, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 53 12 86.

### LUNDI 15 JUIN

- 1 et 7 - 20 h 30. Importants tableaux abstraits et contemporains. - M. LOUDMER (Bsp. 115 juil 11/18).
- 2 - Numismatique. - M. LENORMAND, DAYEN.
- 3 - 14 h 15. Collection GILDAS FARDEL Livres illustrés modernes. 16 h 30 : TOULOUSE-LAUTREC : 16 œuvres originales. - M. LOUDMER et M. FUMET.
- 4 - 14 h 15. Archéologie. - M. CLOUTIER.
- 5 - 14 h 15. Extrême-Orient. Antiquités égyptiennes. - M. AUDAP, M. DEAU.

### MARDI 16 JUIN

- 5 - 14 h 15. Estampes anciennes et modernes. - M. ADER, TAJAN, M. D. Rousseau, expert. (Catalogue : étude, poste 469 ou fax. (1) 42-60-79-09).
- 6 - 14 h 15. Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie. - M. ADER, TAJAN, M. J.-P. Fromager, Véronique Fromager, experts. (Catalogue : étude, poste 469 ou fax. (1) 42-60-79-09).

### MERCREDI 17 JUIN

- 1 - 15 h. Précieux manuscrits et lettres d'Émile Zola. - M. ADER, TAJAN, M. A. Nicolas, Maryse Castaing, experts. Expo. Maryse Castaing « Maison Charvay » 3, rue Fontenay, 75006 Paris. Tél. : 43-54-59-89 et 46-33-16-19 jusqu'au 13 juin 1992. (Catalogue : étude, poste 469 ou fax. (1) 42-60-79-09).
- 2 - 3 - EXTRÊME-ORIENT JAPON. Inro - Sasemono - Netsuké. Estampes. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
- 4 - 14 h 15. Linge de maison, jouets. Maisons de couture : robes, chapeaux, foulards, bijoux. - M. ADER, TAJAN, M. J. Daniel, expert. (Catalogue : étude, poste 469 ou fax. (1) 42-60-79-09).
- 5 - 10 - Meubles et objets d'art. - M. MILLON, ROBERT.
- 6 - 12 - Tableaux, meubles et objets d'art. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

### JEUDI 18 JUIN

- 7 - 7 - Tableaux anciens et modernes. Bijoux. Mobilier. - M. BOISGIRARD.
- 13 - Vente saisies au douane. HI-FI, appareils photos, etc. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. Suite de la vente le 19 juin, salle 13.

### VENDREDI 19 JUIN

- 1 - Arts d'Orient. - M. BOISGIRARD.
- 3 - 14 h 15. Collection. 15 h 30 : ROLEX anciennes et contemporaines. - M. BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.
- 4 - Importants bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- 12 - 14 h. Livres sur la gastronomie. - M. LOUDMER.
- 14 - Judées. Objets de vitrine. Mobilier. - M. style. - M. CARDINET-KALCK.
- 15 - Tableaux, textiles, jouets, bijoux, orfèvrerie, céramiques. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

MERCREDI 17 JUIN à 18 h 30 et 20 h 30  
ARMES DE CHASSE ET DE COLLECTION  
M. BOISGIRARD, commissaire-priseur.

### JEUDI 18 JUIN à 14 h 15

SALLE VUILLARD  
BIBLIOTHÈQUE ITALIENNE DE M. F. CLERET  
M. DEURBERGUE, commissaire-priseur.

ADER, TAJAN, 12, rue Drouot (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-61-80-07.  
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.  
GODEAU, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-30.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (au-dessous de RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-61-50-91.  
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 42-61-80-07.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-32.

HÔTEL GEORGE V (Salon « Vendôme »)  
31, avenue George-V 75008 Paris.

### JEUDI 18 JUIN à 15 h

OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT  
principalement du XVIII<sup>e</sup> siècle  
provenant des collections du marquis et de la marquise de Brissac,  
au château de Brissac, de M. J.C.M. et de divers amateurs.  
M. ADER, TAJAN, commissaires-priseurs  
Experts : MM. O. Le Fui et R. de l'Espée, experts.  
Expo. Hôtel George-V, (Salon de « La Paix »),  
le 17 juin 1992 de 10 h à 22 h.

Veuillez contacter Catherine Valche  
Tél. : (1) 42-61-80-07 (poste 410) ou fax. (1) 42-60-79-09.  
(Catalogue : étude, poste 469 ou fax. (1) 42-60-79-09)



## VIE DES ENTREPRISES

Après l'échec d'une gestion trop ambitieuse

## Trois projets de reprise pour l'Union laitière normande

Le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) dispose désormais de trois plans de reprise de l'Union laitière normande (ULN), ce groupe coopératif de 15 milliards de francs de chiffre d'affaires, qui pour avoir mené une politique financière en Espagne et en Belgique se trouve dans une situation difficile.

A la mi-avril, pour éviter le dépôt de bilan, un consortium de banques consentait à l'ULN un prêt de 500 millions de francs (le 10 avril). De son côté, le groupe l'Union laitière normande participait dans Entremont à Sanofi pour 120 millions de francs et mettait aux enchères la Générale ultra-frais (GUF), pour ses yaourts Mamie Nova. Les premiers jours de juin, un plan ne semblait pas suffisant pour faire

face aux échéances. D'où la nécessité de trouver d'autres solutions.

Le premier projet émane de la collecte du lait. Le second, de la collecte de la location-gérance de l'ensemble des sites du groupe dont il y en a 150. Le troisième, de la vente de l'ULN, chacun étant intéressé par un des secteurs d'activités. Enfin, la troisième solution vient de l'ULN. Elle s'articule autour de la cession en cours de la GUF et d'autres filiales comme les filiales belges et espagnoles, les produits les moins performants du secteur beurre et crème, certaines unités de lait et des installations industrielles. L'ULN nouvelle formule aurait un chiffre d'affaires diminué de moitié.

Ces trois projets déposés auprès du CIRI ne sont pas encore définitifs. Ils devraient être discutés

jours prochains avant que ne s'engagent des négociations avec le Crédit agricole. D'ici là, la solution élaborée par l'ULN apparaît comme un complément aux deux autres projets. En la présentant, le président de l'Union laitière normande, M. Michel Ledru, a des mots particulièrement élogieux à l'égard de la « nouvelle gestion », de « la nouvelle vision » se gardant d'évoquer ses rapports apparemment tendus avec le directeur général, M. Alain Juillet. Un conseil d'administration devrait se réunir la semaine prochaine pour renouveler les instances dirigeantes. On sait que M. Ledru est candidat à son propre renouvellement : il ou sa équipe qui sera-t-il dans le système coopératif ?

DOMINIQUE GALLOIS

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## PROJET

British Aerospace lance une gamme d'avions de 70-120 places. Le constructeur aéronautique britannique a présenté, mardi 11 juin, une nouvelle famille d'avions à réaction de 70 à 120 places, les Regional Jetliners, destinés au marché du transport régional, qui feront du constructeur britannique le seul à offrir une gamme complète de ce type d'appareils. Quatre nouveaux modèles sont proposés, les RJ70, RJ85, RJ100, et RJ115, respectivement de 70, 85, 100 et 115 places. Leur développement survient au moment où l'allemand Deutsche Aerospace (DASA) cherche à acquérir 51 % du constructeur britannique.

## BOURSES

Introduction de CBC (groupe Générale des Eaux) : une demande deux fois supérieure à l'offre. Les investisseurs sur le marché de la construction (CBC) ont réagi, mardi 11 juin, à la demande de souscription jusqu'à 1992.

(SBF). Pour 200 000 titres, la demande de vente, à 350 francs l'action, a été de 350 000 titres. La demande en raison de ce titre, seulement 51,83 % de la demande, ce décalage n'a rien de comparable à celui observé lors de l'introduction de l'Yves Saint Laurent en mai de juillet 1991 (3,72 % ou 3,72 % de la demande). L'indice SBF 120, jugé comme le plus représentatif de la Bourse de Paris, a été de 1 955,99.

Environnement ex-ante de l'indice Footsie de la Bourse de Londres. - Eurotunnel, la société concessionnaire du tunnel sous la Manche, a été achetée mercredi 10 juin des cent millions de livres par l'indice Footsie, principal baromètre de la Bourse de Londres, en raison d'une capitalisation boursière insuffisante (inférieure à 1 milliard de livres). L'indice Footsie, qui regroupe les 100 plus grandes valeurs britanniques en termes de capitalisation (c'est-à-dire la somme des actions de la société par leur cours) est révisé tous les trimestres.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOGELAR  
Actions européennes

Dividende 1991 :

36,97 F, mais un paiement le 11 mai 1992 (+ crédit d'impôt de 5,52 F pour les personnes physiques) et de 6,01 F pour les personnes morales.

Réinvestissement du coupon :

En exonération de la commission de souscription jusqu'au 11 mai 1992.

Objectifs de placement :

Investissement en actions européennes y compris françaises, à hauteur de 80 % au minimum de la somme de la valeur de la souscription et de la valorisation du capital investi.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

## TABLES D'AFFAIRES

## DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41 Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD 142, Champs-Élysées F. dim. salé, SAUMON à la crème, OUM DE RENNE au vinaigre ou pin.

## RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre découvrir. Déj. Dîner. Soupers. Grillades. Chocroucous. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 10 juin

## Nouvelle baisse

Le mouvement de baisse amorcé il y a trois semaines s'est poursuivi, mercredi 10 juin, à la Bourse de Paris. En retrait de 0,28 % au début des échanges, les valeurs françaises ont évolué dans le rouge au cours de la matinée. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 n'effaçait plus qu'un recul marginal de 0,1 %. Aux environs de 14 heures, l'indice a rebondi de 0,1 % avant de renouer avec la baisse et de finalement abandonner 0,43 % à 1 953,73 points.

L'indice CAC 40 a passé un moment le niveau des 1 950 points, mais vers 14 heures, il s'est replié et s'est inscrit à 1 954,23 points. Selon des chertés analysées sur graphique, le recul du CAC 40 en début de semaine de 1 951 point devrait l'emporter dans la zone de 1 915-1 920 points au cours des deux ou trois prochaines semaines.

Le nouveau recul des Bourses de New-York et de Tokyo en clôture a également pesé sur le marché parisien, qui a pris un recul de 0,1 % à la fin de la journée. Les investisseurs ont appliqué les interventions. Les valeurs, les opérateurs ont noté une application portant sur 1,5 million d'actions de la Compagnie Financière de Suez. En outre, au cours de la matinée, le cours de la participation de 2,3 % qu'il détenait dans la Compagnie au prix unitaire de 320 francs, Schneider a poursuivi son recul, abandonnant 5,7 % après avoir perdu 7,1 % la veille. Ce recul s'ajoute à la révision à la baisse des prévisions de résultats, le groupe ayant annoncé, mardi 9 juin, devant des analystes qu'il n'y aurait pas de reprise d'activité à brève échéance et que la pression sur les prix allait continuer. Une enquête de la Compagnie des opérations de Bourse sur le marché de l'action a été ouverte mercredi en fin d'après-midi.

NEW-YORK, 10 juin

## Poursuite du recul

Wall Street a continué à perdre du terrain, mercredi 10 juin, le recul s'aggravant vers la fin de la séance avec l'intervention de ventes sur proposition d'analystes. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vendantes a cédé à 3 343,26 points, en baisse de 26,87 points sur un repli de 0,79 %. Le marché a été secoué par quelques 200 millions d'actions qui ont changé de mains, dont 43 millions durant la dernière heure de transactions.

Selon certains analystes, Wall Street, qui a cédé près d'une semaine de gains depuis début avril, subirait actuellement une correction technique en raison du niveau élevé des prix qui inquiète les investisseurs. D'autres attribuent le recul à la grande Bourse new-yorkaise aux craintes d'accélération de l'inflation aux États-Unis, qui assombrissent les perspectives d'avenir de la politique de crédit de la Réserve fédérale.

VALEURS	Cours de 9 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	77,34	76,68
Alstom	42,12	42,34
Banque Paribas	28,12	27,88
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12

LONDRES, 10 juin

## Sans relief

Les valeurs ont terminé pratiquement inchangées, mercredi 10 juin, par rapport à la veille au cours de l'échange après une séance sans grands mouvements. Au terme des échanges, l'indice Footsie des valeurs britanniques a cédé à 1 953,73 points, en baisse de 0,79 %.

La tendance a été affectée par l'influence baissière de Wall Street. Toutefois le marché a bien résisté grâce à la fermeté de la livre et aux contrastes à terme sur l'indice.

TOKYO, 11 juin

## Effacement

Nouvel échec de la Bourse de Tokyo qui, le 11 juin, a effacé en deux heures de gains les gains de la veille. L'indice Nikkei a perdu 0,28 %, à 709,05 points.

Le Kabuto-cho, est toujours affecté par des ventes sur programmes informatiques liées à la liquidation, vendredi, des contrats à terme sur l'indice de juin. Autre raison : la grande prudence des investisseurs, la publication attendue, toujours pour vendredi, de l'enquête trimestrielle de la Banque du Japon sur la conjoncture économique.

VALEURS	Cours de 10 juin	Cours de 11 juin
Alcatel	77,34	76,68
Alstom	42,12	42,34
Banque Paribas	28,12	27,88
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12
Bois de France	61,34	61,12

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4580	4580	Immob. Hénaff	1100	1070
Alcatel	4580	4580	Immob. Hénaff	1100	1070
Alcatel	4580	4580	Immob. Hénaff	1100	1070
Alcatel	4580	4580	Immob. Hénaff	1100	1070
Alcatel	4580	4580	Immob. Hénaff	1100	1070

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

National 10 % - Corrélation en pourcentage du 10 juin 1992.  
Nombre de contrats estimés : 125 913

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Déc. 92
Dernier	187,44	187,74	187,94
Précédent	187,40	187,74	187,94

PRIX D'EXERCICE	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
109	0,29	0,68	1,44	-

CAC 40 A TERME  
(MATIF)

COURS	juin	juillet	août
Dernier	1 955,99	1 958	1 977,58
Précédent	1 956	1 958	1 990

## CHANGES

Dollar : 6,3495 F	127,38 yen/dollar à Tokyo, en baisse de 0,04 yen par rapport à la clôture de la veille (127,42 yen), alors que des rumeurs faisaient état d'une intervention de la banque centrale en fin de journée. A Paris, le billet vert se dépréciait lors des premiers échanges à 5,3495 F contre 5,37025 F au closing de la veille.
FRANCOFORT	9 juin 10 juin
Dollar (en D.M.)	1,920 1,989
TOKYO	9 juin 10 juin
Dollar (en yen)	127,42 127,38

## BOURSES

PARIS (SBF, base 100 : 31-12-91)	10 juin	11 juin
Indice général	1 953,73	1 953,73
Indice CAC 40	1 953,73	1 953,73
Indice CAC 40	1 953,73	1 953,73

NEW-YORK (Dow Jones)	9 juin	10 juin
Indice général	3 343,26	3 343,26
Indice S&P 500	2 856,66	2 856,66
Indice NASDAQ	2 856,66	2 856,66

FRANCOFORT	9 juin	10 juin
Dollar (en D.M.)	1,920 1,989	1,920 1,989
TOKYO	9 juin 10 juin	9 juin 10 juin
Dollar (en yen)	127,42 127,38	127,42 127,38

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS	Offert	Demandé	COURS	Offert	Demandé
3-6 U	5,3495	5,3495	3-6 U	5,3495	5,3495
3-6 U	5,3495	5,3495	3-6 U	5,3495	5,3495
3-6 U	5,3495	5,3495	3-6 U	5,3495	5,3495
3-6 U	5,3495	5,3495	3-6 U	5,3495	5,3495

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
8. E-U	3 13/16	1 15/16	3 7/8	4	3 1/4	4 1/8
Yen (100)	4 5/8	4 3/4	4 1/2	4	4 3/8	4 1/2
Ecu	10 5/16	10 7/16	10 1/2	10 7/16	10 1/4	10 3/8
Deutschmark	13 5/8	9 3/4	9	9 3/4	9 9/16	9 11/16
Scandinavian	3 1/2	3 1/2	3 5/8	3 3/4	3 15/16	3 13/16
Libra indienne (1000)	13 5/8	13 5/8	13	13 7/16	13 5/16	13 1/2
East sterling	9 13/16	9 15/16	9 13/16	9 15/16	9 13/16	9 15/16
Pound (100)	12 5/16	12 5/16	12 5/16	12 9/16	12 5/16	12 9/16
Roux Bangkok	9 15/16	10 3/16	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de journée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL  
ENTREPRISES  
à 22h

Jeudi 11 juin : Jacques-Yves de Rorthays, PDG de « Au vieux campé ».

Vendredi 12 juin : Bertrand Coupy, directeur de Vadebo.



• Le Monde ■ Vendredi 12 juin 1992 25

## BOURSE DU 11 JUIN

**Cours relevés à 10 h 30**

Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
4770	CAL 3%	4640	4650	4650	+ 0.22	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
910	BANP. T.P.	821	821	821	...	282	D'Arques (C)	242	242	242	...	720	L.V.M.H.	3688	3688	3688	- 0.39	537	Société Générale	557	504	502	- 0.39
915	C. Lys. T.P.	821	821	821	+ 1.58	282	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	L.V.M.H.	3688	3688	3688	- 0.39	537	Société Générale	557	504	502	- 0.39
915	C. Lys. T.P.	821	821	821	+ 1.58	282	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	L.V.M.H.	3688	3688	3688	- 0.39	537	Société Générale	557	504	502	- 0.39
1778	Stora Kopparberg T.P.	1760	1760	1760	...	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
1778	Stora Kopparberg T.P.	1760	1760	1760	...	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777	770	770	- 0.88	225	Crédit Ind. France	242	240	240	- 0.79	720	London	746	757	757	+ 1.47	536	Société Générale	557	504	502	- 0.39
785	ADOCOR	777</																					

**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (collection)

10/6

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net								
<b>Obligations</b>												<b>Etrangères</b>																							
Arg. 100% 1997/98	122 80	9 40	C.I.F. (M. B.)	1478	1478	Paris Comm.	182	182	A.E.G.	889	889	Act. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 1998/99	101 10	8 30	C.I.F. (M. B.)	2788	2788	Paris Comm.	210	210	Alcan. Br. Can.	464	464	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 1999/00	104 81	8 30	C.I.F. (M. B.)	340	340	Paris Comm.	240	240	Alcan. Alumin.	119 20	119 20	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2000/01	102 82	8 30	C.I.F. (M. B.)	473	473	Paris Comm.	260	260	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2001/02	103 28	2 80	C.I.F. (M. B.)	6480	6480	Paris Comm.	280	280	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2002/03	103 28	2 80	C.I.F. (M. B.)	781	781	Paris Comm.	300	300	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2003/04	103 28	2 80	C.I.F. (M. B.)	951	951	Paris Comm.	320	320	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2004/05	103 28	2 80	C.I.F. (M. B.)	1100	1100	Paris Comm.	340	340	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2005/06	103 28	2 80	C.I.F. (M. B.)	1240	1240	Paris Comm.	360	360	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 20			C.I.F. (M. B.)			Paris Comm.			Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 1998/99	102 17		C.I.F. (M. B.)	152	152	Paris Comm.	182	182	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 1999/00	104 81		C.I.F. (M. B.)	2788	2788	Paris Comm.	210	210	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2000/01	102 82		C.I.F. (M. B.)	340	340	Paris Comm.	240	240	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2001/02	103 28		C.I.F. (M. B.)	473	473	Paris Comm.	260	260	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2002/03	103 28		C.I.F. (M. B.)	6480	6480	Paris Comm.	280	280	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2003/04	103 28		C.I.F. (M. B.)	781	781	Paris Comm.	300	300	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2004/05	103 28		C.I.F. (M. B.)	951	951	Paris Comm.	320	320	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2005/06	103 28		C.I.F. (M. B.)	1100	1100	Paris Comm.	340	340	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 20			C.I.F. (M. B.)			Paris Comm.			Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 1998/99	102 17		C.I.F. (M. B.)	152	152	Paris Comm.	182	182	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 1999/00	104 81		C.I.F. (M. B.)	2788	2788	Paris Comm.	210	210	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2000/01	102 82		C.I.F. (M. B.)	340	340	Paris Comm.	240	240	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2001/02	103 28		C.I.F. (M. B.)	473	473	Paris Comm.	260	260	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2002/03	103 28		C.I.F. (M. B.)	6480	6480	Paris Comm.	280	280	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2003/04	103 28		C.I.F. (M. B.)	781	781	Paris Comm.	300	300	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2004/05	103 28		C.I.F. (M. B.)	951	951	Paris Comm.	320	320	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2005/06	103 28		C.I.F. (M. B.)	1100	1100	Paris Comm.	340	340	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 20			C.I.F. (M. B.)			Paris Comm.			Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 1998/99	102 17		C.I.F. (M. B.)	152	152	Paris Comm.	182	182	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 1999/00	104 81		C.I.F. (M. B.)	2788	2788	Paris Comm.	210	210	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2000/01	102 82		C.I.F. (M. B.)	340	340	Paris Comm.	240	240	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2001/02	103 28		C.I.F. (M. B.)	473	473	Paris Comm.	260	260	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68		
Arg. 100% 2002/03	103 28		C.I.F. (M. B.)	6480	6480	Paris Comm.	280	280	Alcan. Alum.	347 30	347 30	Arg. 100%	307 81	302 25	France	404 18	479 78	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68	Pay. Sec. 100%	108 83	108 74	103 68						

s : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comin















Le Monde

# ILE-DE-FRANCE

## La région parisienne en mal de décisions

L'« agglomération-capitale » doit choisir entre deux scénarios : croissance ou qualité de vie. Les deux peut-être

**L**e film paraît s'être arrêté. L'Ile-de-France est au bord des choix et elle trouve mille raisons de blottir dans l'attitude. Elle n'est pas la seule, mais, comme les autres régions françaises, elle a ses raisons d'être. Non seulement elle est insoupçonnée parmi les élus de tous bords et une perplexité inquiète chez les citoyens, non seulement le compte à rebours dans l'entrée en vigueur de l'Acte unique aborde la phase rapprochée, six derniers mois, mais aussi la perspective d'élections législatives dans moins d'un an, l'agglomération parisienne se trouve dans une situation qui n'avait pas besoin de cela.

Il n'est qu'à voir la situation de l'immobilier commercial dans les zones d'activités, la crise de ce secteur aux Etats-Unis est telle que le mot *crisis* est utilisé pour la décrire. Certains financiers pronostiquent qu'il faudra plus de dix ans pour absorber l'offre excédentaire de bureaux. Londres, pour sa part, est traumatisée par le déclin de son *City* et New York par la menace de faillite de promoteurs. A Paris aussi, certains prix ont déjà considérablement baissé, comme celui de l'ex-siège du CFC dont le mètre carré revient à 130 000 francs, qui pourrait bien ne se revendre qu'à un tiers de ce prix.

A considérer l'immobilier dans son ensemble, le tableau n'est guère plus encourageant. Fin 1991, le stock de logements neufs disponibles dans les Hauts-de-Seine représentait une demi-douzaine d'années de vente au rythme actuel.

### « La ville du troisième type »

Comme pour tout simplifier, l'instance politique - le conseil régional - a sorti des arcanes le 17 mars n'est pas un modèle d'actualité, mais il est clair. La majorité RPR-UDF n'y est que relative, avec 85,5 % des voix sur 111 sièges. Ce n'est pas tout. Ce qui fait problème, c'est la présence d'un groupe renforcé du Front national et l'entrée d'écologistes, dont l'intergroupe Verts + Génération Ecologie constitue la deuxième force du conseil (38 sièges). Bien sûr, la position du groupe charnière, les écologistes, est de leur position. Ils ont leur voix à même portée à l'Assemblée régionale, mais celle du Front national, comme cela s'est produit le 2 juin face au « plan vert » proposé par l'exécutif.

Nul étonnement alors que d'aucuns, tel M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat dans le gouvernement d'Edith Cresson et maire (PS) d'Evry, notent que désormais « tout est bloqué en Ile-de-France », sentiment partagé par le préfet de région, M. Christian Sautter, qui s'accommode pas du constat que « tout a tendance à se paralyser », au point qu'il ne peut plus signer de permis de construire. Cette incapacité temporaire, qui d'ailleurs n'exclut pas la persistance d'une vitalité du milieu des villes nouvelles, par exemple, a conduit un mouvement plus profond. L'Ile-de-France est d'abord incertaine d'elle-même. Ce que la conjonction de l'environnement national et international, le scrutin du 22 mars, a mis au jour, c'est l'exis-

tence de deux logiques d'aménagement pour demain. Schématiquement, le choix est entre le développement de la région, sa croissance - même maladroite - d'un côté, et, de l'autre, l'accent mis avant tout sur l'amélioration des conditions de vie.

Dans le premier scénario s'inscrit l'ambition de faire de l'Ile-de-France la capitale économique de l'Europe. Ses élus ont été, mille fois, pas nuancés, les représentants des forces politiques traditionnelles, droite, gauche, l'Etat, avec des appuis de première importance comme la chambre de commerce et d'industrie de Paris, allée à de grandes entreprises pour constituer précisément le « club Paris capitale économique ». Ils ont soigneusement analysé les atouts de la région, véritable nœud des communications futures entre l'Europe du Nord, la Grande-Bretagne et l'Europe méditerranéenne. Ils savent que ses aéroports, très concurrentiels par Londres et par Francfort, peuvent prendre l'avantage grâce à des facilités d'extension dont est dépourvue notamment la métropole de Rome.

Pour l'importer dans la compétition internationale, il faut - outre de la volonté - un essor des bureaux, des infrastructures de transport et de télécommunications. Donc, il faudra couler encore plus de béton, rétroquer les partisans de l'autre logique, écologistes et - avec mille et une nuances - Front national et communistes. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe lepeniste au conseil régional, affirme : « Il faut arrêter la croissance de la région parisienne. Les Parisiens expliquent par la voix de M. Philippe Le Pont : « On a construit partout des bureaux et le chômage ne cesse d'augmenter : donc il faut changer », allant jusqu'à préciser : « ... quitte à courtir le risque que les entreprises s'installent ailleurs, y compris à l'étranger ». Le discours est plus nuancé à Génération Ecologie (GE), mais l'un et l'autre se rejoignent : « Depuis vingt ans on répète les mêmes erreurs ».

Comme ils se rejoignent pour dénoncer la logique de la rivalité économique européenne, « L'Ile-de-France capitale de l'Europe, cela signifie plus d'entreprises, donc plus de bureaux, donc plus de voitures, donc moins de qualité de vie », cela n'apportera, lance Philippe Le Pont, repris comme en écho par Dominique Simonnet, président du groupe Génération Ecologie au conseil régional : « Paris leader, cela ne se fait pas. La région la plus agréable à habiter et la plus belle ». Le Front national pose en postulat l'arrêt de l'immigration pour limiter le chiffre de la population de l'Ile-de-France, les écologistes préconisent d'autres solutions pour atteindre leurs objectifs : que le schéma régional soit défini par les communes (Génération Ecologie) ; qu'une dissuasion fiscale, inscrite dans la loi, provoque la construction de 10 mètres carrés de logements chaque fois que l'on construit 1 mètre carré de bureaux (les Verts). Ils insistent sur la nécessité d'une priorité accordée aux transports en commun. Pour les Verts, les investissements en faveur de la route ne doivent pas dépasser le tiers de ceux consacrés aux transports. A Génération Ecologie, on estime qu'il faut « décou-

per l'automobile par les moyens ».

On peut déceler comme un paradoxe le fait que, pour bien vivre, encore faut-il vivre. Dans le passé, qu'en l'état actuel de notre civilisation, l'agglomération de la ville ne va pas sans l'emploi. Dans le futur, qu'en l'état des civilisations passées on s'aperçoit qu'une métropole qui place à l'écart des flux économiques et humains est condamnée à disparaître ou à s'étouffer. M. Pierre Pommelet, directeur général de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France (IAURIF), et, depuis, directeur du cabinet de M. Michel Giraud, président RPR du conseil régional, décrit très bien ce phénomène par la distinction lumineuse entre les villes « flux » et les villes « racines ». Les premières sont des lieux de passage, de transit et de transactions ; elles ont laissé derrière leur patrimoine : personnes n'a vraiment envie d'y vivre (Hongkong, Sao-Paulo, Tokyo, que 500 milliards de dollars de PIB, chaque matin pour aller travailler par satellite New-York et Londres...). Les secondes se sont détachées des flux économiques : elles ont leur patrimoine, les personnes y vivent, les services, les commerces, ce qu'il en est advenu.

Il s'agit aujourd'hui d'« évaluer la ville du troisième type », dit Pierre Pommelet, en sachant que « la pire dégradation du cadre de vie, c'est le chômage ». Analyse exprimée en 1991, que les élus régionaux de mars n'ont pu que conforter : « Les Franciliens nous ont fait part de leur inquiétude par leurs bulletins de vote », confirme Michel Giraud.

Le président du conseil régional ne croit pas inconciliables les deux logiques : « Croissance dynamique et qualité de vie », dit-il. La réponse au dilemme se trouve dans le Bassin parisien, dans un regard plus large que celui borné aux limites administratives de la région. C'est aussi l'avis du préfet de région.

### Plutôt la qualité que le nombre

Christian Sautter, pour qui l'Ile-de-France « doit avoir une place dans l'Europe », propose de « faire vivre la vie quotidienne », proposer des partenariats, un nouveau schéma, fondé sur l'objectif d'une « croissance soutenue ». Entendez par là celle qui « privilégie la qualité sur le nombre ». Une croissance dans la recherche et l'utilisation de technologies propres et résolument axée sur la lutte contre les exclusions, qu'elles soient géographiques ou sociales.

Pour qu'il se refuse à ce qu'on puisse un jour « contraindre les enfants et les petits-enfants des Franciliens à devoir quitter l'Ile-de-France », le préfet de région propose le développement de pôles attractifs comme Roissy, Défense, Marne-la-Vallée, Sceaux, la Seine-amont. Mais pas à n'importe quel prix. Exemple : la ligne de RER pour les centres de bureaux ne pourra être construite qu'en liaison avec la TGV, le RER et l'autoroute. « On ne peut pas multiplier les logements à proximité de l'aéroport, si l'on veut que Roissy, à la différence d'Orly, continue à vivre la nuit. Il faudra enfin assumer la liaison avec Paris : routière (doublement de l'autoroute A 1), mais un premier temps, vers des zones d'habitat et ferroviaires, cadencées à 15 minutes d'heure.

La politique urbaine ne consiste pas dans la couronne proche. Ce sera la « ceinture jaune ». Au-delà, la « ceinture verte » sera rigoureusement protégée. M. Sautter veut s'attaquer à la plaie des dernières décennies, « que tout le monde condamne », moins pour des considérations esthétiques que parce qu'elle entraîne l'obligation d'avoir ou même trois voitures par famille ; le mitage né de l'implantation de lotissements ; pleine

nature, sans équipements. Le préfet de région demandera aux maires d'économiser 10 000 hectares de terrains. L'aménagement de l'Ile-de-France, considère-t-il, ne doit pas consommer désormais plus de 55 000 hectares, alors que la tendance actuelle en exigeait 85 000. Le développement doit donc plus concentré et, au-delà de la ceinture verte, l'espace des villes existantes (Meaux, Fontainebleau, Rambouillet...) reliera la région Ile-de-France et Bassin parisien.

La lutte contre le bruit, que l'Etat, rappelle M. Sautter, a déjà engagée en consacrant 100 millions de francs à la mise en place d'un anti-bruit, sera intensifiée. Comme le développement des transports en commun (lignes A, B, C, D du RER, Eole et métro Météor), mais sans oublier qu'« investir c'est bien, faire fonctionner c'est mieux ».

Déjà, le 2 juin, M. Michel Giraud a présenté son « plan vert » au conseil régional. M. Christian Sautter a bien l'intention de rendre public, avant la fin de l'année, son projet de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Tout cela veut avancer sans perdre de temps. Ils ont vu. En dépit des apparences, l'Ile-de-France ne peut attendre.

CHARLES VIAL



**NOUS DONNONS A L'ILE-DE-FRANCE LE SOUFFLE D'UNE REGION QUI GAGNE.**

Avec le Conseil Régional, l'Ile-de-France a vraiment toutes les chances d'être la première région d'Europe : Nouveaux tracés routiers, nouvelles zones d'activités, nouvelles interconnexions pour les transports... c'est l'Ile-de-France qui progresse. Qualité du cadre de vie de l'environnement... c'est l'Ile-de-France qui respire. Développement des stages de formation professionnelle, aides au PME-PMI... c'est l'Ile-de-France qui réussit.

**CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE**

**VOYONS LOIN, VIVONS MIEUX.**

### AMENAGEMENT pages 29 et 31

La région Ile-de-France hésite entre une logique de développement et la protection du cadre de vie.

### DEMOGRAPHIE page 30

Y aura-t-il onze, douze ou treize millions d'habitants en 2015 ?

### IMMOBILIER pages 32 et 34

Sombres perspectives pour la maison individuelle à Paris se rééquilibre à l'est. Les bureaux attirent plus dans les Hauts-de-Seine qu'à Meaux.

### TRANSPORTS pages 35 et 36

Les transports en commun choisisent les transversales. Le développement des autoroutes repose sur le pignon.

HIGH TECH



# Onze, douze ou treize millions d'habitants en 2015

Les mutations économiques rendent incertaines les prévisions sur la croissance de la population de la région

**D**ANS les trente prochaines années, la population de l'Île-de-France va-t-elle augmenter au même rythme qu'elle l'a fait en 2015 onze, douze ou treize millions d'habitants? Fondé sur une hypothèse de quelque 12,3 millions, le nouveau schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de la région a provoqué de vives réactions.

Au cours des trente dernières années, le nombre de «Franciliens», comme l'on dit aujourd'hui, est passé de 8,4 millions à 10,6 millions, soit une progression dépassant 14 %, bien que le mouvement plus que naturel se soit ralenti sur la fin. Pour l'avenir, après plusieurs aléatoires, des notations à l'arrivée progressive de l'immigration, le recensement de 1990, l'Institut d'aménagement et d'urbanisme régional (IAURIF) a mis au point une trentaine de «scénarios» à l'horizon 2015. Les cinq principaux vont de 11,5 millions d'habitants (11,2 en 2003) à 13 millions (11,8 en 2003), en passant par 11,9 millions (11,4), 12,2 millions (11,5) et 12,6.

Les incertitudes - et les hypothèses - portent à la fois sur les comportements et sur les mutations économiques. La première inconnue est d'ordre démographique. Depuis 1982, l'excédent naturel régional - celui des naissances sur les décès - est devenu le facteur majeur de croissance de la population d'Île-de-France. Le gain résulte d'abord de l'allongement de la vie humaine : depuis 1975, on gagne un an de vie moyenne tous les quatre ans, alors que la «tendance» retenue par l'INSEE dans ses projections était jusqu'ici d'un an tous les huit ans. D'autre part les femmes jeunes, en âge d'avoir des enfants, sont proportionnellement plus nombreuses en Île-de-France (les 25-34 ans) - for-

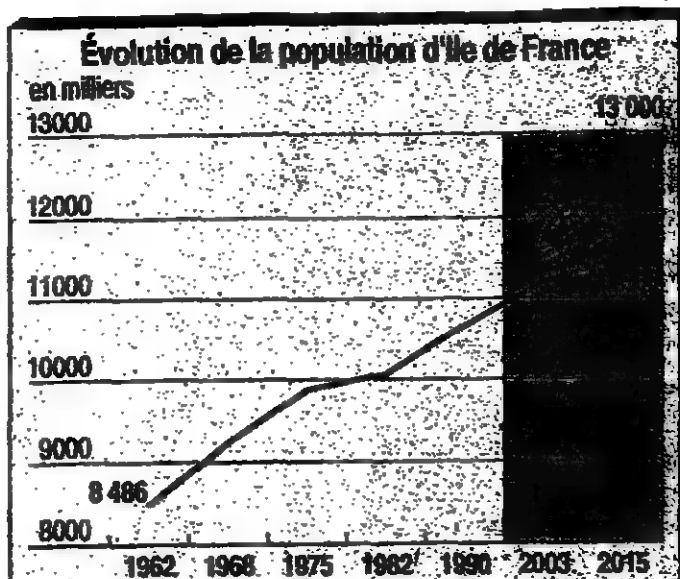
ment 17,5 % de la population féminine, contre 15,2 % dans l'ensemble de la France.

De surcroît, la natalité des Franciliennes (c'est-à-dire le nombre moyen d'enfants par femme en âge d'en avoir) a légèrement progressé en Île-de-France depuis 1982, contrairement à la moyenne française : le taux a même de baisser pour les plus jeunes tandis que celui des plus âgées s'élevait (par «rattrapage» du retard des naissances), ce qui laisse attendre un relèvement de l'indice de fécondité de 1,8 à 2, comme en Suède aujourd'hui. C'est l'hypothèse qu'ont retenue les démographes de l'IAURIF (sauf dans le scénario le plus bas). Ils prévoient en 2015 un supplément de 350 000 personnes en Île-de-France. Une évolution assez aléatoire, dans la mesure où la baisse constatée en Île-de-France, bien que faible, n'est pas durable.

Surtout, l'excédent naturel et la jeunesse relative de la population «Franciliennes» sont liés en bonne partie à des échanges, de grande ampleur, avec la province. Région particulièrement active, avec de nombreuses entreprises et administrations publiques et privées, l'Île-de-France exerce à la fois une forte «attraction» et une forte «répulsion» : depuis les années 70, elle attire plus de 100 000 jeunes provinciaux par an et «rejette» près de 170 000, en majorité d'âge mûr.

## Le départ des retraités

Le comportement des retraités n'a guère changé jusqu'ici : depuis 1962, en moyenne, 28,5 % des «55 ans et plus» ont quitté chaque année l'Île-de-France pour s'installer en province. La plupart des scénarios gardent donc cette hypothèse pour l'avenir. Le mouvement peut s'infléchir, pour plusieurs raisons : augmentation du nombre de per-



sonnes seules, moins mobiles, tendance nouvelle des retraités à partager leur temps entre leur domicile et campagne («double domicile»), enfin diminution éventuelle du nombre des ex-provinciaux susceptibles de revenir au pays. Un ralentissement des départs jusqu'à 25,5 % (comme dans les années 1962-1968) suffirait à augmenter de 400 000 personnes la population de la région en 2015.

Plus aléatoires encore, car plus fluctuantes, les arrivées de jeunes : celles-ci dépendent très étroitement de l'évolution de l'emploi. En témoignent les mouvements extrêmement contrastés enregistrés dans le passé.

Pendant les «années glorieuses» de l'industrialisation et de l'urbanisation, on a créé en Île-de-France, en moyenne, 100 000 emplois par an, dont un tiers en Île-de-France. Résultat : les arrivées de jeunes à la recherche d'un travail l'ont de plus en plus emporté sur les départs des

plus âgés, le «solde» moyen passant de 6 000 par an à 15 000 à la fin des années 60 et au début des années 70.

Avec la crise, au contraire, les créations d'emploi ont cessé, la région perdant même près de 100 000 postes par an entre 1978 et 1985. Ce déclin a ralenti, mais les arrivées, alors qu'elles ont toujours le nombre des départs, ont été ralenties par des conditions de vie plus difficiles à la campagne : ainsi la région a-t-elle perdu chaque année 60 000 personnes en moyenne. Mais après 1986, avec la reprise économique, plus de 250 000 emplois ont été créés dans la région - soit plus du tiers des créations de l'ensemble de la France - un nouvel «appel d'air» s'est produit, ramenant la perte annuelle à 40 000 entre 1982 et 1990.

Ainsi les fluctuations de l'emploi ont été majorées en Île-de-France, entraînant de grande mouve-

ments de population qui pourraient se reproduire à l'avenir : d'ici à 2015, l'hypothèse de 100 000 créations d'emploi par an en France au lieu des 50 000 des quinze dernières années - avec les effets respectifs sur la région - apporterait 350 000 habitants supplémentaires.

An total, «l'histoire récente prouve que toutes les hypothèses sont possibles», souligne un responsable de la direction régionale de l'INSEE. Du moins entre les deux cas «extrêmes» (11,5 millions et 13 millions d'habitants), qui couvrent l'un tous les éléments défavorables à la croissance, l'autre tous les éléments favorables. La conjonction de l'emploi peut faire la différence. Elle peut entraîner après l'an 2000 un renouveau de l'immigration étrangère, alors que le «solde» régional est revenu à 20 000-25 000 par an contre 45 000 dans les années 80.

## La référence étrangère

Si le poids des étrangers dans l'évolution de la population globale de l'Île-de-France est limité, il ne peut être négligé. D'une part, la région-capitale tient lieu de référence dans toutes les controverses politiques sur l'immigration. L'analyse des statistiques reflète, d'autre part, l'évolution contrastée de la présence étrangère dans les différents départements qui composent la région.

Ainsi, Paris intra muros «perd» des étrangers en effectif et en pourcentage depuis les années 80 (15,9 % en 1990 contre 16,6 % en 1982). Les autres départements ont connu la même évolution marquée, à l'exception du Val-d'Oise et de la Seine-et-Marne, dont les villes nouvelles attirent les étrangers, et surtout de la Seine-Saint-Denis. Ce département se distinguait déjà par la plus forte proportion d'étrangers de la région en 1982, avec 17,4 %, et est passé à 18,9 % en 1990. Quatorze

communes y comptent plus de 20 % d'étrangers.

A l'échelle de la région, cependant, la part de la population étrangère s'érode. Celle-ci est passée de 13,3 % en 1982 à 12,9 % en 1990 (11,7 % en 1975), suivant une évolution parallèle à l'ensemble du territoire. Ce mouvement, qui s'explique notamment par le fait que beaucoup d'étrangers acquièrent la nationalité française, ne doit pas masquer la concentration en région parisienne des étrangers vivant en France : 26,5 % des étrangers de l'Hexagone habitent en Île-de-France en 1982; ils étaient 36,4 % à y séjourner en 1982 et 38,5 % en 1990. Encore ces chiffres n'incluent-ils pas les illégaux, dont tout indique qu'ils sont sur-représentés en Île-de-France.

Tirer de ces chiffres des enseignements pour l'avenir est un exercice particulièrement périlleux. Rien ne dit que cette concentration peut continuer de s'accroître, puisque le regroupement familial est en diminution, que la fécondité des femmes étrangères décline avec le temps, et que la plupart des enfants d'étrangers deviennent français à leur majorité s'ils demeurent sur le territoire. En revanche, il l'inverse, certains Français de souche, les étrangers, eux, vieillissent en région parisienne. L'évolution la plus prévisible concerne la poursuite de la concentration des étrangers dans les zones situées à la périphérie de la région. Chassés de la capitale et des communes riches, les étrangers risquent de continuer à être répartis dans les ghettos ex-centrés de formation si les mécanismes mis en place pour lutter contre la ségrégation par le logement ne produisent pas leurs effets.

GUY HERZLICH  
et PHILIPPE BERNARD

helvim

## L'EST PARISIEN DU NORD AU SUD

Helvim signe de nombreuses réalisations en ÎLE-DE-FRANCE.

Qu'ils soient situés en Villes Nouvelles ou dans le cadre de communes anciennes renommées, qu'il s'agisse d'immeubles collectifs ou de maisons individuelles, de logements bénéficiant d'un financement aidé ou libre, les programmes réalisés par Helvim ont toujours un point commun : la recherche de la qualité, au niveau de l'architecture, des prestations et de l'intégration dans le site.

HELVIM - 25 rue François 1er - 75008 Paris  
Tél. : (1) 47 23 31 96

Je souhaite recevoir un complément d'information sur le programme suivant :  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_

**DUGNY**  
L'Orée de Dugny  
48 appartements  
du studio à 4 pièces  
Tél. : (1) 48 14 11

**AUBERVILLIERS**  
Prochainement  
un nouveau programme  
d'appartements  
de qualité

**MONTREUIL**  
CAP CHANGY  
Hôtel d'activités

**EVRY**  
VELA MONCEAU  
du studio à 3 pièces  
Tél. : (1) 64 97 31 09

**BONDUFLE**  
LES MAISONS DU GOLF  
de Bondoufle  
maisons  
Tél. : (1) 60 86 85

**ST-PIERRE-DU-PERRAY**  
LES PORTES DE  
ST-PIERRE-DU-PERRAY  
23 maisons individuelles  
22 appartements  
Tél. : (1) 60 75 73

**LOGNES**  
Prochainement  
un nouveau  
programme de maisons  
individuelles

**SUCY-EN-BRIE**  
LEADER CLUB  
Parc d'affaires

**SURENE**  
Prochainement  
un nouveau programme  
d'appartements  
de qualité

**BOUSSY-ST-GEORGES**  
LES MAISONS DU GOLF  
3 modèles de maisons  
Tél. : (1) 64 66 31 33

**ST-GEORGES**  
VELA D'EST  
48 appartements  
Tél. : (1) 64 66 16 90



habitants en 2015

# Un schéma directeur pour le prochain quart de siècle

Destiné à remplacer celui de 1965, il sera présenté au gouvernement et aux élus avant la fin de l'année

**E**LUS... pouvoirs publics d'accord : plus rien n'empêche que la procédure d'élaboration du nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) pour la région Ile-de-France parvienne à son terme avant la fin de l'année. Et la plus grande région française (19 % de la population, 28 % des étudiants, 40 % des cadres, 57 % des chercheurs, 64 % des sièges sociaux d'entreprises) devrait être gérée, l'année prochaine, jusqu'en 2015, en conformité avec les principes du SDAU, tant réclamés depuis plusieurs années.

Il devient en effet de plus en plus évident que le schéma directeur défini par Paul Delouvrier sous l'impulsion du général de Gaulle pose de nombreux problèmes pour l'aménagement de la région capitale. Le schéma Delouvrier a permis la création de deux millions de logements, de cinq mille nouvelles, du centre d'affaires de la Défense, de l'interconnexion des réseaux RATP et SNCF, enfin de l'aéroport Charles-de-Gaulle, dont la capacité actuelle de vingt millions de voyageurs par an peut être multipliée par quatre, ce qui est un atout considérable dans la compétition européenne et mondiale. Mais, malgré le « toffittage » de 1976, le SDAU de 1965 affiche plus de dix ans ses insuffisances : incompatibilité d'abord entre sa valeur de « prescription nationale » et les nouveaux pouvoirs accordés aux élus locaux par les lois de décentralisation ; inadéquation ensuite d'un schéma qui ne pouvait évidemment pas prendre en compte la très forte croissance des années 80.

On assiste donc, depuis 1976, à une multitude de « violations » par les élus locaux, qui ont d'abord permis un développement du SDAU à la croissance des villes nouvelles, puis à de simples « violations » des opérations d'aménagement. Une situation intolérable juridiquement, d'autant que les associations de citoyens ont compris l'usage qu'elles pouvaient faire de ce fameux SDAU. Elles ont d'ailleurs réussi, par des recours devant le tribunal administratif, à faire annuler un certain nombre d'opérations, dont celles de la Forêt Maillot et de Rueil-Malmaison. Le schéma directeur régional d'Ile-de-France (SDRIF) s'impose en effet aux schémas directeurs locaux et les documents d'urbanisme élaborés par les communes doivent être compatibles avec ce SDRIF.

## Le chantier de M. Rocard

Les pouvoirs publics ne peuvent pas affirmer que les violations ne sont que des « violations » des grandes lignes du futur nouveau SDAU, car la situation ne peut perdurer. On en a encore vu les conséquences, le 2 juin au conseil régional d'Ile-de-France, lorsqu'une motion du Front national a demandé une nouvelle « violation » de la loi relative aux « violations » des associations des écologistes (le Monde du 4 juin). En revanche, le schéma directeur bloque des opérations d'aménagement indispensables, comme celle à laquelle s'engageait la ville de la Plaine-Saint-Denis, au nord de Paris, qui est toujours classée zone industrielle.

Le principal défaut du SDAU actuel est d'avoir laissé s'accroître le décalage entre habitat et emploi. Ainsi, Paris et les cent vingt communes de la petite couronne rassemblent 28 % de la population et comptent les deux tiers des emplois. Quatre millions de Franciliens vivent aujourd'hui en grande couronne, mais les loyers y sont élevés pour rechercher un meilleur cadre de vie. Le schéma directeur de 1965 n'a pu empêcher l'étalement des populations vers des zones d'habitat individuel, ce qui a entraîné un déclin économique.

C'est M. Michel Rocard, alors premier ministre, qui déclenche la révision du SDAU, le 26 juillet 1989, en faisant une « violation » de l'action gouvernementale. Parallèlement, la loi relative à l'urbanisme est lancée. Celui-ci est publié en février 1990 et sert de base à la concertation, menée par le préfet Olivier Philip dans chacun des départements. Elle aboutit aux directives du premier ministre

du 22 mai 1990. Le 19 juillet 1990, le préfet de région signe l'arrêté de mise en révision du schéma directeur. Enfin, le 28 février 1991, M. Christian Sautter, préfet de région, remet au premier ministre l'esquisse du nouveau schéma directeur.

Cette esquisse, qui arrête les grandes options du futur schéma, est le nouveau présentée à l'ensemble des départements. Les élus régionaux comme le conseil régional d'Ile-de-France publient leurs propres chartes. Et l'initiative de la DATAR, les régions limitrophes rédigent des Livres blancs. Le gouvernement adopte au cours d'un comité interministériel d'aménagement du territoire réuni le 3 octobre 1991 l'avant-projet de schéma directeur tel qu'il découle des travaux des commissions et

des documents régionaux, départementaux et locaux.

Le résultat des élections régionales de mars 1992 bouscule cependant le processus. Les partis traditionnels sont laminés. Le Front national et les écologistes, qui font une percée impressionnante, ont en commun de remettre en question les premières orientations du SDAU, c'est-à-dire la priorité au développement de l'Ile-de-France avec une maîtrise démographique maîtrisée. Avec une majorité relative, et donc inconfortable, M. Michel Giraud, le nouveau président (RPR) du conseil régional, cherche à défendre les intérêts de ceux qui constituent le deuxième tiers de l'assemblée régionale : c'est-à-dire l'intergroupe formé par les Verts et Génération Ecologie. Il rappelle

qu'il faudra « réaliser une grande loi d'aménagement du territoire au Parlement assortie de mesures de transports et de circulation ». Il réclame à nouveau « plus de pouvoirs pour la région Ile-de-France ». Enfin, il annonce que le 15 avril au préfet de région une lettre dans laquelle il demande que le schéma directeur conjugué « ambition économique et qualité de vie ».

## Le message des électeurs

M. Sautter, le préfet de région, est convaincu que l'Ile-de-France peut et doit continuer à confirmer son leadership mondial aux côtés de New-York, Londres et Tokyo, et à la concurrence de Francfort et de Bruxelles, en

réalisant une stratégie réfléchie de développement économique, il a néanmoins lui-même entraîné le « message des électeurs ». Les services techniques de la préfecture de région ont donc travaillé ces dernières semaines à de nouvelles orientations du projet de SDAU. Les ceintures vertes et jaunes (espaces naturels et agricoles) vont être mieux plus rigoureusement protégées, probablement par une nouvelle réglementation. Les collectivités locales vont devoir accepter de laisser en l'état 85 000 hectares des zones qu'il était initialement prévu d'urbaniser. Les protections existantes des zones naturelles développées. L'accent sera mis sur l'amélioration des transports collectifs actuels, afin de détourner les Franciliens de la voiture indivi-

duelle. Autant de mesures qui ne remettront cependant pas en cause la volonté des pouvoirs publics de fournir aux habitants des Franciliens la possibilité de travailler, s'ils le souhaitent, en Ile-de-France.

« On ne peut pas faire un schéma directeur sans les élus », explique M. Sautter en indiquant qu'il est aujourd'hui hors de question pour les pouvoirs publics de faire passer sa force, c'est-à-dire par exemple devant le Conseil d'Etat, le futur schéma directeur. Mais celui-ci devrait, dans l'Etat actuel, recueillir un trop de problèmes, l'assentiment de la majorité du conseil régional.

C. de C.

Si vous n'êtes pas toujours le premier de la classe, vous serez au moins le premier en cours.



24 universités en Ile-de-France.

Leçon n°1 : trouvez la gare la plus proche de votre université. En Ile-de-France, le réseau SNCF comprend 390 gares réparties sur les huit départements y compris à l'intérieur de Paris. Leçon n°2 : choisissez l'horaire

390 gares SNCF.

trains en fonction de votre emploi du temps. En règle générale, aux heures creuses, les gares situées à environ 15 km de Paris sont desservies à raison d'un train tous les quarts d'heure. Au-delà, la fréquence passe à la demi-

5 000 trains par jour.

heure. Toutes les fréquences sont bien sûr très sensiblement aux heures de pointe. Désormais, en cas de retard, vos professeurs autorisés à vous donner à copier 10 fois les leçons 1 et 2 précédemment citées.

Les universités avec les trains d'ILE-DE-FRANCE.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.



# Sombres perspectives pour la maison individuelle

Faute de terrains, les professionnels de l'immobilier redoutent une crise du pavillon de banlieue

UNE résidence principale sur quatre en Ile-de-France est une maison ou un pavillon et relève donc de l'habitat individuel, par opposition aux grands ensembles collectifs. Cette proportion, stable depuis le milieu des années 80 mais deux fois moins que la moyenne nationale, se réduit au fur et à mesure que l'on s'approche du centre de l'agglomération parisienne, pour s'accroître quand on s'en éloigne.

A Paris, il faut avoir des sources exceptionnelles pour trouver une maison individuelle, tant l'offre est rare. Dans la région Ile-de-France, l'Institut d'aménagement d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) dénombrait, en 1988, 7 279 unités, soit 0,7 % du parc (1 117 405). En petite couronne, la proportion passe à 21,3 % du parc, soit 175 214 unités, pour atteindre 39,5 % à 66,9 % en grande couronne, selon l'on se trouve en agglomération. Au total, le parc individuel dans l'agglomération a dépassé la million d'unités et a augmenté de 14 % en 1989, soit plus rapidement que le collectif (14 % en 1989, 5,8 %).

Refuge des familles de la capitale, l'envolée des prix et des loyers des maisons individuelles d'Ile-de-France est un phénomène plus grand que l'appartement

parisien (51,7 mètres carrés) ou francilien (de 64 à 76 mètres carrés) moyen : la surface s'échelonne entre 127 mètres carrés, pour deux pièces de plus en moyenne (généralement au-dessus de cinq pièces), et les appartements : les prix moyens demandés s'échelonnent entre 994 460 F en Seine-et-Marne (641 F pour un appartement de 2 pièces) et 1 254 F pour un appartement (1 254 F pour un appartement), selon l'analyse récemment par le marché immobilier Paris-Ile-de-France.

Une des caractéristiques du secteur est la dégradation de la répartition de l'offre selon la surface. La revue apparaît « le caractère plus résidentiel » des Yvelines, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne, où les pavillons de plus de 120 mètres carrés représentent de 47 % à 51 % de l'offre, alors que cette proportion tombe à 34 % en Seine-Saint-Denis. Par tranche de prix, le phénomène est plus flagrant : dans les Hauts-de-Seine, plus de 77 % des offres de maisons faites à plus de 1,5 million de francs, chiffre qui tombe à 58 % dans le Val-de-Marne. A l'inverse, en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise, la moitié environ (54 % et 45 % respectivement) des maisons sur le mar-

ché coûtent moins d'un million de francs.

Pourtant, à écouter les professionnels, l'habitat individuel en Ile-de-France est menacé. Les premiers à avoir tiré la sonnette d'alarme sont les lotisseurs : le SNAL (Syndicat national des aménageurs-lotisseurs) a en effet l'avant-projet de schéma directeur de la région Ile-de-France, qui prévoit la mise à disposition dans les vingt-cinq prochaines années de 11 000 hectares de terrain pour satisfaire l'ensemble des besoins d'aménagement et de développement de la région. Le total pour une population estimée en 2015 à 10 millions d'habitants. Selon le SNAL, la surface prévue est totalement insuffisante : en supposant une consommation de 10 mètres carrés de sol par habitant (moyenne des quarante dernières années dans les pays occidentaux), il faudrait sur vingt-cinq millions de hectares !

## Cinq fois la surface de Paris

Lors de sa publication, certains observateurs avaient noté que 55 000 hectares de terrain constructibles représentaient quand même cinq fois Paris (10 000 hectares), ce qui est remarquable. Une des critiques que l'on peut apporter à ce chiffre est qu'il suppose une densification de la première con-

roane. Or, ce sont les maires d'une ville pavillonnaire qui osent prendre le risque politique d'encourager le développement de l'habitat collectif. Contrairement à ce qui a pu arriver dans le passé, on ne voit pas beaucoup de zones pavillonnaires entières rasées pour construire de grands ensembles.

« En France, il y a des villes où l'on crée une pénurie pour le SNAL, la faiblesse de la surface libérée ne fera qu'aggraver la flambée des prix du foncier en Ile-de-France où le prix moyen du terrain pour une maison est déjà compris entre 400 000 et 500 000 F. Mais cette moyenne cache des disparités entre la première couronne, où l'on trouve des terrains de 500 mètres carrés à Maisson-Alfort oscillant entre 1 million et 1,2 million, et le fin fond de la Seine-et-Marne où ils se négocient à 100 000 F environ. Si bien que le prix du mètre carré (pour une surface moyenne de 100 mètres carrés en Ile-de-France) en arrive à être plus cher que celui de la maison !

Les aménageurs-lotisseurs, comme d'ailleurs les particuliers de maisons individuelles, ont défendu du gaspiller l'espace, derrière rare en région parisienne. Selon eux, un habitant de maison individuelle consomme certes entre 20 % et 30 % d'espace de plus que celui d'un immeuble collectif. Mais, à la fin du compte, le prix d'un logement est moins élevé. Un membre de l'UNCM (Union nationale des constructeurs de maisons individuelles) cite en exemple celui d'un terrain à Meudon (en Seine-et-Marne) qui revient à 400 000 F, sur lequel est construite une maison de 120 mètres carrés de 600 000 F, ce qui met le prix du mètre carré à 5 000 F. A comparer avec celui d'un appartement, dans la même ville (13 000 et 13 500 F le mètre carré).

« Les professionnels du SNAL, qui connaissent l'extrême de l'offre fon-



lier cache une crise beaucoup plus profonde, qui est précisément celle de la pénurie foncière risquant d'entraîner, la reprise s'amorçant, une nouvelle flambée des prix. Rejetant la responsabilité des pénuries zones destinées à la construction, sur la hausse des taxes, sur les participations communales et sur l'augmentation de la TVA, ces professionnels réclament donc plus de surfaces, après avoir remarqué que l'espace aménagé en lotissements « rente à l'échelle humaine » : la densité de la

population à l'hectare est évaluée à 56 personnes en lotissement, à 78 personnes en maison individuelle groupée et comprise entre 70 et 106 personnes en collectif. Un des défis du schéma directeur de l'Ile-de-France sera de concilier deux intérêts contradictoires : le désir des familles de vivre dans des maisons individuelles et la nécessité économique d'espace exigée par la pénurie régionale.

FRANÇOISE VAYSSÉ

## Comparaison des prix fonciers en zone centrale entre 1989 et 1990

Département	Prix foncier moyen 1989	Prix foncier moyen 1990	Hausses de prix entre 1989 et 1990 en %	Variation de volume entre 1989-1990
Paris	22 767 F	28 918 F	+ 27 %	+ 65 %
Hauts-de-Seine	4 475 F	4 752 F	+ 6 %	- 30 %
Seine-Saint-Denis	887 F	967 F	0 %	- 8 %
Val-de-Marne	1 388 F	1 673 F	+ 22 %	- 59 %

\* Ce prix pondéré est anormalement stable à cause du poids du marché de Boulogne-Billancourt (source IMO prix moyen pondéré).

**La Défense**  
l'adresse de tous ceux qui réussissent

Un aménageur public à votre écoute  
EPAD - Tél. 47 93 34 34  
Codex 1 - 92020 - Paris La Défense

**LA CITÉ CRÉE SON PAYSAGE**

**afip** L'AMENAGEUR PARTENAIRE

Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne  
195, rue de Bercy 75582 PARIS Cedex 12 Tél : 01 04 65 40 - Fax : 43 44 76 72



هكذا من الرجل

■ Le Monde ■ Vendredi 12 juin 1992 33

maison individuelle

## NOS TERRES DE CONQUÊTES



**CA** CRÉDIT AGRICOLE  
D'ÎLE-DE-FRANCE

POUR VOUS, DÉCIDEURS,  
UNE BANQUE SPÉCIALISTE  
DE L'ÎLE-DE-FRANCE, C'EST CAPITAL.

Parce que vous avez des attentes spécifiques en matière de conseils financiers. Parce que vous avez besoin d'une banque proche de vous, sachant faire le lien entre l'activité économique et votre entreprise. Parce qu'on ne conseille pas une multinationale comme une PME. Le Crédit Agricole d'Île-de-France met à votre disposi-

tion des structures adaptées et de véritables spécialistes qui sauront parfaitement se mettre à l'écoute de votre entreprise quelle que soit sa taille et lui trouver des solutions à sa mesure. Parce qu'à l'aube du grand marché européen et de ses enjeux, il vous faut plus que jamais une banque adaptée, spécialisée et au savoir-faire pointu.



## Paris met le cap à l'est

Bercy, Austerlitz, Tolbiac, Masséna et la Bibliothèque de France :  
sont les points forts du rééquilibrage de la capitale

**A** Bercy, les grues et les pelleteuses ont pris possession du terrain pour offrir en 1995 aux habitants de la capitale 1 200 logements (60 % sociaux et 40 % non aidés), des équipements publics, le premier centre mondial de l'agroalimentaire et un musée de la cuisine. Une passerelle jetée sur la Seine permettra aux promeneurs de gagner à partir de ce parc le parvis de la Bibliothèque de France sur l'autre rive. Ce grand jardin élargit le long du fleuve respectera la trame des rues anciennes de l'entrepôt, les arbres centenaires et les bâtiments du siècle dernier. Une immense pelouse agrémentée de canaux, de ponts, de treilles et de vignes s'étendra donc entre le Palais omnisports et la Cité des vins et des musées de la table.

Ce quartier international de l'alimentaire est estimé à 1 milliard de francs a été dessiné par la société ZEUS qui en assure la réalisation. Les vieux chais de la cour Saint-Eustache seront réhabilités. A l'intérieur s'installeront des bars à vin, des brasseries, des restaurants gastronomiques et régionaux (mais pas de restauration rapide) et des boutiques réservées à la vente de vins et spiritueux, français et étrangers. Ce sera « Bercy Village » ouvert sur le parc. Les célèbres entrepôts Lheureux, inscrits à l'inventaire supplémentaire des

monuments historiques seront restaurés. Sur 12 000 m<sup>2</sup>, ces « pavillons de Bercy » accueilleront foires, salons, quinzièmes commerciales et expositions : Salons de vins d'appellation contrôlée, par exemple. Il est également prévu d'édifier une maison internationale des vins et de la gastronomie, une salle des ventes qui fait actuellement défaut à Paris, et d'organisations professionnelles et la Compagnie des courtiers-jurés-piqueurs de vins (reconnus depuis 1322) qui animera des salles de dégustation.

Le bâtiment du Capval, centre d'affaires voué au vin et à la gastronomie, regroupera, lui, sur 140 000 mètres carrés, la longueur d'année, des entreprises françaises et étrangères spécialisées dans les métiers de l'alimentation. Cet édifice de huit étages sera équipé de tous les services modernes destinés à faciliter les transactions commerciales du milieu de sociétés installées dans ses murs.

On y trouvera des salles de réunion, des salons de réception, des cuisines de démonstration, des « caves » de dégustation, un service de traducteurs et d'interprètes ainsi que des banques et des agences de voyage. 4 000 places de stationnement seront aménagées sous ce nouveau centre d'affaires. « Ce vaste complexe constituera à l'heure du marché européen, la vitrine de la gas-

tronomie française et de tout le secteur alimentaire », proclame le maire de Paris à propos de Bercy.

Reste la desserte de ce secteur, une des grandes maîtres du rééquilibrage de la capitale. La voie express rive droite sera réaménagée et des accés aménagés. Le pont de Bercy est d'ores et déjà doublé et les itinéraires des deux lignes d'autobus modifiés. Enfin la RATP va créer une nouvelle ligne de métro (Météor) à partir de la gare Saint-Lazare les quartiers sud-est de la capitale, c'est-à-dire Bercy et Tolbiac.

### Cinq mille logements sur la rive gauche

Le quartier Tolbiac, justement, sera le premier chantier ouvert dans le cadre de la rénovation du secteur Seine-Rive-Gauche. L'aménagement de ces 130 hectares du 13<sup>e</sup> arrondissement délimités par le boulevard périphérique, la gare d'Austerlitz, la rue du Chevaleret et la Seine s'achève en 2005. Et son coût est estimé à 25 milliards de francs.

Ce projet de grande ampleur prévoit de « reconstruire » ces quartiers de Paris dont le développement est bloqué depuis plus d'un siècle, c'est-à-dire depuis l'arrivée du chemin de fer. Le programme comprend 5 200 logements situés en bord de Seine,

60 000 emplois de bureaux répartis sur 900 000 mètres carrés qui permettront à la capitale de conserver et de renforcer sa fonction de place économique internationale, 800 commerces et boutiques, des équipements publics et de quartiers, des espaces verts dont 5 000 mètres carrés réservés aux squares de proximité, un nouveau réseau de voirie et 4 000 places de stationnement. Enfin le projet prévoit de planter 3 000 arbres le long des rues du quartier. La Bibliothèque de France occupera, elle, 200 000 mètres carrés. Ses quatre tours culmineront à 90 mètres. Ce seront les seuls édifices de grande hauteur de l'opération Seine-Rive-Gauche. Les immeubles environnants ne dépasseront pas, en effet, dix étages pour s'abaisser à sept en bordure de Seine.

Le premier coup de pioche sera donné dans le secteur de Tolbiac. On va bâtir autour de la Bibliothèque de France 1 000 logements avec les équipements sociaux correspondants, des bureaux offrant 6 000 emplois et à cinq ans de boom de l'immobilier, qui s'expliquait par le déficit de la construction : bureaux jusqu'en 1985, il est normal que le marché se soit baissé. « On ne pouvait pas éternellement construire au rythme de 1 million de m<sup>2</sup> de bureaux par an », souligne Jean-Claude Bourdais.

Investisseurs et promoteurs s'adaptent à la baisse de la demande en réduisant les loyers, notamment en freinant nettement la mise en chantier de programmes non affectés. « Le niveau de l'offre se stabilise et la demande reste relativement satisfaisante », explique Jean-Claude Bourdais, directeur général de Cogedim Ile-de-France. Dans ce contexte, il est normal que les opérateurs retardent le lancement d'opérations nouvelles, mais nous ne traversons pas de crise structurelle pour autant. « Les Hauts-de-Seine restent le département d'Ile-de-France qui a connu la plus forte croissance de l'immobilier d'entreprise depuis quatre à cinq ans », note François Bertière, PDG de Franco-Construction. Il ne faut pas oublier que le prix des locations a été multiplié par deux ou par trois dans cette période. A Boulogne-Billancourt et à Leval-

## Les entreprises se tournent vers les Hauts-de-Seine

Pour les professionnels de l'immobilier, le marché des bureaux s'y porte bien.

**L**e « croissant d'or », qui s'étend de Levallois-Perret à Issy-les-Moulineaux, en passant par Sèvres et Boulogne-Billancourt, a un net ralentissement de la construction, affiche une belle santé, grâce aux entreprises qui quittent Paris pour Levallois.

A première vue, les chiffres du département pourraient paraître inquiétants : en 1991, la chute des mises en chantier de bureaux atteint 40 % par rapport à l'année précédente. De 1 200 000 m<sup>2</sup> de bureaux autorisés en 1987, on chute à 445 000 m<sup>2</sup> en 1992. « Dans les Hauts-de-Seine, le mot de crise pour l'immobilier d'entreprise n'est pas le plus juste, assure pourtant Jean-Claude Bourdais, président de l'Observatoire régional de l'immobilier d'entreprise et directeur général de Bourdais-Conseil. Simplement, le marché, après avoir connu une demande élevée, est devenu offreur. » Les professionnels font tous la même analyse. Après quatre à cinq ans de boom de l'immobilier, qui s'expliquait par le déficit de la construction : bureaux jusqu'en 1985, il est normal que le marché se soit baissé. « On ne pouvait pas éternellement construire au rythme de 1 million de m<sup>2</sup> de bureaux par an », souligne Jean-Claude Bourdais.

Investisseurs et promoteurs s'adaptent à la baisse de la demande en réduisant les loyers, notamment en freinant nettement la mise en chantier de programmes non affectés. « Le niveau de l'offre se stabilise et la demande reste relativement satisfaisante », explique Jean-Claude Bourdais, directeur général de Cogedim Ile-de-France. Dans ce contexte, il est normal que les opérateurs retardent le lancement d'opérations nouvelles, mais nous ne traversons pas de crise structurelle pour autant. « Les Hauts-de-Seine restent le département d'Ile-de-France qui a connu la plus forte croissance de l'immobilier d'entreprise depuis quatre à cinq ans », note François Bertière, PDG de Franco-Construction. Il ne faut pas oublier que le prix des locations a été multiplié par deux ou par trois dans cette période. A Boulogne-Billancourt et à Leval-

lois-Perret, par exemple, le m<sup>2</sup> est passé de 1 100 F à 1 500 F, des points à 3 000 F.

Aujourd'hui, aucune commune du département ne connaît de problème majeur pour louer ses bureaux, pas même Levallois-Perret, qui a pourtant battu les records de construction : 250 000 m<sup>2</sup> sont déjà sortis de terre, 150 000 sont en projet. La municipalité annonce 35 000 m<sup>2</sup> vacants. « Ce chiffre n'est pas démesuré, évalue Daniel de Coster, directeur général de la SEMARELP, société d'économie mixte de Levallois chargée des opérations d'urbanisme. Et ces bureaux restent vides, non pas faute d'occupants mais parce que le comité de décentralisation refuse de délivrer son agrément aux utilisateurs potentiels. La GMF, par exemple, s'est vu interdire l'installation de son siège social dans un immeuble de Levallois. »

### Un phénomène de vases communicants

Le « croissant d'or » tire son épingle du jeu malgré des prix multipliés par trois en sept ans et le marasme général, grâce à la crise parisienne qui, elle, est bien réelle. On assiste effectivement, depuis quelques années, à un phénomène de vases communicants entre Paris, qui se vide de ses entreprises, et les Hauts-de-Seine qui les accueillent. Le dernier exemple en date étant le transfert de TF1 à Boulogne. « Les vieux immeubles de bureaux parisiens, outre leurs prix élevés à 3 000 F le m<sup>2</sup> dans le triangle d'or, ne sont plus adaptés aux besoins, compte-tenu de l'entreprise. Les chefs d'entreprise ont fait leurs comptes : la surface occupée par une secrétaire à Paris coûte environ 100 000 F, soit pratiquement l'équivalent de son salaire annuel. »

Is ont préféré venir dans les Hauts-de-Seine, où on leur proposait de véritables « villages » productifs : bureaux modernes, divisibles, conçus pour être informatisés, équipés de parkings et, de surcroît, deux fois moins chers dans un département résidentiel très bien desservi par les transports en commun et les autoroutes.

JOSÉE POCHAT

## Certains pensent que l'énergie est dans le bocal...



## D'autres investissent en Seine

Paris-bocal s'essouffle, la Seine et Marne respire : Offrez-vous la moitié de l'Ile de France.

La Seine et Marne : à 20 minutes de Paris, 4 autoroutes, l'aéroport international de Roissy, 2 villes nouvelles Marne la Vallée et Melun Sénaert, 3 gares TGV bientôt interconnectées (Londres : 3 h 30, Marseille 4 h 30, Bruxelles 2 h), 140 000 étudiants dans l'enseignement supérieur.

Et puis 450 km<sup>2</sup>, 2000 km de cours d'eau, 135 000 hectares de forêt, le grand stade, Eurodisneyland.

Et l'espace, beaucoup d'espace, pour vos entreprises.

Pour vous informer des nombreuses opportunités d'implantation, pour vous conseiller et vous aider dans vos projets.

SEINE & MARNE  
DEVELOPPEMENT

Tel. : (1) 64.37.68.45 - Fax : (1) 64.39.00.23

## Massy, pôle européen

**S**i ce n'est pas encore le morcelé, l'euphorie du départ s'est déjà dissipée sur le grand chantier du pôle européen de Massy (Essonne). Forte de la présence de sa gare d'interconnexion des trains à grande vitesse inaugurée en septembre dernier, Massy a vite fait de perdre son lustre. 500 000 mètres carrés de bureaux figurent au programme dans un étau périmètre autour des emprises SNCF. Pour transférer le site ingrat avec les faibles loyers qui le coupaient en deux, Claude Garmon, le député et maire de la ville, a voulu une « architecture d'exceptionnelle qualité ». Dans l'ambitieux plan d'urbanisme qu'il a présenté à l'automne 1990, tout est prévu pour donner une unité aux quartiers d'affaires tout en intégrant la « laideur » des installations du chemin de fer.

L'élément central est une arche-astrum de 200 mètres de long surplombant les voies pour rallier les deux parcs du pôle. En second lieu vient une sphère de 70 mètres de diamètre abritant 35 000 mètres carrés de bureaux et d'équipements et recouvert de verre de différentes couleurs représentant les océans et les terres. Dernier pilier du dispositif architectural, une pyramide de verre pour couvrir les rails et dont le point culminera à 70 mètres de haut. Officiellement aujourd'hui, seule cette dernière réalisation ne verra pas le jour. « Le projet a été abandonné il y a longtemps », explique Jacques Piétri, le directeur de la société d'économie mixte de Massy, l'aménageur du pôle européen. Il semble qu'il ait coûté trop de construire une dalle au-dessus des voies en comparaison des bénéfices escomptés. « Toutes les autres opérations sont maintenues », assure Jacques Piétri. Il s'agit néanmoins de séduire les hypothèques : concernant la sphère. Le groupe Pellé, à qui a

été attribué le droit de construire, traverse actuellement une période de turbulences. Plus généralement, il est permis de se demander si, la crise aidant, les promoteurs ont conservé une confiance aveugle dans l'avenir du pôle de Massy. Jacques Piétri préfère, lui, parler de glissement dans le temps.

Certains faits démentent l'optimisme de rigueur. Le ZAC Carnot, dans le prolongement de la gare TGV, progresse à la vitesse d'un oiseau. Ses 10 hectares doivent recevoir près de 105 000 m<sup>2</sup> de bureaux, de locaux d'activités et de commerces. 80 % des surfaces devraient être livrées en 1993. L'objectif ne sera pas atteint. A l'angle de la place Victor Hugo, en face l'avenue Carnot, la société France Construction vient seulement d'ériger les palissades bleue et blanc du chantier de l'immeuble « Vintia ». Elle détiendrait pourtant un permis de construire depuis juillet 1990. Si toutes les charges foncières cessibles ont trouvé preneur, leur prix s'est finalement établi autour de 3 000 francs le mètre carré alors que les premières cessions s'étaient négociées à 5 000 francs. Il y a un vrai qu'elles s'élevaient anormalement au-dessus du cours habituel. Parallèlement, la ville met ses finances à la disposition des investisseurs.

Les projets sur l'opération « théâtre », la « phase culturelle » du pôle, sont en demi-sommeil. L'établissement ouvrira bien ses portes cette année, ce sera avec un budget réduit à moins de 2 millions de francs, ne lui permettant pas, loin de là, de satisfaire les objectifs culturels fixés lors de sa conception. Un autre grand projet, la construction d'un complexe omnisports, est, lui, pour longtemps oublié dans les cartons.

PATRICK DESAVIE

Les transports visent la b

Saint-Quentin

Quentin nous



هكذا من البداية

12 juin 1992 37

ILE-DE-FRANCE  
TRANSPORTS

Le Monde Vendredi 12 juin 1992 35

## Les transports publics visent la banlieue

La RATP et la SNCF proposent de développer les liaisons transversales

En son cœur, la capitale souffre d'asphyxie. La ligne A du RER parisien est totalement saturée. Aux heures de pointe, on comptabilise jusqu'à 62 000 voyageurs entre Châtelet et Auber, le tronçon le plus chargé, alors que la capacité maximale théorique s'élève à 54 000 passagers à l'heure. Face à cet engorgement, la RATP et la SNCF ont développé deux projets, Météor pour la première, Eole pour la seconde, fondés sur deux stratégies différentes.

Le projet de la Régie vise à soulager le RER A en suivant au plus près son tracé entre les gares de Lyon et de Saint-Lazare ainsi qu'à mieux desservir le 13<sup>e</sup> arrondissement. Celui de la SNCF offrira une desserte alternative aux populations de l'est de la banlieue parisienne en reliant la banlieue est à l'important pôle d'emploi autour de la gare Saint-Lazare.

Dans un premier temps, Eole fut jugé prioritaire par l'Etat, le gouvernement n'estimant pas opportun de construire dans l'immédiat un troisième tunnel entre Châtelet-le-Lyon et Gare-de-Lyon, à côté de la ligne A et de la future ligne D du RER. Finalement, la ligne Météor, défendue avec insistance par la RATP, a obtenu en 1990 de figurer au contrat de plan Etat-Région et sera même achevée deux ans avant Eole, en 1996.

A cette date, il sera possible de circuler entre les stations ZAC de Tolbiac et Madeleine. Entre les deux, on trouvera cinq stations, Dijon, Bercy, Gare-de-Lyon, Châtelet, Pyramides. D'un montant initial de 3 milliards, les dernières estimations portent aujourd'hui la réalisation de cette section à 5 milliards. Probablement sous-estimée dès le départ pour l'emporter sur Eole, elle représente beaucoup pour la Régie qui n'entend pas en

faire « un projet au rebours ». « Autant qu'un projet de transport, c'est un projet d'entreprise qui permet de repenser tous les métiers d'exploitation traditionnelle », note Jean-Michel Pannier, directeur du département développement. Ce métro, entièrement automatisé, sera composé de rames « Boas » permettant de se déplacer entre les voitures, avec une capacité de 40 000 voyageurs à l'heure. La RATP prévoit dans un deuxième temps de pousser la ligne jusqu'à Maison-Blanche (dans le 13<sup>e</sup> arrondissement) et au nord vers le port de Gennevilliers.

### Un tramway à Bobigny

Eole, dans sa première phase, entrera en service deux ans après Météor. Cette future ligne E du RER sera capable d'accueillir environ 70 000 voyageurs aux heures de pointe grâce à des gares à quatre voies capables de laisser passer deux trains dans chaque sens. Le premier tronçon mis en service par la SNCF en 1998 reliera la future gare Nord-Est (qui recevra les voyageurs de la banlieue est) à celle de Saint-Lazare-Condorcet (qui sera un cul-de-sac). Son montant est estimé à 5,4 milliards de francs. Dans un deuxième temps, la SNCF envisage de raccorder Eole aux voies de la banlieue de la gare Saint-Lazare et de créer deux nouvelles gares : Pont-Carlinet à l'ouest, Aubervilliers à l'est. Cette dernière implantation semble plus opportune que le choix initial de la Villette.

Ces opérations ne sont pas les seules figurant à l'actuel contrat de plan. Le percement du tunnel de la ligne D du RER entre Châtelet et Gare-de-Lyon, dont l'entrée en service est prévue en 1995, permettra de relier la partie nord du RER D vers Orly-la-Ville à la branche sud-est du RER A vers Marnes-la-Vallée et

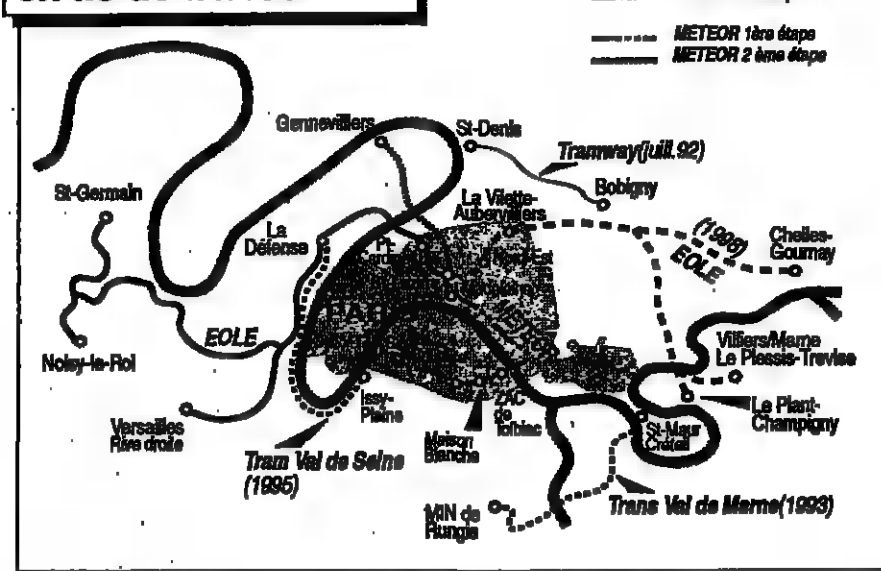
sy-Saint-Leger. La ligne A du RER sera prolongée sur deux kilomètres au nord-ouest jusqu'à Cergy-le-Haut d'ici 1994. La ligne 13 du métro sera prolongée d'ici 1995-96 jusqu'à Saint-Denis-Université. Hors contrat de plan, le prolongement de ligne B dans l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle pour la fin 1994 fait l'objet de financements spécifiques de la part de la SNCF, d'Aéroports de Paris et de la région.

D'autres projets visent à assurer une meilleure desserte des banlieues. Se déplacer autour de l'agglomération parisienne par les transports en commun relève actuellement de l'exploit. D'ici la fin 1996, plusieurs projets de la Régie amélioreront, localement, cette pénurie de transports en « site propre ». « Il faut étendre progressivement à la banlieue l'offre dont bénéficient les Parisiens », note Jean-Michel Pannier de la RATP. Sur 21 millions de déplacements motorisés (tous modes confondus) dans l'agglomération parisienne, 60 % sont internes à la banlieue. Or, l'offre en matière de transport en commun de banlieue à banlieue est inférieure à 15 % en part de marché.

Le tramway de Bobigny entrera en service au début du mois de juillet. Il reliera tout d'abord Bobigny à La Courneuve puis en décembre sera mis en service sur l'ensemble de la ligne jusqu'à Saint-Denis, sur un total de 9 kilomètres avec 21 stations. Le département de Seine-Saint-Denis, qui s'est battu longtemps pour obtenir son tramway, a contribué à son financement pour plus de 7 %, sur un montant total de 765 millions de francs. La ligne desservira 73 000 habitants et 35 000 emplois.

Le Trans-Val-de-Marne, la première ligne d'autobus au site propre en Ile-de-France, n'a pas été simple, non plus, à réaliser. Au départ, les six communes traversées n'ont pas toutes

### Projets SNCF - RATP en Ile de France



vu d'un bon œil la circulation réduite sur la nationale 186 avec la réalisation d'un couloir réservé. Cette desserte de 12,5 kilomètres entre les Halles de Rungis et la gare RER de Saint-Maur-Créteil, devrait finalement entrer en service en 1993 pour un coût de 615 millions de francs.

Autre projet, le Tram Val-de-Seine entre Issy et la Défense devrait fonctionner à la fin 1993. Pour cette opération, la SNCF, propriétaire du réseau, est maître d'ouvrage mais c'est la RATP qui exploitera le projet. « Nous avons souhaité que la Régie exploite de manière préférentielle le réseau à petit gabarit de la petite couronne », note Christian Piana, du Syndicat des transports parisiens, l'autorité organisatrice des transports en Ile-de-France. A la fois pour des questions de synergie dans la gestion du matériel roulant et parce que le département des Hauts-de-Seine, souhaite disposer d'un service de type urbain avec des rotations fréquentes.

Pour l'avenir, les projets débordent des cartons de la SNCF et de la RATP qui, l'une comme l'autre, ont fait de l'amélioration de la desserte de l'intérieur de la banlieue l'axe majeur de leurs propositions pour le futur schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, la première se concen-

trant sur la desserte des départements de la petite couronne, la seconde, sur ceux de la grande couronne.

La Régie a comme grand projet la réalisation d'une rocade en métro automatique. Le projet est défendu par le conseil régional, sous le nom d'ORBITALE. Il s'agit de prolonger les lignes existantes de métro plus avant dans les départements de la petite couronne et de les relier entre elles par un métro automatique léger. « Ce sont les nouvelles technologies qui vont changer la face des transports », remarque Pierre Pommerehne, directeur général de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France. Il y a eu l'ère du métro puis celle du RER. Le métro léger permettra, avec la desserte Orbitale, des liaisons commodes de banlieue à banlieue. Au total, le projet de la Régie comprend 182 kilomètres de lignes et 157 stations nouvelles. L'estimation sommaire porte à 71 milliards de francs le coût de l'ensemble dont 63 milliards pour les infrastructures et 8 milliards pour le matériel roulant, type Météor.

La SNCF a également un programme ambitieux pour le futur schéma d'aménagement de l'Ile-de-France. Il vise d'une part à renforcer le réseau RER et banlieue existant en

créant des voies supplémentaires sur certains tronçons. Le coût de ces opérations dites « de capacité » est estimé à près de 22 milliards de francs. Des propositions sont faites, d'autre part, pour mettre en relation les villes nouvelles et les principaux pôles de développement par un jeu de rocade ou plutôt de « tangentes ». Deux liaisons semblent faire l'objet d'un certain consensus : l'une, au nord, entre Cergy-Pontoise et l'aéroport de Roissy. L'autre au sud, entre Saint-Quentin et Melun-Sénart, via Versailles, Massy et Evry. Une liaison ouest, qui s'appuie sur la grande ceinture, vise à relier Cergy à Massy-Palaiseau et un autre projet existe à l'est entre Roissy et Melun-Sénart via Marnes-la-Vallée avec une variante plus proche de Paris Roissy-Brie-sur-Marne-Orly.

Le coût de ces liaisons tangentielles est estimé à 27 milliards de francs. Enfin, la SNCF réétudie également à des liaisons interrégionales, entre les pôles forts de l'agglomération et les principales villes proches de l'Ile-de-France, comme des liaisons Orléans-Massy, Rouen-Cergy ou encore Creil-Compiègne.

MARTINE LARONCHE.

## Saint-Quentin-en-Yvelines



SAN  
Syndicat d'Agglomération Nouvelle  
BP 46 - 78185 St-Quentin-Yvelines Cedex



EPA  
Etablissement public d'Aménagement  
BP 49 - 78184 St-Quentin-Yvelines Cedex  
Centre d'information : 30.44.20.64

Saint-Quentin nous fait aimer la ville

## LES PLUS GRANDES SOCIÉTÉS CHOISSISSENT COGEDIM POUR BÂTIR LEUR SIÈGE SOCIAL.



La dernière tour du Front de Seine réalisée pour les A.G.F., en tant qu'investissement.

CANAL+ • RENAULT VÉHICULES INDUSTRIELS •  
CETELM/CORICA • SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION (moteurs d'Ariane)  
FÉDÉRATION DES INDUSTRIES MÉCANIQUES (FIMTM) • SOPAD (Nestlé) • L'AGENCE DE PUBLICITÉ FCA...  
et la nouvelle extension du MINISTÈRE DES FINANCES près du Pont de Bercy.

Cogedim, 1<sup>ère</sup> marque de l'immobilier en France, a déjà réalisé plus d'un million de m<sup>2</sup> de

**COGEDIM**

1, square Chaptal 92300 Levallois Tél. 4105 3000.



Pour éviter les bouchons, l'Etat a choisi le péage et les collectivités locales rêvent de voies souterraines

Le gouvernement, compte tenu de ses besoins financiers, a décidé en 1990 de financer les nouvelles autoroutes grâce au péage. Déjà, sous le gouvernement de M. Jacques Chirac, il avait été décidé de faire de l'A14 (entre la **Calais** et

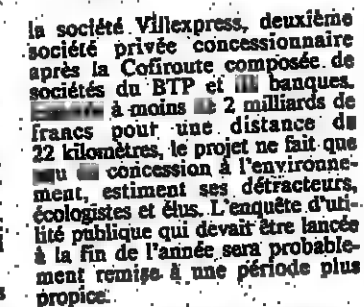
Les traversées de Paris - entre Rueil et Versailles - ont longtemps opposé à l'achèvement de l'A86. La seule solution qui s'est imposée pour surmonter une traversée à 100 m de profondeur est un tunnel souterrain entre Rueil et Pont-Colbert. En 1990, le ministère des transports a finalement décidé, compte tenu du coût, de confier à

A l'est, la traversée de Joinville est également problématique. Le projet de doublement du viaduc du **1** autoroute A4 (qui s'élargissait à **2** l'été 1986) sur **3** l'axe a été **4** au plan Etat-région pour un montant de **5** millions de francs en vue d'une mise en service fin 1993. Cette solution, jugée trop bruyante, a **6** heureuse à l'opposition **7** l'Etat. Elle a conduit à la proposition **8** de construire une souterraine de mètres **9** doublement du viaduc **10** a été rejetée localement. Une **11** proposition du conseil régional **12** de réduire le bruit par la couverture du viaduc **13** est une sorte de compromis **14** envisagé par la région **15** proposant **16** d'enterrer entièrement **17** 250 millions de francs supplémentaires. **18** rivières, eux, ne sont **19** un souterrain, **20** on traverserait le **21** la traversée de 1,7 kilomètre **22** sur 2 millions de francs **23** Nord-est, la section **24** de **25** pas **26**

La Francilienne, rocade de 20 à 70 kilomètres de Paris vise à relier entre eux les grands pôles de développement extérieurs, villes nouvelles, aéroport de Roissy, à structurer l'aménagement des départements de la région entre eux et à permettre aux flux extérieurs de rentrer dans la région, évitant le plus possible la zone dense. Aujourd'hui, cette liaison sans faux « une réalisation pour la moitié est de son trajet entre l'A1 au nord - l'A10 au sud-ouest.

La Francilienne nord, l'axe A15 à hauteur de Saint-Ouen-l'Aumône, devrait par faire l'objet trop d'obstacles pronostique la région, et pourrait être achevée en 1994. Elle est entièrement financée, par le département du Val d'Oise, la région, le contournement de Roissy ayant fait l'objet d'un financement par l'actuel plan.

Restent à l'ouest deux sections concédées très problématiques : l'A184 et l'A126. L'A184 est Méry-sur-Oise (Val-d'Oise) et Orgeval (Yvelines) a été attribuée



doit se frayer un chemin en région parisienne entre l'Isle-Adam et l'A86. Conçus par la Société d'autoroutes du nord et de l'est de la France, les 14 derniers kilomètres de l'autoroute A16 sont estimés à *grossa modo* à 3,6 milliards de francs. La traversée des communes du Val-d'Oise, comme au Seine-Saint-Denis, principalement au niveau du parc de La Courneuve, suscite de vives oppositions. La couverture de l'ouvrage ne suffit pas à emporter l'adhésion du département opposé au péage. Les pouvoirs publics n'ont toujours pas lancé l'enquête d'utilité publique. Pour l'heure, une seule chose est sûre : l'A16 ne sera pas au rendez-vous du tunnel sous la Manche.

Les autoroutes urbaines  
place. Le région souhaiterait voir  
de France le projet ICARA  
(infrastructures concédées d'au-  
tostrades régionales enterrées). Cette  
rocade souterraine à deux fois trois  
voies superposées passerait en par-  
tis sous la ville de Nanterre et  
départements de la petite Seine  
se serait  
Marcel-Marie la Vallée, M. Jean  
Versailles ou encore Saint-Quentin  
de Cergy. Le conseil général de  
Hauts-de-Seine a également voté  
projet d'infrastructures souterraines  
concédées (MUSE). La ville de  
de Paris a développé pour sa part  
un projet d'entée (RSP) qui est  
grosso modo le chemin de fer à  
niveau souterrain. On ne saurait  
souterrain pédestre qui se situe à  
entre le centre de Paris d'Auteuil  
la porte de Bagnollet. Enfin,  
du sud comme de commerce et d'in-  
trie de Paris plaide pour le déve-  
loppement d'une desserte sou-  
raine à péage entre l'aéroport  
Roissy-Charles-de-Gaulle et Paris.

• L'autoroute A16. L'A16  
(Calais-Boulogne-Amiens-Paris).

M. L.

**SARI S**  
CONSEIL  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE  
**47.76.76.88**

**A VENDRE**  
**Grands Studios, 2, 4 et 5 pièces**

Très beaux appartements  
dans résidence de standing ■ pierre de taille  
au coeur d'un parc arboré de 6.000 m²  
dans un quartier résidentiel très recherché  
Gare de Versailles rive droite ■ proximité.

**BUREAU DE VENTE SUR PLACE**  
**LUNDI - MERCREDI - SAMEDI : 13 h - 18 h**  
**28 rue du Parc de Clagny - VERSAILLES**  
**TEL. ■ 39 55 10 90**  
**et sur rendez-vous**

Tel. 47 38 68 00



# Le Monde

## DES LIVRES

### Mary Wesley, lady indigne

Elle a publié son premier roman à soixante-dix ans. Depuis, les Anglais raffolent de cette vieille dame distinguée qui veut bien être comparée à Jane Austen, mais alors une Jane Austen plus le sexe.

LES RAISONS DU CŒUR  
(A Sensible Life)  
de Mary Wesley.  
Traduit de l'anglais  
par Michèle Albaret.  
Flammarion, 385 p., 145 F.

Mary Wesley, « la vieille dame indigne », comme on l'appelle, selon qu'on choisit de décrire son physique ou ses romans, correspond bien à l'idée que l'on se fait des romancières anglaises. P. D. James, « la reine du crime », est décrite comme un grand-mère rondelette et active qui s'affaire dans sa cuisine devant une éternelle tasse de thé, tout en concoctant des meurtres horribles; Anita Brookner, quant à elle, au fil des livres, découpe au bistouri l'âme de personnages tout sortis de l'ère victorienne; mêlant le sadisme et les bonnes manières au poison ou au scalpel, les dames anglaises, chacune, le sait, se livrent à des assassinats en tout genre.

Mary Wesley, que l'on a comparée (abusivement) à Jane Austen, se serait écrite : « Mais alors, une Jane Austen plus le sexe ». Qui plus est, cet ingrédient de choix est ajouté, selon un dosage idéal, par un écrivain qui publia son premier roman à soixante-dix ans et que cet âge innocente, aux yeux des Anglais, de l'accusation de lubricité - à moins qu'il ne rende au sujet une fraîcheur que les excès contemporains lui avaient fait perdre. Depuis lors, il n'est d'un livre par an ou peu s'en faut, Mary Wesley n'a pas cessé d'étonner, et d'enchâter, l'Anglais moyen. Il serait insuffisant de signaler que son premier roman, *Jumping the Queue*, refusé par plusieurs éditeurs, connut, dès sa parution, un succès critique autant que public et qu'il fut très vite porté à l'écran; insuffisant de remarquer que les *Raisons du cœur*, publiés en français après *Rose, sainte-nitouche* et la *Pelouse de camomille* (1), fut longtemps en tête de la liste des best-sellers. Car c'est d'une véritable mode qu'il s'agit : la photo



Avec ses cheveux blancs bien coiffés et ses yeux bleus...

Mary Wesley occupe la page de couverture des magazines, la devanture des librairies à Londres et celle des boutiques de Totes, le village du Devon où elle habite. Découpé en cinq épisodes, mis en scène par Peter Hall, la *Pelouse de camomille* a bénéficié à la télévision d'un taux d'écoute exceptionnel. Mary Wesley, cependant, de sa voix nette et mesurée, déclare que Peter Hall a trop insisté sur le côté érotique du roman : « Toute madité m'a stupéfiée; il faisait froid pendant la guerre... »

« J'ai vécu plutôt intensément »

ses romans se déroulent au temps de sa jeunesse : en pleine guerre, la *Pelouse de camomille*, pendant les années 20 pour les *Raisons du cœur*, une époque,

dit-elle, marquée par le souvenir très proche de la révolution russe par le bolchevisme, par les grèves qui terrorisent la classe dirigeante et par la présence britannique en Inde. Tous ont pour toile de fond l'histoire et la politique, à laquelle Mary Wesley, qui affirme appartenir à la gauche, prête intérêt passionné.

Le milieu social décrit, cette « upper class » anglaise qui chassait la grouse ou Boose et lisait le *Tatler*, une gazette mondaine, est celui qu'elle connaît enfant et adolescent, alors que son père, qui était dans l'armée, se déplaçait de capitale en capitale et qu'elle élève, non lui ni sa mère, mais par une succession sans fin de gouvernantes. « Je n'ai jamais été à l'école et je n'ai jamais d'amies; à cette époque, les femmes plus instruites me faisaient peur. Je leur préférais les

romans. » Elle ne développe pas ces brèves informations, se réservant d'illustrer une telle préférence dans ses romans qui, tous, sont inspirés de sa vie. « Mes romans sont ma seule forme d'autobiographie », les lettres, les notes, le journal intime, les exercices auxquels se livre l'écrivain, elle ne dénie un jour, par souci de ne pas révéler ce qui appartient au domaine privé, comme elle détruit, pendant des années, tout ce qu'elle écrit; mais alors, c'est qu'elle ne songeait pas à être publiée. « Pendant la guerre, il fut froid, je me mettais au lit très tôt, je n'avais pas de radio, et j'écrivais. Pour m'amuser. » Elle jetait ensuite poèmes et récits; jusqu'au jour où le romancier Antonia White, « une critique sévère », lui dit le bien qu'elle en pensait, l'aidant ainsi à prendre confiance en elle.

Avec ses cheveux blancs bien coiffés, son double rang de perles et ses yeux bleus que rehausse la couleur d'une blouse en soie, Mary Wesley est l'image même de la distinction et de la mesure. Elle s'exprime volontiers par aphorismes, et ses phrases ont ce caractère à la fois simple et définitif qui souvent marque la prose des romancières anglaises. « Ma vie j'ai vécu plutôt intensément. » Cette intensité, les romans en donnent une idée, qui retracent, comme le fit le célèbre Journal d'Evelyn Waugh, à la façon d'une comédie dont la satire et l'amertume seraient pourtant absentes, les débordements de l'entre-deux-guerres surpassés, en fait, en croire Mary Wesley, par ceux qui surent bien pendant la dernière guerre : « La guerre est un aphrodisiaque. Elle produit sur les gens un effet extraordinaire : il y avait un climat de grande frivolité en ces temps-là que de peur... »

du livre, qu'il ne prenne un tour nouveau et captivant, celui, dit-elle, d'une « iconologie analytique » : celui, dirait-on aussi, d'un itinéraire esthétique, suite de détours, excursions, revoies, explorations et crochets incommensurables. Ni typologie iconographique ni chronologie progressive, l'ouvrage s'ordonne sur le modèle de l'orchestration, orchestration abondante et variée, trépidante d'échos, reprises, ornée d'allusions et de reminiscences, parcourue de leitmotivs, véritable chef-d'œuvre d'érudition et de construction.

Son motif majeur : le jugement de Paris. Son théâtre : les arts, d'Homère à Picasso. Ses décors : la Grèce antique, l'atelier de Cézanne, ceux de Watteau et de Manet. Son argument : quand le prince-berger Paris, désigné par Zeus pour être la plus belle des déesses, donne le premier prix à Aphrodite contre Héra et Athéna, il confond Beauté et Désir, plutôt que de récompenser la Vertu, la Force ou la Sagesse. Il résout donc « l'énigme de la beauté » très simplement. Légende ? Fabuleux, plutôt, dont la moralité a souvent paru scandaleuse, si bien que ceux qui sont risqués à la mettre en peinture ont enduré et reproches édifiants.

Philippe Dagen  
Lire la suite page 42

### L'énigme de la beauté

A travers l'iconologie d'un mythe, une réflexion esthétique

LE JUGEMENT DE PARIS  
de Hubert Damisch.  
Flammarion, 140 p., 230 F.

Comme il y a dans le *Jugement de Paris*, livre très singulier, plusieurs livres et essais ensemble, un foisonnement d'éléments et de réflexions d'essences fort variées, il y a assurément plusieurs façons de le considérer - au regard de la psychanalyse, du point de vue de la philosophie, de l'histoire de l'art. Psychanalyse parce que la lecture de Freud et de Lacan sous-tend l'ouvrage; philosophie en raison d'une référence kantienne constante à la récurrence scandale de la progression de la pensée; histoire mythologique parce que le jugement de Paris fait l'objet d'une analyse attentive nourrie de Jean-Pierre Vernant et Marcel Detienne; histoire de l'art enfin, puisque c'est de peinture qu'il s'agit le plus souvent, de Raphaël à Picasso - ou plutôt de la définition de la beauté que suggèrent plusieurs de leurs tableaux.

Tel est, en effet, le sujet majeur de Damisch : apporter les éléments d'une définition du beau, à tout le moins, écrire l'histoire d'une querelle esthétique qui, depuis le jugement de Paris, Kant et Freud en sont les héros dans la

mesure où ils ont avancé, de manières fort différentes, que la beauté a partie liée avec la différence sexuelle, le désir. Que son étiologie soit du plaisir et de la jouissance. En 1764, dans *Observations sur le sentiment du beau et du sublime*, Kant compose un chapitre sur « la différence du beau et du sublime », cela pour se déclarer convaincu que l'appréciation des charmes a sa racine dans l'innervation amoureuse. Freud reprend l'hypothèse et s'applique à comprendre quels liens attachent libido et jouissance artistique, que le concept de « beau » pousse ses racines dans le terrain de l'excitation sexuelle et qu'il désigne à l'origine ce qui est sexuellement stimulant.

Sur le modèle de l'orchestration

Jusqu'à ce point de la réflexion, rien d'absolument original. Il se pourrait même que, si la lecture de Freud est pertinente, l'interprétation de Kant invoquée par Damisch ne rende qu'incomplètement justice à la complexité de la *Critique de la faculté de juger*, dont Jean-Marie Schaeffer a donné récemment une édition exemplaire dans son *Art de l'âge moderne*.

Ces prolégomènes ne forment cependant que le premier quart

#### LE FEUILLETON

Michel Braudeau

#### Détournements mineurs

Le Bar de la mer, le dernier roman de Jacques Almira, loin des débordements du *Voyage à Neauratis*, qui avait valu à l'auteur le prix Médicis en 1976. Il brode autour d'une vérité qui n'est pas neuve : l'on a plus souvent vu des gens qu'on n'attend pas que ceux qui font languir; l'amour exaucé n'est plus longtemps l'amour. Mais Almira, pour lui, une façon de peindre joliment les moments agréables et de refuser de s'ennuyer; une déaivocature, un goût des détails et des figures de rhétorique incongrues, qui sont autant de talents nécessaires au romancier.

Béatrix Beck, aime les mots. Et les livres qu'elle compose. Elle les aime tant qu'elle en fait une nouvelle entière, qui dans son titre au recueil qu'elle publie : *Vulgaire*, du genre : « Il bat le pavé. L'avenir n'est pas rose. Quand il n'y a plus d'ivoire à l'écurie, les chevaux se battent, etc. » Le tour de force est que cela fait sans fin de compte. Même si l'histoire triste, Quenau suret bien l'...

Page 38

#### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

#### De la grammaire à la Résistance

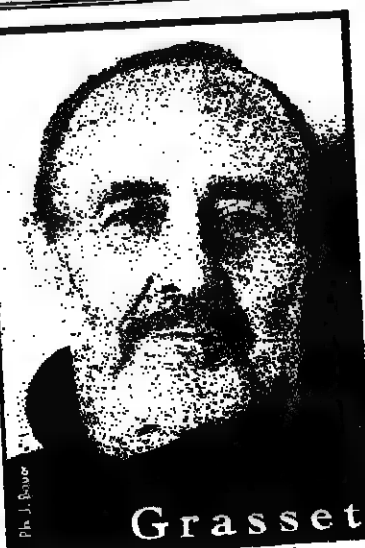
A Meuric qui souhaitait, en 1945, qu'il fût candidat à l'Académie française, Paulhan répondait qu'il serait « gêné d'être élu au titre de résistant ». Résistant, disait-il, « une sorte de secret ». Les manières de Paulhan se résument dans cette modestie, dans cette bienséance ou dans l'urbanité. Comment, dès lors, refuser de fréquenter plus avant un homme ? Trois des jours sombres, qui rassemblent une bonne partie des missives qu'il écrivit de 1937 à 1945, en font une excellente occasion. Où l'on verra que, quelquefois, c'est l'amour de la grammaire qui mène à la Résistance.

Page 38

### HAROLD BRODKEY

Histoires sur un mode presque classique - T. II  
Ange

« Ces récits possèdent une fraîcheur inespérée de ton. »  
Claude-Michel Cluny, *Le Figaro Littéraire*



Grasset



**Beatrix Beck.**  
Grassel, 110 p., 1 F.

C'est l'un des charmes d'Almira de savoir montrer avec franchise une vérité qui n'est pas toute neuve, le savoir que l'on a

*Gallimard, 540 p., 210 F.*

**1151** **temper falsas**

On est loin des débordements du *Voyage à Naucratis* qui avaient valu à l'auteur son Prix Médicis en 1975. Ce Bar de la

par **François Bott**[illegible]

Ensuite, après le lyrisme et les bonheurs de la Libération, il y a eu le retour à l'existence ordinaire. Dès le 1<sup>er</sup> décembre 1944, Paulhan écrit à Gide : « Il est bien sûr qu'on m'a senti déçu (et vous aussi, j'en pense). Mais c'est un fait difficile de savoir pourquoi. C'est peut-être simplement qu'on avait oublié ce sentiment, il se rattrape. (...) Vous verrez de nouveau dans la rue des Parisiens souriants. (...) Ils sourient même très bien. Comme tous les gens déçus. » J'admire beaucoup cette façon d'employer le verbe *sourire*.

(1) Gallimard: 1986.

(2) Rougerie vient de publier la correspondance qu'échangèrent Paulhan et Suárez de 1940 à 1943 (Bendes Habits et préfets par Yves-Alain Favre, 1992, p. 26 E).

A H E I  
 ASSOU  
 ERRE  
 IVANTE  
 EDITIONS  
 ODILE JACOB



55 (من الإصحاح)

LE MONDE DES LIVRES  
LITTÉRATURE FRANÇAISE

# Tableau de déshonneur

Poursuivant son survol de la NRF, Pierre Hebey a épluché le dossier des écrivains « collabos ». Avec la subjectivité d'un moraliste

par Bertrand Poirot-Delpech  
de l'Académie française

LA NRF DES ANNÉES  
SOMBRES  
Juin 1940-Juin 1941  
■ Pierre Hebey,  
Gallimard, 462 p., 139 F.

Ce sont les partisans de l'oubli qui pavoisent ! Encore un pavé sur la violence des écrivains devant la défaite : n'en jetez plus ! Qu'est-ce qu'il a dit, Gide, ce mardi-là ? Et Claudel, il a répondu quoi à Luchan ? Qui d'aurait chez Albert : des uniformes vert-de-gris ? Qui y avait-il sur le quai de Weimar, la deuxième fois ? Car il y a eu des visites de l'Allemagne nazie à la belle Allemagne victorieuse, n'est-ce pas ? Et la Belgique de Mauriac, le lieutenant Heller ? Le Sartre qui faisait jouer ses pièces, comme les copains...

On a beau trouver que l'histoire de ces sales années a servi à l'écrire, entravée qu'elle était par la coalition des amnésies et des reconventionnelles, trop c'est trop. On dirait de ces déjeuners dominicaux et pluvieux où les plus de soixante ans reviennent aux années 40 comme on ramène un Trianon d'avant-guerre sur le phono à manivelle, donnant au moins vieux l'envie irrépressible de s'ébriquer.

Tout ce que contient un livre est déjà connu et rassemblé, par André Assolonne, Fouché, Lotmann, Ory, Ragache, Rionx, d'autres. Pourquoi cette œuvre reconstruit des faits et des dates ? Pourquoi ne pas laisser la NRF elle-même à la NRF, les livres juger sur pièces ?

## Droit de rétroaction

Autant de questions qui ramènent à une seule, sans réponse : pourquoi avoir confié à un non-professionnel de l'histoire la tâche de la NRF occupée ? Pierre Hebey a pour lui de recueillir, puisqu'on lui doit un premier survol des numéros d'avant-guerre, l'Esprit NRF (1), et sa compagnie : celle d'un parfait honnête homme. Mais il a une formation d'avocat, non d'archiviste. Tout ce qu'il a fait, c'est d'exercer une manière de droit de rétroaction sur des documents et s'il le faisait durer - d'autres l'ont annoncé - il glisserait au fil des informations des sentiments personnels longtemps retenus, un jour rentré.

Que la perplexité domine ces sentiments ne les exonère pas d'une subjectivité moralisatrice hors de propos dans un ouvrage qui se donne pour un travail. Dès le titre, l'auteur mêle ses réactions aux faits. « Années sombres » : pas pour tout le monde, surtout pas pour beaucoup d'auteurs reconnus, pour la victoire allemande. Le sous-titre figure davantage : « Des intellectuels à la dérive ». C'est tout dire de la distinction

capitale, pour l'époque, entre écrivains et intellectuels. Quant à la « dérive », le livre démontre le contraire, en rappelant les écrits signés avant-guerre, nombre d'écrivains, enchaînés de la dérive et tenus bon le cap de la

Le fait est que très peu d'auteurs ont imposé le silence, comme Chamson, Char ou Tzara, et qu'à peu près aucun de ceux qui parlent le plus fort dans la botte ont reconnu leurs torts après coup. Fierté et retardement, donc !



1942, à la librairie Rive gauche : Lucien Rabatet dédicace Les Décombres

collaboration, fût-elle absurde. Une longue partie de ce livre-préface s'intitule « Interrogations ». Cela ne justifie pas les dizaines de phrases interrogatives qui s'y succèdent.

D'autant que les questions posées ne visent pas d'ultimes obscurités historiographiques - peu de choses à débattre - mais, toujours, les intentions. Il préfère porter sur les uns et les autres. Aurions-nous des meilleurs ou pires à leur place ? Qu'en serait-il de nous autres aujourd'hui, avec une occupation étrangère ? On peut en effet se demander si la dernière question avec tremblement, sachant l'envie de publier qui était légitime, n'est pas une question de pureté littéraire. Mais ces pesées de responsabilité ne mènent aux débats de précision ou aux conversations de salon plus qu'à un appareil d'érudition. Et tout qu'à l'usage du sujet, on a goûté au rappel de ce que fut la collaboration littéraire dans la NRF, pays d'Europe occupée.

Voici donc le nouveau le défilé des credos ahurissants, des lapsus flicheux, des engagements fraternitaires et des bouts-de-chemin imprudents. Forcément, apparaissent des degrés dans la compromission. Il y a les dingos qui demandent à l'occupant des « titres » de compatriotes - les titres qui s'indignent d'être qu'on touche à un seul de leurs cheveux ; il y a ceux qui, à la suite de l'acheté, d'accordements, de palinodies.

Au championnat du déshonneur, Drieu bat tous les records, comme un témoin son Journal récemment paru (2), et les autres ne le suivent pas. Il est clair que le co-éditeur de Paulhan à la NRF, l'occupant, a eu des consignes de l'occupant. Mais il a gage à la maison mère de survivre, à bien des signataires des premiers sommaires approuvés les conditions de la réparation. Le refus de Paulhan de Gaston Gallimard et la caution discrète de Paulhan en le reste.

On pouvait se douter que Paulhan serait un foudre, lui si prompt aux acceptations balancées. Mais lui, bénéficiera de sa « dérive » naturelle. Son pétitionnaire durera un minimum de temps. La chronique des événements littéraires de la période et le fichier alphabétique sur lesquels Pierre Hebey appuie sa réflexion sont un mémoire certains engagements qu'on croyait moins marqués, et qu'aggrave la lucidité de leurs auteurs ; par exemple, de Chardonne, Fabre-Luce, Jouvenel et Morand.

## Paulhan l'exemplaire

On pensait Marcel Aymé plus solidaire avec les grands égarés que Paulhan de leur cause : or n'est-ce pas une conviction, la plus dangereuse espèce, que de voir dans des divagations littéraires ou promesses qu'un vulgaire d'opinion ? Rien à voir avec les dévies pacifistes, comme celles d'Alain et de Giono, ou les apaisements menés devant la loi accompli comme chez Léautaud.

Le rassemblement de toute la famille écrivaine conduit à certaines réévaluations. Puisque tant d'esprits subtils et de jolies plumes ont dérapé dans l'ignoble, il y avait plus de mérite qu'on ne l'a dit à éviter les faux pas. Et ce n'était pas un talent médiocre, on l'ont insinué les égarés, à l'avant de rendre compte. Des bons points à Benda et à Guéhenno, tant injuriés par Mauriac, tant injuriés par Mauriac pour Armand Petitjean, qui n'a fait que faire à une jeunesse de jeunesse largement partagée, qui a perdu la main droite dans les combats de 1940, qui a rem-

plé en 1944 contre l'armée allemande une logique patriote sans beaucoup d'équivalents, qui a fait depuis bientôt cinquante ans

La palme, enfin, à Jean Paulhan, un des premiers à résister, puis à condamner l'épuration, toujours prêt à échanger des arguments à l'encontre des invectives, c'est le mode, mais il a gardé ses correspondants (une fragilité qu'il lui a été inhérente de l'écriture, mais les Paulhan ont été considérés de l'un, poussant l'autre à s'affirmer, soulignant l'humour qu'on a de frivole certaines querelles, conjuguant deux patriotismes, le français et celui de la littérature, rappelant calmement aux racistes qu'un homme « est d'abord un homme » et rien d'autre... (Voir également ci-contre, les « Histoires littéraires » de François Bonté.) « Ni juges, ni marchands » : la devise que Paulhan propose aux écrivains pour les temps de guerre civile mériterait de survivre, si les temps revenaient. On l'a traité d'« éminence grise ». Il avait le temps fait de lui, à l'égal de sa prose, la plus lumineuse !

- (1) Drieu, Journal, 1942.
- (2) Gallimard (« Le Monde des livres » du 5 mai 1982).
- \* A signaler également, pour servir à l'histoire de cette période, le Théâtre des années Vichy, de Serge Adad (Ramsay, 364 p., 160 F.) et les Lols de Vichy, (recueil des textes « légendaires » édités par « Le Livre de Poche » de 1940 à 1944), de Dominique Rémy (St. Romilhat, 91, bd Saint-Germain, 75006 Paris, 256 p., 55 F.).

## Youri et Sonia

d'Henri Troyat  
Flammarion, 220 p., 92 F.

Au fil des années, la nostalgie envahit le souvenir de l'enfance. La blessure de l'enfance s'avive. Chaque nouveau livre trahit le besoin de redire, en variations émouvantes, l'originelle frustration : famille bousculée dans l'exil, ordre social qui s'effondre, patrie qui disparaît, vague espoir de reprendre dans une autre langue et sur une autre terre...

Après la Gouvernante française, qui faisait revivre la révolution russe au regard d'une étrangère, après *Allocha*, qui peignait l'adolescence d'un petit émigré, il se volait l'art de dominer la langue pour être « plus français » (1), voici *Youri et Sonia*, un roman en deux parties : *Youri et Sonia*, la fille d'une famille russe et la fille d'une domestique.

## Le climat simple de la fatalité

Merveilleuse économie de moyens ! Quatre pages ont suffi à tracer les deux enfants, la domestique, l'institutrice, les parents. Les personnages prennent vie sous le regard des autres sans que l'humour perde ses droits. Aux yeux du lecteur, tout est aperçu par une fenêtre, quelques touches de la vie qui dessinent un monde. Un monde qui est vraiment celui qui se découvre dans le tableau.

# Deuil et lumière

Rabah Belamri, du « regard blessé » à la nécessité de clore les temps du malheur

FEMME SANS VISAGE  
de Rabah Belamri,  
Gallimard, 100 p., 72 F.

C'est un éternel « regard blessé » que Rabah Belamri porte, de livre en livre, sur son enfance et le passé de son Algérie natale. Son roman s'ouvre, pourtant, sur une image lumineuse : une femme inconsciente, comme « engendrée par le canicule », se déshabille dans une vallée des Grenaïers. Mais une peur obscure paralyse les autres fils Hab Roummane qui l'observent. Sa mémoire bascule, le temps se retourne vers son temps le plus noir. Rejaillit l'image de son ami, le moissonneur, qui, pendant la guerre, a été tué près de lui, dans un champ, par une colonne de gendarmes français.

Cette vision se appelle une autre, la malice où, pour avoir empêché un gendarme de tuer le fils d'un résistant français, Hab Hab Roummane a été jugé par les tribunaux de la wilaya et a manqué être égorgé par eux. Un souvenir d'autres été sanglants reviennent ; Belamri exprime leur chaos par des chapitres courts en fragments de mémoire. L'archéologie de la violence à laquelle l'écrivain procède l'amène à reconstituer une vision primitive vécue par Hab Roummane, alors qu'il avait à peine un an. Son père, maître coranique, a tué, dans un accès de folie, sa mère et son cousin

Hassan. Paradoxalement, le roman, qui jusque là tournait dans une prolifération de cauchemars, se fixe sur le lent récit de l'enfant, pour échapper à la honte d'être le « fils d'un assassin », à l'instar de la poitrine du grand-mère Alja qui partait à cacher dans les amandiers.

## Le cercle sacré de la légende

Belamri revient à la douce meurtrière, qui émanait de *Mémoire en archipel*, son précédent livre, pour évoquer le deuil du père qui, du mal du pénitencier, n'a plus trouvé d'autre à qui dispenser son enseignement et s'est lui-même emporté par une crise du Pouet. En se réfugiant dans une grotte de la montagne des Mauditis, la femme nom lui apparaît à nouveau, traçant autour de lui le cercle sacré de la légende de l'enfant de la Nuit auquel il voudrait se confondre. Hab Roummane est magiquement le cycle des crimes et des réparations et, à la lisière du rêve, permet aux temps du malheur de se reformer sur eux-mêmes.

Le roman de Rabah Belamri, aussi aigu que le réalisme que dans l'ontisme, est de réussir à maintenir l'équilibre entre le deuil et la lumière, le malheur et l'enchantement.

Jean-Noël Fournier

# Une enfance à Petrograd

Pour Youri et Sonia, les deux petits héros du dernier Troyat, la révolution de 1917 rime avec récréation

Quiétude heureuse d'une famille privilégiée surgit le souvenir du « parfum de la levure (...) des amandes pilées » de la canelle (qui) se rejoignent la cuisine dans toute la maison ». Ce bonheur durera pas, on s'en doute.

On se souvient de ce qui, d'arriver, le recul de l'histoire donne au livre le climat simple de la fatalité. Troyat excelle à évoquer le régime qui s'installe quand un régime s'écroule - rumeurs, anarchie, misère, faim, guerre civile, quand « l'empire entier se distoque, sans chef, sans idéal, sans espoir, sans ravitaillement », quand il n'y a plus rien à quoi se raccrocher, plus d'écône sans murs pour prier.

Mais c'est en romancier bien plus qu'en historien qu'il nous entraîne. Il sait à jamais oublier

de voir les événements à travers le prisme de l'histoire ou à l'encontre de l'enfance : « Peut-être cela est la révolution ? Le droit d'être impoli aujourd'hui est un droit de l'enfance. Hier, on faisait des courbettes. Et devant la force de vie de deux héros, il arrive que l'histoire, soit-elle, devienne tout à fait dérisoire. Que ses bresauts soient autant de jeux, qu'une fuite en wagon à vapeur ait le charme d'un voyage inattendu et que révolution, soudain, rime avec récréation. Au fond, presque l'air à suggérer Troyat, l'entêtement des hommes à s'entretenir, plus important qu'un amour d'enfance ?

Florence Noiville

(1) Tous les Flammarion.

## ZAHHER MASSOUD

### TERRE VIVANTE

EDITIONS ODILE JACOB

160 F 344 p.

100.000 LIVRES EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

8 RUE DE LA POMPE 75001 PARIS

## LUCIEN LAUBIER

### VINGT MILLE VIES SOUS LA MER

EDITIONS ODILE JACOB

160 F 336 p.



## Partout, la poésie

De Paris à Marseille, de Chartres à Montpellier, durant trois jours de juin, la parole est aux poètes. Une occasion de manifester la vitalité d'un genre littéraire qui reste, en France, aux marges de la reconnaissance



Chartres, Claudel à Notre-Dame de Paris, Péguy à Chartres (et à Saint-Eustache), Heredia au Musée Gustave-Morau, Ronsard à Evreux ; la poésie mise en musique par Fouré à Poulenc à Saint-Denis et aussi deux concours de poésie pour les jeunes, dont le jury sera présidé par André Chédeville : France-Culture, le Centre Pompidou, la Cinémathèque française, l'Institut du monde arabe, l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine, notamment, s'associeront à ces journées. En revanche, le traditionnel Marché de la poésie — qui fête cette année sa dixième édition — se tiendra comme chaque année sur la place Saint-Sulpice, dans le système arrondissementier parisien, en marge de la fête, du 25 au 28 juin (renseignements : 48-04-96-95).

## Chants contemporains

immense. (Un récit, Seghers, 86 p., 69 F.)

Les cinquante et une séquences de *Théorie des tables*, le dernier livre d'Emmanuel Hocquard, ne cherchent pas à former un ensemble. Elles cherchent même à échapper au contraire. Le désir poétique investit ici la dispersion et non l'unité. L'existence — puisqu'il s'agit, de l'aveu d'Hocquard, d'un poème autobiographique — est la mise en coincidence de fragments, de bribes, d'éclats qui n'ont rien de leur support. Rien, à partir d'eux, aucune image, ne peut se reconstruire : «... il n'y a plus le centre du poème : le centre est le plait à en prendre les tournures, la poésie d'Emmanuel Hocquard n'est pas pur jeu de l'esprit, sèche tentative de remplir un « vide grammatical ». Il n'est même pas interdit d'y percevoir, ou au moins d'y pressentir, l'expérience d'un « ébranlement » — «... ne parle d'ébranlement qu'en terme d'ébranlements » — ou son contraire. Une perspective, on pourra avec profit comparer la *Théorie des tables* de Ponge et celle d'Hocquard, pour constater la distance qui les sépare (POL, non paginé, 120 F.).

## La conscience éblouie

C'est de cette marge que Pierre Oster adresse, à qui veut les recevoir, non des apocryphes définitivement fermés sur eux-mêmes, mais ce qu'il appelle des *Requêtes* (version nouvelle d'un ouvrage paru en 1977, suivi de *Pour un art poétique*, Le Temps qu'il fait, 82 p., 67 F.). Il faut accueillir ces fragments, s'arrêter sur l'expérience poétique, tenter d'exprimer, au mot, à la virgule près, l'équilibre « impossible » que le langage est apte à établir — « par moments » — entre le monde et la conscience éblouie du poète. On peut lire également deux autres petits livres de Pierre Oster, dont le propos est d'interroger et de penser ce même éblouissement : *Une machine à indiquer l'univers* (enrichies, précédées de la *Beauvais* par Bertrand Saint-Sernin, Obsidiane, 54 p., 55 F.) et *L'Ordre du mouvement* (esquisses) (Babel éditeur, La Mémoire basse, En Froment, 81200 Mazamet, 28 p., 52 F.).

Bernard Vargatig a choisi la forme du sonnet pour évoquer une présence évanouie et son « sillage », pour écrire le « récit » d'un amour dont chaque particule de l'air, chaque pierre du mur ou du chemin garde la mémoire. Le proche été, le tremblement du paysage, l'enfance, l'explosion immobile de la lumière : «... poursuite et récit ne font qu'un ». Vargatig écrit superbement son poème dans le rythme singulier et intime de cette fuite. Vargatig cherche moins à retenir, à figer son objet et sensible qu'à épouser le mouvement de la parole, à retrouver en elle la trace que la forme évanouie a laissée : « Quel espace devient cri / Quel défilé toujours à côté du début / Quand les jours à leur tour nous ramènent / Ravin-poussière histoire

Flammion, Jean-Claude Schaeffer, germaniste et traducteur des grands poètes allemands, publie *Dans le tremblement*. Le propos ici est d'être, tendu d'angoisse, Angoisse qui traverse le corps pour rejoindre la parole. La violence crasse, albâtre le rythme du poème, jusqu'à la suffocation. La prose compacte, serrée, tentant de servir son affolement, alterne avec le vers bref, bachelé. « épaisse trame / au fond de l'arrière-gorge / des cordes tendues / à se rompre / proferant du silence. » Dans le monde opaque de Jean-Claude Schaeffer, tout, pourtant bruit, murmure, donne, respire à jubiler encore, et Mozart exténué dans Prague, ou la main ouverte sur l'achèvement de l'œuvre dernière, fait signe à l'extrême de la détresse. Avec un lointain, peut-être, la pure consolation du chant... (Flammion, 130 p., 69 F.).

## Le réel et le sentiment

Yves Bergeret cherche dans la poésie un accès au réel. C'est elle, et non l'évasion, qui donne au rêve et à l'émerveillement sa matière concrète, inépuisable. Prague porte dans son nom le noir et le sombre ; l'ombre mélancolique participe de sa tristesse et de son charme : « Et de ma fenêtre je tendrais remonter / le lourd chant de la Vltava qui roula / sous le pont Charles à Prague une nuit de juillet / et roula l'amour brutal et la folie noire / et roula recouvrant les feuilles de l'été / par trahison. » Bergeret ne roula pas devant la description, parce que son poème se fait regard. Les bruits de la rue, comme ceux de l'histoire, ne sont pas un décor ; il n'y a d'ailleurs pas de spectacle. Seule la pure présence, seul ce qui est requis par l'écoute et l'attention. (Poèmes de Prague, Le Temps qu'il fait, 124 p., 85 F.).

Poètes de la même génération, Georges-Emmanuel Clancier (né en 1914) et Jean Cayrol (né en 1911), appartiennent, chacun dans son registre, à la poésie française cette part intime et lyrique, sentimentale — quel qu'en soit, tout sentiment, en poésie, n'est pas un signe de naïveté — qui est souvent laissée de côté, ou plutôt en arrière. Le vers simple, comme naturel, tendant à la régularité et ne méprisant pas la rime, est pourtant apte à exercer encore sa séduction. Cayrol et Clancier ont en commun l'expérience de la guerre et de la Résistance ; expérience humaine et morale, plus que politique ou guerrière. Le premier, dans *A pleine voix* (Seuil, 90 p., 69 F.), se retourne pour égarer la langue théorie des souvenirs, des joies et des chagrins. *Passagers du temps*, de Georges-Emmanuel Clancier (Gallimard, 164 p., 98 F.) répond à une ambition plus ample. Le souvenir ici se fait histoire que le poème raconte. C'est encore le chant de la liberté, de l'humanité et de l'universalité de l'homme que l'auteur du *Pain noir* écrit sous la dictée généreuse de son lyrisme.

P. L.

## LES GRANDS EUROPEENS

ADENAUER  
SCHUMAN  
MICHELET  
ALDO MORO  
ANDRÉ PHILIP...  
dans  
POLITIQUES  
&  
CHRETIENS

Bulletin sur demande  
Le volume 120 FF

BEAUCHESE  
12, rue de la Harpe 75007 PARIS

Les Cahiers de Colette  
Les Éditions STOCK  
vous invitent à rencontrer  
Christine Daure-Serfaty  
Théâtre  
Une femme de la nuit au théâtre  
et  
Jean-Paul Dumont  
Une femme de la nuit au théâtre  
à l'occasion de la parution de son livre dans  
la collection « Au VII » sur Éditions Stock  
le jeudi 11 juin 1992  
à partir de 18 h  
Les Cahiers de Colette  
12, rue de la Harpe 75007 PARIS

magazine littéraire  
N°300

DOSSIER

## L'ÂGE DU BAROQUE

SUPPLÉMENT

15 portraits  
d'écrivains par  
Raymond Moretti

DOCUMENT  
EXCLUSIF

Ernst Jünger  
face aux Nazis

Chez votre marchand  
de journaux : 10 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 120 F.  
Cocher sur la liste ci-dessous  
les numéros que vous choisissez :

- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 90 ans de poésie française
- ☐ Le rôle intellectuel
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Immes
- ☐ André
- ☐ Les écrivains à Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Camus
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la persécution dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes
- ☐ Colette
- ☐ Les poésies
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Vion
- ☐ Freud
- ☐ William Faulkner
- ☐ Soudaïre
- ☐ Italo Calvino
- ☐ Virginia Woolf
- ☐ Albert Camus
- ☐ Barcelone
- ☐ Marguerite Duras
- ☐ Le nihilisme

Notes : .....  
Adresse : .....

Règlement par chèque bancaire  
ou postal

## magazine littéraire

40, rue de la Harpe 75007 PARIS  
Tél. : 45.44.14.51

Il se publie beaucoup de poésie en France. Plus que jamais, on s'appuie sur la triple loi de la statistique, de l'histoire et de l'intuition, on peut même dire, dans une vraisemblance, que le poète majeur souffre longuement de la non-publication. Quant à la reconnaissance, malgré ses cruautés, elle vient généralement à son heure, mais bruit à l'éclat, il convient que ce genre littéraire n'a pas, en France du moins, sa place publique en la matière de divulgation.

Globalement, les grandes et moyennes maisons d'édition tiennent, dans le domaine de la poésie, un rôle suffisant. Cette affirmation peut heurter, mais si l'on se fonde sur quelques exceptions criantes, il faut pourtant la maintenir. C'est d'ailleurs, c'est-à-dire une plus visible présence de la poésie dans la production de ces maisons, n'aurait pas de quoi étonner, celui d'exiger d'entreprises de définition fragiles une fragilité plus grande ; fragilité qui, dans le contexte actuel, ne peut avoir une bien longue histoire... La place éminente de la poésie, comme « Poésie », chez Gallimard, ou « Orphée », chez Laffont, ou encore, une poésie moins spécifique, « Bouquins », chez Laffont, doivent d'ailleurs être salués. Mais, access, pour un prix modique, au patrimoine poétique universel, au moins important que de publier les jeunes poètes actuels.

Du côté des « petites » maisons, celle de cette fragilité, celle

desquelles l'équilibre est un faste, la situation est différente, plus complexe à saisir dans sa globalité. L'individualisme, le particularisme revendiqués, la vocation à la poésie y remplacent les lois du marché. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas, dans l'exercice, la politique d'aide régionale, joue un rôle vital. On est là, là, surtout, dans le domaine d'un dynamisme réel et vérifiable, d'une vie qui se maintient et se développe : ce qui se crée ou persiste compensant ce qui doit renoncer.

On en arrive enfin au seul vrai problème : la poésie ne représente qu'un marché constant et trop étroitement réduit de lecteurs ; ou plus précisément : peu de lecteurs vont à la rencontre, éprouvent le désir ou le besoin de rencontrer la poésie. On peut se tourner de tous côtés : éditeurs, pouvoirs publics, presse littéraire, et même poètes, désespérément accusés de ne pas savoir se mettre à la portée d'un très hypothétique lecteur... on en revient toujours au même : la réalité. La poésie, et aussi les conséquences de son état de fait sont trop complexes pour pouvoir être réduites à quelques poésies sur l'époque. Il faut se contenter de constater, et inviter à la réflexion.

Enfin, d'ailleurs, qui n'est nullement étrangère aux questions de lecture, depuis Mallarmé, travaillent ce genre littéraire : qu'est-ce que la poésie ? Qu'est-ce qu'écrire, que lire un poème ?

Patrick Kéchichian

## Le départ de Paul Fournel des éditions Seghers

Le Monde a publié, dans ses éditions du samedi 6 juin, l'annonce du licenciement, par les éditions Robert Laffont, de Paul Fournel, directeur des éditions Seghers, filiale de Laffont qui appartient au Groupe de la Cité. La nouvelle de ce départ était accompagnée d'un extrait du communiqué publié à cette occasion par la direction de Laffont. La lecture de ce communiqué est vivement contestée par Paul Fournel : « Contrairement à ce qui est annoncé, je n'ai pas publié 20 titres par an aux éditions Seghers, mais bien 57 en 1989, 56 en 1990 et 55 en 1991. Depuis le début de 1992, 19 titres ont été publiés, dont le Porteur de destins, de Gilbert Bordes. Prix des maisons de la presse.

Et Paul Fournel poursuit : « La mission qui m'a été confiée il y a trois ans a été remplie dans le plus absolu respect de ses objectifs culturels et financiers. Que l'édition de littérature contemporaine et de la poésie nécessite quelque investissement ne sera une surprise pour personne. Lorsqu'on sait que le chiffre d'affaires d'un éditeur comme Seghers ne représente pas 1 % du chiffre d'affaires du Groupe de la Cité, on a une idée de ce que peut représenter l'investissement nécessaire à ce que littérature et poésie se perpétuent. La décision de mettre fin à mon activité semble s'inscrire dans un contexte d'élimination de l'édition littéraire dans le Groupe de la Cité et dans un contexte économique difficile pour le groupe Laffont.

« Si certains auteurs publiés par Seghers ont effectivement vendu quelques centaines d'exemplaires, date pour l'avenir, et suivent en cela le modèle d'auteurs prestigieux (Mallarmé, Roussel, Breton, etc.), on ne peut pour autant généraliser : je tiens à rendre hommage à Annie Leclerc, Jacques Bens, Gilles Bordes, François Caradec, Robert Doisneau, Gilbert Lescoulx, Jean-Marie Le Clezio, Jean-Louis Migon, Théodore Monod, Richard Morgère, Jacques Roubaud, Christian Signol, Haroun Tazieff, Raoul Vancigem et des dizaines d'autres, ainsi qu'à ceux représentés et aux libraires qui ont assuré le succès de Seghers et qui pourraient se sentir offensés par une si légère affirmation.



Ernest Péplu  
l'homme au bal

**LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU**

Si pour vous écrire est une passion, devenez un écrivain, découvrez nos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES. LANCHEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION.

LIBRAIRIES. Envoyez des adresses à :

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**

125 boulevard RICHARD LENOIR  
75014 PARIS CEDEX 11  
Tél. (1) 45 57 74 74

Chaque lettre par fax, 40 de la loi de 1977  
125.00 sur la page 1000



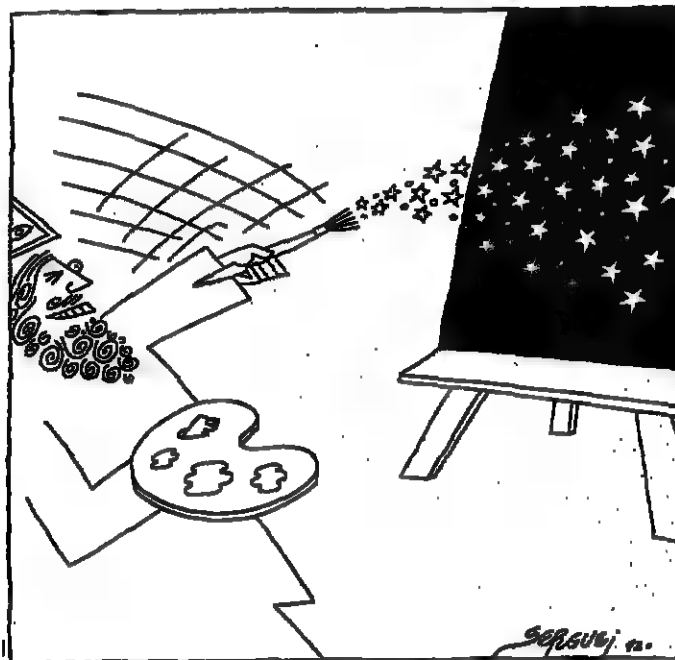




## PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

## La pensée créatrice



## CONVERSATIONS SUR L'ESTHÉTIQUE

Luigi Pareyson.  
Traduit de l'italien  
et préfacé  
par Gilles A. Tiberghien.  
Gallimard, coll. « Bibliothèque  
philosophique », 230 p., 145 F.

## POLITIQUE DES POÈTES

Pourquoi des poètes  
en temps de détresse ?  
sous la direction  
de Jacques Pothier.  
Albin Michel, coll. « Bibliothèque  
du Collège international de  
philosophie », 230 p., 98 F.

PARIS a beau rêver de l'Europe, la libre circulation des idées n'est pas encore une réalité quotidienne. La situation a évolué. Dans l'ensemble, le traduit davantage d'ouvrages de philosophie, moins de langue et plus de discernement que naguère. Il s'empêche qu'à l'exception des cahiers en temps réel et des entretiens par satellite certains livres, voire des ouvrages entiers, mettent plus longtemps à traverser la Manche, le Rhin ou les Alpes que le plus insouciant des flâneurs. C'est ainsi qu'arrive dans les librairies la première traduction d'un livre de Luigi Pareyson, mort le 11 septembre dernier à Milan, à l'âge de soixante-trois ans.

Figure sévère, austère, malcommode, pointilleuse, le professeur était l'une des personnalités influentes de l'Université italienne (1). Parmi ceux qu'il a formés, Umberto Eco et Gianni Vattimo, qui lui a succédé à la chaire d'esthétique de l'université de Turin, sont sans doute du public français que leur maître. Philosophie proche par plus d'un trait de Gabriel Marcel, Pareyson a ancré sa pensée solitaire dans la pensée de l'existentialisme et du personnalisme chrétien (2). Il a également consacré à Fichte, à Schelling, à Schiller et à l'ensemble de l'idéalisme allemand d'importants travaux d'historien. C'est pourquoi, malgré tout l'attention que l'on porte à la philosophie en France, on ne peut dire, en philosophie, qui nous arrive d'ici.

En 1966, les *Conversations sur l'esthétique* de Pareyson ont été le livre le plus marquant de cet auteur (3). Ce ne sont d'ailleurs pas les conversations, mais un recueil de conférences, d'articles, de contributions diverses, formant un ensemble cohérent et riche. S'il retient malgré tout l'attention, c'est qu'on y trouve, sous une forme extrêmement accessible, l'essentiel d'une pensée subtile, attentive à la fois à la philosophie et à l'expérience vécue en l'élaboration des analyses esthétiques.

Le premier des « trois points fondamentaux », selon Pareyson, de son esthétique est la prise en compte de la matérialité de l'œuvre d'art. Celle-ci

est tout entière dans sa présence physique, sans qu'aucune signification ou aucune « âme » puisse se détacher de ce corps pour être isolément. Être et dire coïncident dans ce qu'on puisse dissocier. L'œuvre est toujours en même temps objet physique et monde spirituel. Cette « physico-spiritualité » vaut aussi bien pour le poète que pour le tableau : changez un mot, un son, une ligne, une couleur, et tout le monde est bouleversé.

Plus original et riche d'applications multiples, le second point concerne la théorie du processus artistique. A l'inverse de Benedetto Croce, qui mettait l'accent sur l'œuvre accomplie, Luigi Pareyson centre sa réflexion sur l'œuvre en train de se faire, l'engagement des formes et l'activité tâtonnante du créateur. Le philosophe souligne notamment que c'est seulement en faisant que le créateur découvre ce qu'il veut faire. Une œuvre n'est donc pas une œuvre achevée, on ne peut qu'elle ne pouvait être autre. Imprévisible avant, elle apparaît nécessaire après.

Ce n'est donc pas le hasard qui régit la création. L'invention et l'exécution sont simultanées. L'œuvre découvre sa propre loi et se façonne. Subissant une contrainte d'ordre technique, l'artiste se libère donc à la fois totalement libre et totalement soumis : il institue la volonté de

la seule organisation qui régit tout le réel. L'invention et l'exécution sont simultanées. L'œuvre découvre sa propre loi et se façonne. Subissant une contrainte d'ordre technique, l'artiste se libère donc à la fois totalement libre et totalement soumis : il institue la volonté de

l'œuvre à laquelle il s'adonne et explore la mesure qui lui est la fois en lui et dans la matière.

Les pages où Pareyson analyse l'analyse de la mesure émergent d'une dialectique étrange et fascinante, à la fois formelle et formelle, sont d'une grande force. On y entrevoit un effet, au-delà

Le quatrième Forum « le Monde » - Le Mans

## « L'art est-il une connaissance ? »

Pour la quatrième année consécutive, le Forum le Monde - Le Mans organise une série de journées consacrées à l'analyse et à la présentation de textes philosophiques et littéraires. Après « Science et philosophie », pour les 10 et 11 juin, « Les Grecs, les Romains et nous » (1990), et « Comment penser l'argent ? » (1991), le forum de cette année, organisé par le journal le Monde, la ville de Le Mans et l'association du Mans pour l'art, se tiendra les 29, 30 et 31 octobre, au Palais des congrès et de la culture du Mans (Mans Céronne, 73000 Le Mans, Tél. 43-24-22-44, Télécopie 43-28-33-68).

Participeront à ce Forum : Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Jacques Derrida, Guy Coutance, Philippe Dagen, Jean-Louis Marion, Georges Duby, Michel Feibell, Marc Fumaroli, André Green, Philippe Hamel, François Hers, Philippe Lacoue-Labarthe, Jacqueline Lichtenstein, Michel Makarius, Michèle Ménard, Michel Murat, Yves Simon, Paul Virilio, ainsi que d'autres personnalités dont les noms seront annoncés à la presse.

Le forum aura lieu les 29, 30 et 31 octobre, au Palais des congrès et de la culture du Mans (Mans Céronne, 73000 Le Mans, Tél. 43-24-22-44, Télécopie 43-28-33-68).

Le forum aura lieu les 29, 30 et 31 octobre, au Palais des congrès et de la culture du Mans (Mans Céronne, 73000 Le Mans, Tél. 43-24-22-44, Télécopie 43-28-33-68).

Le forum aura lieu les 29, 30 et 31 octobre, au Palais des congrès et de la culture du Mans (Mans Céronne, 73000 Le Mans, Tél. 43-24-22-44, Télécopie 43-28-33-68).

## L'énigme de la beauté

La preuve, l'affaire du Déjeuner sur l'herbe. Toile obscène, écrit-vent les critiques en 1866. Or, la toile a été, en partie, inspirée par Manet par un détail d'une gravure de Marcantonio Raimondi, exécutée d'après un dessin de Raphaël. Son sujet ? Le jugement de Paris. La beauté de la baigneuse répond au déshabillage des trois femmes que Flore prie de se dévouer à elle qu'il puisse juger de leurs appâts sagement. Cette preuve : les variations sur le Déjeuner qui occupent Picasso pendant sa jeunesse. Dans l'une d'elles, la jeune femme masculine a la canne du berger et l'une d'elles tient à la main une fleur, qui équivaut à la pomme que le juge offre à Vénus. Picasso aurait-il retrouvé sous Raphaël, et sous Raphaël le premier sujet ? L'œuvre le suggère - d'autant plus justement que d'autres dessins associent explicitement l'image de Raphaël à du peintre qui possède sexuellement son modèle. Qu'est alors le peintre ? Un nouveau Paris qui ne peut se retenir d'avouer sa préférence à la raideur inavouable qui la justifie ?

Rubens, dans ce rôle, est parfait, lui-même les Jugement de Paris autant d'éloges de la beauté et de l'indécence.

A ces représentations explicites, et donc peu tolérables, répondent des versions plus obscures, celles, « bien-pensantes », qui rendent le récit antique et moderne mieux Junon et Minerve que leur trop séduisant rival. Ce ne sont pas les meilleures, quand bien même elles méritent de figurer dans l'exposé iconologique au titre d'images - et de preuves - négatives.

## L'ultime leçon

Damisch a plus de goût pour les œuvres plus complexes. Son ouvrage finit par l'analyse d'un tableau remarquable. Il montre, d'une part, Vénus qui gagne la pomme en mettant, si l'on ose dire, son ventre sous les yeux de Paris, plus qu'extatique, et, d'autre part, une Minerve colérique et jalouse qui brandit un bouclier sur lequel est peinte la tête de Gorgone. Le tableau associe le sexe féminin et face terrifiante, comme si la beauté

l'une et l'autre étaient également insupportables. La beauté, alors, tournerait au dégoût, la beauté à l'obscène, l'amoureux au pornographique. Ce serait l'envers du jugement de Paris et l'ultime leçon : la beauté n'est que la face cachée de la laideur. Il faut voir et ne pas voir, et s'interdire de regarder à la fois, - leçon à laquelle semble faire écho la remarque de Freud selon qui « nous ne pouvons jamais regarder sans être troublés » par les parties génitales, dans la vue provoque l'excitation sexuelle la plus intense.

Le livre s'interrompt là-dessus, sur un accord suggéré par la psychanalyse et d'un tableau qui, traitant la mythologie avec violence, lui fait dire son dernier mot. L'« iconologie analytique » de Damisch se trouve de la sorte terminée dans son hypothèse première, celle de la pertinence d'une étude freudienne de l'art. Il lui reste à étudier d'autres mythologies et d'autres allégories - à se constituer en système en somme. L'entreprise est immense et passionnante.

Philippe Dagen

du modèle du « développement organique » de l'œuvre, qui domine par exemple chez Goethe, l'idée d'une composition qui engendre elle-même son évolution. Toute une série de couples d'opposés s'alignent de se contredire. Activité et réceptivité, liberté et nécessité, possible et réel, artifice et nature entrent en jeu dans un processus où les termes ne sont plus incompatibles.

Le troisième point autour duquel pivotent plusieurs analyses de Pareyson est celui de l'interprétation. Là aussi, il poursuit un débat avec l'esthétique de Croce, qui butait sur cette difficulté : ou bien l'interprète s'exprime dans son interprétation, et, du coup, trahit. Pareyson démonte le caractère factice de ce dilemme et va bien plus loin. Il soutient, en effet, que l'œuvre est toujours interprétée et qu'elle donne par ses dehors de ses interprétations, tout en résidant en chacune d'elles, comme la norme interne qui la juge. De nouveau, l'esthéticien trouve donc ces relations symétriques : ou bien il n'y a qu'une interprétation juste, et toutes les autres sont fausses, ou bien toutes se valent parce que toutes sont arbitraires et approximatives. En somme, il n'y a pas d'interprétation « vraie » et « fautive » ; il y a seulement des interprétations, toutes à la fois, et toutes interprétées.

En fil de vingt-trois ans, ces *Conversations* d'autres thèmes s'articulent aux points évoqués. Le philosophe oppose, par exemple, la « consommation » qui régit le monde des affaires et la « contemplation » qui régit le monde de l'art. La « consommation » a une fin, la « contemplation » n'en a pas. Il aborde les problèmes épineux des relations entre tradition et innovation, création personnelle et appartenance de l'œuvre à la culture d'un temps, les rapports d'une œuvre à son public, à ses traductions ou à ses transpositions. Le ton est volontairement hautain, empreint parfois d'un mépris pour le pré-

sent, ce qui pourra heurter. Mais la pensée, délicate et subtile, vaut d'être connue.

ENTRE les travaux de Pareyson, son consacré à l'idéalisme allemand et l'élaboration de son esthétique, il y a évidemment continuité. N'est-ce pas pour Schelling que l'art détient « la relation la plus directe et la plus intime à la philosophie » ? Cette affirmation, centrale pour le projet du romantisme, paraît fort loin de celle de Platon dans la République : « Un différend entre la langue date entre la philosophie et l'art des poètes » (4). Comment est-on passé du poète chassé par Platon à la Cité juste au poète chargé de guider le philosophe vers le sens originel des mots de la « patrie », chez Heidegger, en tournant, à partir de 1934, vers Hölderlin ?

La question est abordée dans la *Politique des poètes*, ouvrage collectif qui n'est nullement question de la poésie engagée d'un Eluard ou d'un Neruda, mais, au contraire, de rapports entre poésie, politique et pensée, au moment où le jeune Wordsworth traverse la France en révolution et celui où Paul Celan se jette du pont Mirabeau. Les sept études (5) formant ce livre se répartissent autour de deux questions. L'une concerne l'« âge des poètes », notion introduite par Alain Badiou dans son livre *La philosophie* (Seuil, 1989) pour désigner ce temps où la poésie, entre Rimbaud et Celan, a pris une charge de l'homme dévoué à la philosophie et, au premier chef, celle de réfléchir aux manières d'être de la pensée. L'autre, plus brutalement résumée, le problème des « poètes » et de la philosophie, tel qu'il est traité par Alain Badiou et Philippe Lacoue-Labarthe est de savoir si la philosophie peut ou doit trancher un lien et, de ce fait, congédier les poètes.

Les relations, jusqu'ici peu étudiées, entre les différents aspects du sujet, en philosophie, en politique et en poésie, forment le fil directeur de cet ensemble, trop riche pour être résumé en quelques lignes. On en retiendra seulement la leçon : la pensée poétique exige une analyse philosophique de l'insaisissable, qu'il esquissera par ailleurs dans ses prochains livres.

An fil de vingt-trois ans, ces *Conversations* d'autres thèmes s'articulent aux points évoqués. Le philosophe oppose, par exemple, la « consommation » qui régit le monde des affaires et la « contemplation » qui régit le monde de l'art. La « consommation » a une fin, la « contemplation » n'en a pas. Il aborde les problèmes épineux des relations entre tradition et innovation, création personnelle et appartenance de l'œuvre à la culture d'un temps, les rapports d'une œuvre à son public, à ses traductions ou à ses transpositions. Le ton est volontairement hautain, empreint parfois d'un mépris pour le pré-

(1) On lira le portrait de l'homme et de son œuvre, broché par Xavier Tilliette, dans le dernier numéro de la revue *Archives de philosophie* (avril-juin 1991).

(2) Son ouvrage le plus important est *Esthétique et personae*, Turin, 1950, nombreuses rééditions.

(3) Le livre principal est, ici, *Esthétique. Théorie de la formation*, Florence, 1934 (dernière édition, Milan, Bompiani, 1988).

(4) Livre X, 607 a. Traduction : Léon Robin.

(5) Leurs auteurs sont : Alain Badiou, Judith Bello, Jean Borelli, Marthe Sadea, François Derrida, Philippe Lacoue-Labarthe, Jacques Rancière.

A signaler également : les *Œuvres complètes* de Pareyson, publiées par le Centre d'études de la langue et de la culture, sous le titre *Œuvres de la langue* (16, juin 1991, 198 p., 95 F.).

## OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE (service 18)  
LE MONDE DU LIVRE  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
(1) 43.25.77.04  
Code Minitel : 3615 MDL

## MAISON DE LA POÉSIE

du 16 au 27 juin 20h30

## MILOSZ

LAURENT TERZIEFF  
PASCALE DE BOYSSON  
CLAUDE AUFREURE  
42.36.27.53

## Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements : 46-62-74-43

Jacques Darcanges

# Contre le chômage :

## l'écologie au pouvoir

VIENT DE PARAÎTRE

L'alternative : Redéploiement mondial d'industries nouvelles et d'Agricultures propres

Les Éditions de l'Érme

DIFF : DISTRIQUE - BP 65 - LUCÉ Cedex

Prix 94 F TTC

# Les Temps Modernes

JOURNAL DU GHETTO DE L'ADAM CERNIAKOV

LIBRAIRIE ET IDENTITÉ NA

ADAM CERNIAKOV

Joseph Jarry

Patrick Sarrail



هكذا من الامل

Le Monde • Vendredi 12 juin 1992 43

## LE MONDE DES LIVRES CIVILISATIONS

# La chrétienté orientale de A à Z

En un volume, l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur les Eglises n'ayant pas suivi la voie romaine

**PETIT DICTIONNAIRE DE L'ORIENT CHRÉTIEN**  
de Julius Asafsky et Paul Krüger.  
Traduit de l'allemand par Joseph Longton.  
Edition Brépols.  
(2300 Turnhout, Belgique;  
diff. à Paris, tél. : 44 41 20 00)  
600 p., 325 F.

L'édition francophone de Belgique, et plus précisément de Flandre, a bien du mérite, car un tel *Petit Dictionnaire de l'Orient chrétien*, avec près de trois cents notices suivies de chronologies, d'illustrations, de cartes et de bibliographies, le tout clairement présenté en un seul tome façon « Pléiade », manquait cruellement à nos bibliothèques orientalistes; surtout à l'heure où, hier au Liban ou en Éthiopie, aujourd'hui au Caucase ou en Égypte, demain Dieu sait où, les communautés chrétiennes orientales sont constamment – en général pour leur malheur – à la « une » (1).

Cependant, cette récente publication des éditions Brépols (dont nous avons déjà vanté (2) l'excellente collection « Fils d'Abraham » avec ses volumes sur les faïsses, les syriaques, les coptes, etc.) nous offre encore l'occasion de pester contre les chercheurs de langue française (Belges, Français, Libanais ou de toute autre nationalité), parfaitement en mesure de produire un tel *Petit Dictionnaire* (et même un grand), qu'il a pourtant fallu traduire de l'allemand! Même histoire, en somme, que pour ce *Dictionnaire encyclopédique de l'islam* en un tome qu'on a dû emprunter aux Anglais (3)...

Trente-cinq millions d'hommes

Après ces tarabustages visant une certaine apathie de l'orientalisme francophone des qu'il s'agit de s'attaquer à des ouvrages collectifs où l'ego, c'est vrai, en prend un coup, célébrons sans autre réserve ce *Petit Dictionnaire de l'Orient chrétien*, réussite d'érudition miniaturisée mise à la portée du public cultivé moyen et offrant des pistes nombreuses à ceux qui veulent creuser tel ou tel thème.

D'« Abbassides », dynastie musulmane de Bagdad, à « Zarah-Yacob », négué d'Abyssinie et théologien copte, en passant par « Saint Ephrem le Syriaque » et « Palestine chrétienne », chaque article donne les éclairages histo-

riques et religieux essentiels; avec parfois de véritables découvertes comme ce Raphaël Tuki (ou Touki), copte de Haute-Égypte, qui fut, au dix-huitième siècle, le symbole du ralliement à Rome d'une fraction de ses coreligionnaires. Car ce dictionnaire englobe tous les rites d'Orient, qu'ils soient canoniquement rattachés au Vatican ou non. En effet, les Eglises catholiques orientales (melkites, maronites, etc.) ont su se préserver de la latinisation ou conserver au moins une partie de leur superbe héritage pharaonique, araméen, mésopotamien, byzantin ou autres.

Outre les idiomes, cantiques, cérémonies ou coutumes (celle de la circoncision s'est maintenue parmi les chrétiens nilotiques contrairement à ce que semble

dire le *Petit Dictionnaire*), quelques illustrations viennent à propos rappeler la profonde originalité culturelle, notamment architecturale – voir en particulier les arts arméniens ou éthiopiens – de ces véritables « ethnies confessionnelles », souvent pourchassées ou persécutées – surtout en ce siècle – et qui, malgré tudes, pressions, discriminations et émigration, ont su continuer à vivre leur originalité au milieu d'une majorité islamique qui estime avoir vocation à les corrompre tôt ou tard.

Du Caucase à l'Éthiopie via le Levant, quelque trente-cinq millions de chrétiens (relevant d'une quinzaine de rites distincts), sans compter les millions de leurs frères qui ont essaimé depuis le dix-neuvième siècle au Canada, au Brésil, en Australie ou à ...

Marseille ou Sarcelles, vivent un christianisme qui, pour le plus grand bien de la diversité du monde, a refusé l'occidentalisation de ses usages ou de ses dogmes.

J.-P. Péroncel-Hingoz

(1) Au sujet des Arméniens, on lira avec profit les terribles témoignages recueillis par Samuel Chahmoussian sous le titre *La Tragédie de Sourenits, un pogrom d'Arménie en Union soviétique*. Ce recueil, traduit du russe par Albert Audouin-Bouvier, procure la nette impression – à travers des événements de 1939 déjà oubliés ou passés sous silence et très soignés à cet égard – que le génocide perpétré contre les Arméniens de l'Empire ottoman entre 1895 et 1917 recommence au Caucase (Seuil, 220 p., 120 F.).

(2) « Le Monde des livres » du 14 juillet 1989 et du 5 avril 1991.

(3) « Le Monde des livres » du 14 février 1992.

## Bonaparte fondateur du sionisme?

**BONAPARTE EN TERRE SAINTES**  
de Jacques Derogy et Hesi Carmel.  
Fayard, 494 p., 150 F.

Pour la première fois, un livre en français est consacré à l'histoire de la proclamation d'établissement que Bonaparte aurait lancée aux juifs depuis la Terre sainte, au printemps 1799. Disons-le tout net: la presse du temps n'a pas donné de la réalité du projet « proto-sioniste » des républicains français. Le très sérieux Mallet du Pan, rédacteur, émigré à Londres, du *Mercurio britannico*, écrit: « Le plan de leur République hébraïque est dressé, ils relèveront le Tabernacle à Jérusalem ». En France, l'officier Montour de la Force annonce la nouvelle et annonce même que des bataillons juifs menacent Alep. Mais, jusqu'à aujourd'hui, aucun original du texte de Bonaparte n'a été retrouvé.

Avec leur *Bonaparte en Terre sainte*, Jacques Derogy et Hesi Carmel ouvrent enfin ce dossier. La plume alerte de ces journalistes d'investigation s'est attachée surtout à montrer la fausseté d'une copie en allemand de la proclamation, apparue dans des conditions rocambolesques en 1940. L'itinéraire de ce document est en lui-même digne d'une nouvelle de Borges.

En remontant la piste, les auteurs

parviennent jusqu'à la secte juive messianiste des disciples de Jacob Frank. Comme les membres de cette confrérie pratiquaient le document apocryphe, Jacques Derogy et Hesi Carmel concluent un peu vite que l'auteur du texte retrouvé en 1940 ne peut être qu'un de leurs chefs: ils désignent alors un certain Hirschfeld, membre important de la secte et affilié à la loge maçonnique des « frères esotiques ».

Cela dit, la démonstration a l'avantage de faire revivre au passage, après Gershom Scholem, ces personnages et ces groupes d'illuminés de la fin du XVIIIe siècle. Faux messie, franc-maçons, ou, comme l'amir de Hirschfeld, Julius Frey, mystique agnoste dans le jacobinisme (1): l'auteur de la proclamation se trouve peut-être parmi eux et non sous le bicornie du général Bonaparte. L'hypothèse est séduisante et reste une hypothèse.

En fait, Jacques Derogy et Hesi Carmel ne doutent pas qu'il défait de la proclamation; il y est au bel et bien un « projet juif » ébauché au cours de la campagne de Syrie. Il aurait consisté en de vagues promesses présentées au conseil messie du Pacha de Damas, Jean-d'Acre, juif du Pacha de Damas, Jean-d'Acre, Jazzer, dit le « bouchon ». Autre mobile possible: le manque de fonds, cette plebs des armées révolutionnaires, aurait pu inciter le Directoire à mobiliser l'argent des juifs au financement de l'expédition d'Égypte.

Bonaparte en Terre sainte donne une solution à une autre énigme de la campagne de Syrie: pourquoi, parvenu à quelques kilomètres de Jérusalem le 7 mars 1799, Bonaparte n'aurait-il pas la cité sainte, se contentant d'envoyer caracoler devant ses murailles le jeune Eugène de Beauharnais? Cette question fait écho à la surprise de Chateaubriand qui s'étonne, au dix-neuvième livre de ses *Mémoires*, d'« autre-fois », de voir Bonaparte « après s'être plongé dans l'Orient, source des renommées merveilleuses », revenir, « sans toutefois être allé à Jérusalem, de même qu'il n'entra jamais dans Rome ».

En fait, des raisons tactiques qu'analysent Jacques Derogy et Hesi Carmel conduisent le général en chef à différer son entrée dans Jérusalem jusqu'à la chute de Saint-Jean d'Acre... qui n'eut pas lieu. La résistance inattendue du pacha Jazzer contraignit Bonaparte à évacuer la Terre sainte début juin 1799. Bien qu'il fût proche à cette époque des idéologues et de l'athéisme des Lumières, le jeune général n'était donc pas aussi insensible que le suppose Chateaubriand à l'éclat des lieux saints.

Nicolas Weil

(1) Voir sur le mouvement frankiste: Gershom Scholem, *Les Grands Couvents de la mystique juive* (chapitre VIII), Payot. Sur Julius Frey, du même auteur, *De francisme au jacobinisme*, Gallimard-Seuil, 1981.

## Une mémoire juive

La Bibliothèque de Jérusalem fête ses cent ans

Le 14 juin prochain sera célébré le centenaire de la Bibliothèque nationale juive et universitaire de Jérusalem. Cent ans d'une histoire tourmentée, émaillée par les tribulations d'Israël au XXe siècle. Cent ans d'une institution à la fois publique (on y fait parfois des prêts), érudite (elle se trouve à Givat Ram, un des campus de l'Université hébraïque) et nationale (depuis 1933, elle est le destinataire du dépôt légal).

Avec un fonds de deux millions et demi de volumes, cette bibliothèque est la plus importante du Proche-Orient. Pourtant elle est née de l'énergie et de l'obstination d'un seul homme, un certain Joseph Chazanowicz, natif de Bialystok, en Pologne. Après un voyage à Jérusalem (alors sous domination ottomane), Joseph Chazanowicz décide d'y fixer ce nouveau centre de la mémoire juive. Il expédie les neuf mille volumes de sa collection privée de livres à Jérusalem. En 1892, la Bibliothèque Midrash Abraham est inaugurée. Plusieurs années avant la publication du manifeste de Herzl, et plus de cinquante ans avant sa proclamation, l'Etat juif a déjà une bibliothèque nationale.

C'est de Tchécoslovaquie que va venir le premier grand professionnel: Hugo Bergmann. Il avait été bibliothécaire universitaire à Prague, où il fut l'élève du philosophe Martin Buber, avant d'être l'un des fondateurs de l'Université hébraïque de Jérusalem en 1925.

Bialystok, Prague... Il ne manquait que Berlin pour parfaire ce charme discret *MittelEuropa* qui s'attache à tant de vieilles institutions israéliennes. C'est justement de Berlin que vint, à la fin des années 20, Gershom Scholem, le spécialiste de la mystique juive. Il légua sa précieuse collection de manuscrits, comme Albert Einstein y déposa, plus tard, celui de la théorie générale de la relativité.

En 1945, les alliés décidèrent de confier à la Bibliothèque de Jérusalem les fonds des communautés et des institutions juives détruites par les Allemands, soit cinq cent mille volumes! Mais aujourd'hui, c'est une nouvelle révolution qui attend la dizaine de salles de lecture: l'ouverture au public et le microfilmage des trésors enfouis dans la Bibliothèque nationale russe de Moscou et dans celle de Saltykov-Shchedrin à Saint-Petersbourg. Vingt mille manuscrits hébraïques pratiquement inconnus à ce jour attendent de révéler leurs secrets. L'un d'eux concerne d'ailleurs l'histoire de France puisqu'il s'agit d'une nouvelle version du procès du Talmud de 1240 où s'affrontèrent, devant Louis IX, l'épiscopat dominé et le rabbin Yehiel de Paris. Un nouveau chapitre pour la bibliothèque d'un peuple du Livre.

N. W.

# REZVANI

## La Traversée des Monts Noirs

En supplément au  
Rêve de D'Alembert

ROMAN

STOCK

396 p.  
130 F

Ce long roman-théâtre éblouit par toutes les questions qu'il pose, par sa réflexion sur le plus profond de la conscience humaine.

J.-M. G. Le Clézio - Le Monde

Ce roman débordant d'idées, de digressions, d'une prolifération de récits annexes, s'il défie analyse et résumé, n'est nullement abstrait. La fable est toujours mise en scène et en dialogues.

François Nourissier - Le Figaro Magazine

Stock

## Les Temps Modernes

48e ANNÉE MAI 1992 N° 550

LE JOURNAL DU GHETTO DE VARSOVIE  
D'ADAM CZERNIAKÓW

6 septembre 1939 - 23 juillet 1942  
(Fragments)

SYMBOLIQUE ET IDENTITÉ NATIONALE  
DANS L'EUROPE CONTEMPORAINE

Claude Reichlin, Georges Lantier,  
Adam Michnik, Georges Lantier,  
Joseph-Jana Monod, Georges Lantier,  
Patrick Sempé, Georges Lantier, Resz...



# L'épopée cosmologique de Platon

Peu d'œuvres ont eu autant d'influence sur la pensée occidentale que le *Timée* et le *Critias*. Les voici à nouveau présentés, dans une traduction inédite

**TIMÉE, CRITIAS**

de Platon.  
Traduction, introduction  
et notes de Luc Brisson  
avec la collaboration  
de Michel Patillon pour la  
traduction.  
G.F.-Flammarion, 438 p., 42 F.

Le monde a-t-il un commencement absolu ou l'Univers oscille-t-il sur des milliards d'années entre l'expansion et la contraction radicale, entre le Big Bang et le Big Crunch? Claude Allègre pose ainsi le problème dans sa belle *Introduction à une Histoire naturelle* (1) : « Si le Big Bang est l'instant zéro de tout, la conception unidimensionnelle du temps se trouve... confortée. Si, à l'inverse, ce n'est qu'un épisode dans une évolution cyclique où alternent Big Crunch et Big Bang, le temps cyclique des Chinois, des Égyptiens et des Sumériens apparaît comme vérifié. »

Mais il n'y a pas que les Égyptiens et les Sumériens. Le monde selon Platon s'ordonne lui aussi entre des catastrophes à répétition, incendies ou déluges cosmiques, selon un schéma historiographique que le philosophe grec emprunte à Homère et à Hérodote. Parce qu'il traite non du domaine des formes intelligibles, mais de la réalité et de la vérité, le *Timée* se présente comme un « mythe vraisemblable », c'est-à-dire comme la meilleure des histoires naturelles possibles. Peu de textes ont eu sur la pensée occidentale une pareille influence. D'abord parce que c'est dans le *Timée* et dans son complément, le *Critias*, récit inachevé soit par force, soit par volonté — on en discute — que se trouve la fameuse épopée de l'Atlantide et de son combat contre l'Athènes primordiale, combat remporté par les Athéniens mais suivi d'un déluge qui engloutit le continent occidental. On sait à quel point ce récit a fait, fait toujours, délirer. De l'Amérique au Sahara, de Santorin à la Sibérie, où n'a-t-on pas cherché l'Atlantide, alors que Platon s'est contenté avec une diabolique per-



CAGNAT

versité d'opposer deux Athènes, celle qu'il aurait voulu gouverner, citée de la Raison et de la guerre terrestre, et celle qu'il a combattue toute sa vie, celle de l'empire maritime.

Cette épopée inachevée en encadre une autre : celle de la fabrication artisanale du cosmos par un artisan divin, usant des techniques les plus raffinées que connaissent les artisans grecs, ces héros secrets de l'aventure hellénique, aidés d'autres artisans spécialisés dans le détail. De l'âme du monde au plus petit des végétaux, en passant par l'homme et l'acropole que constitue sa tête, le demiurge et ses acolytes construisent le monde, le regard fixé sur les formes intelligibles — ils sont des artisans, non des créateurs au sens biblique du terme — suivant une progression harmonique, c'est-à-dire mathématique et musicale.

Cette conquête méthodique est

aussi, en un sens, une dégradation, car plus on descend dans l'échelle des êtres, de l'âme du monde au corps du monde, du masculin au féminin, de l'homme à l'animal, plus le demiurge se heurte, selon la norme hiérarchique de Platon, à la nécessité, au « matériau », à l'irrationalité.

## Un choix lucide

Peu de textes grecs sont aussi redoutables pour le traducteur et l'interprète que le *Critias* et, plus encore, le *Timée* de Platon. Pour affronter cette épreuve, il faut être à la fois un helléniste et un historien de la philosophie, conscient du fait que ces textes nous sont parvenus à travers une série d'interprétations, dont celle des découvreurs de l'Amérique qui ont rapidement identifié le nouveau monde au continent englouti du *Timée* et du *Critias*.

Auteur de plusieurs livres sur le *Timée* et le *Critias* (2), animateur, avec Monique Canto, d'une excellente et nouvelle entreprise de traduction de l'ensemble du corpus platonicien (3), Luc Brisson était mieux que personne en France préparé à cette épreuve. Seul Heinz Wismann aurait pu faire aussi bien mais, pour des raisons mystérieuses, il tient sous le boisseau les quelques mille pages qu'il a consacrées à un commentaire du *Timée*. Luc Brisson, aidé de l'excellent helléniste qu'est Michel Patillon, nous a fourni une traduction juste, claire et lisible. Il l'a accompagnée d'une longue introduction, de notes, de schémas explicatifs, et d'une bibliographie qui est un choix lucide et raisonné.

On peut, ici ou là, critiquer ses choix. Je ne suis pas sûr, par exemple, que, pour rendre le grec *chôra* qui désigne chez Platon ce qui est rebelle à l'ordre vainqueur, le mot « terrain » — comme le « terrain » d'une maladie — n'aurait pas mieux valu que le mot « matériau ». Je me demande aussi parfois si le Platon de Luc Brisson n'est pas, par trop, le philosophe qui sépare. Luc Brisson peut-il aussi rendre compte de l'infini chatolement que prend le monde sensible de par sa participation au monde intelligible? La description de l'Atlantide n'est-elle pas un exemple de cette infinie variété et ne faut-il pas associer, de plus près encore que ne le fait Luc Brisson, la cosmologie du *Timée* et l'épopée interrompue du *Critias*? L'Atlantide est à Athènes ce que le multiple est à l'un, ce que l'altérité est à l'identité. Ce sont là des questions dont chacun est libre de débattre, mais on ne peut guère le faire aujourd'hui sans partir de l'impressionnant travail de Luc Brisson.

Pierre Vidal-Naquet

(1) Fayard, 1992.

(2) *Le Mûre et l'Âtre dans la structure cosmologique de Platon*, de Platon, Klincksieck, 1974; *Platon, la mythologie et la philosophie*, Maspero, 1982; *Introduction à l'Univers* (avec F. Walter-Meyerstein), Les Belles Lettres, 1991.

(3) Huit volumes déjà publiés chez Flammarion, dont trois par les soins de Luc Brisson.

## A chacun ses Grecs

**NOS GRECS ET LEURS MODERNES**  
Les stratégies contemporaines d'appropriation de l'Antiquité  
Textes réunis  
par Barbara Cassin,  
Le Seuil, 473 p., 170 F.

L'histoire de la philosophie occidentale s'identifie, pour une large part, avec l'histoire des diverses appropriations qu'elle a faites de la Grèce. S'interroger sur les formes que prennent celles-ci aujourd'hui, ainsi que sur les stratégies déployées, c'est évidemment une bonne idée.

Demander à quelques-uns des grands artisans d'une telle appropriation (Jacques Derrida, Umberto Eco, Paul Ricoeur) de mettre en évidence leurs propres stratégies interprétatives, c'était un pari car il n'était pas certain qu'ils seraient prêts à passer « derrière » eux-mêmes, et à faire valoir les coulisses de leur théâtre.

Or ce pari est tenu. Non seulement ils ont accepté de jouer le jeu, mais ce jeu éclairé, après coup, leur propre doctrine. Le dialogue qu'ils mènent avec eux-mêmes par l'intermédiaire de « leurs » Grecs fonctionne comme un révélateur. Ainsi pour Jacques Derrida qui y voit la définition, ou plutôt la non-définition, de sa propre identité : « Nous sommes encore des Grecs certes, mais peut-être d'autres Grecs. » Umberto Eco et Paul Ricoeur, en dépit des évidentes disparités de leurs lectures, se rejoignent sur la notion de narrativité qu'ils s'emploient à dégarer de la Poétique d'Aristote et dont ils montrent quel usage tout à fait général on peut en faire.

Il y a plusieurs autres voies pour entrer dans ce livre. La diversité fait son intérêt, mais

aussi l'embarras du recenseur. Car les Grecs sont convoqués successivement pour leurs « modèles politiques », pour leur rôle dans le « tournant linguistique » comme dans la « philosophie pratique ».

Un enseignement global se dégage de ces études souvent aigües. Bien plus que Platon, c'est Aristote qui offre à nos contemporains le plus grand nombre de formes susceptibles d'avoir pour eux du sens. Barbara Cassin, orfèvre en matière aristotélicienne, dit de lui qu'il est « définitivement de notre contemporanéité ». Ce serait un prolongement du présent ouvrage que de se demander de quand date cette modernité à visage aristotélicien.

## Une histoire philosophique ?

Mais pour entrer dans le livre, on peut aussi commencer par le début. On lira alors un passionnant tête-à-tête entre Pierre Aubenque et Jacques Brunschwig, tous deux spécialistes de philosophie grecque, mais qui débattent ici d'une question plus générale : l'histoire de la philosophie est-elle ou non philosophique? Vieille question d'ailleurs, mais qui est ici d'une parfaite fraîcheur. Résumer ce débat par oui ou non aurait à peu près autant de sens qu'un raccourci en quinze notes d'une sonate pour deux instruments. Le plaisir que procure cette lecture n'est justement pas étranger au suspense dans lequel on demeure après avoir été successivement convaincu pour et contre. On aimerait donner raison aux deux interlocuteurs ; mais il faudrait choisir. Au fait si c'était cela même la philosophie ?

François Azouvi

## La chaîne des vivants

Voici vingt siècles Plutarque s'interrogeait déjà sur les droits des animaux

**TROIS TRAITÉS POUR LES ANIMAUX**  
de Plutarque.

Traduits par Amyot,  
précédés de la Raison du plus fort  
d'Elisabeth de Fontenay.  
POL, 220 p., 75 F.

Au nom de quoi tuons-nous des animaux pour les manger? La nécessité de survivre? Sûrement pas, puisqu'il est d'autres possibilités de se nourrir. Le plaisir, la pure jouissance, les raffinements du goût? Alors, quelles « cruelles friandises »! Car même si nous l'oublions à force d'habitude, voilà que nous ôtons la vie sans nécessité à des êtres sensibles. Nos délicatesses culinaires seraient donc pétries de sauvagerie, entachées d'une injustice et d'une barbarie de la pire espèce : elle ne se soupçonne même plus.

Allons donc, ce ne sont que des animaux. Des bêtes, des brutes, presque des choses. En tout cas, des êtres dépourvus de raison que nous autres, tout à fait autres, humains seuls pensant, raisonnant et parlant, pouvons donc rôtir, bouillir ou frire à loisir. Et s'il n'en allait pas ainsi? S'il se trouvait qu'entre les vivants existent une continuité, une parenté, par degrés, de sensibilité et d'intelligence? Si donc, au lieu d'aller de soi, la mise à mort des animaux avait toujours quelque chose d'un meurtre, voire d'un fratricide?

Ces questions traversent trois courts traités de Plutarque, qui s'intitulent, par exemple, « S'il

est loisible de manger de la chair » ou « Que les bêtes brutes eussent de la raison ». Retrouvant des arguments déjà présentés chez Pythagore ou Empédocle, Plutarque y combat les stoïciens qui légitiment la dévotion de chair par le monopole humain de la raison. Refusant les gâteaux mais pas la viande, le luxe mais non le meurtre, ce sont, à ses yeux, des sages fort incohérents.

## Le sens de l'humanité

Ces méditations sur les cadavres qui jonchent nos tables et emplissent nos assiettes ne sont pas réservées aux intransigeants de ce qu'on pourrait appeler la diète éthique. Comme le souligne Elisabeth de Fontenay dans la belle étude ouvrant le volume, ces pages s'interrogent directement sur la place de l'homme parmi les vivants et sur le sens de l'humanité, ce terme toujours double, signifiant à la fois « donneur » et « genre humain ».

En un temps où l'on se soucie du destin de la Terre, des droits de l'animal, de la responsabilité humaine, il n'est pas inutile d'écouter ce qu'ont encore à nous dire ces textes grecs, marginaux et oubliés. D'autant que la traduction par Jacques Amyot des *Œuvres morales* de Plutarque (1572) est une merveille, non pas de fidélité, mais de beauté, tout bonnement.

R.-P. D.

## Actualités du platonisme

Dans le flot ininterrompu des études consacrées à la pensée de Platon, il faut signaler, parmi les publications de ces derniers mois, un important numéro de la *Revue philosophique* où Monique Canto-Sperber a rassemblé une vingtaine d'études dédiées à la mémoire d'Henry Joly (né 1103, 1991 - IV, PUF, 298 p., 100 F), ainsi qu'un volume regroupant de savantes *Études sur le Sophiste de Platon*, publiées sous la direction de Pierre Aubenque, qui éclaircissent le contenu et la méthode de ce dialogue capital ainsi bien que les interprétations dont il a fait l'objet, depuis Aristote jusqu'à Heidegger (textes recueillis par Michel Narcy, Bibliopolis, 588 p.).

La politique étant l'un des domaines privilégiés de la réflexion de Platon, on lira avec profit le recueil posthume de Léo Strauss, *Études de philosophie politique platonicienne*, qui vient de paraître (Bélin, coll. « Littérature et politique », 368 p., 175 F). Les analyses centrées sur le platonisme y répondent à des lectures consacrées à Heidegger, Husserl, Nietzsche, Marx, Maimonide ou Machiavel. Elles visent à mettre en lumière les aspects essentiels du conflit entre philosophie et société politique, dont l'oubli est, aux yeux de Léo Strauss, la clé de l'appauvrissement spirituel de la modernité. Précédé d'une introduction de Thomas Pangle et traduit de l'anglais par Olivier Sedeyn, ce testament intellectuel est complété par une bibliographie des travaux de Léo Strauss, dont on découvre à présent l'ampleur.

Il convient également de ne pas oublier le remarquable travail de Michel-Pierre Edmond, *Le Philosophe-roi, Platon et la politique*,

publié il y a quelques mois, critiquant l'interprétation chrétienne qui a mis abusivement l'accent sur la fuite du philosophe hors du monde terrestre et sa contemplation du monde divin des Idées. Michel-Pierre Edmond insiste au contraire sur le retour du philosophe dans la Caverne, et sur son rôle de fondateur et de constructeur d'une Cité juste. Mais ce modèle ne doit pas être interprété, ce qui serait un second contresens, comme l'invention d'une utopie totalitaire. Le rôle du philosophe-roi, comparable au demiurge-artisan du *Timée*, serait d'orienter les citoyens vers la recherche du bien commun, en éveillant leur courage politique (Payot, coll. « Critique de la politique », 186 p., 140 F).

Parmi les traductions au format de poche, signalons enfin que le *Banquet* est paru dans une traduction de Philippe Jaccottet, avec une introduction de Monique Trédé, dans la série « Classiques de la philosophie » du Livre de poche, tandis que la collection « Agora-Les classiques » de Presses Pocket reprend la traduction de Mario Meunier, avec une introduction et un dossier de Jean-Louis Poirier.

R.-P. D.

À la suite de la chronique « Aristote toujours recommandé » (*Le Monde* du 8 mai) nous avons cité de signaux, parmi les nouvelles éditions des textes de philosophie, l'édition à Nîmes parue dans la série « Classiques de la philosophie » du Livre de poche. Il s'agit de la traduction de Jules Barilley Saint-Hilaire revue par Alfredo Gomez-Miller, qui a également rédigé la préface et les notes. Sous le titre les *Chémistes d'Aristote*, Alfredo Gomez-Miller a publié une introduction à la pensée du Stagirite qui est un bon outil pédagogique (Ed. de Félibre, 162 p., 110 F).

lattes

TOUAREG LA TRAGÉDIE

228 p., 78 F

Ce soir sur TF1 à Ex Libris

**Un peuple doit-il disparaître pour exister?**

Les 1



LE MONDE DES LIVRES

## L'INJUSTICE FAITE AUX HELLÈNES

## Questions à Delphes

Un colloque sur la traduction de la littérature néo-hellénique en français s'est tenu à Delphes, du 30 avril au 2 mai, à l'initiative du ministère de la culture grec et du Centre culturel européen de Delphes. Il était dédié à la mémoire de Constantin Dimaras, le grand historien de la littérature néo-hellénique récemment disparu. Le but de ces journées de travail était double : présenter la littérature grecque actuelle dans ses différents courants et les rapports qu'elle entretient avec les autres littératures européennes, et discuter des problèmes d'édition, de traduction et de réception que pose sa diffusion en France. Le premier objectif n'a peut-être pas été atteint de manière tout à fait satisfaisante. Les grandes perspectives historiques ne donnaient qu'une idée très générale de l'évolution de la littérature contemporaine et laissaient peu de place à l'étude des tendances les plus récentes, qui auraient intéressé au premier chef les éditeurs et journalistes français participant au colloque. Sur le second point, en revanche, des communications très diverses ont permis de voir s'affronter ou se compléter des points de vue souvent très différents.

La question « Qu'est-ce qu'une littérature étrangère ? », posée par Sabine Wespleser (éditions Actes Sud), n'a sans doute pas reçu de réponse définitive mais elle a débouché sur une autre question : cherche-t-on l'étrange ou le familier dans la littérature étrangère ? L'un ou l'autre selon les époques, répond Lionel Richard (Magazine littéraire, France-Culture), qui conclut que toute littérature est, par définition, étrangère. A propos des moyens mis en œuvre pour soutenir ce secteur, le même souligne la part croissante de l'Etat dans l'aide à l'édition de textes étrangers en France. Si Bruno Roy (éditions Fata Morgana) ne croit qu'à l'initiative individuelle, Georges Bijouras (éditions du Griot) regrette l'absence de structures culturelles grecques à l'étranger comparables aux instituts français, allemands ou italiens. L'accueil fait à la littérature grecque en France n'est pas encore ce qu'il devrait être mais aux constats pessimistes des uns s'oppose l'action dynamique, reconnue par tous, du Centre de traduction littéraire de l'Institut français d'Athènes, qui édite des textes en collaboration avec Actes Sud et forme de jeunes traducteurs. C'est, en effet, dans les mains de ces derniers que repose principalement le sort de la littérature grecque à l'étranger, traducteurs dont le rôle de « passeurs » a été souligné à l'envi et illustré par les brillantes communications d'un Jacques Bouchard, nous faisant pénétrer dans les arcanes de son travail sur la poésie d'Embrinkos, ou d'un Dominique Grandmont, nous entraînant avec lui dans le « Voyage de traduire ».

L. F.

Les auteurs grecs contemporains sont encore largement méconnus en France. Une situation qui pourrait changer. De Réa Galanaki à Thanassis Valtinos, rapide tour d'horizon d'une littérature qui mérite l'attention des éditeurs

La littérature grecque est victime d'une injustice. Pourquoi reste-t-elle à ce point méconnue, alors que la production littéraire de tous les autres pays européens suscite la curiosité du public et trouve bon accueil chez les éditeurs ? Serait-ce que dans notre esprit l'image de la Grèce, coincée entre le mythe de l'Hellade antique et celui des vacances au soleil, exclut toute littérature autre que savante ou folklorique ? Depuis quelques années cependant, depuis surtout les « Belles Étrangères » consacrées en 1990 à la Grèce, les éditeurs français ont fait un effort pour donner sa place à cette littérature et permettre enfin aux lecteurs de prendre connaissance de textes qui méritent un public européen.

En 1989, déjà, le *Quart*, le très beau roman de Nikos Kavouras, écrivain boulangère qui a longtemps vécu en Chine et fait songer à Victor Segalen et à Blaise Cendrars, a été réédité dans la très belle traduction de Michel Samier (1). Puis un « classique » de 1933 a été rendu accessible au public français : le *Colonel Liapakis*, de M. Karagatsis (1906-1960), œuvre maîtresse dont les résonances flaubertiennes, dans la satire de la bourgeoisie provinciale, ne peuvent laisser indifférent le lecteur français (2). Nous restons en province avec la *Fin de notre petite ville* (1979), qui place Dimitris Hatzis au rang des grands prosateurs grecs contemporains. Les sept nouvelles qui composent le recueil ont pour cadre une « petite ville de la province grecque » — Ioannina, la ville natale de l'auteur dans les années 30. La sixième, la plus longue, intitulée « Le Testament du professeur », est à elle seule un chef-d'œuvre, empreint de cette ironie très fine caractéristique du style de Hatzis (3).

C'est en revanche la capitale qui est le cadre privilégié de Mémis Koumandarides, né en 1931, l'un des écrivains les plus populaires en Grèce actuellement : Athènes, au fil de son œuvre, devient le miroir où se reflètent les problèmes de la société grecque contemporaine (4). Dans la *Verrerie*, par exemple, il raconte la lutte vaine d'une jeune femme, ancienne militante de gauche, pour faire survivre une petite entreprise de luminaires. Cet échec d'une vie est aussi celui de toute une génération qui a cru à

certaines idées et que la dictature a brisée. Réa Galanaki, avec la *Vie d'Ismail Pacha* (5), entraîne le lecteur dans la lutte pour l'indépendance crétoise au XIX<sup>e</sup> siècle : à travers

contemporains y excellent, comme Ilias Papadimitrakopoulos, auteur de deux recueils, *Dentifrice* et *la chlorophylle* (1973) et *Bains de mer chauds* (1980), qui sont deux petites merveilles. Des récits

drame originel hante, par exemple, les nouvelles d'un Christophoros Milonidis, dont les personnages, parvenus à l'âge adulte, errent dans un monde moderne privé de sens par l'incommunicable souvenir de l'horreur (*la Chémise du Centaure* et autres nouvelles, 1962 ; *le Kalamos* et l'*Achéron*, 1985).

Chez Dimitris Nollas, né en 1940, autre auteur de nouvelles (*la Fête d'Athènes*, *Polyxénia*, *la Peau douce*, parus en Grèce entre 1974 et 1984), l'impression dominante est plutôt celle d'un désarroi : celui qui s'empare de l'individu perdu dans l'exil, dans l'histoire et son cycle infernal de souffrances et de persécutions, dans une époque qui ne suscite que sarcasme et dérision, et même dans l'amour qui n'est plus que l'ombre de lui-même et ne sauve pas de la solitude. Avec E. Ch. Conostas en revanche, l'écriture fait entrer de plain-pied dans une sorte de fantastique doux qui n'est que le brouillage imperceptible de la frontière entre le possible et l'imaginable. Son dernier texte publié, une très belle nouvelle intitulée *A l'Auberge du cardinal*, est plein de rencontres et de coïncidences dans la plus pure tradition surréaliste.

## L'apparition de Théodoropoulos

En ce qui concerne le roman, la situation varie selon la période considérée. Les grands romans des années 60 ont été traduits en français (*Cités à la dérive*, de Stratis Taktis, *le Troisième Anneau*, de Costas Taktis, et la *Trilogie*, de Vassilis Vassilikos). C'est le cas également, pour les années 70, du chef-d'œuvre d'Aris Alexandrou, *la Caisse*, ainsi que d'une partie de l'œuvre de Hatzis et de Koumandarides. Il reste encore à découvrir pour cette génération, l'œuvre d'un Alexandros Kotzias, avec son grand roman, *Unapportion de pouvoir*. Mais les divisions chronologi-

ques sont arbitraires. Thanassis Valtinos, par exemple, l'un des écrivains actuels les plus intéressants et les plus constamment novateurs, a commencé à publier dans les années 60, mais son œuvre la plus ambitieuse est sortie en 1989 en Grèce (*Éléments pour les années 60*) et trois nouveaux livres sont attendus pour la rentrée.

Le public français va d'ailleurs bientôt pouvoir le découvrir puisque les éditions Hatier viennent de publier l'un de ses textes, *Bleu nuit presque noir*, tandis que deux autres sont en cours de traduction, *le Synaxaire d'Andreas Kordopatis*, et *la Marche des neufs*, à paraître chez Actes Sud début 1993. Pour les plus jeunes, notons l'apparition très remarquée sur la scène littéraire de Takis Théodoropoulos, né en 1954. Son quatrième roman, *le Paysage absolu* (1991), qui a un énorme succès en Grèce, sortira chez Actes Sud à la rentrée.

Avec Galanaki et Théodoropoulos, on voit peut-être arriver une nouvelle génération d'écrivains qui gardent leur particularité, leur « être grec » tout en refusant de s'enfermer dans des problématiques purement nationales. Cette floraison d'œuvres de haute qualité est une occasion pour les Français de pénétrer enfin dans ce domaine de la littérature européenne pour lequel ils n'ont pas manifesté jusqu'à présent assez de curiosité et qui leur réserve de grandes surprises.

Lucile Farnoux

- (1) Clématis, 1989.
- (2) Traduit par René Bouchet, Hatier, 1991.
- (3) Traduit par Michel Volkovitch : *le Cahier du directeur*, Complexe, 1990 et *le Testament du professeur*, Actes, 1990.
- (4) *Le Maître maigre*, neuf éditions du Griot, 1991 ; *la Verrerie*, traduit par Marcel Darnand, Hatier, 1991 ; *le Beau Capitaine*, à paraître aux éditions du Griot.
- (5) Actes Sud, 1992.



Philippe Dracodaidis : seul compte le Message

le personnage d'Ismail, Crétois devenu musulman et égyptien sans pour autant perdre son attachement profond à sa patrie, la romancière pose d'une manière nouvelle le problème de la « grécité » (« Le Monde des livres » du 27 mars). *Le Message*, enfin, dernier roman de Philippe Dracodaidis, vient de paraître en français (voir notre encadré).

## Nouvelles de talent

Après ce rapide tour d'horizon des textes qui ont été mis récemment à la disposition du public français, il n'est pas inutile de rappeler que d'autres œuvres mériteraient à leur tour d'être traduites. La nouvelle, genre peu apprécié en France, est, au contraire, très pratiquée en Grèce. Certains écrivains

courts, écrits à la première personne le font souvent, dans une langue limpide, dessinant, par petites touches, des scènes de la vie provinciale durant les années 30 et 40. Sous la transparence de ces souvenirs d'enfance et d'amours adolescentes affleure la violence de la guerre et de la mort, mais discrète, à peine perceptible dans une allusion ou concentrée dans la chute inattendue d'un texte. C'est, à la fin de l'évocation enjouée des bains de mer de sa jeunesse, l'image atroce de l'émigré russe empalé sur un pieu de fer à la suite d'un plongeon imprudent.

Le lecteur français peut être surpris de la récurrence du thème de la guerre chez les prosateurs grecs. C'est qu'au traumatisme de la défaite et de l'Occupation s'est ajouté en Grèce, celui, indélébile, de la guerre civile qui a suivi. Ce

## Les fantômes de Dracodaidis

LE MESSAGE de Philippe Dracodaidis. Traduit du grec par Karin Corests, Actes Sud, 168 p., 110 F.

Tout commence par le message. Le 28 octobre 1917, le révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata, chef de l'armée libératrice du Sud, envoie une lettre de félicitations à Lénine pour la prise du palais d'Hiver. L'histoire ne dit pas si ce message est parvenu à son destinataire. Le livre de Philippe Dracodaidis découle de la rencontre de ce petit fait et de deux dates : 10 avril 1870, naissance de Vladimir Oulianov, dit Lénine ; 10 avril 1919, meurtre d'Emiliano Zapata. Les coïncidences plaisent aux poètes, elles forcent le sens des choses.

Tout sépare le paysan mexicain, avec son cheval et sa carabine, du petit-bourgeois intellectuel qui met en mouvement la plus énorme machine historique du vingtième siècle. Tout, à commencer par l'espace qui ne sera jamais couvert entre eux deux : la cavalerie chargée de la mission part, mais arrive-t-elle ? Et pourtant, les voici tous deux réunis dans une mascarade stupéfiante et sans pitié qui se moque allégrement de tous les lieux communs historiques. On pourra objecter qu'il n'y a plus de tabous de nos jours et que cela fait belle hurette que Lénine n'intéresse plus personne dans son mausolée, mais il faut rendre cette justice à l'auteur que le livre a été écrit précisément

avant que n'ait lieu les bouleversements que nous savons. Quant au sujet de la farce, le masque que l'on brûle en dansant et en poussant des cris de joie n'est autre que la révolution. La révolution vouée à l'échec, traînant après elle son cortège d'horreurs, gigantesque contre-façon produite par le Siècle des Lumières : la révolution est un art, dit Lénine après Marx ; la preuve, ajoute l'écrivain, c'est que le mot « dada » a été inventé par Lénine.

## Chevauchée fantastique

Pour mener son réquisitoire, le « manipulateur de mots » convoque des personnages de tous les coins de l'Europe et de l'histoire, fantômes qui viennent chacun faire leur procès avant de disparaître en riant. Les héros qui ont pris la Bastille se révoltent des crapules, ni plus ni moins révolutionnaires que ces compagnons imprimeurs qui, par haine du patron et de sa belle épouse, guillotinent, par une belle nuit de 1730, leur chat adoré ainsi que tous les chats du quartier. Crimée de révolution. Où sont les révolutionnaires alors ? Il n'y en a qu'un : Sade, solitaire, embastillé, philosophe en son boudoir. Le reste est condamné, n'existe même pas. Seule la littérature « est à la hauteur » : Charlotrouffand lâche une phrase d'outre-tombe, Baltasar Gracian dispart, incognito, dans une salle d'auberge. En arrière-plan de la chevauchée fantastique du

message, trois figures d'écrivains : Tchekhov, Kafka, Cavafy, tels des anges noirs. Par-delà le temps et l'espace, l'auteur leur adresse un signe de connivence. Ils ont pressenti l'horreur à venir, mais laissent entendre qu'il gît l'espoir. « *Chaque fois que j'ai donné le beau voyage. Sans elle tu n'aurais pas pris la route. Elle n'a rien d'autre à te donner* », écrit Cavafy. Peu importe le message ; peu importe qu'il arrive, il suffit qu'il soit en route.

Dans ce conte philosophique qui se présente plutôt comme un puzzle et peut faire songer aux *Mille et Une Nuits*, Philippe Dracodaidis renoue avec la très ancienne tradition byzantine des narrations, où l'histoire et l'imaginaire se mêlaient sans contrainte. L'un des plus grands charmes de ce texte réside justement dans l'étonnante liberté de ton et de forme qu'il affiche, passant sans transition de la chanson obscène au discours philosophique, mêlant les genres et les époques avec une allégresse réjouissante et une truculence toute rebelle (1).

L. F.

## Lattès

TRACY CHAMOUN  
An nom du père



216 p., 110 F

Ce soir sur TF1  
à Ex Libris



Une autre voix, celle de la paix et de l'espoir. De la tolérance et de la réconciliation.

Philippe Cusin  
Le Figaro

Cotment peut-on pardonner aux assassins de sa famille.

Sylvie Soule - La Croix

Un livre document, la dernière étape d'un itinéraire impressionnant.

Patricia Gandin - Elle

Tracy Chamoun crée sa souffrance et raconte sa conversion. Ecrite avec les mots du cœur, sa confession est bouleversante.

Jeanick Le Tallec  
Télérama.

ÉDITIONS ÉOLE  
171, rue St-Jacques 75005 Paris  
Notre savoir-faire dans l'édition de livres et de revues nous permet de fabriquer aux meilleurs prix, délais et qualité  
PLAQUETTES & CATALOGUES  
43.25.88.35



## La gloire des marranes

### MARRANES

de Frédéric Brenner  
et Yosef Hayim Yerushalmi  
suivi de  
Prières, traductions et présentées  
(en bilingue)  
par Inacio Steinhardt  
et de Voix de Tras-os-Montes  
et de Beira,  
rassemblées et présentées  
par Nicole Zand.  
Photographies  
de Frédéric Brenner.  
La Différence, 146 p., 198 F.



L'existence de la petite communauté marrane de Belmonte, village de la province de Beira, au nord-est du Portugal, ne relève pas de la curiosité ethnographique ou de la survie de quelque lointain souvenir. Ces quelques dizaines de familles pratiquent la religion juive en secret, sans synagogue, sans livres ni rabbins.

Depuis cinq siècles, depuis les persécutions catholiques et les baptêmes forcés des juifs, ceux qui allaient faire d'une insulte le mot « marrane » signifie pour un castillan — leur titre de gloire et de victoire, maintenant cette mémoire et la transmettent telle une flamme fragile et essentielle.

En 1984, Frédéric Brenner avait réalisé, avec Stan Neumann, un film sur les marranes de Belmonte ; il avait été diffusé en novembre 1990 sur FR3. Il publie aujourd'hui le livre rassemblant les photos — admira-

bles de respect et d'intelligence — qui donnent à voir, sans la violer, cette mémoire secrète.

On y trouve, outre les témoignages rassemblés pour le film par notre collaboratrice Nicole Zand, et une analyse historique signée par Yosef Yerushalmi, l'ensemble des prières orales des marranes, retranscrites et traduites, dont un

émouvant *Pater* avec des interpolations appartenant à la tradition cachée.

P. K.

\* Les *Darwin* marranes, de Frédéric Brenner et Yosef Hayim Yerushalmi, existe également en cassette vidéo, produit par La SEPT (64 ans, 179 F). Disponible par correspondance, BP 630, 60732 Sainte-Genève, Cedex 09, ou par Minitel : 3615 La SEPT.

## Le cauchemar de Sir Hugo

Pour son premier roman, Patrick McGrath brode avec talent sur l'éternelle ambiguïté de la relation maître-valet

### L'ÉTRANGE HISTOIRE DE SIR HUGO ET DE SON VALET FLEDGE

de Patrick McGrath.  
Traduit de l'anglais  
par Martine Laurent-Skopan.  
Albin Michel,  
coll. « Les grandes traductions »,  
231 p., 98 F.

Le manoir de Crook n'avait jamais été le royaume de la détente et de la bonne humeur. L'impérieuse autorité du maître des lieux, Sir Hugo, gentleman paléontologue, y imposait de strictes règles de conduite, directement héritées de la bonne tradition victorienne. Cela était un peu froid, un peu oppressant, mais somme toute vivable, du moins tant que Sir Hugo pouvait poursuivre ses recherches sur un squelette de *Phlegmosaurus*, rapporté d'Afrique orientale et grâce auquel il entendait bien démontrer que les dinosaures sont les véritables ancêtres des oiseaux.

Tout bascule avec l'arrivée d'un couple de nouveaux domestiques, les Fledge, elle cuisinière qui sombre dans l'éthylisme, lui majordome au style irréprochable mais dont la longue silhouette silencieuse va devenir de plus en

plus inquiétante pour Sir Hugo. Il faut dire qu'au moment où Patrick McGrath — qui signe là son premier roman — donne la parole à celui-ci, le malheureux gentleman est déjà cloué sur un fauteuil, conscient de ce qui l'entoure mais réduit, comme il l'avoue lui-même, à l'état de « légume ». On ne saura que tardivement dans quelles circonstances il a perdu toutes ses facultés de mouvement et de parole.

Mais c'est dans sa tête que se déroule le récit des événements dramatiques qui vont secouer le vieux manoir. La réalité de ces événements est, pour la plupart, établie : il y aura mort d'homme, dans des conditions particulièrement sinistres, tandis que leurs pulsions sexuelles — hétéro et homo — poussent maîtres et domestiques à d'inavouables fornications.

Besucoup moins sûr est le rôle réellement joué par les différents personnages. Car, avec une rigueur toute britannique, Sir Hugo admet fréquemment qu'il « spéculait », qu'il « imaginait », que son récit est largement le fruit de déductions et non d'observations directes, à la limite qu'il est en proie au délire de la persécution. Le tout dans une atmosphère constamment décrite comme « malsaine », « maléfique ».

« maligne », et au fil de scènes plus ou moins incongrues ou troublantes comme celle où Sir Hugo voit un énorme brochet s'échapper du ventre d'une vache crevée qui flotte sur le marais voisin, ou lorsque, à l'heure du café, il se fait apporter sur la table familiale un vieux crapaud pour l'y nourrir d'asticots.

Plus d'ambiguïté que de véritable suspense dans ce roman en forme de cauchemar mais attirant jusqu'à la dernière page. Nous comprenons très vite que l'objectif de Fledge n'est autre que de « prendre la place » de Sir Hugo. Mais nous sommes en Angleterre et tout ne sera réellement consommé que lorsque, ayant troqué son uniforme noir de majordome contre une confortable veste de tweed, il ajoutera sa propre tasse sur le plateau où est servi, au salon, à cinq heures, le thé traditionnel.

Peut-être Patrick McGrath a-t-il tendance à en rajouter un peu sur les descriptions — imaginaires — de corps masculins dénudés et d'étreintes luxurieuses, de la cuisine au salon et bien sûr à la chambre de la maîtresse de maison. Mais après tout, pour Sir Hugo au moins, cela lui précède ment partie du cauchemar.

Alain Jacob

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

## La rage de Graciliano

### ANGOISSE

(Angústia)  
de Graciliano Ramos.  
Traduit du portugais (Brésil)  
par Geneviève Lebrich  
et Nicole Bires.  
Gallimard, 288 p., 110 F.



« **Q**UE pourrais-je m'arriver ? Aller en prison, passer en jugement et être condamné, perdre mon emploi, purger la sentence. La vie en prison ne serait pas pire que celle que je menais. » Cette phrase, prise de la fin de son roman *Angoisse*, l'écrivain brésilien Graciliano Ramos l'avait écrite avant son incarcération... La saleté, qui lui répugnait physiquement, il l'avait imaginée, redoutée à l'avance, comme s'il s'y préparait, comme s'il l'éprouvait déjà par lui-même... « Toucher les barreaux noirs et dégoûtants est au-delà de mes forces », écrit le narrateur du roman. Je me lave les mains un nombre incalculable de fois par jour, je nettoie mes plumes avant d'écrire, j'ai horreur des présentations, des salutations où il me faut servir des mains dont on ne sait où elles ont traîné, des mains qui ont fourré leurs doigts dans un nez ou entre les cuisses d'une Marina quelconque. (...) Je n'ai pas peur de la prison. Si on me donne de l'eau pour me laver les mains, je m'en accommoderai. »

*Angoisse*, qui vient de paraître en traduction française, avait, justement, été publié en 1936, alors que son auteur était en prison. C'était son troisième roman. Avec José de Almeida (1887-1980), initiateur du roman régionaliste nordestin, puis avec José Luis de Rego (1901-1957), auteur de *L'Enfant de la plantation*, et avec ses cadets Rachel de Queiroz (née en 1910) et Jorge Amado — dont on va fêter, cette année, le quatre-vingtième anniversaire — Graciliano Ramos sera un des grands représentants du groupe d'écrivains nordestins des années 30, créant une littérature régionaliste engagée.

Né en 1892 dans une petite ville de l'État de l'Alagoas, au nord-est du pays, dans la famille d'un *fazendeiro*, un propriétaire terrien, ruiné par la sécheresse, il a évoqué dans son roman le plus célèbre, *Sécheresse* (*Seca*), un des premiers livres publiés par Roger Caillols dans sa collection « Le ordo du sud » (Gallimard, 1956), la vie primitive et les mœurs brutales du sertão que fuient les paysans, où les troupeaux sont alternativement décimés par la sécheresse ou par les pluies torrentielles, où sévit la peste bubonique, dans un pays qui sort à peine de la crise qui a suivi l'abolition de l'esclavage en 1888 (1). Incohérence d'une administration qui va le nommer

directeur de l'instruction publique de l'Alagoas, en 1933, pour le destituer brusquement, trois ans plus tard, et l'incarcérer pour subversion en mars 1936. Sans raison. Ses fils sont aux Jeunesses communistes ; lui n'appartient à aucun parti avant 1945, date à laquelle il adhère au Parti communiste. Ce qu'il écrit trahit seulement un homme libre. Il sera relâché sans la moindre explication onze mois plus tard, en janvier 1937, sans avoir été jugé, ni même interrogé. Dans ses souvenirs, écrits dix ans plus tard, *Mémoires de prison* (Gallimard, 1988), il a raconté, sans exhibitionnisme, sans misérabilisme, l'avilissement dans la colonie pénitentiaire où sont parqués « politiques » et prisonniers de droit commun.

Mécontent du manuscrit du roman qu'il est en train de terminer et qu'il avait pris en horreur : « Je l'avais abandonné deux fois, j'étais resté un an sans le voir, j'avais souillé et déchiré des feuilles. Les interruptions et les discordances successives devaient être la cause de ces incorrections. Il aurait fallu m'isoler. » La prison sera cet isolement auquel il fait semblant d'avoir aspiré. « Où trouver la paix ? », écrit-il, plus tard, dans *Mémoires de prison*. Ma femme passait son temps à me persécuter d'une jalousie insupportable, abominable, insensée. J'avais pu la tromper et me venger, et j'avais été fait pour ce genre de choses. » Un certain nombre d'écrivains se mobiliseront en sa faveur et le roman, *Angoisse*, paraîtra en 1936, pendant son incarcération.

*ANGOISSE*... On croit lire, d'abord, narré à la première personne, un roman de la jalousie d'un petit bourgeois dans une ville de province qui cherche à tout moment refuge dans le passé, qui s'efforce de redevenir enfant, mélange les choses anciennes avec ce qui lui arrive. Fait constamment l'aller-retour entre la famille du sertão et la ville qui l'a dégoûté de ses vices. « Je ne suis plus ce que j'étais alors. La tranquillité me manque, l'innocence me manque, je suis devenu une loque que la ville a

usée et salie. » Et, soudain, imperceptiblement, on glisse dans la folie, la paranoïa. Un délire de persécution-persécuté. Le journal d'un fou, presque gogolien. Un homme avec des velléités littéraires, employé comme spécialiste de faits divers dans le journal d'une petite ville, aime (croit aimer) une jeune fille qui n'en veut pas la peine et qui s'en amuse. Il tuera son rival. Sans que ce soit vraiment par jalousie. Il en a simplement décidé ainsi : l'amant, Tavares (qui — coïncidence ? — porte le nom de l'inspecteur de police qui va l'arrêter), devait mourir.

Il raconte le bureau, les conversations de café entre hommes, les ragots sur les perses incestueuses, les avortements, les voisins qu'il épia, nuit et jour, derrière les cloisons. Il passe du réel aux souvenirs de son enfance, à ses rêves de gagner le gros lot pour Marina et ses cauchemars dans lesquels il l'imagine en trompons, scie vivante, dans lesquels il se sent rongé par les rats qui l'empêchent de se concentrer. « J'étais dans la salle d'eau, nu, en train de fumer et d'imaginer des extravagances, comme à l'accoutumée. Je passe ainsi deux heures, assis sur le ciment. Je bois une tasse de café à six heures puis j'entre dans la salle d'eau. J'en sors à huit. Je m'habille à la hâte et je cours au bureau. Pendant que je fume, mes jambes tendues, de grandes révolutions se produisent dans ma vie. J'écris un livre, un livre remarquable, un roman. Les journaux se récrient, les uns m'attaquent, les autres me défendent. Le directeur me jette des regards furieux mais je sais très bien que c'est par jalousie et je ne m'en formalise pas. Je vais devenir célèbre. »

UN délire dont les fantasmes terrifiants de la part de cet écrivain ami d'un Jorge Amado, son oncle de vingt ans, qui, pourtant, lui ressemble si peu. Cynique toujours, agressif, misogynne, rageur, teigneux, il affirmait, dans un autoportrait en 1936, « ne pas aimer les voisins ; avoir horreur des gens qui parlent fort ; détester la radio et le téléphone ; n'aimer ni les fruits ni les gâteaux ; haïr la bourgeoisie ; être athée ; considérer la Bible comme son livre préféré ; aimer les gros mots écrits et parlés ; détester la mort du capitalisme ; écrire à la main ». Un homme qui, comme son personnage, ne faisait rien pour attirer les compliments ou les honneurs et qui aurait certainement été le premier étonné d'apprendre que le président Fernando Collor avait décidé, pour fêter spécialement son centenaire, de déclarer 1992 « année culturelle Graciliano Ramos ».

(1) *Vidas secas* et *Mémoires de prison* ont donné lieu à deux beaux films de Nelson Pereira dos Santos.

### ANNIE COHEN HISTOIRE D'UN PORTRAIT

(LE PORTRAIT D'UN PRÉSIDENT)

"L'idée de lui proposer de poser pour moi est venue un matin, quelques heures avant de pénétrer pour la première fois dans son bureau (comme si le privilège d'être reçue par lui devait s'accompagner d'une idée singulière, unique, jamais imaginée). Les mots avaient surgi avec l'idée."

### ACTES SUD

SILENCIEUX ET ÉLOQUENT COMME UN PORTRAIT DOIT L'ÊTRE



### VASSILI PESKOV ERMITES DANS LA TAÏGA

"Nous vous apprenons que nous sommes encore vivants mais guère bien portants, ensuite il en sera comme Dieu le voudra. La vie va doucement, nous avons moissonné le seigle, nous n'avons pas récolté tout le pois et la pomme de terre, la neige a tout enveloppé."

### ACTES SUD

TERRES D'AVENTURE



### THÉODORE MONOD L'ÉMERAUDE DES GARAMANTES

"Au terme de mon séjour littoral, au lieu de prendre le bateau, je grimai sur un dromadaire pour ma première « méharée » : le sort en avait décidé, le Sahara se refermait sur une proie que, soixante ans plus tard, il tient encore prisonnière."

### ACTES SUD

TERRES D'AVENTURE

